

LES CÉLIBATAIRES

PREMIÈRE PARTIE

I

Ce soir froid de février 1924, sur les sept heures, un homme paraissant la soixantaine bien sonnée, avec une barbe inculte et d'un gris douteux, était planté sur une patte devant une boutique de la rue de la Glacière, non loin du boulevard Arago, et lisait le journal à la lumière de la devanture, en s'aidant d'une grande loupe rectangulaire de philatéliste. Il était vêtu d'une houppelande noire usagée, qui lui descendait jusqu'à mi-jambes, et coiffé d'une casquette sombre, du modèle des casquettes mises en vente vers 1895 : avec une sous-mentonnière à deux ailes, actuellement relevées de chaque côté sur le dessus.

Quelqu'un qui l'aurait examiné de près aurait vu que chaque détail de son accoutrement était « comme de permanence ». Sa casquette était démodée de trente ans; sa houppelande était retenue, au col, par deux épingles de nourrice accrochées l'une à l'autre et formant chaînette; le col tenant de la chemise blanche empesée était effrangé comme de la dentelle, laissant à nu le tissu intérieur, et sa cravate était moins une cravate qu'une corde vaguement recouverte de place en place d'une étoffe noire passée; son pantalon flottant descendait de quinze centimètres plus bas que ce que les tailleurs appellent « la fourche », et, de gris qu'il était censé être offi-

ciellement, tournait au jaune franc sur le devant; le lacet d'une de ses bottines (des bottines énormes) était un bout de ficelle qu'on avait eu l'intention de peindre en noir avec de l'encre.

S'il avait poussé plus loin son indiscrétion, l'observateur aurait remarqué que c'était de même une forte ficelle qui tenait lieu de toute ceinture à notre personnage, et que celui-ci ne portait pas de caleçon. Ses vêtements, à l'intérieur, étaient tout bardés d'épingles de nourrice, comme ceux d'un Arabe. Il avait à chaque pied deux chaussettes de laine superposées (d'où sans doute la largeur des godillots). Retournant les poches, voici ce que l'observateur y eût trouvé de remarquable : un vieux croûton de pain, deux morceaux de sucre, un mélange sordide de brins de tabac noir et de miettes solidifiées de vieille mie de pain, un mouchoir noirâtre, et une montre en or massif, qui l'eût arrêté. C'était une montre ancienne, plate, respirant par toute sa personne la beauté de la chose coûteuse et parfaite; le boîtier en était littéralement recouvert par le pataras que faisait un blason très historié (lion, flammes, toute la boutique) et couronné d'une couronne de baron. Enfin, finissant sa visite par le portefeuille, — un portefeuille en loques, et, à l'emplacement du crayon, sans crayon, — l'observateur y eût rencontré, d'un côté, une centaine de francs, de l'autre, une carte réclame de la maison « Jenny, fards de théâtre, etc... », et trois cartes de visite qui devaient bien être là depuis dix ans, car elles étaient jaunies au point d'en être devenues presque brunes sur leurs bords. Elles portaient, vulgairement imprimée, la suscription : *Élie de Coëtquidan, 11 bis, rue de Lisbonne*. Et, par une singularité qui ne se voit plus qu'en province et encore, peut-être, seulement en Bretagne, la suscription était surmontée d'une couronne de baron.

M. Élie de Coëtquidan, vissé sur une patte, bousculé par les passants, mais imperturbable, lut en entier son journal à la lumière de cette boutique de coiffeur, devant laquelle il le lisait chaque soir, à la même heure, — bien que plusieurs parmi les autres magasins fussent mieux éclairés, — et cela depuis neuf ans. Ce qu'il lisait lui arrachait de temps en temps un grognement, un *hrrr*... très caractéristique, qui n'était qu'à lui, ou même une interjection : « Salauds ! » « Saloperie ! »

« Hrrr, c'est le journal... temps en... rance, qu... classique... Boule... laquelle... pavillon... comme si... trousseau... comme... d'aspect... avant dé... tige entr... seule pi... femme c... s'occupa... — Al... Et a... Melanie... M. de Co... D'un... qui évo... journal... d'on ne... — T... Et se... été plus... Mais son... regard a... — M... — M... tantôt... vous éte... Mais... figura... ment la... porte à... chaise... où il se

« Hrrr, c'est bien ça, les jeunes!... » Enfin, tenant par un coin le journal tout déplié, il s'ébranla vers le boulevard Arago. De temps en temps il ralentissait, pour remuer, du bout de sa canne, quelque papier ou détritrus sur le trottoir, avec le geste classique du chiffonnier qui crochette.

Boulevard Arago, il s'arrêta devant une grille, derrière laquelle on distinguait, dans l'ombre, un jardinet, puis un pavillon d'aspect banal, dont la façade était sans lumière, comme si la maison était inhabitée. M. de Coëtquidan sortit un trousseau de clefs, attachées elles aussi, — comme le pantalon, comme la bottine, — par une licelle, toute cotonneuse d'aspect, tant elle était usée, et ouvrit la porte de la grille. Puis, ayant détaché d'un arbuste une feuille, dont il se fourra la lèvre entre les dents, il contourna la maison, et entra dans la seule pièce qui en fût éclairée, la cuisine, où une grande femme osseuse, à tête de poule, et sur le déclin de l'âge, s'occupait à son fourneau.

— Alors, vous voilà rentré! dit la femme.

Et au timbre haut de sa voix, comme à l'expression, — Mélanie lui parlait d'ordinaire à la troisième personne, — M. de Coëtquidan connut qu'elle avait un verre dans le nez.

D'un geste large, le bras tendu, avec une sorte d'air noble qui évoquait un acteur de province, il offrit à Mélanie le journal déplié et froissé, taché par ses doigts toujours poisseux d'un ne sait quoi, et toujours sales.

— Tenez! Je vous le donne!

Et son geste, et son : « Je vous le donne! » n'auraient pas été plus magnifiques, s'il lui avait fait cadeau d'un diadème. Mais soudain M. de Coëtquidan, interrogeant la cuisine d'un regard anxieux et quasiment égaré :

— Minine n'est pas là? Où est Minine?

— Minine? Oui, il vadrrouille! Mais la Grise était là ce tantôt. Même qu'elle m'a fait un affront. Tenez, juste là où vous êtes.

Mais tout à coup le visage du bonhomme s'éclaira, se transfigura, et avec un « Hon! voilà Minine! », il traversa brusquement la cuisine, bousculant presque Mélanie, et ouvrit la porte à un petit chat qui se faufila, d'un bond sauta sur une chaise, et d'un autre bond sur l'épaule de M. de Coëtquidan, où il se mit à se câliner.

M. de Coëtquidan jouissait d'un grand prestige auprès des chats. D'abord, peut-être, parce qu'il sentait fort. Ensuite il savait les caresser à la naissance de la queue, entre les pattes, etc... toute une façon de patiner les chats qui n'est guère connue que des célibataires. Il les rendait fous.

— Alors, on ne dine pas, ce soir? demanda-t-il soudain, d'une voix rogue.

— J'attends M. de Coantré. Il a été chez le notaire. Il fait seulement que de revenir; il est en train de se déshabiller.

Sans mot dire, le vieillard saisit une sonnette, entrebâilla la porte donnant sur la maison, et agita la sonnette nerveusement, avec une sorte de frénésie sénile, et en même temps un visage très déterminé, comme s'il donnait le signal d'une attaque à main armée, ou du « Tout le monde sur le pont! » Il avait toujours sa feuille dans la bouche, comme un vieux bouc. Une voix cria : « Je descends! Je descends! »

La cuisine était spacieuse et très bien tenue; c'était d'ailleurs la seule pièce bien tenue de la maison. Deux batteries de cuisine, en cuivre, y reluisaient comme des soleils. Au milieu, sur la table de cuisine recouverte d'une nappe de belle qualité, deux couverts étaient mis, avec des verres et des carafes de cristal. L'argenterie, la nappe, les serviettes portaient des couronnes de comte. Au dossier de l'une des chaises on voyait noué un bout de ficelle. Toujours la ficelle de M. de Coëtquidan! Que ne figurait-elle dans ses armoires! Car cette chaise était *sa* chaise. En effet, des dix chaises de la salle à manger, il n'y en avait qu'une, paraît-il, qui ne clochât pas du tout, et M. de Coëtquidan se l'était adjugée; si Mélanie se trompait, et lui en disposait une autre, cela faisait un beau vacarme. Ce jour-là encore, avant de s'asseoir, et bien qu'il vit la ficelle, M. Élie vérifia la parfaite stabilité de sa chaise. Sur ce, un petit monsieur entra, et dit vivement :

— Je ne vous ai pas fait attendre, l'oncle? Je ne crois pas qu'il soit plus de sept heures et demie. Quelle heure avez-vous, madame Mélanie?

(Il disait « madame Mélanie », tandis que M. de Coëtquidan disait « Mélanie » tout court.)

— Mais non, monsieur, il est sept heures et demie tout juste. Mais M. de Coëtquidan était pressé!

— Je viens de chez le notaire, dit le petit monsieur, et

à voix
dîner.

col, co
Le

quaran
le visa

sans u
d'un v

endroi
c'était

était u
graisse

l'autre
celui d

taires
M. Élie

étaient
était f

été co
mains

à l'ex
que la

travail
Pe

parole
conçu

son éd
où il y

parlai
Brian

éclair
secon

tranch
une p

toute
dan d

franç
M. de

destin
deux

à voix basse il ajouta : « Je vous parlerai de cela après le dîner. » Il s'assit, et les deux messieurs, ayant mis serviette au col, comme les vachers, commencèrent de dîner.

Le comte de Coantré était un homme à qui l'on eût donné quarante-huit ans environ, bien qu'il en eût cinquante-trois : le visage assez plein, des moustaches et une courte barbiche sans un poil de blanc, les cheveux coupés ras. Il était vêtu d'un veston d'intérieur tellement élimé sur le devant qu'à cet endroit il y avait comme une large plaque blanchâtre : c'était la corde du vêtement qui apparaissait. Sa chemise était une chemise d'ouvrier, en grosse flanelle khaki, au col grasseux. Ses pantoufles de feutre étaient percées l'une et l'autre, et son pantalon avait exactement la même dégaine que celui de M. de Coëtquidan : les quinze centimètres réglementaires au-dessous de la fourche. Alors que les mains de M. Élie, bizarrement zébrées d'égratignures par les chats, étaient fines, presque féminines (il en était très fier, comme il était fier de ses pieds sensibles, qui le forçaient à porter, été comme hiver, deux paires de chaussettes de laine), les mains de M. de Coantré étaient presque calleuses, surtout à l'extrémité des doigts, toute fendillée de petites rides que la poussière incrustée rendait grisâtres : des mains de travailleur.

Pendant le repas, les deux messieurs déroulèrent, en paroles, la plus riche collection d'insanités qui puisse être conçue. M. de Coëtquidan récitait son journal, et M. de Coantré son éducation. L'insanité n'était pas tant dans ce qu'ils disaient, où il y avait bon nombre de vérités, que dans le fait qu'ils parlaient sans savoir. Et tous deux avec passion. Le nom de Briand, qui vint dans leurs discours, leur tira de l'œil des éclairs. Les huguenots empalés par Montluc le furent une seconde fois par M. Élie. Rien, dans leurs propos, qui ne fût tranchant : les hommes, les événements, les opinions, jugés en une phrase, exécutés presque toujours, et sans appel. Il y eut toutefois deux courtes éclaircies. L'une, quand M. de Coëtquidan décrivit les boutons de l'uniforme que portaient les gardes-françaises, et tout ce qu'il en dit était exact. L'autre, quand M. de Coantré expliqua certain dispositif de son invention, destiné à empêcher les rats de venir manger la nourriture de deux poules qui avaient un enclos dans le fond du jardin.

Durant ces éclaircies, les deux messieurs, chacun dans sa spécialité, furent intéressants.

Enfin les messieurs se levèrent de table. M. de Coantré alluma une lampe à pétrole (seule, probablement, de tout le boulevard Arago, la maison, en 1924, n'avait pas l'électricité, par crainte à la fois de la dépense et de la nouveauté), et, disant à son oncle : « Je vous demande pardon, je passe devant vous à cause de la lampe », il sortit de la cuisine. La maison était dans une obscurité complète, et la lampe éclaira faiblement un escalier aux murs crasseux, aux marches couvertes d'un tapis usagé. Un grand poêle chauffait toute la maison par la cage de l'escalier. M. de Coantré monta le premier, tenant la lampe. A mi-chemin, il s'aperçut que M. de Coëtquidan ne le suivait pas, et s'arrêta.

— Vous ne montez pas, l'oncle ?

— *Nan*, je me chauffe, répondit le vieillard, qui était resté en bas près du poêle. Et comme l'autre hésitait, il ajouta, d'un ton protecteur : « Installe-toi chez moi. Je monte dans un instant. »

M. de Coantré alla jusqu'au premier et entra dans la chambre de son oncle. Il y régnait une odeur forte et fade, comme celle que répandent les nourrissons mal tenus, et dont la base était une sorte de brillantine de bazar que M. Élie se mettait sur les cheveux. Sur la table, encombrée de livres et de revues maculés et jaunis, il n'y avait qu'un petit emplacement qui fût à peu près libre ; encore était-il occupé par ces objets, propres à M. Élie, qui sont déjà pour nous de vieilles connaissances : des morceaux de sucre, des croûtons de pain, des brins de tabac, et enfin, il est à peine besoin de le dire, des bouts de ficelle. La plupart des objets qu'on voyait sur cette table, livres, paquets de cigarettes, boîtes d'allumettes, boîtes de spécialités pharmaceutiques, portaient, collés sur eux, de vieux timbres oblitérés ; car M. de Coëtquidan ne pouvait voir un timbre sur une lettre (il allait, tous les soirs, crocheter avec sa canne dans la boîte aux ordures, pour rechercher s'il n'en trouverait pas une) sans le décoller, avec tout un art, et le recoller, à force de salive, sur quelque objet de sa chambre.

Dans l'ombre, contre les murs, on distinguait vaguement une profusion de cadres, de statuettes en simili bronze, de panoplies militaires avec sabres et buffleteries ; un Christ

au-des
milita
« C'est
la bar
fait, s
niera-
homme
sur la
tivism
ne sa
gibec
Mais
dans
boise
Léan
Maize
C'est
Coëtq
M
nouv
leme
préve
trouv
n'en
l'uni
ne lu
siège
de li
n'éta
touch
tasse
son
non
son
emp
poch
la ch
I
de M
tériss

au-dessus du lit; une bibliothèque. A voir toutes ces choses militaires, notre observateur n'eût fait ni une ni deux : « C'est un vieux commandant de zouaves en retraite. D'ailleurs la barbe est typique » ; mais M. de Coëtquidan n'avait jamais fait, seulement, huit jours de service militaire. « Au moins, niera-t-on qu'il soit chasseur? » se fût alors retourné notre homme, discernant dans un coin un fusil et une gibecière, et sur la table trois *Almanach du Chasseur français*, vieux respectivement de quatre, sept et onze ans; mais M. de Coëtquidan ne savait seulement pas comment on charge un fusil, et la gibecière n'avait jamais contenu que des paquets de gros bleu. Mais si l'observateur avait ouvert la bibliothèque et aperçu, dans les rayons du bas (ceux qui étaient dissimulés par la boiserie!) la série des *Claudine*, des albums de Willette et de Léandre, des cartes postales « artistiques », des livres de Maizeroy et de Champsaur, il eût triomphé : « J'y suis enfin ! C'est un vieux qui s'est garé des voitures. » Seulement M. de Coëtquidan, à soixante-quatre ans, avait gardé son innocence.

M. de Coantré posa la lampe sur la table, et marqua de nouveau une hésitation. Que « l'oncle » restât en bas tranquillement à se chauffer et à le faire attendre, alors qu'il l'avait prévenu qu'il avait à lui parler de choses sérieuses, certes, il trouvait cela désinvolte. Mais il était si habitué au respect qu'il n'en était pas choqué. Il eût pu, pour attendre, s'asseoir dans l'unique fauteuil de la chambre, placé devant la table; l'idée ne lui en vint pas : c'était le fauteuil de l'oncle ! Le seul autre siège de la pièce était une chaise, couverte de plusieurs kilos de livraisons de *la Sabretache*, comme pour indiquer qu'elle n'était pas faite pour qu'on s'y assît, et que l'étiquette, en ce qui touchait les visiteurs de M. de Coëtquidan, était qu'ils restassent debout, M. de Coëtquidan, bien entendu, se gardant son fauteuil. Son attente menaçant de durer, M. de Coantré, non sans avoir passé par un débat qu'on eût pu lire sur son visage, se décida enfin à déplacer les *Sabretache*, qu'il empila tant bien que mal sur la table. Puis, sortant de sa poche un papier, et le posant lui aussi sur la table, il s'assit sur la chaise et attendit.

Il entendait, en bas, le *pch... pch...* crachouteur de la pipe de M. de Coëtquidan. Soudain il perçut un autre bruit caractéristique, et, d'exaspération, ses traits se contractèrent.

Ce bruit était celui que venait de faire M. de Coëtquidan, en tournant la clef du poêle, afin de le faire marcher plus fort, et de se chauffer mieux. Or, ce geste de M. de Coëtquidan, geste rituel, comme tant de gestes et de mots étaient rituels dans cette maison, était depuis toujours la cause de drames, — rituels eux aussi, naturellement. Du temps où la maison était menée par le comtesse de Coantré, mère de M. de Coantré et sœur de M. de Coëtquidan (ce temps n'était pas ancien : il y avait six mois qu'elle était morte), M. de Coëtquidan payait à sa sœur une pension de cinq cents francs par mois, qu'il payait aujourd'hui à son fils. Or, les coups de ponce donnés en catimini à la clef du poêle par le vicomte augmentaient la consommation du charbon ; *inde ira*. Il n'était pas rare que, du haut de l'escalier, M^{me} de Coantré lançât son frère cadet comme un gamin :

— Élie, tu viens de toucher au poêle !

— Nan !

— Ne mens pas ! Je t'ai entendu !

— Puisque je te dis que nan ! Ça !

(En passant, saluons le Ça, très idée-que-nous-nous-faisons du-dix-septième. A moins qu'il ne soit, plus simplement, très vieux commandant en retraite.)

A présent, la clef du poêle était un de ces objets qui entretenaient une inquiétude constante dans le faible cerveau du pauvre comte. Il vivait dans l'appréhension d'entendre le bruit fatal, et de devoir alors, ou accepter ce gaspillage de charbon, ou faire une observation à son oncle, éventualité qui dans son esprit prenait des proportions tragiques. Après déjeuner, il guettait la sortie du vieillard et, sitôt qu'il avait entendu la porte de la maison se refermer, il descendait les deux étages et fermait la clef du poêle. Le soir, sur le point de s'endormir, il était réveillé en sursaut : il avait cru entendre qu'on ouvrait la clef du poêle.

Enfin M. de Coëtquidan monta l'escalier, et, peu ingambe, il s'accrochait tellement à la rampe qu'on eût dit qu'il allait la déraciner : elle en tremblait du bas en haut de la maison. M. de Coantré alla au-devant de lui pour l'éclairer. M. de Coëtquidan entra dans sa chambre.

— L'oncle, pour la première fois, je vais être obligé de vous parler affaires... •

M. de Coantré s'arrêta court. Les yeux de l'oncle étaient tombés sur la chaise : les *Sabretache* n'y étaient plus ! Et, à l'instant, le regard du bonhomme avait volté, les cherchant par toute la chambre, avec la même lueur d'*égarement* qui y avait passé tout à l'heure, quand, jetant un regard circulaire dans la cuisine, il avait demandé : « Où est Minine ? »

— Elles sont là, dit M. de Coantré, montrant la table.

M. Élie tripota les revues d'un doigt nerveux. Et M. de Coantré, si habitué qu'il fût à son oncle, fut malgré tout abasourdi en voyant le geste : le vieillard comptait les revues, comme s'il craignait que son neveu en eût volé une. Puis il s'assit et fit : « Hrrr... » Ces « Hrrr... », pareils aux grognements dont certains singes soulignent tout ce qu'ils font, étaient toujours chez lui lourds de choses, et d'ordinaire menaçants.

Une nuée de trouble passa sur le visage de M. de Coantré, ses paupières battirent rapidement, et il dit :

— L'oncle, depuis la mort de maman, je n'ai jamais voulu vous parler affaires. M'inspirant toujours de ce que maman aurait fait, j'ai voulu avant tout ne troubler en rien votre tranquillité.

— Tu as bien fait, mon garçon, dit M. de Coëtquidan, avec un cynisme dont et lui et son neveu restèrent inconscients.

— Mais il faut tout de même, à un certain moment, se mettre en face des réalités. Dans la vie, il faut être réaliste, dit le comte, sur un ton doctrinaire (ce mot de *réaliste* était un mot alors à la mode dans les journaux ; quand on connaîtra mieux M. de Coantré, on sentira qu'il avait dans sa bouche une saveur toute particulière). J'ai vu aujourd'hui encore Bourdillon (c'était le clerc principal de l'étude Lebeau), et le moment est venu que je vous mette au courant de la situation.

« Quand maman est morte, l'actif, évalué par Lebeau, a donné, mobilier compris, soixante-dix mille francs (il avait jeté un coup d'œil sur le papier qu'il avait posé sur la table). Ajoutez à cela les deux mille francs qu'on a trouvés dans le secrétaire de sa chambre, soit soixante-douze mille francs. La petite (c'était sa nièce, Simone de Bauret) et moi nous avons été d'accord pour accepter la succession sous bénéfice d'inventaire. Cependant, aussitôt la succession ouverte, Antoni a fait

valoir chez Lebeau une créance de trente mille en principal, et quarante mille avec les intérêts.

— Ta mère avait emprunté trente mille francs à Antoni ? demanda M. de Coëtquidan, les yeux élargis, qui montraient en entier ses prunelles d'un bleu très pâle.

— Oui, entre 1909 et 1914, trois mille francs par ci, cinq mille par là...

— Et qu'est-ce qu'elle en faisait, de cet argent ? demanda M. Élie, fixant son neveu, d'étrange façon.

— Eh ! l'oncle Elie, vous le savez bien. C'était pour mettre en ordre le passé.

En effet, M. de Coëtquidan le savait bien, ou plutôt s'en doutait bien : ces emprunts avaient été faits par M^{me} de Coantré pour payer l'arriéré de dettes de feu son mari. Mais l'occasion lui avait paru trop belle, de rappeler à M. de Coantré les torts de son père.

— A ce moment, continua M. de Coantré, il s'est révélé une nouvelle dette. M^{me} de Saint-Huberty a réclamé seize mille francs prêtés par son père, M. d'Aumagne, à maman, en 1912, plus quatre mille francs d'intérêts. J'ai retrouvé dans les papiers de maman une lettre que lui écrivit en 1916 M. d'Aumagne, lui disant : « Ne parlons plus de cela. » Mais il paraît que ça n'a pas de valeur légale. Nous avons désintéressé intégralement Antoni, en vendant des valeurs. Avec M^{me} de Saint-Huberty on a transigé, elle a renoncé aux intérêts : nous avons vendu encore et l'avons payée. Soit un débours de cinquante-six mille sur les soixante-douze. Reste : seize mille. Vous me suivez bien ?

— Hrrr... dit M. de Coëtquidan, qui trouvait confus tout ce qui est précis.

— Sur ces seize mille, j'ai dépensé depuis la mort de maman, pour la maison, pour l'enterrement, etc... huit mille francs en chiffres ronds. Il y aura les frais et les honoraires de Lebeau : je les évalue à deux mille francs. Reste six mille, et encore, si de nouveaux créanciers ne se révèlent pas. Toute la fortune de votre neveu se compose, en mettant les choses au mieux, de six mille francs, sans parler de vos cinq cents francs mensuels de pension. Plus les quatre meubles de ma chambre. Ma part du mobilier de maman, j'en fais don à la petite. Cela tient beaucoup de place, mais vous savez ce que c'est, des

choses démodées, à demi cassées. La petite en fera ce qu'elle voudra, elle conservera ce qui pourra lui servir quand elle sera mariée, et vendra le reste.

M. de Coantré s'arrêta, et il y eut un silence. M. de Coëtquidan fit simplement :

— Hrrr...

Un naïf eût pu être ébloui par les mots techniques que le comte avait semés dans l'exposé simpliste qu'il venait de faire, les yeux toujours fixés sur son petit papier : «... fait valoir une créance... en principal... un débours... » sans oublier ce « J'évalue... » qui sent l'homme sûr de son fait. Quelqu'un de plus fin y eût distingué le masque sous lequel M. de Coantré dissimulait son ignorance et son incompréhension profondes de tout ce qui touchait aux chiffres et aux affaires.

Il continua :

— Vous comprenez bien, l'oncle, que, quand on a d'une part six mille francs en tout et pour tout, et de l'autre les six mille par an que vous me donnez comme pension, on ne peut pas conserver un loyer de cinq mille francs ! Il faut donc que nous nous mettions devant la nécessité absolue de quitter le boulevard Arago à l'expiration du bail, c'est-à-dire le 15 octobre prochain, et de nous débrouiller ensuite chacun de son côté. D'ici huit mois nous avons largement le temps de nous retourner.

Il y eut encore un silence. Puis M. de Coëtquidan dit à voix basse :

— Je n'ai plus qu'à crever.

— Allons, l'oncle ! *sursum corda* ! Je ne sais pas quelle est votre fortune personnelle, et cela ne me regarde pas. Mais enfin, vous, vous avez quelque chose. Vous n'êtes pas quelqu'un qui a devant lui six mille francs au maximum, et qui, lorsqu'il les aura mangés, n'aura plus *rien*. Et puis, vous savez bien que l'oncle Octave ne vous abandonnera jamais.

— Mon frère ! Il m'enverrait à l'asile des vieillards plutôt que de me loger chez lui.

— On vous trouvera une bonne pension de famille. Vous avez de l'argent. Vous pouvez peut-être, en mettant cela en rentes viagères...

M. de Coantré s'arrêta. L'oncle avait fait : « Hrrr », ce qui

signifiait : « Là, mon garçon, tu commences à te mêler de ce qui ne te regarde pas. »

— Les six mille que j'ai, et les trois mille cinq de pension que vous me donnerez d'ici le 15 octobre, voilà mon actif jusqu'à notre départ. A déduire deux mille de Lebeau, deux mille cinq pour les deux termes. Reste cinq mille pour faire marcher la cambuse pendant huit mois.

— Et le 15 octobre, qu'est-ce que tu feras ?

— Bien entendu, il faut que je travaille. Je vais commencer dès demain à m'occuper de chercher quelque chose. Je ne sais pas... peut-être infirmier...

— Hrrr... fit M. de Coëtquidan, le doigt dans son nez.

M. de Coantré ne comprit pas la signification de ce grognement, qui était : « Toi, travailler ! Tu ne trouveras rien, parce que tu es un incapable. Et tu retomberas sur les bras de mon frère Octave, et ce qu'il sera obligé de faire pour toi, ce sera autant qu'il ne fera pas pour moi. »

— Moi, dit le vieillard, avec âcreté, je demanderai à Octave de me prendre comme gardien de nuit à sa banque...

Il fit une pause :

— ... et il me mettra dehors.

Ses yeux fixes s'élargirent, et il y vint une humidité voisine des larmes. C'étaient des larmes de célibataire : les larmes de l'attendrissement sur soi-même.

M. de Coantré vit ce voile de larmes. A l'instant, les larmes montèrent à ses propres yeux ; mais ce n'étaient pas des larmes de célibataire : il était ému, non sur lui-même, mais sur son oncle. Avec élan, il se leva sur ses petites jambes.

— Courage, l'oncle ! Je ne sais en quoi je puis vous être utile, mais vous êtes pour moi à présent le représentant de maman sur la terre. Quoi qui arrive, je ne vous abandonnerai jamais.

— Tu auras raison, mon garçon, dit M. de Coëtquidan.

— L'oncle, laissez-moi vous embrasser, dit M. de Coantré.

Il approcha son visage de celui du vieillard, et posa carrément ses lèvres à la lisière de la barbe malpropre. La bouche de M. de Coëtquidan esquissa, dans le vide, un vague, très vague baiser sans bruit.

Brusquement, l'émotion donna à M. de Coantré un petit rire saccadé, et ce fut d'un ton jovial qu'il dit :

— Donc, Arago *capout* ! Eh bien, ce n'est pas trop tôt ! Vous verrez, l'oncle, que cela nous portera bonheur, de quitter cette sacrée cambuse. Je vous le dis : le 15 octobre 1924 va être pour nous le commencement d'une nouvelle vie !

Ils se dirent au revoir, et M. de Coantré, allumant une lampe pigeon qui se trouvait sur la table du palier, commença de monter à l'étage supérieur, où était sa chambre. « Tu n'y vois rien. Tu veux que je t'éclaire ? » lui cria le vieux, et il posa sa lampe sur la table du palier. M. de Coantré en eut une ondée de joie. Déjà cette conversation lui avait apporté un grand soulagement. Il l'avait redoutée. Il avait craint que l'oncle ne lui fit des reproches, qui sait, n'eût une colère, ne déclarât : « Je ne m'en vais pas, ça ! » Et tout s'était si bien passé que le bonhomme lui offrait de l'éclairer dans l'escalier ! Il lui en avait une immense gratitude.

Dans sa chambre, la lampe pigeon éclaira des draps d'une propreté douteuse, le lit où une couverture de voyage tenait lieu de couvre-pieds. Cinq minutes ne s'étaient pas écoulées, que M. de Coantré avait éteint.

A peine avait-il perdu de vue son neveu, que M. de Coëtquidan s'était approché de sa cheminée, où le feu se mourait. Il resta quelques instants le regard fixé sur la flamme. Il était dix heures. La cuisinière, qui couchait chez elle en ville, partait d'ordinaire vers neuf heures. M. de Coëtquidan se munit de sa lampe, et s'avança avec précaution sur le palier. La maison était silencieuse ; on n'entendait que le bruit d'un morceau de charbon qui s'écroulait quelquefois dans le poêle. S'appliquant à ne faire aucun bruit (et cependant, comme lorsqu'il était monté, la rampe de l'escalier frémit), M. de Coëtquidan descendit l'étage et pénétra dans la cuisine.

Dans le sucrier il prit trois sucres, dans un compotier trois noix ; le tout fut empoché. Un litre de vin rouge était entamé ; il en mit le goulot à sa bouche, en but la valeur d'un verre, s'essuyant la bouche avec le revers de son veston. Il trempa dans la confiture une cuiller, et s'en fit du bien. Il était en train de laver la cuiller, — tout cela dans le plus grand silence, — quand, derrière la porte, une voix trémulante cria :

— Qui est là ?

— Hrrr...

M. de Coantré parut, le visage défait. M. de Coëtquidan poussa dans un coin la cuiller poisseuse.

— Ah! c'est vous, l'oncle! Eh bien, vous m'avez fait une belle peur! Voyez-vous, toutes ces histoires d'argent me tournent la tête. J'ai été réveillé en sursaut par du bruit. J'ai cru que c'était comme l'autre fois... (Allusion à une histoire de cambrioleur, dont nous parlerons plus loin.)

— J'étais venu fermer le vasistas qui battait. Elle oublie toujours de le fermer, dit le vieux, les yeux détournés, comme un garnement pris en faute.

Il ajouta, avec une expression sournoise, content d'humilier celui qui le prenait en flagrant délit :

— Faut pas te laisser impressionner comme ça, mon garçon!

Les deux hommes, chacun d'eux sa lampe à la main, sortirent de la cuisine.

— Tiens, monte le premier, dit M. de Coëtquidan.

Quand son neveu eut monté quelques marches, il monta derrière lui. Il avait déjà eu sa première vengeance, avec cette parole blessante. Il eut sa seconde. Au passage, les yeux baissés, sans faire le moindre bruit, il ouvrit un peu plus la clef du poêle.

II

En mai 1869, les gens bien de Paris étaient conviés au mariage des petites de Coëtquidan, Angèle et Émilie, « les perruches » comme on les appelait, car elles étaient jumelles. Elles se mariaient le même jour : Angèle épousait un jeune de Coantré, dont la passion était de vivre de ses rentes, et Émilie un officier de marine, M. de Piagnes, qui avait toutes les vertus. M. de Coantré épousait une perruche, parce qu'il en avait soupé des soupeuses, et ne voulait plus que quelqu'un de très bien. « Je la voudrais plutôt bête », avait-il précisé quand ses tantes lui demandaient quelle sorte de jeune personne il souhaitait qu'on lui cherchât; et quand on lui avait parlé de la petite Coëtquidan, « Est-ce qu'elle est bien bête? » avait été sa première question : on l'avait rassuré. Quant à M. de Piagnes, il ne se sentait attiré que par les jeunes filles qui ne disaient pas un mot dans les bals; il concluait de là à leur

honnêteté
les laissai
bals blan
cours des
fit sa dem
Les p
gentes. C
iers qu'
ype », o
sans plu
Dieu sai
le mond
reté les
brillant
la secon
collabor
est de r
perruch
droites,
cièrem
tiennes
société
cela? I
pleine
pronon
cette p
qu'on
la répu
profite
la fam
guer
On av
lui de
intell
L
au m
vena
parce
Elie,
ranc

honnêteté ; et puis il avait pitié d'elles, parce que les danseurs les laissaient en carafe : c'était le saint Vincent de Paul des bals blancs. Émilie dansa trois cotillons avec M. de Piagnes, au cours desquels elle ne lui dit pas pain. Il en fut bouleversé, et fit sa demande *illico*.

Les perruches avaient la réputation de n'être pas intelligentes. Cette réputation était usurpée. Le monde croit volontiers qu'une jeune fille qui joue la comédie, ou qui est « un type », ou qui prépare son baccalauréat, ou qui flirte, ou qui, sans plus, est mal élevée, est une jeune fille intelligente ; et Dieu sait ce qui en est en réalité. Ayant trop donné aux unes, le monde en refuse trop aux autres ; il condamne avec légèreté les jeunes filles sans brillant. Et pourtant, de la sottise avec brillant ou de la sottise sans brillant, comment ne préférer pas la seconde ? Au moins n'est-elle pas une provocation, et ne collabore-t-elle pas à cette grande confusion des valeurs qui est de nos jours une plaie sociale dévorante et négligée. Les perruches avaient peu d'esprit, mais elles étaient pieuses, droites, en retrait, dociles, prêtes à tous les sacrifices, foncièrement charitables, enfin elles avaient ces grandeurs chrétiennes qui sont toujours un objet de dérision dans une société catholique. Et puis, avaient-elles si peu d'esprit que cela ? Il arrivait souvent qu'elles prononcassent une parole pleine de finesse ou de bon sens, qu'eût été bien incapable de prononcer aucune de leurs brillantes amies. Mais, comme cette parole venait d'elles, elle passait inaperçue, à moins qu'on n'en rit. L'une des perruches, Angèle, avait cependant la réputation d'être plus intelligente que sa sœur. Mais elle ne profitait pas de cette réputation, parce qu'il n'y avait guère que la famille très proche et quelques intimes qui sussent distinguer les perruches l'une de l'autre, tant elles se ressemblaient. On avait toujours envie, quand on abordait l'une d'elles, de lui demander : « Voyons, est-ce que c'est vous celle qui est intelligente ? »

Les perruches avaient deux frères. Leur aîné, Octave, était, au moment de leur mariage, un garçon de vingt ans, qui venait d'entrer comme employé à la banque Latty, de Paris, parce qu'il était l'ami intime du fils du directeur. Le cadet, Élie, était celui des Coëtquidan qui donnait le plus d'espérance. Il préparait les Sciences politiques, pour lesquelles il

n'était nullement fait, n'aimant pas le monde, et ne vivant que pour les livres et les paperasses.

Sitôt ses filles mariées, le vieux M. de Coëtquidan s'en retourna dans son château de Trenel, près de Saint-Pol de Léon. Il avait exigé, au moment des mariages, que le ménage Coantré, moyennant une pension qu'il lui verserait, gardât auprès de lui Élie, tellement perdu dans ses paperasses, et si bien reconnu pour « un peu original », qu'il était considéré comme incapable de se gouverner seul; cela jusqu'à ce qu'Élie se mariât. M. de Coantré fit la grimace, mais il fallut s'incliner. M. de Coëtquidan avait choisi Angèle pour lui faire ce cadeau, parce qu'elle restait à Paris, où Élie devait demeurer à cause de ses études, tandis que le ménage Piagnes allait vivre à Lorient.

M. de Coëtquidan, qui s'était marié à cinquante-cinq ans, en avait alors quatre-vingts. C'était la méchanceté qui le maintenait en vie, car la méchanceté, comme l'alcool, conserve. A partir d'un certain âge, chaque parole mordante prononcée, chaque lettre anonyme envoyée, chaque calomnie répandue vous fait gagner quelques mois sur la tombe, parce qu'elle exaspère votre vitalité. Cela se voit aussi chez les animaux, où une poule particulièrement cruelle, un cheval cabochard, un chien hargneux vivent plus longtemps que leurs congénères. M. de Coëtquidan prétendait beaucoup; quand il disait: « dans nos familles... », il y avait de quoi le guillotiner sur-le-champ. A Trenel, M. de Coëtquidan s'enfonçait dans la triste fin de vie de ceux qui n'ont pas, pour bâton de vieillesse, la perspective d'une progression constante dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il vivait en tête-à-tête avec un Tout-Paris de vieille date, couvert par lui, au crayon, d'annotations mystérieuses concernant toutes les familles qu'il connaissait; à quelque page qu'il l'ouvrit, ce livre saint lui fournissait de profondes méditations: ainsi le croyant, à quelque endroit qu'il ouvre l'Évangile, y trouve, dit-on, une réponse à ce qu'il cherchait.

Les autres occupations de M. de Coëtquidan étaient plus communes. C'était lui qui agitait le plumeau, coupait le bois, allumait le feu, chauffait son frichti, car il s'était fait tellement exécrer que personne ne voulait plus le servir. En augmentant leurs gages, il eût sans doute gardé ses gens, mais c'eût été céder. Toujours faisant le vide, mais opprimant

encore ce vide, ou le peu qui s'y hasardait, il en vint au point où les fournisseurs eux-mêmes refusèrent de monter au château. Il n'y eut plus pour y sonner que le facteur, écume aux lèvres, car M. de Coëtquidan s'était abonné au *Temps*, dans l'unique dessein de forcer cet honnête homme à faire chaque jour les seize kilomètres, aller et retour, qui séparaient le château du bureau de poste. Abandonné des fournisseurs, qui renonçaient avec joie à son argent, à la pensée de le sentir agoniser, M. de Coëtquidan vécut de fruits du verger, de petits beurres et de cakes qu'il se faisait envoyer par le fabricant, et fût crevé de cet état, si M^{me} Angèle ne l'y eût trouvé par hasard et ne lui eût envoyé son valet de chambre, avec des gages extraordinaires, mais qui revint incontinent, car M. de Coëtquidan l'avait commandé, et il souffrait seulement qu'on le priât. M. de Coëtquidan serait retombé dans les petits beurres, si son autre fille, succombant à l'attrait du sacrifice, ne s'était installée à Trenel. La nourriture rendit à M. de Coëtquidan ses capacités : il entreprit de peindre sur des assiettes les armoiries de toutes les provinces de France, telles qu'elles étaient en 89.

Enfin le vieux tapir eut un coup de sang, et en mourut après trois jours.

Après cinq ans, ce fut M. de Piagnes qui mourut, par un accident de machine, à l'arsenal de Lorient. M^{me} de Piagnes, veuve sans enfant, vint vivre à Paris avec son frère Octave, resté célibataire. De son côté, le ménage Coantré, toujours flanqué de M. Élie, qui s'entêtait lui aussi dans le célibat, s'était augmenté d'un garçon et d'une fille, Léon et Marie.

En 1890, rien n'avait changé dans l'association Octave-Émilie ; seulement M. Octave était chef de quelque chose à la banque et tournait à l'important. Chez les Coantré, il était venu encore une fille, Madeleine ; Marie était morte à seize ans. Le mariage avait fait faire à M. de Coantré un virement malheureux. L'occupation de M. de Coantré, jusqu'à son mariage, avait été de courir le guilledou. Homme de devoir, il rompit avec cela en se mariant. Mais il fallait bien qu'il s'occupât, que l'intérêt et la passion qu'il portait aux femmes trouvassent un autre objet : son activité, disponible, s'employa donc à faire fructifier sa fortune par les méthodes de la Bourse, telles que les comprennent et les pratiquent les gens du monde,

en d'autres termes à se ruiner. Cette ruine, en 1890, était en bonne voie.

Cette année-là, Léon de Coantré fit son service militaire, à Toulouse. Il avait été un enfant dorloté, auquel on fit garder ses boucles longues jusqu'à sept ans, puis un brillant élève de *nos maisons*, brillant, mais indiscipliné et fantasque. Sa mère le gâtait follement, par faiblesse et par amour. Son père le gâtait par tempérament, — les Coantré étaient des gens faciles, — et par principe. M. de Coantré, en effet, ne digérait pas aisément la présence installée, à son foyer, d'un personnage aussi peu sympathique qu'Élie de Coëtquidan, de plus en plus immariable; il avait tendance à prendre en grippe les Coëtquidan. En gâtant son fils, il protestait contre les théories rigoureuses de son beau-père; il prétendait qu'une éducation trop sévère produit automatiquement une réaction, chez l'enfant parvenu à l'âge d'homme. Qu'étaient devenus les enfants du vieux Coëtquidan? Angèle et Émilie conservaient, mariées, le genre terrorisé qu'elles avaient sous leur père, non sans en être diminuées dans la vie sociale. Élie n'en faisait qu'à sa tête, et d'ailleurs (nous le verrons plus loin) avait tourné au fruit-sec.

Bachelier, Léon de Coantré fit sa première année de droit. À l'examen, un examinateur crut se souvenir d'avoir été en relations, jeune homme, avec des Coantré. Avant de lui dire la raison de sa curiosité, il lui posa quelques questions sur sa famille. Léon eut alors un trait à la Coëtquidan l'ancien. « Qu'est-ce que ça peut vous faire? » dit-il à l'homme solennel. On le recala tambour battant. Les deux années qu'il passa ensuite jusqu'à son service, continuant son droit sans goût et sans succès, eurent cette abjection qui caractérise l'époque « estudiantine » dans la vie du Français moyen.

C'était un garçon doué, et dans les sens les plus divers. Il excellait à faire des vers latins. Il dessinait et peignait très agréablement, sans avoir jamais appris. Il tirait du piano des harmonies troublantes, — et son ignorance musicale était telle qu'il ne savait seulement nommer une note qu'on lui montrait sur la portée! La physique, la mécanique l'intéressaient; il s'enfermait pour faire des expériences. Une surprenante habileté de ses mains: il construisait, en réduction, des maisons, des bateaux, fouillés jusqu'au détail, avec un goût, une ingé-

niosité et une virtuosité technique qui en faisaient de vraies petites œuvres d'art, bonnes à figurer dans quelque exposition.

Au régiment, où il devint sergent, il se lia avec un autre sergent, Levier, dont le père était contremaître dans un atelier de mécanique générale. Son horreur de se contraindre en quoi que ce fût le rapprochait du peuple, lui faisait choisir, pour camarades préférés, des garçons du peuple, pour maîtresses des cousettes ou des boniches ; avec eux il n'avait pas à se gêner. Les gens du monde étaient ses bêtes noires ; physiquement, il ne pouvait pas désirer une femme qui avait de la naissance. Vers la fin de son temps de service, Léon en vint à parler à Levier d'un certain dispositif dont il avait l'idée, qui permettrait l'agrandissement des clichés photographiques, dispositif très en avance sur ce qui se faisait en ce genre à ce moment-là. Levier fut enthousiaste. Dans quelques mois ils seraient civils. Pourquoi ne s'associeraient-ils pas ? Léon apporterait l'idée et les capitaux, Levier se chargeait de tout le matériel de l'affaire.

Toute la famille marcha. On avait foi en la génialité de Léon : il composait sur le piano sans savoir ses notes. Et puis, comme c'est beau, un jeune noble qui retrouve ses manches, qui aime les ouvriers, qui va de l'avant ! Levier donnait toutes garanties, faisait bonne impression. On vit grand. Il ne s'agit plus seulement de l'exploitation d'un agrandisseur ; on ferait le commerce des appareils photographiques. Tel mit dans l'affaire vingt mille francs, tel quinze, tel dix. Après deux ans, elle était en faillite. Levier, qui était de bonne foi, avait été honnête tant que Léon avait été sérieux. Du jour où Léon, incapable d'application ou seulement d'esprit de suite, d'ailleurs obsédé par la femme, cessa de venir, tourna résolument à l'amateur titré, Levier ne chercha plus qu'à abuser de la situation : et c'est vrai que Léon aurait tenté le bon Dieu par son ignorance et sa naïveté en affaires. Alors Léon publia qu'il ne pouvait plus travailler à côté de Levier, tant l'homme empoisonnait de la bouche ; on devine de quelle oreille la famille, dont les plumes tombaient comme neige dans cette bourrasque, entendait de telles raisons. Les agrandisseurs coûtèrent quatre-vingt mille francs-or aux Coantré, non comptés les apports familiaux, qu'on promit de rembourser peu à peu. Précisément, à cette même époque,

M. de Coantré consommait la ruine par ses opérations de Bourse. Il en mourut. M^{me} de Coantré resta, avec soixante mille francs de dettes.

Léon, toujours impulsif, voulut se tuer. Les Coëtquidan, outrés contre les Coantré, qui valaient tout cela à leur seür, ont bien prétendu qu'il le joua. Mais on le trouva la gorge tailladée. Sa mère était folle. Il lui dit : « Je sens que je deviens fou. Il faut que je lâche tout, tout de suite, que je ne pense plus à rien, ou je ne sais pas de quoi je serais capable. Donnez-moi cinq mille francs et vous n'entendrez plus parler de moi pendant deux ans. » M^{me} de Coantré, qui le voyait se faisant sauter la tête, si on n'en passait pas sur-le-champ par toutes ses volontés, lui donna les cinq mille francs.

Il partit. Il n'alla pas en Californie, mais à Châtenay (Seine), où il resta deux ans. Il avait pris pension chez une veuve. Il ne faisait rien, que musarder, chasser, pêcher, bricoler. Dehors toute la journée. Vêtu comme un chemineau. Heureux comme un roi. Comme les *kalenderi* du sofisme, son but principal est de se soustraire aux usages et aux convenances, et de n'avoir aucun souci. Cet homme, fol ou imbécile dans les choses importantes, était toute sagesse et toute prudence dans les minuties. Marquant ses moindres débours, à deux sous près, il ne dépassa jamais de cinq francs la dépense qu'il pouvait se permettre pour le mois. M^{me} de Coantré allait le voir une fois par mois. Deux fois seulement, en deux ans, il accepta le peu d'argent qu'à chaque visite elle lui proposait.

Les deux ans écoulés, il revint. Que faire de lui? M^{me} de Coantré songea à le marier : il avait un nom. Il ne refusa pas. Mais il refusait d'aller dans le monde. Il ne voulait épouser qu'une bourgeoise ou une fille du peuple, non pas une noble. Comme sa boîte d'outils ne le quittait plus, M^{me} de Coantré le trouva un jour en train de faire sauter, à coups de ciseau, couronne et armoiries sur toutes les pièces de son argenterie personnelle. Il lui dit : « Pour solde de tout comte. » Dans son rôle de prétendant, c'est Triplepatte avant la lettre. Sa pauvre mère se tue à manigancer des entrevues, avec l'aide de la famille; tout le monde est enfin réuni (au prix de quelles sueurs!) : Léon ne vient pas. Il est comme cela : les gens huppés le font voir rouge. Et puis, il faut *s'habiller*, quel

supplice! être à l'heure, quel martyre! Et, avec tout cela, des traits de désintéressement, des mouvements d'honneur, devant lesquels on reste indécis, ne sachant s'il faut louer ou blâmer. Des pourparlers sont poussés assez avant avec une riche famille Duruel. Léon vérifie que ces gens-là, qu'on trouvait au D dans le Tout-Paris de l'an dernier, sont à l'R dans celui de cette année-ci. Passez, muscade! En vain Mme de Coantré vent-elle le persuader que « c'est très bien quand les familles cherchent à s'élever » : il signifie que tout est rompu; ces gens-là, pour lui, sont jugés. De grands industriels, de ceux dont le nom est connu dans le monde entier, ne repoussent pas l'idée de lui donner leur fille. Entrevue. Mademoiselle a du rouge aux lèvres. L'anachorète de Châtenay fait une sortie sur les jeunes filles qui se peignent. Figurez-vous, dans la société d'aujourd'hui, ce monstre : un homme sans situation, et qui n'est pas ambitieux, un homme pauvre, et qui n'aime pas l'argent. Que n'a-t-il assez de dévotion pour aller au couvent? Mais il s'en faut de beaucoup qu'il en ait assez. Et quelle place tiendra un individu qui est dans le siècle, qui n'a pas d'ambition et qui n'aime pas l'argent? Ambition et cupidité sont les deux jambes de l'homme du siècle; celui qui ne les a pas est un cul-de-jatte dans la foule. Nous cependant, qui écrivons ceci, nous tirons notre chapeau à ce cul-de-jatte.

Cette comédie du mariage dura trois ans. Après ses deux ans de solitude et de vie pure, il eût fallu beaucoup de tact pour réconcilier Léon avec la société. On fit l'impossible pour le dégoûter d'elle à jamais. Par bêtise. La famille s'employa avec gentillesse, et même beaucoup de gentillesse, si l'on tient compte des souvenirs que Léon lui avait laissés. Mais que voulez-vous, ces gens étaient bêtes. Qu'on pensât de lui ce qu'on voulût, Léon était un être à part. La famille agit avec lui comme s'il était un daim de cotillon. Nous nous abstenons de juger les méthodes par lesquelles se font d'ordinaire les mariages, en France, dans la classe sociale qui nous occupe ici. Léon vit tout cela, et le trouva hideux. Enfin il proclama qu'il n'épouserait jamais qu'une femme qui lui plairait, dans une église de campagne, sans cérémonie, sans invitations, sans cadeaux; il voulait même se passer des « témoins ». Mme de Coantré abandonna la partie.

Léon de Coantré, pendant ces trois ans, avait vécu chez sa

mère. De travailler il ne fut pas question. M^{me} de Coantré pensait qu'il se couperait la gorge au premier mot qu'elle dirait là-dessus. Évidemment, le jour où il s'était coupé la gorge, ou avait fait semblant, il avait eu une fameuse idée. Ce nouvel état, de vivre sous l'aile de sa mère, défrayé de tout, et dans une insouciance de petit garçon, fut de son goût. Il ne demanda qu'à le conserver. Il le conserva vingt ans.

L'opinion fut sévère pour lui. Avoir gâché ses dons, contribué pour moitié à la ruine de sa mère, et être là, jeune et bien portant, à vivre aux crochets de cette mère, qui joignait difficilement les deux bouts !

L'opinion était sévère à l'excès, et voici pourquoi. Devenue veuve, et dans une situation fort anémiée, au matériel et au moral, par ailleurs privée de sa fille, qui venait d'épouser (assez bien) un ingénieur, M. de Bauret, M^{me} de Coantré avait quitté son hôtel de la rue de Lisbonne, et était venue s'installer dans un pavillon du boulevard Arago. Il y avait là un jardinet. Léon se voua au jardinet. Complet d'ouvrier en velours brun à côtes, savates, tablier bleu, jamais de faux-col : c'était Châtenay retrouvé ! Bientôt il s'attribua d'autres fonctions : il entretenait le poêle, montait le charbon de la cave, repeignait les murs ; même il se chargea de frotter les parquets. On dira qu'il le faisait pour son plaisir, est cela et vrai : dans cette vie dénuée de toute pensée, de tout souci, de toute contrainte sociale, de toute responsabilité, il était heureux ; M. de Coantré pouvait être noble, et comte, et chef d'armes, il avait pu exceller dans les vers latins, musiquer et peindre sans avoir appris, inventer un agrandisseur photographique : sa véritable vocation était d'être homme de peine. Mais le fait reste que les services qu'il rendait étaient de ceux qu'à son défaut il eût fallu payer. Quand M^{me} de Coantré fut bien assurée qu'il n'y avait pas là une nouvelle lubie de sa part, que cela durait, elle supprima la femme de chambre, ne garda plus que la cuisinière et une femme de ménage.

A la lettre, pendant vingt ans, M. de Coantré ne sortit plus de la maison du boulevard Arago. Les visites du jour de l'an, les enterrements de membres de la proche famille (il n'allait à aucun mariage) furent ses seuls contacts avec le monde extérieur. Durant vingt ans, pas une fois il ne sortit après dîner. Il y eut certaines années où, de toute l'année, il ne

franchit
suppliea
n'empêc
religion
peigner
ment ; p
Il garde
khaki).
dimanc
sur le b
ses orei
le sait.

M^{me}
avait l
famille
encore
il était
pauvre
cicatri
pouva
pas ré

Pa
odieus
super
qu'un
ou sa
Quelc
exasp
des g
plus
aussi
elle,
jusqu
elle
pour
avai
pres
à tal
pué
qui

franchit pas cinq fois la grille du jardin. Malgré la muette supplication de sa mère, il n'allait même pas faire ses Pâques; n'empêche que si vous aviez dit devant lui un mot contre la religion, il vous eût arraché les yeux. Pour n'avoir plus à se peigner, il se fit couper les cheveux à la tondeuse, ou quasiment; pour n'avoir plus à se raser, il laissa pousser sa barbe. Il gardait quinze jours sa chemise (une chemise de travail, khaki). Un temps vint où il ne se savonna plus que le dimanche; les autres jours, il se passait une serviette mouillée sur le bout du nez; les samedis, on voyait son cou grisâtre et ses oreilles sales. Quant à son corps, s'il le lavait jamais, Dieu le sait.

Mme de Coantré laissait faire. C'était une femme usée. Elle avait lutté avec son mari, lutté avec son fils, lutté avec sa famille, lutté avec les créanciers : elle ne voulait pas lutter encore pour forcer son fils à se débarbouiller. A présent il était inoffensif, il se rendait utile comme il pouvait, le pauvre garçon. Elle voyait toujours sur la gorge de Léon cette cicatrice... Elle se disait que pour un mot de tels drames pouvaient renaître et que Léon était quelqu'un qu'il ne fallait pas réveiller.

Par à-coups, en effet, il la traitait de façon presque odieuse. Léon avait la bonhomie, la jovialité, et la bonté superficielle des Coantré. Mais, quand un homme n'a en lui qu'une seule goutte de méchanceté, c'est pour son vieux père ou sa vieille mère que précieusement il la tient en réserve. Quelquefois, Léon n'éclatait contre sa mère que par simple exaspération nerveuse : quand il entendait le petit froissement des grains de son chapelet, ou quand elle montrait un visage plus lugubre que de coutume. Cela surtout était réglé : aussitôt qu'il la voyait souffrir, on eût dit qu'il se jetait sur elle, lui montait dessus, la piétinait, lui picorait le crâne jusqu'au sang, comme fait la poule à une autre poule, quand elle la voit blessée. Mais, le plus souvent, c'était, en principe, pour son bien qu'il lui faisait une scène. Par exemple, si elle avait refusé de voir le médecin, ou si, contrairement aux prescriptions de cet homme, elle n'avait pas assez mangé à table (faisant disparaître dans sa serviette, avec la pauvre puérilité des vieillards, quelques morceaux de la viande crue qui lui était ordonnée). Il est à peine besoin de dire que ces

algarades faisaient à la santé de Mme de Coantré beaucoup plus de mal qu'elle ne s'en était fait en escamotant un peu de sa viande crue. Ensuite, Léon, impulsif, mais bon cœur, venait lui demander pardon, les larmes aux yeux; mais le coup était porté.

Cette absurdité de Léon, faisant du mal à sa mère par amour ou soi-disant amour d'elle, avait son comble dans une scène qui se reproduisait fréquemment. Il arrivait que Mme de Coantré, en plein jour, s'endormit sur son fauteuil. Léon, quand il voyait le visage ravagé de la vieille dame, les yeux clos, la bouche ouverte, ne pouvait le supporter, soit que cela lui suggérât ce qu'elle serait bientôt dans la mort, soit que, par faiblesse d'esprit, il crût que c'en était fait, qu'elle était morte, et il la réveillait avec un cri angoissé: « Maman! » Si elle ne s'était pas éveillée du premier coup, il l'eût secouée avec rudesse. Or, Mme de Coantré était dévorée la nuit par d'affreuses insomnies, et ces bribes de sommeil diurne auraient dû être pieusement respectées. Mais c'est ainsi que les traitait Léon, dans son impuissance à dominer son imagination et ses nerfs.

Et M. Élie, cet autre phénix? Eh bien! M. Élie vivait toujours entre sa sœur et Léon. Et nous allons dire ce qu'il était devenu.

Que penser de l'espèce de malédiction qui semble envoûter ces deux hommes? Est-ce l'ombre, étendue sur eux, du vieux Coëtquidan? Est-ce le fait que l'un et l'autre vivent sous l'aile de Mme de Coantré, retranchés de tout l'humain, et dans des conditions qui ne seraient bonnes que pour les ouvriers d'une grande œuvre (et encore, pour certains d'entre eux seulement)? Nous allons voir la vie de l'oncle prendre et suivre la même courbe que suivra plus tard celle de son neveu. N'est-ce pas qu'il y avait quelque vice dans la machine qui propulsa ces vies?

Recueilli dès la vingtième année par sa sœur, selon le vœu de leur père, Élie cessa de s'occuper de quoi que ce fût au monde, qui n'était pas ses paperasses. Il éblouissait la famille par l'étendue de ses connaissances. La famille était bien incapable de faire le départ entre l'instruction et l'intelligence, et de se rendre compte qu'Élie était un imbécile doué d'une bonne mémoire. Cette sorte d'animal-là va loin dans la

société, et Élie, comme son frère, eût pu devenir important, si son extravagance Coëtquidan, ne trouvant pas de contre-poids dans la réalité, puisqu'il en vivait à l'écart, n'avait rapidement dévoré le peu qu'il avait de valeur. Or, à la naissance de Léon, les Coantré, voulant s'élargir, déménagèrent et, de la rue de Bellechasse où ils habitaient, allèrent vivre rue de Lisbonne. Un matin, M^{me} de Coantré s'aperçut que son frère restait à la maison, au lieu d'aller au cours des Sciences politiques, comme il faisait auparavant chaque jour. Élie, questionné, s'expliqua : il ne pouvait plus aller aux Sciences politiques, parce que la rue Saint-Guillaume était trop éloignée du Parc Monceau. « Je ne peux pas faire une heure et demie de *bus* (d'omnibus) par jour. » Sa sœur, puis son beau-frère, puis son frère s'efforcèrent de le persuader de la folie qu'il commettait en brisant son avenir pour une telle puérilité ; il s'était encoigné là-dedans, et jamais n'en sortit. (Il ne fut pas question de lui louer une chambre près de la rue Saint-Guillaume, puisque M^{me} de Coantré avait fait à son père la promesse solennelle de le garder chez elle tant qu'il ne serait pas marié). Ainsi les excentricités d'Élie préfiguraient, vingt ans à l'avance, celles mêmes avec lesquelles Léon ruinerait sa propre vie, et jusqu'à l'insanité des raisons qu'il en donnerait.

Là-dessus les esprits forts, qui vous expliquent toujours les actes des hommes par des motifs distingués, vous diront que cela n'est pas possible, que la raison invoquée par Élie était un prétexte, qu'il y avait autre chose. Mais non, il n'y avait rien d'autre. M. de Coëtquidan renonça à être jamais important, parce qu'il ne voulait pas faire une heure d'omnibus par jour.

Dès lors, du jour au lendemain, Élie commença à ne rien faire. C'est en 1903 que Léon, à Châtenay, se mettra carrément à cette occupation. Dès 1880, Élie lui avait montré la voie. Et voici comment ce phénix organisa son néant.

Il se réveillait à neuf heures, et restait au lit jusqu'à dix heures et demie, lisant, tripotant les chats, et se farfouillant dans le nez. A onze heures, il faisait un tour dans le quartier jusqu'à l'heure du déjeuner, et alors rentrait. Après le déjeuner, il lisait un peu, puis se promenait dans Paris de trois à sept, bouquinant chez les revendeurs, et allant de café en café. Jamais il ne prenait un repas au restaurant, malgré

l'envie qu'il en avait parfois, parce que sa pension était payée à la maison. Jamais il ne fit un voyage de huit jours. Jamais il ne sortait le soir, et jamais n'était invité. Par sauvagerie et horreur de se contraindre, il avait quitté le monde, n'avait plus été voir les gens qu'aux heures où il savait ne les trouver pas; ensuite, comme il arrive, le monde le quitta, et tandis que, au début, il n'y allait pas par fantaisie d'humeur, un temps vint où s'y ajouta cette raison, qu'il craignait d'y être humilié.

Sa conversation était un tissu d'insanités. Toutefois, — et cela est grave, — pour quatre ou cinq insanités qu'il disait, il y avait un jugement frappant de justesse. Prenant presque toujours le contrepied de l'opinion commune, comme elle divague tant et plus, il était fatal que de temps en temps il rencontrât par hasard une vérité, qu'un autre qu'un « original » eût manquée. Il avait une sorte de génie pour s'habiller d'une façon impossible, mais il s'en rendait compte, et y persistait par goût du sordide; dans les mariages et les enterrements de sa famille il restait près du banc des pauvres, disant que « avec sa dégainé, on n'aurait pas voulu de lui comme ouvrier de portières ». La pauvre vie de Léon de Coantré, — régiment, boniches, agrandisseurs, créanciers, jungle de Châtenay-sous-Bois, — est une véritable geste romanesque et épique, comparée à la vie de M. de Coëtquidan, où rien ne se passa jamais. Durant quarante ans, M. de Coëtquidan se leva à dix heures et demie, tripota les chats, lut les journaux, et approfondit la technique du vermouth, au cours d'innombrables méditations chez Scossa, Perroncel et Weber. Sa disposition ordinaire était celle que nous éprouvons, au bureau de poste, quand nous attendons notre tour, et qu'il y a avant nous un petit commis qui apporte une dizaine de paquets à recommander : cette disposition était la fureur, et la démanigaison d'insulter. M. Élie, en effet, était mauvais, comme son père. Quand il voyait une affiche : « Vente par autorité de justice », cela lui faisait plaisir; quand il lisait dans le journal la nouvelle d'une catastrophe : « Encore quelques jeanf... de moins! » Sa haine (à cet oisif!) pour les gens qui prenaient un congé. Sa haine (à ce raté!) pour les gens qui n'avaient pas réussi! Il pinçait à la dérobée les enfants dans la cohue des grands magasins, ou bien, assis sur le banc d'un square, il les

laissait
geait l
emplo
impun
peuve
phone
le fit u
perpét
les Co
méché
d'être
chez
la cor
So
donc
Arag
tué d
M^{me}
suffi
de B
vrai
net
mag
rich
plus
Son
aux
se t
bea
tire
Les
rés
les
les
ce
qu
en
ter
cu

laissait d'abord le frôler dans leurs courses, puis soudain allongeait la jambe, et le gamin s'étalait. Mais ce chevalier sans emploi n'usait du ton de dompteur que quand il pouvait le faire impunément ; il ne domptait que les garçons de café, qui ne peuvent pas répondre, et les chats ; il eût insulté aussi au téléphone, s'il avait pratiqué cette mécanique, mais de sa vie il ne le fit une seule fois ; enfin il insultait par lettres. Car sa hargne perpétuelle était combattue par la timidité, congénitale chez les Coëtquidan, que Coëtquidan l'ancien jugulait à force de méchanceté, et M. Octave à force d'argent, mais qui, loin d'être jugulée par quoi que ce fût chez M. Élie, était aggravée chez lui par ce sentiment, un des plus paralysants qui soient : la conscience qu'il était mal habillé.

Son mari mort, sa fille mariée et vivant de son côté, c'est donc entre son frère et son fils, dans le pavillon du boulevard Arago, que la guerre surprit M^{me} de Coantré. M. de Bauret fut tué dès le début, sa femme lui survécut peu : dur coup pour M^{me} de Coantré. Avoir recueilli son frère et son fils ne lui suffit pas, elle offrit de recueillir sa petite-fille. Mais Simone de Bauret, qui avait dix-sept ans, et promettait d'être une vraie jeune fille d'après-guerre (nous nous comprenons), refusa net de s'enterrer vive avec ceux qu'elle nommait *les deux magots*, et alla vivre en Bretagne auprès d'une vieille, mais riche cousine, qui l'avait prise en affection. M. Élie n'était plus mobilisable. Léon, on ne sait trop pourquoi, était réformé. Son héroïsme fut modeste : il offrit ses services à un hôpital auxiliaire de Paris. Mais il n'est pas exagéré de dire que, pour se tirer de sa coquille Arago, il dut prendre sur lui plus que beaucoup de combattants ne devaient prendre sur eux pour se tirer de la tranchée ; c'est pourquoi nous parlons d'héroïsme. Les sentiments de M. de Coantré à son hôpital peuvent être résumés ainsi : profonde amitié et parfait dévouement pour les blessés, parce que c'étaient des gens du peuple ; haine pour les infirmières, le gestionnaire, les visiteurs, bref, pour tout ce qui appartenait à la classe aisée. Ce qui est étrange, c'est que, malgré tout ce qu'ils auraient pu penser de cet homme en bonne santé et à l'abri, titré, pauvre, follement incompetent, traité de haut par le personnel, et en somme assez ridicule, les soldats l'aimaient bien.

Léon, zélé, méticuleux, et encore assez adroit de ses mains

(bien que cela ne fût pas comparable à sa dextérité d'autrefois), rendit de menus services comme aide-infirmier pendant trois semaines. Puis, à la suite de quelques gaffes qu'il commit, on le condamna à un supplice chinois; on ne lui donna plus rien à faire, mais ce qui s'appelle rien. Il errait de salle en salle, les bras ballants, se sentant à charge à tous, se faisant tout petit comme pour peser moins, à la manière d'un homme dans une barque surchargée, et au point de n'oser plus lever les yeux, devinant les brocards derrière son dos, voyant les visages soudain se tendre et se fermer quand on l'apercevait, se disant cependant que c'était là sa part de guerre, qu'elle était bien douce, et qu'il fallait supporter. Cette situation donna lieu à une scène assez belle. Un blessé, caporal, et qui en plus d'un endroit était bien loin de M. de Coantré, — c'était un instituteur, et sorti du plus bas, — lui dit, un jour qu'ils se trouvaient seuls un moment sur la terrasse : « M. de Coantré, me permettez-vous de vous donner un conseil? Eh bien! ne restez pas ici. Vous comptez pour zéro à l'hôpital. Tout le monde, dans les huiles, est contre vous. Un de ces jours on va vous faire une avanée. Partez donc avant. » Léon pesa cela, et, le lendemain, demanda à l'infirmière-major qu'on lui donnât du travail, faute de quoi il reprendrait sa liberté. « Mais certainement, on va vous donner du travail », dit M^{me} Kahn, avec son sourire le plus gracieux. Un instant après, la plus jeune des infirmières (dix-sept ans) mettait dans les mains de Léon un balai et lui disait de balayer la salle. Il balaya la salle, puis alla dire adieu à chacun des blessés, et ne revint plus. Mais il vendit (à vil prix) un assez beau presse-papier en argent, qu'il avait, et avec la somme leur fit envoyer des cigarettes.

M^{me} de Coantré avait passé vingt ans à battre des ailes, comme un oiseau au-dessus duquel tournoient les rapaces. Les rapaces, c'étaient les créanciers. Elle pâlisait quand on sonnait, gardait deux jours dans un tiroir certaines lettres reçues, sans les ouvrir. « Il faut jouer serré », ou « Il faut frapper un grand coup », entendait-on dire quelquefois à la pauvre femme. Ce sont des mots particuliers aux victimes: elle n'avait pas plus de défense contre l'incroyable malice du monde, que n'en a la surface de l'eau contre la pierre qu'on y jette. Elle avait connu les hommes d'affaires mal rasés, qui lui

parlaient la cigarette à la bouche, — l'indécent galimatias judiciaire, honte d'une nation civilisée, — les notes d'avoués où il y avait des « droits de correspondance » qui se montaient à quarante francs, et des « frais de papeterie » à cinquante, tandis que les « conclusions » et les « constitutions » ne coûtaient que vingt sous, — les parents avocats à qui on tient la jambe sans bourse délier pendant trois ans, mais la quatrième année, mal satisfaits du faux Sèvres par lequel vous avez prétendu les remercier, ils vous laissent en plan au milieu d'affaires plus inextricables et plus redoutables que la forêt de Bondy, — les « consultations » qu'on demande à des nababs de la chicane, avec l'espoir qu'ils vous appuieront dans la voie où vous vous êtes engagée, mais ils vous en dissuadent et cependant on s'enfonce dans cette voie, par horreur de tout reprendre de l'alpha dans une autre, — les décisions d'où dépend votre fortune en entier, et qu'il faut qu'on prenne dans le quart d'heure, non pas qu'il y ait là une nécessité matérielle, mais simplement parce qu'il ne faut pas retenir trop longtemps l'avocat-conseil, qui n'a pas que vous en tête; — enfin elle connut le calvaire que c'est de n'être pas insolvable, la caverne d'honnêtes gens qu'est le monde, l'indifférence et l'épouvantable légèreté des hommes aux mains de qui l'on remet sa fortune, et avec elle sa santé et sa vie. Tout cela la dévora vivante.

Quand les médecins dirent à Léon que sa mère tirait à sa fin, il s'adoucit avec elle, et la soigna parfaitement. Cependant sa mort fut en partie escamotée pour lui par la lutte qu'il dut soutenir avec la garde qu'on avait engagée. Cette garde mangeait tout le temps, trait particulier à tous les salariés appelés au chevet des moribonds, redemandait du vin, s'impatientait parce que M^{me} de Coantré ne passait pas assez vite. Comme les médecins avaient décidé que M^{me} de Coantré n'irait pas au delà du 14, et que le 17 elle respirait encore, la garde eut un mot assez beau : « Pauvre M^{me} de Coantré ! Qu'est-ce qu'elle fait donc ? » (Entendez : où a-t-elle la tête ? elle ne voit donc pas qu'elle nous fait attendre ?) Tout cela, la garde se le croyait permis, étant une vieille amie de la famille. La haine de M. de Coantré pour la garde était aggravée d'une dramatique jalousie parce que, dans ces instants suprêmes, sa mère parlait à la garde plus souvent qu'à lui. Bref, si l'on n'ose dire que la

mort de M^{me} de Coantré passa presque inaperçue dans la lutte entre Léon et la garde, au moins peut-on dire qu'elle y perdit son acuité.

Sa mère morte, Léon dut prendre en main la maison. Cet homme qui depuis vingt ans n'avait eu ni une responsabilité ni un souci ! Il s'en tira, mais en se donnant un mal hors de toute proportion avec cette tâche simple. En huit jours son visage changea, il lui vint des bouffissures sous les yeux, il avait des rêves chaque nuit ; un président du Conseil se sent moins accablé. En même temps, il était aux prises avec la succession de sa mère. On a vu en quoi elle consistait. Quand le principal de maître Lebeau demanda à Léon et à sa nièce, après leur avoir exposé la situation lamentable, s'ils acceptaient ou refusaient la succession, Léon sursauta : refuser la succession de sa mère ! Il eut plus tard un autre mouvement de bonne race. Alors qu'il savait déjà qu'il ne lui resterait à peu près rien, il déclara à sa nièce qu'il lui donnerait, bien que strictement il n'en eût pas le droit, et bien que ce geste fol pût les faire déchoir du bénéfice d'inventaire, la totalité des meubles qui lui revenaient de M^{me} de Coantré. Cela ne valait pas cher, la prisée avait donné vingt mille francs pour le tout (M^{me} de Coantré avait fait réduire la police d'assurances de quinze à douze, puis à dix mille, par mesure d'économie), mais l'argent qu'il eût tiré de ses meubles, dans le dénuelement où il se trouvait, lui eût sauvé la vie. Ni M^{lle} de Bauret ni lui-même ne réalisèrent le désintéressement presque insensé de ce geste, qui au surplus ne fit nul plaisir à la jeune fille. Ce sacrifice fut entièrement perdu, en bon sacrifice qu'il était.

Puisque nous en sommes aux mouvements de bonne race, il en faut citer un de M. de Coëtquidan : on ne verrait pas le fond des *deux magots*, si on ne les tenait que pour des fantoches. Peu de temps avant la mort de M^{me} de Coantré, une nuit, Léon de Coantré entendit du bruit dans la maison. Il se leva ; plus de doute, il y avait quelqu'un au rez-de-chaussée. Jambes nues, il se glissa chez sa mère, qu'il trouva assise dans son lit, les yeux dilatés de terreur. Là-dessus Léon de s'enfermer à double tour avec sa mère, dans la chambre de celle-ci, et de se tenir coi. Que les cambrioleurs déménagent les portraits d'ancêtres, toute la maison, si cela leur chante ! Quant

à notre bon oncle, qui habite seul au premier, on l'abandonne à son triste sort !

Pendant ce temps, avec la plus grande simplicité, le sexagénaire passait son pantalon, empoignait un couteau de table qu'il avait monté la veille dans sa chambre, parce qu'il avait voulu manger une poire avant de se coucher, se postait sur le palier, et attendait : quelquefois apparaissent les avantages qu'il y a à être méchant. Lui aussi il abandonnait au cambrioleur le rez-de-chaussée. Mais, si l'homme montait, il trouverait un Coëtquidan à qui parler. Après un moment, le vieux tapir aperçut une ombre dans l'escalier, et se vit soudain nez à nez avec le visiteur. « Hein ? » dit-il, mot admirable, et qui jette le plein jour sur son sentiment : l'indignation qu'on lui manquait. Le visiteur devait être novice, à moins que le descendant des croisés, qui de jour était déjà un spectacle assez effrayant, de nuit, et le couteau en main, ne fût pis que le grand Alcofribas : le visiteur fit demi-tour et dégringola l'escalier. Ainsi M. Élie que, dans ce récit, nous verrons timide, pusillanime, et en plus d'une circonstance moralement lâche, avait le courage physique. Il ajouta même au mérite de sa conduite celui de n'y faire aucune allusion devant Léon. Mais il n'en pensait pas moins, et jubilait dans sa barbe, comme s'il y avait eu là un véritable *jugement de Dieu*, qui prouvait, clair comme jour, ce qui était prouvé, bien sûr, par les archives, mais qu'il n'était pas mauvais qui fût prouvé une fois de plus par les actes quotidiens : que les Coantré étaient de la crotte de bique auprès des Coëtquidan.

III

Le baron Octave de Coëtquidan, sortant de table (il avait déjeuné seul, sa sœur, qui vivait avec lui, ayant déjeuné en ville), était assis dans un rocking-chair, et il lisait le *Daily Mail*. « Lisait » est une façon de parler, car il ne savait pas l'anglais. Allons, n'exagérons pas : il en savait quelques mots. Mais le baron professait qu'on ne connaît rien de la politique française, si on ne lit pas les journaux anglais ou américains. Il avait près de lui une tasse de café, mais il ne fumait pas. C'était un homme de haute taille, entièrement rasé, les cheveux blancs coiffés en brosse, et aussi soigné de sa tenue que

son frère l'était peu. Cependant, si nous avons marqué au début de ce livre que M. Elie était vêtu « comme personne », le baron avait lui aussi, — mais cette fois dans le genre noble, — un habillement assez singulier à la fois pour son âge, pour son état, et pour la saison. En ce mois de février parisien, fait, semble-t-il, pour les habits sombres, il portait un complet gris très clair, aux bas de pantalon relevés, et dont les épaules étaient taillées à l'américaine, ce qui était alors une rareté, la mode n'en devant commencer que deux ou trois ans plus tard. Un col mou blanc, un nœud papillon en toile blanche, noué avec une négligence étudiée, de très belles bottines jaunes à lacets (faites sur mesure, payées cinq cents francs, et « culottées » avec amour jusqu'à la *genuine* teinte marron d'Inde), des chaussettes de laine blanche, comme son frère (les fameux pieds sensibles des Coëtquidan!). Pas de bague, pas de chaîne de montre, pas de boutons de manchettes (sa chemise était une chemise molle aux boutons de nacre). Au revers du veston, la rosette rouge, dans le plus petit modèle qui soit mis en vente, et qui cependant avait provoqué une mémorable scène quand M. de Coëtquidan l'avait achetée après sa promotion, le baron protestant qu'elle était « d'une grosseur répugnante », et feignant de vouloir commander des rosettes invisibles à l'œil nu, qu'on fabriquerait exprès pour lui. Car M. Octave avait toujours eu la rage de ne pouvoir se satisfaire des objets « modèle courant », et faisait faire sur des plans à lui tantôt un veston de chasse en velours violet d'évêque, ou un veston de bain de mer à boutons dorés, tantôt une corbeille à papiers en treillis de métal, mais de dimensions qui n'existaient dans le commerce que pour les corbeilles d'osier, ou des tendeurs de pantalons absolument sensationnels, d'un modèle qui était abandonné depuis 1840, bien qu'il fût le seul efficace, ou une valise d'une forme mystérieuse, qui devait pouvoir être acceptée dans le filet d'un compartiment, tout en ayant une contenance bien supérieure à la valise la plus grande qui soit régulièrement admise dans ce filet : tous objets qui, soit parce qu'à l'usage ils se révélaient indéfendables, soit parce que le baron percevait bientôt qu'ils le rendaient ridicule, finissaient par échoir, après avoir servi deux ou trois fois, au valet de chambre ou au chauffeur, et permettaient ainsi au baron de faire d'une pierre deux coups,

en do
la sin.
A
d'admi
d'hon
génie
nage,
derni

De
encor
rêts a
son f
la vie
heure
tantôt
mém
vieux
voyan
s'arr
de s
fabri
énery
s'arr
moir
un tr
faisa
mod

L
des
sous
Très
avai
tude
fein
fein
s'in
à n
l'Et
Enc
s'ét

en donnant la preuve, avec un seul veston violet d'évêque, de la singularité de son âme ensemble et de sa magnificence.

A voir ainsi costumé le baron Octave, membre du conseil d'administration de la banque Latty, officier de la Légion d'honneur, on se disait, ou qu'il devait être un homme à génie original, ou qu'il y avait là une composition de personnage, analogue à celle de l'acteur qui se fait une tête. Cette dernière hypothèse était la bonne.

Dans cet homme important, qui par son argent, mais plus encore par sa situation, avait voix au chapitre dans des intérêts assez considérables, il y avait un peu de la puérilité de son frère, fruit d'une même éducation complètement hors de la vie. M. Élie, selon les époques de sa vie, ou seulement les heures de la journée, s'était cru, se croyait tantôt un officier, tantôt un nemrod, tantôt un homme à femmes, etc. Souvent même son idéal était beaucoup plus modeste. C'est ainsi qu'un vieux camarade, le rencontrant un jour dans la rue et le voyant s'arrêter progressivement, puis repartir de même, puis s'arrêter encore, tout en faisant tourner sans arrêt la poignée de sa canne, lui avait dit : « Mais, Élie, qu'est-ce que tu fabriques donc là, mon vieux ? » Et M. Élie, tournant avec énergie la poignée de sa canne, lui avait jeté au passage, sans s'arrêter tout de suite : « Fais donc attention ! Laisse-moi au moins mettre le frein. » A ce moment-là, M. Élie se croyait un tramway. Eh bien ! le baron Octave, sur un plan plus élevé, faisait joujou, lui aussi. Il jouait à l'*homme moderne*, à l'homme moderne avec la nuance « genre américain ».

L'espèce d'excentricité profonde qui était dans le caractère des Coetquidan s'était fait jour en lui vers les vingt-cinq ans sous cette forme : je serai l'homme moderne de la famille. Très vite cela s'était compliqué d'américanisme. Ce parti pris avait déterminé ensuite tous les sentiments et toutes les attitudes du baron. Par exemple, il l'avait poussé à aimer ou feindre d'aimer le régime, la démocratie ; à dédaigner ou feindre de dédaigner la condition ; à s'intéresser ou feindre de s'intéresser au mécanisme des affaires, à la vie économique ; à négliger légèrement ou feindre de négliger légèrement l'Être suprême, et jusqu'à affecter une pointe de voltairianisme. Encore sommes-nous là dans les hauteurs. Mais ce parti pris s'étendait aussi aux choses les plus petites. Être un homme

moderne, nuance États-Unis, expliquait tout l'habillement du personnage. Cela expliquait aussi pourquoi la table du baron était systématiquement au-dessous de tout (un homme d'affaires doit avoir l'esprit libre, et par conséquent l'estomac libre ; la gourmandise est d'ailleurs un goût « du passé ») ; pourquoi on « faisait » soi-même ses chaussures (un homme à la page doit pouvoir se débrouiller tout seul ; à la vérité, c'était le Joseph qui mettait le cirage et donnait le coup de brosse, M. de Coëtquidan ne donnant que le coup de chiffon final) ; qu'on eût un rocking-chair, où l'on était au martyre, craignant toujours de basculer en arrière, mais qu'on avait vu, dans des images de 1873, présenté comme siège américain ; qu'on correspondit pour un rien par pneu ou par dépêche, comme si on voulait, par la rapidité de cette communication, regagner les cent ans de retard qu'on avait par la naissance, etc... Tout cela, outre les délices qu'il éprouvait à se mettre à part, donnait au baron l'agrément d'exaspérer sa famille, agrément où se satisfaisait cet esprit de fronde qui est un des traits de la noblesse bretonne. M. Élie, lui aussi, exagérait à plaisir le côté mendigot de son habillement, dans le seul dessein d'ennuyer son frère et ses sœurs.

M. de Coëtquidan s'était élevé à la situation qu'il occupait grâce à l'amitié profonde qui le liait depuis le collège à M. Héquelin du Page, aujourd'hui président du conseil d'administration de la banque Latty. Ses capacités en affaires étaient plus que douteuses. Malgré son importance, c'était un homme qui partageait avec son frère et son neveu l'ignorance des conditions véritables de la vie, et l'incapacité à s'adapter ; il vivait principalement dans l'idée qu'il se faisait de soi-même. La règle est que, environ la vingtième année, un homme se mette des ceillères, et puis, sa vie durant, aille droit devant lui comme une brute. M. Octave n'avait pas failli à cette règle. On sait le dur mot de Michelet sur Molière : « Molière ne connaissait pas le peuple. Mais que connaissait-il ? » On eût pu le dire du baron, aussi bien que de son frère : « Que connaissaient-ils ? » ; leurs préjugés et leurs manies les recouvraient comme d'un vernis qui empêchait tout contact entre eux et le monde extérieur. Et néanmoins, d'être parvenu par relations à l'importance, le baron se croyait autorisé à prétendre au *self made man*. Il disait avec emphase qu'il était

« par
nos l
M
Il s'y
quan
faisai
qui n
dessu
M
Mail,
entra
pouce
C
vu, e
somb
et pa
choq
était
teur
à la
col t
dent
comm
détac
plus
botti
gues
étaie
malg
deux
M
cour
orfè
vigu
mai
assi
du
étai
prét
Cet

« parti de rien ». Tant nous trouvons de biais pour caresser nos lubies !

M. de Coëtquidan, en tout, se conduisait par des principes. Il s'y embrouillait d'ailleurs merveilleusement. Par exemple, quand il faisait quelque chose qui l'ennuyait, il croyait qu'il faisait son devoir. Il disait encore : « Si je ne faisais pas ce qui m'ennuie, je ne ferais rien du tout. » On épuiserait là-dessus un plein stylo de pensées profondes.

M. de Coëtquidan était donc en train de « lire » le *Daily Mail*, quand Joseph annonça M. de Coantré. M. de Coantré entra, et, en serrant la main de son oncle, s'inclina de trois pouces de trop, comme ferait un gérant.

C'était un tout autre M. de Coantré que celui que nous avons vu, en loques, au début de ce récit. Il portait un complet gris sombre de bonne étoffe et fort propre ; ce complet datait de 1903 et par la coupe « faisait » très vieux monsieur, mais cela ne choquait pas sur un homme de son âge. Ce qui, par exemple, était, sinon ridicule, au moins extraordinaire, c'était la hauteur de son col empesé, d'une forme qui, elle aussi, avait été à la mode il y a une vingtaine d'années ; et au-dessous de ce col une cravate-plastron en soie noire, où était plantée une dent de cerf. Ses manchettes empesées et fendillées par l'usage, comme un vieux visage par des rides, étaient des manchettes détachables. Mais c'était peut-être ses bottines qui criaient le plus éloquentement leur date de naissance, 1900 ou 1903 : des bottines à boutons, carrées du bout, et longues, longues, longues comme des chaussures à la poulaine. Bottines et costume étaient d'ailleurs de bonne qualité, et presque dans leur neuf, malgré leurs vingt ans d'âge, M. de Coantré ne les portant que deux ou trois fois l'an, et les entretenant avec le dernier soin.

M. de Coantré avait laissé dans l'antichambre un paletot court à col de velours, et une canne à poignée argentée et orfèvrée, très 1900, elle aussi. Mais, selon les usages en vigueur dans sa jeunesse, il avait gardé son chapeau melon à la main, ainsi qu'une paire de gants que, s'étant maintenant assis, il avait prudemment étendus dans le creux de la bordure du chapeau, pour la raison suivante : cette paire de gants était composée de deux gants de la même main ; M. de Coantré prétendait que, en les tenant à la main, cela ne se voyait pas. C'étaient des gants de deuil, M. de Coantré, depuis vingt ans,

n'ayant jamais eu l'occasion de porter des gants ailleurs que dans les enterrements de famille. Et ils avaient cette platitude piteuse, cette apparence hors de la vie qu'ont les gants qui n'ont jamais été chaussés.

A peine M. de Coantré était-il assis que le baron, avec cette décision qu'on lui voyait dans les conseils, cet air de dire : « Messieurs, ne nous égarons pas ! » (décision tout artificielle, par laquelle il masquait sa timidité), aiguilla la conversation dans le sens qu'il désirait. Désignant le *Daily Mail*, il dit, d'une voix composée :

— Tu as lu le magnifique discours d'Herriot ?

M. de Coantré eut bien conscience qu'il y avait là aiguillage. Lui aussi il aiguilla :

— Ma foi non. En ce moment, *avec tous les soucis que j'ai*, je n'en ai guère le temps.

Mais M. Octave feignit de ne pas comprendre, et s'engagea résolument sur son rail.

— Tu feras bien d'acheter le *Temps* en sortant. Il faut lire ça. De tout premier ordre.

« Dans quel rêve il vit ! se disait M. de Coantré. Le rêve où vivent ceux qui ont de l'argent. » (Oui, seulement ceux qui n'ont pas d'argent vivent dans un état qui est pire qu'un rêve : une obsession. De rien on ne peut leur parler d'une façon désintéressée : à propos de tout ils vous ramènent à leur pain.) Mais il se sentait plein de courage, et se jeta à l'eau.

— Pour vous parler franc, l'oncle Octave, je n'ai guère l'esprit à la politique. J'ai vu Lebeau il y a deux jours. Nous avons calculé ensemble ce qui allait me rester, et nous avons trouvé que, quand j'aurai payé l'étude, il me resterait six mille francs. Six mille francs, *en tout et pour tout*, et cela, en admettant qu'il ne tombe pas une nouvelle tuile.

— Tu sais, Lebeau est pessimiste par principe, dit le baron.

M. de Coantré reconnut le génie de son oncle, qui était le génie de se refuser à regarder en face les situations ennuyeuses.

— Mais, l'oncle Octave, il ne s'agit pas d'être optimiste ou pessimiste ! Ce sont les chiffres, et il n'y a pas à sortir des chiffres.

M. Octave eut un petit rire.

— On fait dire aux chiffres ce qu'on veut. Crois-en un vieux banquier ! Moi, en 19, à l'exercice...

Il raconta comment il avait falsifié un bilan. Son visage, naturellement fin, prit de ce fait une expression tout à fait remarquable, transfiguré et comme spiritualisé par la pensée qu'il avait dupé son prochain. Il est facile de vérifier chez les animaux, par exemple dans un chenil, que les sujets les plus intelligents sont toujours les plus méchants. Mais tout cela n'avait aucun rapport avec la situation financière, trop simple, hélas ! de M. de Coantré.

— Me permettez-vous de vous résumer la chose ? J'ai là un petit papier..., dit le comte, sentant faiblir son courage.

Et il sortit le papier qu'il avait, deux jours plus tôt, placé sur la table de M. Élie.

— Vas-y, dit M. Octave avec une sorte de jovialité, en homme qui a pris son parti. Seulement, tu sais, un bon conseil que je te donne : tu devrais t'habituer à ne pas te servir d'aide-mémoire. C'est comme cela qu'en perd sa mémoire. Moi, un beau matin, j'ai décidé : « Plus de papiers ». C'était en 96, l'année de la mort de ta tante Hortense. Depuis (il désigna son front), tout est là. Qu'est-ce que tu dirais d'une expérience ? D'essayer de m'exposer ton affaire sans avoir recours à ton papier ?

Les traits de M. de Coantré s'étaient légèrement tirés. « Je serai demain sur le pavé, et il me propose de faire des expériences ! »

— Vous savez bien, l'oncle Octave, que je souffre depuis vingt ans d'une amnésie qui a été reconnue par les médecins... Il y a des certificats...

— Allons donc ! tu as une mémoire excellente ! Je te tiens pour quelqu'un de très bien portant, ajouta-t-il, détachant les syllabes avec force ; car il connaissait la méthode Coué par les journaux, et était tout à fait de l'espèce de gens que cette sorte de science-là peut éblouir.

M. de Coantré réprima la grimace que fait toute personne à qui on dit qu'elle n'est pas malade. Il s'excusa avec une sorte d'énergie de ne pouvoir faire l'expérience, et, après un : « Je n'insiste pas » de son oncle, fit au baron le même exposé qu'il avait fait l'autre jour à M. Élie, le parsemant, comme l'autre fois, de mots techniques qu'il avait picorés de ci de là.

Quand il eut fini, et conclu :

— Et maintenant, il faut que je travaille. Et c'est un peu

pour cela, l'oncle Octave, que je suis venu vous ennuyer.

— Est-ce que tu as commencé à chercher quelque chose? demanda M. Octave.

— Oui, j'ai écrit à droite et à gauche, dit M. de Coantré, qui n'en avait rien fait. Depuis deux jours, il s'était donné tout entier à préparer (huit mois à l'avance) le déménagement, tant était grande sa joie de quitter le boulevard Arago, et délibérément s'était abstenu de songer à son avenir : c'était le pli, à la fois « célibataire » et « Coëtquidan », de se refuser le plus possible, sinon tout à fait, aux actes qui vous sont désagréables.

— J'en parlerai à Héquelin du Page, dit M. Octave. Lui, il voit des gens. Moi, je ne vois personne. Je vis dans mon trou.

Il préparait ainsi le terrain, donnait par avance les raisons de l'insuccès de ses molles démarches. Car il ne se souciait pas de perdre son crédit à recommander avec chaleur ce parent incapable et si peu reluisant. En même temps il était fort ennuyé, persuadé, comme l'avait été son frère, que M. de Coantré ne trouverait rien par lui-même.

— Oui, dit M. de Coantré, je vous serais très, très reconnaissant si vous pouviez parler de moi à quelques personnes. Faites-le en souvenir de maman, ajouta-t-il, bien convaincu que M. de Coëtquidan ne le ferait pas pour lui, et n'étant pas fâché de lui faire sentir qu'il s'en rendait compte.

Le but de sa visite était d'obtenir de son oncle une sorte de promesse que celui-ci ne l'abandonnerait pas, promesse qui après tout (mais il ne faisait pas ce rapprochement) ne serait que celle que, l'autre jour, avec tant de spontanéité et de cœur, il avait faite à M. Élie : « Quoi qui arrive, je ne vous abandonnerai jamais. » Mais, le baron ne semblant nullement disposé à faire cette promesse, il se sentait toujours de moins en moins de courage pour la lui demander, et il voyait bien qu'il allait partir sans avoir prononcé la seule parole qui eût chance de lui mettre l'esprit en paix.

— Et la Mélanie, toujours convenable? demanda M. Octave, tentant un nouvel aiguillage.

— A peu près. Mais, vous savez, sitôt qu'elle sentira qu'il n'y a plus d'argent dans la maison... Les rats fuient le radeau qui sombre...

Vaine tentative de M. de Coantré pour aiguiller dans sa

direction. M. de Coëtquidan, ayant trouvé son rail, s'était élancé dessus.

— Ces Picards sont en général des gens excellents. Moi, quand il a fallu remplacer Borel, — un de nos chefs de service, — j'ai dit...

Et M. Octave expliqua comment, un des postulants à la place de Borel étant d'Arras, il l'avait appuyé pour ce fait seul. M. Octave avait, on l'a peut-être remarqué, une tendance à mettre en regard de tout ce qu'on disait, pensait, ou faisait, ce que, *lui*, il disait ou avait dit, pensait ou avait pensé, faisait ou avait fait. Son frère pouvait dire *Moa* avec une intonation plus impressionnante : le mouvement, chez l'un et chez l'autre, était le même. Pour les célibataires, le monde est cette balle au bout d'un élastique : ils ont beau l'envoyer loin d'eux, il leur revient avec prestesse.

M. Octave était dans ses explications quand on sonna. M. de Coantré, de plus en plus malheureux à la pensée que jamais il n'oserait demander à son oncle une promesse ferme, sauta sur le prétexte et se leva. Toujours il avait adoré l'inéluctable, qui le dispensait de vouloir.

Bientôt Joseph ouvrit la porte, et M. Élie parut. Ce n'était pas entièrement par hasard que tout « Arago » se retrouvait ce jour-là chez M. Octave. Celui-ci avait dit aux deux messieurs qu'ils seraient toujours sûrs de le trouver le jeudi après-midi ; les autres jours ils risquaient fort de se casser le nez. Il ne tenait pas à ce que des visiteurs éventuels rencontraient chez lui les *magots*.

M. Élie tendit la main au baron, qui n'en effleura que le bout des doigts, connaissant bien la moiteur poisseuse des mains de son frère. Puis M. Élie se tourna vers son neveu et lui jeta un « Tiens, te voilà, toi ! », qui eût été la grossièreté même, si le ton bourru n'avait pas été une habitude chez le bonhomme, et qui ne pouvait tirer à conséquence. Il ne s'était pas encore assis, que M. Octave, désignant le *Daily Mail*, et composant sa voix, lui disait :

— Tu as lu le discours d'Herriot ?

— Tu crois que je lis ces ordures-là ?

— Comment ? demanda M. Octave, levant les sourcils.

— Herriot ! Un traître ! S'il ne tenait qu'à moi, c'est moi qui ferais fusiller ça !

— Tu ne sais pas ce que tu dis, dit le baron, avec mépris. Cependant, si, lorsqu'il avait parlé d'Herriot à son neveu, c'était en manière d'aiguillage, cette fois il ne l'avait fait que pour exaspérer son frère.

M. de Coantré, prenant congé, se dirigea vers la porte. Alors M. Octave saisit le *Daily Mail* et le donna à son neveu en lui disant :

— Tiens, ce n'est pas la peine que tu dépenses cinq sous pour un journal, quand je peux te le donner : *je l'ai lu*. (Les Coëtquidan, on l'a vu déjà, étaient toujours magnifiques pour faire cadeau des journaux qu'ils avaient lus.) Lis bien la phrase où il dit que ce qui fait la force de la France dans le monde, c'est la puissance morale qu'elle tire de la démocratie. Voilà ce qu'on ne comprend pas dans nos milieux. Allons, *farewell*. Tiens-moi au courant de tes affaires, hein ? Et n'oublie pas ce que je t'ai dit pour les aide-mémoire. C'est une très mauvaise habitude que tu prends là. *Very bad!*

Bien que cela rentrât dans le style de vie de M. Octave, de mettre des mots anglais dans la conversation, cette fois il avait dit ceux-là surtout à l'intention de son frère. Ces mots anglais, en effet, horripilaient le vicomte : 1^o parce qu'il ne savait pas l'anglais, 2^o parce que « c'était le genre moderne », et, 3^o parce que pour lui, malgré 1914, l'ennemi était toujours Wellington.

M. de Coantré se trouva donc sur le palier, et plutôt déconfit. Il était venu là pour obtenir cette promesse qui lui permit d'avoir la tête tranquille, et il n'avait obtenu que le *Daily Mail*, et de bons conseils touchant la mise en valeur de sa mémoire. Cependant il se disait : « Maintenant l'oncle Octave est prévenu. Il a l'air comme cela un peu mannequin, mais je le connais, c'est un homme de cœur, il va mijoter ça. Le premier jalon est posé. D'ailleurs il m'a dit : « Tiens-moi au courant. » S'il s'était désintéressé de mon sort, il ne m'aurait pas dit cela. Allons, ça ne va pas trop mal. »

Cependant le baron était rentré dans son bureau, et interpellait son frère :

— Alors, il paraît que tu vas quitter Arago ?

— Les pieds devant, oui. Ça ! Plus qu'à crever.

— Pourquoi crever ?

— Où est-ce que je trouverai à vivre pour cinq cents francs par mois ?

— Tu es sûr de ne pas pouvoir mettre davantage ?

— Est-ce que je sais !

— Comment, est-ce que je sais ! Tu sais bien sur quoi tu peux tabler !

— Non, je ne sais pas.

— Mais enfin, tu as bien un budget ?

— Un budget ! Pour les quatre sous que j'ai !

— Enfin, Élie, quand tu n'as plus d'argent dans la poche, qu'est-ce que tu fais ? Comment cela se passe-t-il avec Lebeau ?

— Chaque fin de mois, je vais chez Lebeau. Il me donne les cinq cents francs pour la cambuse. Je lui demande cent cinquante, deux cents francs pour moi.

— Bon. Tu vois que déjà cela te fait sept cents francs par mois de rente. Et si tu as à faire une dépense plus forte que les deux cents francs ?

— Quelle dépense ? J'dépense rien. J'ai pas le sou.

— Tout de même, tes costumes...

— Mes costumes ? Ces nippes-là !

— Il y a bien eu tout de même un jour où tu les as achetées.

— Eh bien ! je dis à Lebeau : « Faut que je me nippe. Donnez-moi six cents francs de plus. »

— Et il te les donne ?

— Oui.

— Et il ne te fait aucune observation ?

— Il me dit : « Faut que je vende une action. » Alors je lui dis : « Vendez-la. »

— Ah ! ah ! ça, c'est moins drôle. Tu as vendu beaucoup d'actions, comme ça ?

— J'sais pas.

— Tu ne sais pas ! Lebeau t'envoie bien des comptes ?

— Oui, de temps en temps il m'envoie des paperasses. Ne les lis même pas. Met ce qu'il veut dessus : j'y comprends rien. Tous des voleurs !

— Mon ami, la première chose que tu aies à faire, c'est d'aller chez Lebeau, et de lui dire : « Quel est mon capital ? De combien sont mes rentes ? Il me faut des précisions. » Quand tu sauras exactement ce que tu peux dépenser par an sans toucher à ton capital, on verra quelle sorte de vie on peut

t'organiser pour cette somme-là. Va dès demain chez Lebeau. Il demandera probablement trois ou quatre jours pour te mettre cela au net. Viens me voir sitôt qu'il t'aura donné une réponse. Et fais-toi mettre la réponse par écrit, sans quoi, ce que tu me diras et rien...

M. Élie ne répondit pas, et bientôt ils causèrent de choses et d'autres. M. Octave jetait parfois un coup d'œil sur sa montre, placée sur le bureau. Il trouvait que ces messieurs de la famille lui prenaient beaucoup de son temps. M. Élie se leva enfin. Mais, au lieu d'aller vers la porte, comme l'attendait son frère, il s'avança vers la fenêtre, embrassa la pièce d'un coup d'œil et dit :

— C'est grand, chez toi! Ça te fait combien de pièces, en somme?

— Eh bien! ça fait... voyons... ça fait huit pièces, dit le baron, avec innocence.

— Huit pièces pour Émilie et toi! Ah! eh bien, à la bonne heure, vous avez de l'air! Hrrr...

Le baron comprit. Cela voulait dire : « Est-ce que tu ne pourrais pas me loger? » A la pensée de cohabiter avec son frère, il frémit. Cela, jamais! Il se trouva comme un homme bien portant en visite chez un tuberculeux : sa bedaine lui fait honte; pour un peu, il dirait au moribond : « Vous avez de la veine, vous! On vous prend au sérieux. Mais, moi, avec mon catarrhe, si vous saviez l'enfer que c'est! » Le baron dit précipitamment :

— Grand, sans doute. Mais quel appartement! Des plafonds qui s'effritent, pas de chauffage central, une disposition impossible, jamais de soleil!

Maintenant M. Élie, d'un œil de commissaire-priseur, inspectait les objets de la chambre. Tout y disait la grande et solide aisance, l'homme qui ne cherche pas à éblouir, mais ne regarde pas à la dépense quand il s'agit de quelque chose qui lui plaît.

Cette inspection gênait fort M. Octave. Il lisait dans son frère. Il se représentait la chambre de pension borgne où Élie devrait vivre dans six mois.

De nouveau il regarda sa montre. Le coup d'œil n'échappa pas au vicomte.

— Je vois ça, tu me f... dehors.

— Pas du tout. Seulement, il faut que je prépare mon rapport pour demain...

M. Élie avait quitté le bureau, était entré dans l'antichambre. Mais là, au lieu d'aller vers la porte d'entrée, ayant vu la porte du salon ouverte, il s'y engagea. Son frère réprima le : « Qu'est-ce tu vas fouiner là-dedans ? » qui lui était venu aux lèvres, et s'y engagea derrière lui, les traits crispés. Le salon, un salon d'angle, était très vaste, et beaucoup plus que le bureau respirait le luxe. En effet, chaque fois qu'il avait une contrariété, le baron achetait quelque objet d'art qui lui faisait envie, afin que le plaisir qu'il se donnait ainsi jugulât sa mauvaise humeur. Il y a un art de ne pas souffrir, et le baron y était passé maître. Cependant, regardant ce salon, M. Élie ricana :

— Dis donc, Octave, tu ne pourrais pas créer une place de concierge-adjoint, à ta banque ?

— Une place de concierge-adjoint ? murmura le baron, d'une voix sans timbre.

— Oui, pour moi. Est-ce que tu crois que je pourrai vivre avec cinq cents francs par mois ? Plus qu'à crever de faim, oui.

— On ne crève pas de faim quand on a un frère.

A peine M. Élie eut-il entendu cette parole qu'il revint vers l'antichambre, et se dirigea vers la porte d'entrée, comme si réellement il se faisait payer son départ par cette promesse. Lui aussi, comme son neveu, il était venu chercher une parole d'engagement. Il l'avait. Il pouvait déguerpir.

Sur le seuil, M. Octave ne dit pas à son frère un vague : « Tiens-moi au courant. » Il lui dit :

— Si tu vas demain chez Lebeau, tu auras probablement la réponse lundi. Viens ici mardi à deux heures, tu seras sûr de me trouver seul. Et nous verrons ensemble ce qu'il y a à faire. Veux-tu que la voiture te ramène ? ajouta-t-il.

Il y avait trois ans, M. Octave avait acheté une automobile, qui lui était fort agréable : elle lui permettait de traverser avec prestesse, et sans avoir contact avec lui, un monde qu'il sentait obscurément qu'il ne connaissait ni ne comprenait, et dont seul une sorte de miracle, — l'appui de M. Héquelin du Page, — lui avait permis de ne dépendre pas. Au début, il avait mis cette voiture, l'occasion s'en présentant, à la dispo-

sition de son frère, qui en avait profité trois ou quatre fois. Mais du jour où M. Octave avait dit au bonhomme : « Tu ferais bien de donner la pièce à Georges (le chauffeur). Ça se fait, tu sais... », M. Élie eût traversé Paris à pied, plutôt que reprendre la voiture de son frère; et il ne répondait même plus au salut de Georges, à présent qu'il se sentait son obligé. De sorte que le baron, ayant percé son frère, se faisait maintenant un plaisir de lui proposer l'auto à tout bout de champ, enchanté d'avoir découvert cette façon d'être fraternel à bon compte. Cette fois encore, M. Élie lui répondit en bougonnant : « Tu veux me faire tuer. N'sait pas conduire, ton chauffeur. Et puis, je salirais tes coussins. » Ayant su réunir ainsi, dans une si courte phrase, l'impolitesse, la calomnie, et l'aigreur, M. Élie se retira.

Les deux frères étaient restés ensemble trois quarts d'heure. Le nom de M. de Coantré n'avait pas été prononcé une fois.

HENRY DE MONTHERLANT.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

toir
est a
193
de
Atla
à n
l'Ar
d'If
rég
le g
gro
rap
dar
rité
Bel
des
fra
par
Ma

AU MAROC PACIFIÉ

SÉCURITÉ ET ORGANISATION

Le mois de mars 1934 marque une grande date dans l'histoire de l'Empire français d'Afrique. La soumission du Maroc est achevée. Les deux campagnes victorieuses mais difficiles de 1933 avaient abouti à la réduction des deux foyers principaux de la dissidence, celui du Djebel Sagho et celui du Haut-Atlas (1). Quelques tribus décimées, quelques chefs échappés à nos armes avaient réussi à se réfugier dans la zone de l'Anti-Atlas qui, au sud de Tiznit, avoisine l'enclave espagnole d'Ifni. En moins d'un mois, la soumission complète de cette région a été obtenue grâce aux habiles dispositions des chefs, le général Huré, commandant supérieur, et les deux chefs de groupes, les généraux Catroux et Giraud, à l'endurance et à la rapidité de nos magnifiques troupes. Merebbi-Rebbo s'est enfui dans la zone espagnole du Rio de Oro et s'est rendu aux autorités militaires du cap Juby. Notre vieil adversaire du Tafilelt, Belkacem N'Gadi, a fait sa soumission avec la presque totalité des irréductibles, les Ait-Hamou, les Ait-Khebbach. Le Maroc français s'aligne désormais sur l'oued Draâ. Ainsi s'achève par un coup d'éclat l'épopée merveilleuse de la conquête du Maroc par les Français.

Désormais, la tranquillité et la prospérité du Maroc

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 octobre 1933, *la Soumission du Maroc s'achève*.

ne sont plus qu'un problème d'organisation intérieure. La sécurité de ses confins méridionaux et de ses communications exige encore un effort de police saharienne. Les régions qui viennent de se soumettre à nos armes et même celle qui s'étend, bordée par l'Atlantique, jusqu'au delà du cap Bojador ont été parfois, au cours des siècles, associées à l'histoire du Maroc. Des dynasties venues du Sahara ont régné jusqu'en Espagne. Des régions de l'oued Draâ et de la Seguiet-el-Hamra venait le marabout El-Hiba, fils de Ma-el-Aïnin, qui s'empara de Marrakech et qui aurait supplanté la dynastie actuellement régnante s'il n'avait été battu le 7 septembre 1912 par le colonel Mangin. Ses descendants ont maintenant le foyer principal de leur influence maraboutique antifrançaise dans la zone espagnole, dans cette oasis que l'on désigne sous le nom de Seguiet-el-Hamra (la Rivière rouge) qui est le plus notable accident de terrain sur la côte de l'Atlantique et dont le centre est à Smara où subsistent les ruines de la zaouïa de Ma-el-Aïnin. Le colonel Mouret y pénétra, en 1913, avec une colonne légère à la poursuite d'un rezzou. Les populations nomades qui vivent dans le Sahara occidental sont toutes plus ou moins associées à la vie marocaine et leur présence souvent hostile exige des mesures de sécurité. Entre le Sahara français (algérien, marocain ou soudanais) et le Sahara espagnol, il n'existe rien qui ressemble à une frontière. La police du Sahara et la sécurité du Maroc impliquent donc des relations de bon voisinage avec les zones espagnoles.

Examinons le problème sous ses deux aspects : l'un d'ordre militaire et administratif, l'autre d'ordre diplomatique.

LA POLICE DU SAHARA

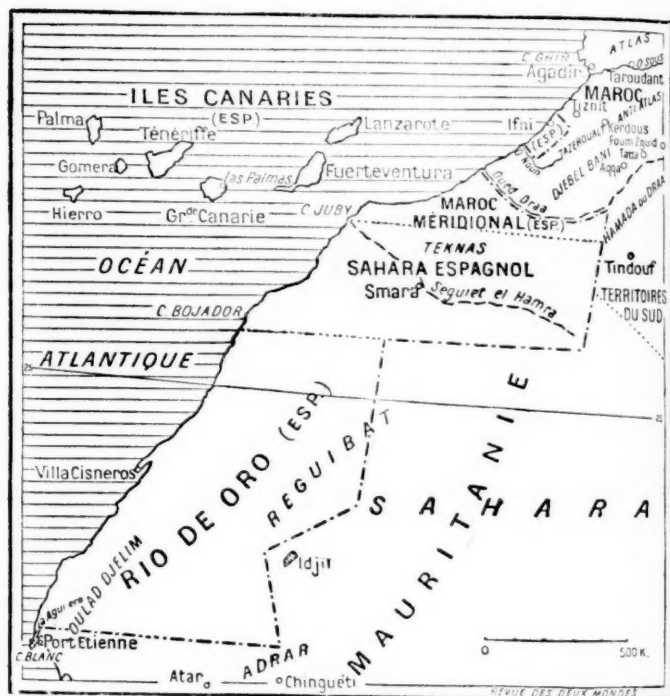
Le Sahara est un. Il a sa personnalité géographique et climatique très caractérisée. Politiquement, il dépend de cinq grandes Puissances qui sont, de l'est à l'ouest, l'Égypte, l'Angleterre, l'Italie, la France, l'Espagne. Mais les populations clairsemées qui y vivent ne connaissent guère ces frontières; qu'il s'agisse de commerce, de pâturage ou de pillage, les dures nécessités de leur existence les forcent à se déplacer. La surveillance des tribus dangereuses et la protection des populations sédentaires ou paisibles devrait donc, dans les zones

frontière
Il est in
l'entou
ressou
attirée
se rav
pillage
sahari
les tr
cours
nuire.
époque
de leu
comp
agitat
sont e
à la p
est de
sion
sud,
U
culté
s'aug
d'un
le Sa
sage
fasse
cong
l'un
imp
cette
l'avi
fréq
dess
raye
dire
on
n'es
vin
peu

frontières, faire l'objet d'ententes entre les Puissances voisines. Il est impossible de délimiter le Sahara, de l'isoler des pays qui l'entourent et de l'abandonner à lui-même, car il n'a pas de ressources propres et les populations des zones désertiques sont attirées vers les régions mieux arrosées, soit qu'elles y viennent se ravitailler et faire du commerce, soit qu'elles s'adonnent au pillage. A mesure que les conditions économiques de la vie saharienne iront s'améliorant, on peut espérer fixer peu à peu les tribus nomades ou tout au moins régulariser leur parcours; pour le moment il s'agit surtout de les empêcher de nuire. La plupart d'entre elles vivent à la fois, selon les époques et selon les conditions du climat, de leurs troupeaux, de leurs échanges et de leurs rapines. Il faut encore tenir compte du fait que certaines fractions irréductibles, quelques agitateurs irréconciliables, quelques marabouts fanatiques se sont enfuis au désert où ils s'acharnent à susciter des ennemis à la puissance française. Le problème de la police saharienne est donc le complément naturel et indispensable de la soumission du Maroc. Il n'y aura pas de sécurité, dans le Maroc du sud, si la police du Sahara occidental n'est pas organisée.

Une autre raison exige une prompte solution de la difficulté. A mesure que se raréfie le commerce par caravanes, s'augmentent les moyens européens de traverser rapidement, d'une rive à l'autre, le désert. Sans cesser d'être un obstacle, le Sahara devient et deviendra de plus en plus un lieu de passage. Il faudra bien que le chemin de fer transsaharien se fasse, n'en déplaise au parti radical-socialiste qui, à son dernier congrès de Vichy, a, dans sa scandaleuse incompétence, hué l'un de ses membres, coupable de rappeler les raisons impérieuses qui commandent de réaliser le plus tôt possible cette grande idée française. En attendant, l'automobile et l'avion exécutent des traversées régulières de plus en plus fréquentes entre l'Algérie et le Niger. La colonne Voirol, au-dessus d'Alger, est au centre d'un carrefour de routes qui rayonnent vers le sud; une grande inscription indique les directions et les distances; tout en bas de cette nomenclature on lit: « Gao, 3040 kilomètres. » La traversée du Sahara n'est plus un exploit mémorable. La tournée triomphale des vingt-huit avions du général Vuillemin a montré comment peut être utilisée la voie des airs pour nos liaisons entre la

France et ses colonies africaines. Ainsi s'affirme l'unité de l'empire français d'Afrique. L'aménagement de la sécurité des confins algériens-sahariens et marocains-sahariens se rattache à un problème plus ample et plus général d'articulation et de mise en valeur de l'Empire français d'Afrique.



SAHARA OCCIDENTAL

Le Sahara occidental sépare et, en même temps, relie l'Algérie et le Maroc d'une part, l'Afrique occidentale française d'autre part. Maintenant que les postes franco-marocains ont été poussés jusqu'à l'oued Noun et à l'oued Draâ, le Maroc est en mesure de participer utilement à la police du désert; il est vraisemblable qu'il y prendra un rôle prépondérant, parce que les confins sahariens du Maroc sont particulièrement exposés aux incursions des tribus qui trouvent, dans la zone

espagnole, un refuge, un stimulant religieux et moral et une base d'opérations. L'Algérie, dont dépendent les grandes oasis de l'oued Saoura (Gourara, Touat, Tidikelt), qui ont leur centre principal à In-Salah, a depuis longtemps fourni un admirable effort d'organisation du désert et de surveillance des pistes. L'impulsion donnée par le général Laperrine a été féconde. Les compagnies sahariennes, montées à méhari, ont créé le type d'unité militaire apte aux rudes campagnes de police dans le désert. Le commandement a installé un poste et organisé une compagnie saharienne à Tabelbala, à 200 kilomètres à l'ouest du Touat; un poste de surveillance a été établi à Bou-Bernous, à 400 kilomètres. Ainsi l'Algérie a réussi à protéger à peu près ses territoires du Sud. Après l'occupation du Tafilelt, le Protectorat français au Maroc a créé une nouvelle compagnie saharienne pour la surveillance des plateaux entre l'oued Ziz et l'oued Draâ.

Mais la plus grande partie des étendues désertiques du Sahara occidental dépendent, non de l'Algérie ou du Maroc, mais de l'Afrique occidentale. De Dakar et d'Alger, les directives ne sont pas toujours les mêmes. Les braves tirailleurs sénégalais qui composent les « groupes nomades » sahariens du Soudan et de la Mauritanie sont moins entraînés aux dures campagnes dans le désert que les Châambas et les autres nomades parmi lesquels se recrutent les compagnies algériennes. Des difficultés surgirent entre l'Algérie et l'Afrique occidentale. Par la convention de Niamey, en 1919, les territoires sahariens dépendant de chacun des deux gouvernements ont été délimités. La Mauritanie qui, du Sénégal, s'étend jusqu'à la latitude de la Seguiet-el-Hamra et borde les possessions espagnoles, est une dépendance de l'Afrique occidentale. Après la belle campagne du colonel Gouraud, en 1909, cette colonie s'est contentée de surveiller sa frontière du nord-ouest; empêchée par des raisons d'ordre diplomatique de poursuivre, jusque dans leurs repaires, les grandes tribus nomades dissidentes, elle a essayé d'obtenir par politique une neutralité qui est restée très précaire. En fait, la Mauritanie est demeurée très vulnérable et a beaucoup souffert des incursions, souvent châtiées, jamais arrêtées, des nomades.

On se garde par le mouvement. Cette maxime du maréchal Lyautey, qui a rénové l'art de la guerre aux colonies, s'est

vérifiée dans les territoires du Sud. En 1913, le colonel Mouret à la poursuite d'un groupe de nomades venus de la zone espagnole, pénétra dans la Seguiet-el-Hamra jusqu'à Smara. Il en résulta, pour le front de la Mauritanie, la tranquillité pendant la grande guerre. El-Hiba qui, après sa défaite de 1912, s'était retiré à Kerdous, dirigeait de là, soutenu par l'argent allemand, une active propagande anti-française dans le sud du Maroc; vaincu en 1917 par le général de Lamothe qui occupa Tiznit, il mourut en 1919; mais ses frères continuèrent la lutte contre l'influence française. L'audace des nomades ne tarda pas à s'accroître. En 1927, un rezzou de Regueibat, venu du Sahara espagnol, réussit à pénétrer jusqu'au Touat et à tenir la campagne durant plusieurs semaines. Dans l'immensité des espaces sahariens, une défensive immobile est impuissante et onéreuse.

En Mauritanie, la situation est pire. Les compagnies chargées par le gouvernement d'Atar de la surveillance des tribus ont souvent réprimé et repoussé les incursions des nomades, mais souvent aussi elles ont subi des coups durs qui leur ont coûté de douloureuses pertes, parfois même des échecs dont le retentissement a renforcé l'audace des dissidents et arrêté toute tentative de conciliation. Après un mauvais coup dans la zone algéro-marocaine, les rezzous ne trouvent pas toujours, lorsqu'ils descendent vers le sud, le châtement qui devrait les y suivre. Une telle impunité ne peut que renforcer leur goût pour la rapine et le meurtre : cercle vicieux dont nos forces de police en Mauritanie et dans les territoires du Sud algéro-marocain ont cruellement souffert.

Le bilan de nos pertes a été, ces dernières années, particulièrement douloureux (1). A partir de 1924, l'activité des marabouts de la Seguiet-el-Hamra se tourne vers la Mauritanie. En décembre, le capitaine Bouteil rejoint et disperse un rezzou, délivre quatre cents captifs soudanais, enlève deux cents chameaux, soixante-dix fusils. En 1925, trois combats sanglants : le lieutenant Bedrines et vingt-trois méharistes tués; dans la seconde rencontre, dix-sept tués; dans la troisième, à Trifia (25 avril), le capitaine de Girval et dix-sept

(1) Voyez le récit détaillé de ces événements dans un article du lieutenant-colonel M. Bernard : *le Sahara occidental*, dans *Terre, Air, Mer*, la revue de la Société de géographie, n° de mai-juin 1933.

tirailleurs tués. Suivent cinq années de calme. Les dissidents viennent vendre au Sénégal leurs arachides à des prix rémunérateurs. Avec la crise, — car telle est la répercussion des faits économiques, — les rezzous recommencent; les tribus reprennent le fusil et reviennent à leur industrie traditionnelle, le pillage.

Un nouveau prophète se lève à Smara, Mohammed-el-Mamoun, de la famille d'El-Hiba, qui prêche la guerre sainte parmi les tribus. Il sort en 1931 du Rio de Oro, attaque à l'improviste, le 7 septembre, au nord-est d'Atar, le lieutenant Blanc qui est tué avec trois sous-officiers et trente-sept tirailleurs. Nos renforts, lancés à la poursuite du rezzou, s'arrêtent, par un excès de scrupules, à la frontière fictive du territoire espagnol. De Smara, Mohammed-el-Mamoun dépêche des émissaires aux tribus soumises de la Mauritanie. En mars 1932, un émir des maures Trarza fait assassiner le lieutenant Mussat; il est rejoint par le capitaine Le Cocq qui le tue en combat singulier, à la manière des héros homériques. Le 6 avril 1932, un rezzou est repoussé et subit de fortes pertes. Le 18 août, un khalifa de Mohammed-el-Mamoun attaque un de nos groupes nomades; le lieutenant de Mac Mahon, cinq sous-officiers, trente et un méharistes sont tués. Le capitaine Delangle rejoint le rezzou, lui tue son chef et vingt-cinq hommes. De petits groupes de dissidents circulent entre nos postes, harcelant les tribus soumises; plusieurs fractions quittent nos territoires pour gagner le Rio de Oro où elles ne paient pas d'impôts et sont libres. Les avions de la ligne française de l'Amérique du Sud, quand ils sont obligés d'atterrir en zone espagnole, sont détruits, les pilotes tués ou rançonnés.

Telle est la situation pénible, dangereuse, en face de laquelle nous nous trouvons en Mauritanie. Le prestige de la France en est ébranlé dans la vallée du Niger, au Sénégal et jusqu'au Maroc. Grâce au voisinage de la zone espagnole, le marabout de Smara tient en échec la puissance française, malgré l'activité et le courage de nos « groupes nomades » de la Mauritanie. Il est temps de mettre fin à un état de choses qui nous a coûté des pertes si douloureuses.

La méthode défensive s'est révélée insuffisante et inopérante; il est temps de revenir à une action de pénétration par le mouvement. L'entrée en scène des forces du sud-marocain

qui peuvent maintenant donner la main aux « groupes nomades » du Soudan et aux compagnies sahariennes des territoires du Sud, rendra possible une activité plus intense; la réorganisation du commandement permettra de mieux coordonner les opérations. Les obstacles à surmonter ne sont pas intrinsèquement redoutables, mais on n'en viendra à bout que par l'unité de direction. Les conférences où se réunissent chaque année des représentants de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'A. O. F., ont donné de bons résultats pour articuler l'activité militaire et politique des quatre gouvernements, mais elles sont encore insuffisantes. Il est nécessaire que la coordination soit assurée par un organe permanent. Des zones d'action ont été fixées pour chacune des colonies ou protectorats; mais il faut éviter, comme on l'a vu quelquefois, que la limite de ces zones devienne une sorte de frontière. L'intérêt général doit primer l'intérêt local.

Voici un exemple. En janvier 1929, la compagnie saharienne du Touat, aux ordres du lieutenant Flye Sainte-Marie, en reconnaissance dans l'Igoudi, surprit un fort contingent de Regueibat qui avaient razzîé et pillé des populations soumises; l'occasion était favorable pour leur infliger une sévère leçon; il fallut s'abstenir pour se conformer à des directions politiques, venues de Dakar, concernant cette tribu nomade qui est censée relever de la Mauritanie.

Ni les tribus, ni les rezzous ne connaissent, eux, les délimitations artificielles de l'administration française; ils mènent leurs troupeaux et exercent leurs ravages de l'Atlas au Niger. L'organisme chargé de les tenir en respect doit, lui aussi, être mobile et rapide. Il n'y aura de tranquillité dans les vastes espaces sahariens que si les populations des oasis ou les nomades soumis se sentent efficacement protégés, tandis que les dissidents apprendraient que nul refuge ne leur permettra d'échapper à la vindicte française. Il ne suffira pas d'ailleurs de prévenir ou de punir les attentats; on devra, en même temps, améliorer les conditions de la vie économique. Les nomades pillent par tradition, par goût, mais aussi par nécessité; ce dernier mobile devrait peu à peu disparaître. A l'action commune des trois pays, Algérie, Maroc, A. O. F., il faut substituer l'action unique : un seul commandement, une seule politique, une seule police militaire. Le Sahara, traversé du

nord au sud par quatre lignes d'aviation, parcouru par des pistes automobiles, peut aujourd'hui et pourra mieux encore demain être organisé sous un commandement unique, chargé de coordonner l'action des commandements locaux.

Comment réaliser cette unité ? Il paraît difficile, ne fût-ce que pour des raisons budgétaires, de créer un gouvernement et un commandement militaire du Sahara qui seraient complètement indépendants de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'A. O. F. Des quatre pays, le Maroc est le mieux préparé à diriger une action pénétrante de soumission. Il est en contact avec les tribus dissidentes les plus dangereuses, les Ait-Oussa, les Regueibat, les Ouled Delim et avec le foyer maraboutique de la Seguiet-el-Hamra d'où part la propagande anti-française. Les autorités politiques et militaires sont habituées à une collaboration avec les zones de protectorat espagnol ; or, la pacification du Sahara occidental et du Maroc méridional ne peut être achevée et durable que par une entente amicale avec l'Espagne.

La région saharienne dangereuse est celle qui touche à l'Atlantique, parce que les nomades y trouvent le refuge des possessions espagnoles et la possibilité de recevoir par mer des subsides, des munitions, des armes. Le Maroc va maintenant se trouver à portée des centres vitaux des nomades. Enfin son organisation militaire, articulée en profondeur, lui permet de déployer une puissante et rapide action. On sait les heureux résultats obtenus par la création des confins algéro-marocains sous le commandement du général Giraud. C'est une organisation de ce genre qu'il s'agit de mettre sur pied entre le Maroc et la Mauritanie. L'avion et l'automobile permettraient à un chef unique, disposant de moyens mécaniques puissants, d'exercer une surveillance efficace, avec des forces restreintes recrutées, organisées et instruites pour ce service spécial.

L'organisation technique n'est pas de notre compétence. L'objectif devra être non seulement d'exercer une police répressive qui éterniserait cette coûteuse et dure guerre d'escarmouches, mais d'obtenir, par l'action militaire associée à l'action politique et économique, la soumission des tribus et la sécurité des transports. La première opération à entreprendre, maintenant que nos postes ont atteint l'oued Draâ

dans son cours inférieur comme ils sont installés sur son cours moyen, devra être l'occupation de Tindouf. Plus au sud, en partant de la Mauritanie, un poste vient d'être établi à la sebka d'Idjil. Nos forces surveilleront ainsi de plus près la zone espagnole et les rezzous qui peuvent en sortir ou y chercher un refuge.

Un pas décisif a été fait récemment dans la bonne voie. Par un décret du 5 août 1933, paru le 2 septembre au *Journal officiel*, il est créé « provisoirement » un commandement militaire des confins algéro-marocains, sous la haute autorité du Résident général au Maroc et du général commandant supérieur. Son chef disposera des forces algériennes et marocaines stationnées dans toute l'étendue de son commandement. Le gouverneur général de l'A. O. F. délègue au commandant militaire des confins algéro-marocains son autorité sur la partie septentrionale de la Mauritanie située au nord du vingt-cinquième parallèle.

Il s'agit, en somme, d'une extension du commandement, créé en 1930, des confins algéro-marocains qui disparaît dans sa forme ancienne. Si l'on se souvient que les territoires qui viennent d'être réunis sous une même autorité dépendent de trois ministères différents, l'Intérieur pour l'Algérie, les Affaires étrangères pour le Maroc, les Colonies pour l'A. O. F., on louera la bonne volonté du gouvernement de la République et on se félicitera du résultat obtenu. Il est cependant incomplet.

La partie de la Mauritanie qui a le plus à souffrir des rezzous n'est pas englobée dans le nouveau territoire; la dualité subsiste entre Algérie-Maroc d'une part, A. O. F. de l'autre et, on peut le craindre, la diversité des méthodes et des moyens d'action. Il n'en est pas moins vrai que le décret du 5 août attribue au chef à qui sera confié ce nouveau commandement et qui sera sans doute le colonel Trinquet, de larges pouvoirs et les moyens nécessaires pour une action efficace contre les nomades pillards. Rien n'empêchera, par la suite, de compléter cette organisation « provisoire ». De Ouargla à Tombouctou, d'Atar à Djanet, le Sahara forme un tout. L'essentiel est fait, l'outil est créé, les particularismes mis en échec, les routines vaincues, les ponts coupés. Mais il n'y aura de sécurité définitive et de pacification complète que

si, parallèlement, l'ordre et la police sont organisés dans les zones espagnoles.

LES RELATIONS AVEC L'ESPAGNE

Lors des négociations conduites par M. Delcassé avec le gouvernement de Madrid qui aboutirent, non sans peine, aux traités de 1900 et de 1904 (1), les Espagnols exhumèrent d'antiques grimoires où il était question d'un établissement fondé au xv^e siècle sur la côte atlantique du Maroc en un point appelé Santa Cruz de Mar Pequeña. On chercha vainement à identifier cette localité. Le gouvernement espagnol affirma qu'elle correspondait au site de Sidi Ifni, sur la côte atlantique, à une centaine de kilomètres au sud de Tiznit. Une zone leur fut concédée autour de ce point par les traités de 1900, de 1904 et du 27 novembre 1912.

L'Espagne possède donc en toute souveraineté, au même titre que Melilla ou Ceuta, un territoire qui a une centaine de kilomètres de façade sur la mer et environ cinquante en profondeur. Elle n'y a fondé aucun établissement. Le pays est habité par la confédération des Ait-Ba-Amran. Il fallut, en 1917, au général de Lamothe, une colonne de quatre mille hommes pour reprendre à ces tribus guerrières et inhospitalières et à leurs alliés, les canons français enlevés à la mehalla du pacha de Taroudant. L'accès de la côte est difficile; la population, relativement dense, vit dans une série d'oasis formées par les rivières qui descendent de l'Anti-Atlas. Les Espagnols n'ont jamais tenté de pénétrer dans le pays et de soumettre les tribus. L'essai de création d'un comptoir, en 1933, s'est terminé au bout de peu d'heures par un réembarquement précipité. Ifni n'est qu'un point géographique, non une colonie, ni même un bordj fortifié.

Le territoire d'Ifni se termine à l'oued Noun. De ce point à l'embouchure de l'oued Draâ, sur cent à cent vingt kilomètres, la côte est franco-marocaine; nos forces militaires venues de l'Anti-Atlas ont atteint, ces jours derniers, l'oued Draâ. L'enclave espagnole d'Ifni est donc largement séparée des vastes étendues désertiques que l'on englobe sous le nom

(1) Cf. René Pinon, *l'Empire de la Méditerranée*, 1 vol. in-8, 1904, Perrin éditeur.

général de Rio de Oro. Celles-ci se divisent en trois zones distinctes. La première, en commençant par le nord, est considérée comme une dépendance du Maroc sous protectorat espagnol ; sa condition juridique est analogue à celle du Rif. Cette zone que l'on désigne souvent sous le nom de protectorat du cap Juby a été reconnue à l'Espagne par le traité de 1912. Elle s'étend, en profondeur, sur environ sept cents kilomètres. Les Espagnols n'y ont créé, au cap Juby, qu'un port médiocre dominé par un bordj avec une petite garnison. A l'intérieur des terres, l'influence espagnole est nulle.

Ensuite vient une colonie, appelée Sahara espagnol. C'est, à proprement parler, le bassin de la Seguiet-el-Hamra avec le centre maraboutique de Smara. Les Espagnols n'occupent sur la côte aucun point ; ils n'ont jamais essayé d'exercer, par politique ou par force, une action sur les tribus maures fanatiques et pillardes qui lancent contre la Mauritanie ces rezzous qui vont au loin exercer leurs ravages et qui ont si durement éprouvé nos excellentes unités sahariennes.

Enfin vient la longue étendue de côtes et le vaste arrière-pays qui est, à proprement parler, la possession espagnole du Rio de Oro. A l'extrême limite sud de ce territoire s'avance dans la mer, orientée vers le sud, la presqu'île qui se termine par le cap Blanc ; elle est divisée en deux parties par la frontière qui sépare la Mauritanie française et le Rio de Oro ; sur la face atlantique, les Espagnols ont élevé le petit poste de La Agüera. Dans la baie du Levrier, en face du poissonneux banc d'Arguin, la France a créé Port-Étienne. Plus au nord, l'établissement espagnol le plus important, Villa Cisneros, n'est qu'un bordj où s'étiole, sous un soleil de feu, une petite garnison réduite à distiller l'eau de mer pour ne pas mourir de soif. Les Espagnols y ont aménagé un terrain d'aviation où s'arrêtent les pilotes de notre ligne France-Amérique du Sud. Une factorerie traite quelques échanges avec les tribus maures. Sur toute la côte qui fait face aux îles Canaries, la contrebande approvisionne largement les Maures en armes et en munitions qu'ils utilisent contre nos troupes ou les tribus soumises. Enfin une prison, où l'on n'oserait pas envoyer des criminels, est réservée aux déportés politiques.

On estime à environ soixante-dix mille le nombre des habi-

tants des trois possessions espagnoles (1). Elles étalent, sur l'Atlantique, une façade d'environ mille deux cents kilomètres d'une côte inhospitalière, sans ports, sans mouillages naturels. Les trois postes militaires que nous avons nommés attestent seuls une souveraineté que personne ne conteste à l'Espagne mais qui reste, ou peu s'en faut, un titre nu. Tandis que la France achève l'occupation effective et la pacification définitive des régions sur lesquelles flotte son drapeau, l'Espagne ne fait rien pour soumettre les vastes territoires que lui reconnaissent les traités. En agissant ainsi, ou plutôt en s'abstenant d'agir, le gouvernement de Madrid reste strictement dans son droit. Il faut reconnaître que la police de ces vastes étendues très peu peuplées, sans eau, sans ressources, parcourues par des nomades qui préfèrent le pillage au travail et qui d'ailleurs, sous ce climat brûlant, n'auraient guère l'occasion d'exercer une activité laborieuse, coûterait cher et rapporterait peu.

Mais le droit de souveraineté, comme le droit de propriété privée, comporte certaines obligations qui sont d'abord d'ordre moral, mais qui se traduisent aussi par des responsabilités juridiques. Le propriétaire d'un champ n'est pas libre de laisser s'y multiplier les chardons dont le vent emporte au loin la semence, ou de permettre d'y pulluler aux lapins qui tondent en herbe le blé du voisin. De même, l'État qui exerce la souveraineté sur un territoire, petit ou grand, n'a pas toute licence de laisser les habitants, qui sont ou qui sont réputés être ses sujets, infester les territoires voisins, y porter le pillage et la mort. En droit strict, la France serait fondée à réclamer à l'Espagne une indemnité chaque fois qu'un rezzou sort du territoire sur lequel flotte son drapeau pour aller exercer chez nous ses instincts de rapine et son goût pour les aventures.

La France n'a pas l'intention de pousser jusqu'à ses dernières conséquences la logique de son droit; elle attache un très haut prix à entretenir les meilleures relations avec l'Espagne; au Maroc, les deux Puissances ont collaboré de la manière la plus heureuse pour la soumission des Berbères du Rif. Cet esprit de solidarité s'est encore affirmé, le 1^{er} novembre

(1) M. Massignon, dans son excellent *Annuaire du monde musulman*, donne le chiffre de 50 000. Il s'agit de nomades et tout recensement, même approximatif, est impossible.

dernier, quand M. Urbain Blanc, délégué à la résidence générale, est allé saluer à Tetouan le Président de la République espagnole en visite dans la zone marocaine de protectorat espagnol. Mais encore faut-il que le gouvernement de Madrid fasse un effort pour que le voisinage de ses possessions ne devienne pas un obstacle insurmontable à la sécurité du Sahara occidental. S'il ne veut ou ne peut pas s'y résoudre, il n'est que juste qu'il n'empêche pas les éléments français de police militaire de poursuivre les rezzous sur le territoire qui lui appartient en droit, mais où il n'a jamais fait usage de sa souveraineté. La Seguiet-el-Hamra est le repaire de l'agitation maraboutique xénophobe, le refuge de tous ceux qui depuis vingt ans reculent devant la conquête française. Puisque nous sommes outillés et que nous le serons de mieux en mieux pour organiser la police de ces régions, l'Espagne a tout intérêt à nous laisser la faculté de poursuivre jusque chez elle les dissidents en retraite après un mauvais coup. La notion de frontière, dans un pareil pays, ne correspond à aucune réalité. On ne saurait nous demander de respecter une zone frontière qui n'a jamais été tracée que sur le papier, aussi strictement qu'une ligne frontière en Europe, partout abornée et surveillée. L'action vigoureuse du colonel Mouret qui, en 1913, poussa jusqu'à Smara, a suffi pour imposer la paix durant plusieurs années; la souveraineté espagnole en est-elle moins respectée?

Si l'on établit le bilan des déprédations que les tribus maures du Sahara espagnol, fanatisées par les marabouts de Smara, ont exercées tant en Mauritanie que dans le Maroc du sud et les confins de l'Algérie, si, aux pertes subies par nos populations noires du Soudan en hommes, en bétail, en chameaux, en richesses de toute nature, l'on ajoute tant d'officiers et de sous-officiers français, tant de méharistes et de tirailleurs marocains ou soudanais tués, si l'on tient compte des opérations que nous devons sans cesse entreprendre pour protéger les populations soumises du Soudan et de la Mauritanie, si l'on rappelle la guerre qu'il nous a fallu mener, dans le sud du Maroc, contre El-Hiba, son frère Merebbi-Rebbo, son cousin qui se donne comme l'héritier actuel de la *baraka*, Mohammed-el-Mamoun, on arrive à un total impressionnant que nous ne demandons pas aux Espagnols de payer, mais

que nous ne voulons plus voir s'augmenter. L'achèvement de la pacification du Maroc marque le moment où il devient urgent de mettre fin, dans l'intérêt des deux pays, à des difficultés irritantes et toujours renaissantes.

LES CONFINS DU MAROC

La soumission des tribus du Sud marocain, la nouvelle organisation des territoires du Sud algéro-marocain tranchent, dans toute la mesure nécessaire, la question des frontières méridionales du Maroc.

Jamais le Maroc n'a connu de frontières du côté du sud. L'étendue des régions qui acceptaient peu ou prou l'autorité des sultans a largement varié au cours des siècles. Par les caravanes de marchands, par la diffusion de l'Islam et des confréries musulmanes, par de rapides expéditions de pillage, l'influence du Maghzen a rayonné, dans les temps anciens, jusqu'au Niger. Les prétentions des sultans s'étendaient beaucoup plus loin que leur pouvoir réel auquel échappaient, à l'intérieur même du Maroc actuel, les tribus berbères des montagnes. La souveraineté du Maghzen marocain ne saurait être comparée à celle d'un État européen moderne; elle se rapprocherait plutôt de ce qu'était, en Europe, au moyen âge, le Saint Empire. Les sultans n'ont jamais établi d'administration régulière, ni tracé de frontières fixes. Un chef de tribu, en lutte contre ses voisins, croyait-il de son intérêt d'appeler à son aide le sultan, il lui prêtait allégeance sans s'imaginer un instant que, par là, il entrait dans un État organisé et renonçait à son indépendance; autant en emportait le vent du désert. Les sultans ne maintenaient une autorité précaire que là où campaient leurs mehallas.

Quand la France a occupé le Touat et In-Salah, en 1898, le Maghzen a protesté par voie diplomatique. Il agissait, il est vrai, à l'instigation d'une Puissance qui se représentait tous les territoires hors d'Europe comme destinés à relever de son empire. Le roi Louis-Philippe, après la victoire de Bugeaud sur l'oued Isly, eut l'occasion de porter jusqu'à la Moulouya la frontière de l'Algérie; cette rivière, au point de vue géographique, serait la frontière naturelle du Maroc; le gouvernement d'alors, en signant le traité de Lalla-Maghnia en 1845,

ne traça pas de frontière dans les régions du sud, « où la terre ne se laboure pas » ; on se contenta d'énumérer les tribus et les ksours qui seraient considérés comme relevant du Maroc et ceux qui dépendraient de la France. C'est un exemple qu'il convient de ne pas oublier

Dans les régions qui avoisinent l'Atlantique, c'est à l'oued Draâ qu'il serait naturel de borner l'empire chérifien. Mais le gouvernement de Madrid considère la zone désertique située immédiatement au sud du Draâ, comme un morceau détaché du Maroc et placé sous le protectorat de l'Espagne. Si l'on accepte cette fiction, inscrite dans le traité de 1912, pourquoi ne pas ajouter à la zone marocaine le vaste rectangle connu sous le nom de Sahara espagnol ? La Seguiet-el-Hamra, en effet, a toujours entretenu des relations très suivies avec Tiznit, le Sous et même avec Marrakech. Il s'agit là, d'ailleurs, de simples conventions diplomatiques, puisque l'autorité de l'Espagne ne s'étend effectivement, en dehors du bordj du cap Juby, sur aucun point de l'intérieur ni même du littoral de ces deux zones, pas plus que sur l'enclave d'Ifni.

Du côté du Sahara français, la question a été pratiquement tranchée par la création, suivie d'une organisation effective, des territoires du Sud qui relèvent du gouvernement général de l'Algérie et qui s'avancent à l'ouest jusqu'aux confins de la zone espagnole, tandis qu'ils avoisinent au sud la Mauritanie et le Soudan français qui sont deux des subdivisions de l'Afrique occidentale française. Le décret du 5 août 1933, qui organise un commandement unique de la région saharienne algéro-marocaine, ne va pas à l'encontre de cette répartition territoriale. Dans ces régions de population très clairsemée et en grande partie nomade, il s'agit bien moins d'administration que de sécurité. L'organisation pratique est celle qui aménage, dans les meilleures conditions, la police. Gardons-nous de créer des frontières là où il n'y en a jamais eu et où elles seraient une entrave à l'unité nécessaire du commandement militaire, seule forme d'autorité qui convienne aux mœurs et aux besoins de ces contrées. Il s'agit, dans ces régions de nomadisme et de brigandage, non pas de créer une administration régulière et bureaucratique, mais de faire respecter une autorité créatrice d'ordre, de sécurité et de libre circulation.

L'AUTONOMIE BERBÈRE

La soumission des tribus de la montagne et des confins sahariens pose devant la France le problème le plus délicat et le plus important qu'elle ait à résoudre comme Puissance protectrice, celui de l'unification intérieure du Maroc ou, en d'autres termes, celui de la coexistence, sur la même aire géographique, de populations très différentes par leur origine, leur langue, leurs coutumes, notamment d'un bloc berbère réfractaire à toute absorption et qui garde avec une farouche énergie son caractère original et ses mœurs antiques. Le Maroc est un; mais qui dit unité ne dit pas uniformité ni centralisation.

Durant la première période de l'occupation de 1907 à 1911, et après la signature du traité de protectorat en 1912, la France établit son autorité sur le Maroc des villes et des plaines. « Les organismes nouveaux du protectorat se substituent rapidement, pour l'administration des cités et des tribus, aux rouages usés du vieux Maghzen (1). » De 1912 à 1918, le général Lyautey, résident général, range sous le contrôle de la Puissance protectrice les tribus du Moyen-Atlas, qui ont, à maintes reprises, accepté de gré ou de force la loi du Maghzen, la vallée du Sous, où l'autorité des Sultans était depuis longtemps établie et, avec le concours des grands caïds, une partie du Grand-Atlas. Mais, depuis quinze ans, la France a abordé l'un après l'autre les principaux centres de la résistance berbère; là, le prestige du Maghzen est non seulement inefficace, mais il est compromettant; nous avons affaire à des confédérations de tribus berbères qui n'entendent pas la langue arabe, qui vénèrent quelque saint local plus que le lointain Mohammed des Arabes dont le Coran reste pour elles lettre morte et qui rejettent l'autorité du Sultan. Jamais, au cours de l'histoire, ces masses berbères de la montagne n'ont accepté d'obéir au Maghzen. Elles se soumettent à la France à cause de sa force et de ses bienfaits, mais elles ne connaissent

(1) Robert Montagne, *la Vie sociale et la vie politique des Berbères* (Éditions du Comité de l'Afrique française), 1931. — Cf. sur les mœurs des Berbères les romans où M. Maurice Le Glay a condensé une longue expérience de la vie marocaine.

l'autorité du Sultan que pour l'avoir toujours combattue.

Il a fallu quinze ans de patient travail politique et de rude guerre pour venir à bout des grands blocs berbères. Nos énergiques adversaires de ces dernières années, les tribus des puissantes confédérations montagnardes, telles que les Ait-Atta, les Ait-Yafelman, que nous avons vaincus dans le Sagho et dans le Grand-Atlas, ceux du Rif et ceux de l'Anti-Atlas, ont toujours vécu indépendants. Même les dynasties d'origine berbère venues des confins sahariens n'ont pas réussi à les dompter. Nous sommes en présence des fragments les mieux conservés et les plus importants de cette antique race berbère dont le grand historien Ibn Khaldoun a décrit les mœurs et relaté les vicissitudes. Elle se rattache à cette famille des Ligures qui occupaient, avant l'arrivée des Grecs et des Phéniciens, tout le pourtour de la Méditerranée occidentale et les îles. Elle était établie dans tout le Maghreb, depuis les temps les plus lointains, bien avant l'hégire et l'invasion arabe. C'est nous qui sommes allés la chercher dans les montagnes où les conquérants arabes et les dynasties chérifiennes l'ont refoulée. L'unité du Maroc, ce sont nos armes, c'est la supériorité de notre civilisation, les bienfaits de notre administration, qui l'ont réalisée. Nous avons le droit d'en disposer, dans une large mesure, pour le plus grand bien des populations. Mais c'est ici précisément que surgit la difficulté. Devons-nous poursuivre, au profit du Maghzen, l'œuvre d'unification et de centralisation qu'il n'a jamais réussi à réaliser ou bien est-il préférable de maintenir un régime d'autonomie locale et de particularisme?

La race berbère possède une étonnante capacité statique; elle tend toujours à revenir en arrière. Les hommes qui viennent de se soumettre à nos armes dans l'Assif Melloul, dans l'Imdras, dans le Sagho, gardent un état social et moral peu différent de celui qu'avaient leurs ancêtres de l'époque néolithique. Ces rudes montagnards représentent une réserve de forces et d'énergies; ils ont, avec le temps, usé tous les pouvoirs qui ont prétendu s'imposer à eux. C'est eux, — bien plus que quelques douzaines de « jeunes marocains » qui ont retenu certains fragments des sciences européennes sans s'assimiler l'essence de notre civilisation et sans pénétrer les raisons profondes de sa supériorité, — qui représentent l'avenir

du Maroc. Ne serait-il pas imprudent et injuste de ne pas les associer à notre œuvre? Les tribus de la montagne berbère sont à la fois une menace et une source de renouvellement pour les gens des plaines et des villes : telle est la loi de l'équilibre politique et économique du Maroc.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de créer deux Maroc séparés. Si différents, si hostiles même, qu'aient été, au cours des siècles, les éléments berbères et les populations soumises aux Sultans, le pays *Siba* et le pays *Maghzen*, la vie économique des deux groupes s'associe et se complète. Que cet état de symbiose se perpétue, c'est l'intérêt de chacun des deux éléments et l'avantage aussi de la Puissance protectrice. Mais il n'y a pas de raison, ni en justice, ni en politique, pour sacrifier l'un des deux peuples à l'autre; la France n'est pas venue au Maroc pour détruire la civilisation berbère, mais pour l'aider à conserver son caractère et son originalité.

C'est ce que n'admet pas la jeune bourgeoisie de Fez. Les protestations qu'a soulevées, parmi elle, ainsi que dans les journaux du Caire et de Damas qui se croient à la tête du progrès, le fameux « *dahir* berbère » pour la réforme de la justice, qui ne faisait que poser en règle générale ce qui était la pratique constante de l'administration du Protectorat, à savoir de respecter, dans les décisions d'ordre judiciaire, la loi et la coutume berbères dans les régions berbères, montrent combien ce problème est important et délicat. Il faut se garder de juger de l'état social, moral et politique du Maroc d'après un petit nombre de jeunes intellectuels à qui leur évolution rapide et d'ailleurs incomplète a fait perdre le contact avec la masse.

C'est l'avantage du système du Protectorat qu'il écarte par principe toute politique d'assimilation et se contente de diriger de haut et d'aider la transformation graduelle de la société indigène. On ne saurait appliquer les mêmes méthodes de gouvernement aux négociants de Fez ou de Marrakech et aux tribus de l'Atlas et du Sahara. Plusieurs âges, plusieurs peuples se juxtaposent sur le territoire du Maghreb el Aksa. N'allons pas imposer aux uns la langue et les coutumes des autres. Le principe, posé depuis longtemps par le maréchal Lyautey, pour les officiers des affaires indigènes comme pour les contrôleurs civils, de se garder de toucher à la langue et aux coutumes des Berbères, est raisonnable et juste. Dans la pratique, les diffi-

cultés sont grandes, car, entre les gens du Maghzen à Fez ou à Rabat et les tribus primitives de la haute montagne, tous les échelons, toutes les transitions subsistent. La solution ne serait-elle pas une décentralisation qui laisserait une large autonomie administrative aux diverses régions? Les grands blocs berbères, celui du Moyen-Atlas, celui du Grand-Atlas, celui de l'Anti-Atlas, les confins sahariens, recevraient un statut particulier, appliqué par des administrateurs spécialisés, qui les aiderait à conserver leurs coutumes auxquelles ils reviennent dès qu'ils en sont libres, et même à restaurer les anciennes institutions de la communauté berbère et de la tribu. Le véhicule de la civilisation, en pays berbère, ne peut pas être la langue arabe; l'instrument du progrès n'est pas le délégué rapace et détesté du Maghzen ou du grand caïd; c'est la langue française et l'officier des affaires indigènes. La région du Grand-Atlas et, au sud, la zone des confins sahariens, ne devraient être ouvertes ni à l'établissement de colons européens, ni même à un tourisme non sélectionné. Il convient d'y maintenir le régime militaire.

L'unité du Maroc sous la souveraineté chérifienne et le Protectorat français n'est pas incompatible avec la diversité des régions, des langues et des administrations. Les droits du Sultan ne seront ni compromis ni amoindris, si nous assurons une certaine autonomie à des pays qu'aucun de ses prédécesseurs n'a jamais réussi à soumettre et dont la fière indépendance n'a capitulé que devant nos armes. Nos conquêtes de 1933, qui viennent d'être complétées, mettent le Protectorat en présence d'un bloc berbère particulièrement réfractaire à toute autre influence qu'à ses coutumes ancestrales. C'est le moment de fixer les principes et d'établir les assises d'une administration souple, prompte à s'adapter au tempérament des diverses régions d'un pays qui n'a jamais constitué une unité politique que dans l'imagination trop simplificatrice de quelques Français. Il suffira, pour y réussir, de suivre les directions et d'appliquer les méthodes que le premier résident général de France au Maroc a léguées à ses disciples et à ses successeurs. Mais surtout, que l'on se garde de laisser retentir au Maroc les échos de la politiquaille métropolitaine. Les venins idéologiques auxquels nos organismes sont accoutumés deviennent plus virulents dès qu'ils sont

inoculés à des individus non prémunis et mal armés pour la résistance. L'œuvre magnifique réalisée par la France dans l'Afrique du Nord pourrait, si l'on n'y prenait garde, être rapidement compromise par faiblesse, par ignorance ou pusillanimité d'esprit.

Le Maroc, par l'achèvement de la soumission des hauts massifs de l'Atlas et des confins sahariens, entre dans une période nouvelle de son développement. Il cesse d'être un pays de guerre, d'action militaire ayant, à l'intérieur même de ses limites politiques, une frontière de dissidence, un front de combat. Une organisation très active de police et de surveillance sera encore longtemps nécessaire. Sécurité marocaine implique tranquillité saharienne, aménagement des communications à travers le désert, entente cordiale avec l'Espagne. Mais si la guerre est finie, si le danger disparaît à l'intérieur comme à la périphérie, l'atmosphère plus calme deviendra peut-être moins saine. La tâche du Protectorat, loin de se trouver simplifiée, va devenir plus délicate.

La conquête laborieuse et sanglante des montagnes a mis la Puissance protectrice en présence d'un peuple, — le mot ne dépasse pas le fait, — qui n'a jamais eu avec le sultan et le maghzen que des rapports d'hostilité ou, en tout cas, de séparation. Deux millions de Berbères ou ne parlent que la langue tamazirt ou tout au moins en usent exclusivement dans leur village et leur famille. C'est, au Maroc, la réserve de l'avenir. Toutes les dominations nouvelles, dans l'histoire du Maghreb, sont venues de la masse berbère, des hautes montagnes ou des confins sahariens. L'institution même du Protectorat implique non seulement de respecter les institutions locales, mais encore de ménager les possibilités d'évolution que peuvent recéler ces sociétés restées primitives et attardées. Ce n'est pas seulement la sécurité du Maroc et la police du Sahara que l'achèvement de la soumission nous impose d'organiser, c'est l'avenir même du Maghreb qu'il s'agit de ménager. Les directions que recevront, en ces prochaines années, les groupements humains qui vivent sur le sol du Maroc décideront de leur évolution future et des destins de la civilisation française dans l'Afrique du Nord.

RENÉ PINON.

50

LES CARNETS DE LUDOVIC HALÉVY

VII ⁽¹⁾

1870 : LA GUERRE

LETTERES A PRÉVOST-PARADOL. — LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Du 7 au 15 juillet 1870, sur les événements si graves qui se produisent, les *Carnets* ne donnent rien. La raison de leur silence, c'est que Ludovic Halévy écrivait à Prévost-Paradol (2) chaque jour une longue lettre de Ville-d'Avray ou de Paris. Ces lettres peuvent être considérées comme une forme dialoguée des *Carnets*, et nous nous servons d'elles pour combler la lacune.

Jeu- 7 juillet.

Quand je t'écrivais ce matin, je ne me doutais pas de toute l'importance et de toute la gravité de cette affaire d'Espagne. Je n'avais pas lu la séance de la Chambre d'hier, je ne pouvais pas croire que ce fût sérieux, ce colonel prussien tout d'un coup nécessaire au bonheur de l'Espagne. J'étais convaincu qu'une dépêche de Madrid allait arriver ce matin, désavouant le tripotage Prim-Bismarck, déclarant que l'Espagne n'avait aucune envie de ce roi extraordinaire et mettant fin à l'incident... Pas du tout, l'affaire était très sérieuse, très avancée, et la Prusse et l'Espagne d'accord. Et si la Prusse ne recule pas, cette fois, c'est la guerre.

Je sais bien qu'il y a moyen de s'en tirer par l'Espagne,

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1933, 1^{er} janvier, 1^{er} et 15 février, 15 mars, 1^{er} avril 1934.

(2) Parti du Havre, le 2 juillet, Prévost-Paradol débarqua à New-York le 12.

l'Espagne déclarant qu'elle ne veut pas de ce roi prussien... mais le discours de M. de Gramont (1) engage bien des choses et va droit à la Prusse. Il a du reste le plus grand succès, ce petit discours, il a fait le plus grand effet. Décidément, on veut en finir avec la Prusse. Ce n'est qu'un cri dans tout Paris, et dans toute la presse... sauf, bien entendu, *le Rappel* et *la Cloche* qui, ce matin, sont pleins de tendresse pour la Prusse et pleins de compassion pour ce Hohenzollern arrêté sur les marches du trône d'Espagne. Cela passe vraiment la permission.

Tout cela va amener (si cela se termine pacifiquement) un grand mouvement dans le personnel diplomatique. MM. Benedetti (2) et Mercier de Lostende vont être remplacés dans les quarante-huit heures. Cela est inévitable, que ce soit juste ou injuste. Le cas de M. de Lostende surtout paraît fort mauvais, et on demande ce matin dans je ne sais quel journal que M. John Lemoine soit envoyé à Madrid à sa place. John Lemoine, en effet, dans les *Débats* du 19 juin, avait, à ce qu'il paraît, imaginé cette phrase : *le général Prim tient en réserve un candidat mystérieux*, et John Lemoine avait ajouté entre parenthèses : *(le prince de Hohenzollern)*.

Vendredi 8 juillet.

Dufeille est venu dîner avec nous. Il est ivre de politique... Dréolle, Guyot-Montpayroux, Duvernois, Ganesco... Il sait des histoires sur tout ce monde-là, et il les raconte avec une agitation, une animation, une émotion... A-t-il parlé, mon Dieu, a-t-il parlé (3)!... Mais il est véritablement touchant dans sa tendresse et dans son admiration pour toi. Il a deux cultes... le tien et celui de M^{me} Buffet... Mais toi, il t'adore... M^{me} Buffet, il se borne à la vénérer.

L'affaire d'Espagne, l'affaire d'Espagne. Les journaux ne sont remplis que de cela... On dit aujourd'hui que la Prusse se *désintéresse*, qu'elle déclare qu'elle ne s'est mêlée ni de l'offre, ni de l'acceptation de la candidature Hohenzollern, que c'est affaire entre les Espagnols et le Prince, etc... etc... De

(1) Ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Emile Ollivier.

(2) Ambassadeur de France à Berlin.

(3) Les amis de Dufeille, encore nombreux, reconnaîtront là ce charmant homme dont Ludovic Halévy parle ici avec un peu d'ironie, mais qu'il ne cessa de beaucoup aimer.

toute manière, l'aventure est horriblement désagréable pour MM. Benedetti et Mercier de Lostende. On raconte à leur sujet quelque chose de bien comique. On dit qu'il y a six semaines, quand il était question de *certain* mouvement diplomatique, la Prusse et l'Espagne auraient écrit toutes les deux : « Laissez-nous M. Benedetti, laissez-nous M. Mercier de Lostende; ce sont des gens si aimables, nous sommes habitués à eux... Nous nous entendons si bien avec eux, laissez-nous M. Benedetti, laissez-nous M. Mercier de Lostende. » Quant à John Lemoine, il a triomphé hier, — et très spirituellement, — dans les *Débats*; il va devenir ton collègue, mais vrai, il l'a un peu mérité.

Lundi, 11 juillet 1870.

Mon cher Anatole, tu auras aujourd'hui huit lignes au lieu de huit pages. Que te dire en effet dans une lettre qui sera devancée de quinze jours par le télégraphe? Est-ce la guerre? Je n'en sais rien, et tu le sauras depuis longtemps quand tu recevras ma lettre. L'émotion ici est sérieuse et terrible. On aura, dit-on, ce soir ou demain matin, la réponse de la Prusse...

Tu es parti à temps pour ne pas être mêlé à tout cela... Huit jours plus tôt, et bien certainement le mouvement nécessaire pour ta nomination en Amérique n'avait pas lieu. On aurait eu bien autre chose à faire... Paris est dans une extrême agitation. Et toi, pendant ce temps, tu parles paisiblement du Japon avec Mr Walsh, et tu vas regarder les gros chevaux enfermés dans leur boîte de bois blanc. Tu auras eu bien certainement en arrivant à New-York et en ouvrant les journaux une des belles surprises de ta vie (1).

Thérèse est avec nous depuis samedi, on la rendra mercredi matin. Tout le monde va bien. Moi, je suis un peu éreinté. J'ai fait hier avec Duhesme (2) une longue promenade. Nous

(1) Il faut se souvenir, en lisant ces lettres, qu'une inspiration amicale profonde les traverse : Ludovic Halévy mesure l'angoisse qui saisira Paradol, apprenant, au débarqué, les terribles nouvelles; il devine son désespoir d'être parti, et plaide comme il peut une cause difficile. Ludovic Halévy s'expliquera lui-même là-dessus.

(2) Duhesme, officier de hussards, prit part aux batailles de Metz. Il y a dans *l'Invasion* de Ludovic Halévy, un récit de la charge de Gravelotte qui a été écrit presque sous sa dictée.

sommes allés voir les tombeaux de Dreux, et le château d'Anet... C'est le château de Diane de Poitiers, lequel est maintenant en la possession d'un M. M... agent de change. Ce M. M... dépense beaucoup d'argent pour restaurer ce merveilleux château, mais il lui a été impossible de résister au plaisir de mettre son nom dans tous les coins et sur tous les murs. De sorte que c'est un incroyable mélange de D. P. (Diane de Poitiers), et de F. M. Puis il y a une salle d'honneur avec une suite de portraits, à commencer par Diane de Poitiers, et à finir par M. M...

Duhesme t'envoie toutes ses amitiés. Quant à Meilhac, je ne sais ce qu'il est devenu. Vendredi matin, il me dit : « Je vais partir ce soir pour Londres ou pour Bordeaux. » Londres, c'était Schneider et la *Grande-Duchesse*; Bordeaux, c'était Blanche d'Antigny et l'*Oeil crevé* (1). Il hésitait beaucoup. Il a tant hésité que ce matin je reçois une dépêche télégraphique de Wiesbaden : il est allé perdre un peu d'argent en Allemagne à la roulette. Meilhac devient très voyageur, et moi de plus en plus sédentaire. Hier, aux environs de Dreux, je voyais une grande maison bien simple, bien bourgeoise, avec une petite rivière à droite, et un petit bois à gauche... des vaches dans une prairie, devant la maison. Ah! mon cher Anatole, que nous serions bien là-dedans, tous pendant six mois, tous les ans... avec nos livres! Nous lirions Restif de la Bretonne... Mais il faut d'abord conclure un traité postal avec l'Amérique, écrire cinq ou six pièces pour le Gymnase, et rabaisser l'orgueil de la Prusse.

Mercredi matin, 13 juillet 1870.

Quelle journée que celle d'hier! Jusqu'à deux heures, la guerre, la guerre certaine... Puis à deux heures la paix, la rente remontant d'un seul bond de trois francs... Tout est arrangé... J'ai passé la journée à Paris... Personne n'y était satisfait de la guerre... Personne n'y était satisfait de la paix... Elle fait un peu horreur, cette guerre à nos portes... La Crimée, c'était bien loin; l'Italie, il y avait encore une certaine distance, mais cette fois ce serait près, tout près, et cela se passera peut-être en terre française... En somme, hier, une véritable

(1) L'opérette d'Hervé, que Blanche d'Antigny chantait à Bordeaux.

angoisse à Paris, quand on se disait : « C'est fini, on se battra avant huit jours sur le Rhin... » Puis est arrivée la lettre du père du jeune homme (comme on dit) qui arrange tout et qui n'arrange rien... La Prusse, après quelques jours de délibérations et d'hésitations, paraît reculer devant la bataille, mais elle ne nous fait pas directement la concession que nous lui demandions. Le papa Hohenzollern envoie une dépêche à Madrid au général Prim et déclare à l'Espagne qu'elle n'ait plus à compter sur son fils. Cette dépêche passe par Madrid, arrive à Paris. Émile Ollivier la colporte dans les couloirs du Corps législatif; c'est la paix, hausse de trois francs.

Tout est-il fini? je ne le crois pas. Mais je suis bien niais de t'écrire tout cela, les journaux te le diront. Ce que les journaux ne te diront pas, c'est la véritable *oppression* de Paris depuis quelques jours. On est entre deux sentiments également puissants, également violents : l'horreur de la guerre avec tous les chassepots, mitrailleuses, faucheuses, etc., et la haine de la Prusse. Quand on dit : « C'est la guerre », on se récrie, c'est impossible, ce sera trop affreux, la paix, la paix... » Quand on dit : « La paix », nouvelle révolte... « Autant en finir. Ce ne sera qu'une paix boiteuse... Il faudra se battre dans un an, dans deux ans... Battons-nous tout de suite. »

S'il y a la paix, sans concessions directes de la Prusse, je crois à une crise ministérielle. Lis les journaux, tu verras pourquoi...

Il paraît qu'il y a beaucoup de monde à Étretat. On a bâti un casino superbe qui a ouvert cette année. La petite vérole (qui cependant diminue) a chassé tout le monde de Paris. La chaleur continue ici, mais au milieu de grands orages et de grandes pluies. C'est un progrès. Il pleut de tous les côtés. La récolte ne sera pas aussi mauvaise qu'on le croyait. Les blés, dit-on, seront beaux. Pas de fourrage, peu d'avoine, peu de pommes de terre.

Il y avait chez toi une lettre touchante signée *Annette Pascal* (1), datée de Furmeyer le 8 juillet, timbrée du bureau de poste de Veynes :

« Cher monsieur, depuis bien longtemps je voulais vous

(1) Il s'agit ici de la lettre d'une ancienne servante de Prévost-Paradol. Rien ne manque à cette tragédie : voici le songe prophétique, d'une signification pour les anciens si grave, et toujours telle pour le peuple.

écrire, mais d'un autre côté la négligence et d'un autre côté quand on n'a aucune instruction, c'est ce qui m'a prolongé jusqu'à aujourd'hui. [Je rectifie l'orthographe.] Depuis quelque temps, j'ai des songes la nuit bons ou mauvais. C'est ce qui me décide à vous écrire et en même temps vous réclamer une réponse afin que je sache si vous jouissez tous d'une bonne santé et principalement mon petit Yalmar (1) que je languis beaucoup et que je désirerais bien revoir. Si vos affaires marchent, moi de mon côté, je suis à peu près toujours de même. J'ai trois enfants, nous nous portons tous bien; seulement nous avons une mauvaise récolte et, pour comble de malheur, nous avons eu une tempête qui a fini de nous enlever le peu qui nous restait. Mais je pense que Dieu pourvoira à tout. Je vous prie donc, mon cher monsieur, de me donner de vos nouvelles le plus tôt possible, car je languis beaucoup en attendant le plaisir de vous lire. »

Il n'y avait que cette lettre-là. Nous vous embrassons tous.

LUDOVIC.

Ah ! les conversations à table ! Si tu les entendais ! Papa (2) est devenu aussi Prussien qu'il était Italien : « Les Espagnols ont le droit de prendre qui ils voudront pour roi, etc., etc. »

Guérault (3) m'a étonné dans *l'Opinion nationale*. Ardent pour la guerre et contre la Prusse.

La grève de Mulhouse est une chose *très sérieuse* (4)... En somme, de tous côtés, des causes d'inquiétude et de malaise. Vilaine quinzaine depuis ton départ...

En ce moment tu dois arriver à New-York. Le chancelier sera venu te recevoir, et sa première phrase sera : « Monsieur le ministre, la guerre est peut-être déclarée entre la France et la Prusse. »

Un journal a annoncé que la Prusse comptait sur l'alliance

(1) Hyalmar, fils de Prévost-Paradol, dont le nom s'abrégeait familièrement en *Yal*, que Ludovic Halévy écrit parfois *Yal*.

(2) Léon Halévy, poète et littérateur français, 1802-1883.

(3) Adolphe Guérault, 1810-1872, homme politique et journaliste, avait fondé en 1859 *l'Opinion nationale*; député de Paris depuis 1863, il soutenait le cabinet Ollivier.

(4) La grève et l'agitation étaient sérieuses, en effet, dans les filatures de Mulhouse; une brigade de cuirassiers tenait les ouvriers en respect. Elle partit, et, trois semaines après, elle était décimée aux charges de Reichshoffen.

des États-Unis, si la guerre prenait en Europe un caractère général.

Je ne sais quel autre journal officieux a fait une bien jolie découverte sur la fille de Murat qui est grand mère du prince de Hohenzollern. Ce n'était rien du tout que cette fille de Murat. Elle était d'un premier mariage. Murat ne s'est jamais occupé d'elle : il s'en est débarrassé bien vite dès qu'elle a eu quinze ans et l'a mariée au fils d'un prince Hohenzollern qui était son prisonnier de guerre. Cela fait, et la princesse emballée pour l'Allemagne, Murat n'y a plus jamais pensé. Et le journal en conclut qu'il n'y a aucun compte à tenir des liens unissant le prince Hohenzollern aux Murat. Ce n'est pas une parenté sérieuse. Discours grotesquement héroïque avant-hier au comité progressiste de Madrid. Vive la liberté ! En avant ! Vive l'Espagne !... On sait que la France n'a qu'à bien se tenir, si elle ne veut pas sentir sur ses épaules le bras du général Prim. Après les rodomontades italiennes d'il y a quelques années, les rodomontades espagnoles. Ce n'est pas précisément humiliant, mais c'est bête et agaçant.

Si la paix est maintenue sur la lettre du père Zéphirin (c'est le nom du père de Hohenzollern), le ministère sera battu en brèche par l'extrême-droite (Duvernois), et par l'extrême-gauche (Gambetta). Gambetta très déterminé et très résolu contre la Prusse.

Vendredi matin (15 juillet).

Ah ! mon cher Anatole, quelle journée que celle d'hier et que sera celle d'aujourd'hui ? La guerre, cela paraît inévitable. On parlait bien hier soir d'une offre de médiation, mais en somme, c'est la guerre, la guerre, la guerre (1). Paris est bou-

(1) A la date du 15, une courte note des *Carnets* vient compléter cette lettre :

« La guerre, c'est la guerre. Avant-hier, c'était la paix... Émile Ollivier avait colporté dans les couloirs de la Chambre la renonciation du prince Antoine, le père. Il avait ajouté : « L'incident est vidé... il n'y a plus de question espagnole. Il n'avait jamais été question que de cela. C'est la paix. » La rente avait monté de quatre francs. Mais le lendemain à midi tout avait bien changé d'aspect. Et d'abord on apprenait qu'Émile Ollivier avait été désavoué par M. de Gramont, désavoué par les ministres de la Guerre et de la Marine (qui parlaient de donner leur démission), désavoué par l'Empereur qui n'était pas d'humeur à se contenter de la dépêche du prince Antoine. M. Benedetti était chargé de demander formellement l'approbation par le roi de Prusse de la renonciation Hohenzollern ; on ne voulait pas entendre parler du prince Antoine. On s'était adressé au roi de

leversé. J'ai passé hier toute la journée au Corps législatif. On attendait les ministres qui ne sont pas venus... La déclaration du gouvernement aura lieu aujourd'hui à une heure, et c'est pour cela que je t'écris ce matin. Je vais en effet retourner à midi au Corps législatif, et peut-être y rester jusqu'à six ou sept heures. On ne croit pas que la Chambre cette fois vote d'acclamation et sans discuter les propositions du gouvernement : levée d'hommes, emprunt. Non certes qu'on ait l'intention de refuser tout cela, mais le centre gauche veut faire une dernière tentative pour la paix, Gambetta veut parler pour la guerre, et l'extrême-droite, ardente aussi pour la guerre, voudrait renverser le ministère tout de suite avant le premier coup de fusil...

Nous savons que tu es arrivé à New-York après une très heureuse et très bonne traversée... Je devrais dire que le *La Fayette* est arrivé... C'est ce qu'on m'a dit hier au bureau du Grand Hôtel. Que les lettres doivent encore être longues à venir!... Tu vas avoir probablement beaucoup de difficultés et d'affaires à cause de cette guerre... Il paraît que les eaux américaines sont remplies de navires prussiens, allemands, et que cela peut amener des incidents diplomatiques. On dit ici les États-Unis très bien disposés pour la Prusse.

Ah! ma foi, je ne sais pas pourquoi je t'écris tout cela, qui sera de l'histoire ancienne quand tu le liras.

Ce pauvre Duhesme est venu dîner hier avec nous. Il partira ce soir, ou demain matin. Toutes les troupes partent, toutes, toutes.

Deux heures un quart. Du Corps législatif. C'est la guerre. Déclaration d'Émile Ollivier très applaudie. En ce moment M. Thiers répond, tantôt hué, tantôt acclamé... Acclamé quand il dit qu'il fallait évidemment, un jour ou l'autre, avoir raison de l'insolence prussienne, hué quand il dit que le moment est mal choisi, que l'occasion est mauvaise, que le fond était accordé et que c'est pour une question de forme qu'on va faire couler des flots de sang. Ce discours est en somme assez intem-

Prusse, on voulait une réponse du roi de Prusse, on la voulait formelle; on la voulait pour le présent, on la voulait pour l'avenir. J'arrive à Paris à midi, on me raconte cela. J'ouvre *le Constitutionnel* : je vois un article de Robert Mitchell qui dit : « C'est la paix, c'est une grande victoire morale qui n'aura coûté ni une larme ni une goutte de sang... »

pestif de la part de M. Thiers qui a contribué plus que personne à développer en France la haine et l'horreur de la Prusse... M. Thiers vient de s'asseoir en disant : « Je suis tranquille, j'ai fait mon devoir »... Émile Ollivier monte à la tribune... Je l'écris tout cela du petit bureau des secrétaires-rédacteurs et des sténographes. Je ne suis pas dans la salle, mais c'est comme si j'y étais, puisque j'ai la sténographie de cinq minutes en cinq minutes. On m'avait mis debout dans une tribune publique, mais j'ai failli me trouver mal à cause de la chaleur.

Il n'y a eu que des surprises et des coups de théâtre dans toute cette affaire. Aujourd'hui même, à une heure, dans la salle des conférences, c'était la paix : une conférence acceptée par la France et par la Prusse. On se préparait à attaquer le ministère sur ce terrain-là. Émile Ollivier lit la déclaration, c'était la guerre.

Paris va être dans une bien triste agitation ce soir... Tout cela est venu si brusquement qu'on ne sait vraiment plus où on en est... Beaucoup de ruines à la Bourse, mais peu intéressantes. Un tas de tripoteurs.

Une foule énorme sur le quai autour du Corps législatif... On crie : « Vive la guerre ! A bas la Prusse ! A Berlin !... » La guerre, en somme, je crois, va devenir populaire. Je dis : *devenir*, car l'opinion était bien troublée, bien confuse, bien hésitante...

Quant au cabinet, je crois qu'il était perdu avec la paix. Il va se soutenir avec la guerre. A moins que... Enfin, je ne sais pas pourquoi je l'écris tout cela. La situation est nette depuis une heure et le chauvinisme va s'en mêler...

M. Benedetti est dans une tribune à la Chambre... Il aurait peu de succès s'il se montrait. Ce n'est qu'un cri à Paris contre lui. On commence à trouver qu'il a fait de mauvaise besogne tant à Florence qu'à Berlin...

Ah ! mon pauvre Anatole, moi qui me disais : Ce sera mon plaisir d'écrire tous les jours bien tranquillement pendant une demi-heure ma lettre d'Amérique... de te parler des Variétés, de l'Opéra, de mes pièces, de *Madame Cardinal*, etc., et que nous sommes loin de cela !...

Émile Ollivier est toujours à la tribune... (Trois heures.) Tout à toi.

Samedi soir, 16 juillet.

Il est question de toi dans tous les journaux de ce soir. De toi en une dépêche télégraphique de deux lignes : M. Prévost-Paradol est arrivé aujourd'hui à Washington (aujourd'hui, 15 juillet). De l'Amérique, plus longuement. Il y a trois dépêches dont la première est une véritable énigme : « *Washington, 15 juillet.* — Une dépêche annonçant la déclaration de guerre de la France à la Prusse a été lue aujourd'hui à la Chambre des représentants. *Bon nombre de députés ont applaudi.* » Et c'est tout... Applaudi dans quel sens ? Voilà la charade. Cette phrase énigmatique est signalée ce matin par tous les journaux. Les autres dépêches sont relatives à la demande que le ministère prussien aurait fait au sujet de la dénationalisation des navires de commerce prussiens... Dénationalisation, je crois bien que c'est cela qu'il faut dire... Il va y avoir là pour toi bien des questions graves et délicates. Comme il est heureux que tu sois là-bas et non pas ici ! Il me faut vraiment du courage à moi pour écrire une telle phrase... Mais cela est bien vrai. Ici, que ferais-tu ? Il y a bien, bien, bien des choses à dire sur cette guerre et sur la façon dont elle a été amenée.

Mais quel crime de la part de M. Thiers que cette séance d'hier au Corps législatif !... J'ai fini par me refautiler dans une tribune et par entendre la fin de la séance. J'ai été *révolté, révolté, révolté*. Je ne pouvais en croire mes oreilles. Quoi ! c'était là le langage de cet homme qui depuis quatre ans a travaillé ardemment, passionnément, à rendre exécration en France le nom prussien ?... Combien de fois a-t-il parlé de l'ambition prussienne, de l'insolence prussienne, etc ? Ne se levait-il pas tous les ans pour dire : « La France doit conserver un grand établissement militaire ; il faut se préparer à la bataille contre la Prusse »... Non, je t'assure, c'était scandaleux... Tu liras le discours, mais, si tu l'avais entendu, si tu avais vu cet emportement !... Et de quel ton il disait : « Vous n'avez jamais voulu m'écouter... Je vous le disais bien... Moi qui aime mon pays »... Et tout cela dit avec l'éloquence et la vigueur que tu sais... si bien qu'on écoutait et qu'on était bien obligé de s'avouer qu'il avait bien raison sur bien des points... Mais il me semble que M. Thiers *seul* hier n'avait pas le droit d'avoir

raison... C'est lui qui, avec ses écrits et ses discours, a le plus contribué à remettre la guerre à la mode... et surtout la guerre contre la Prusse.

Il y a décidément un immense dépit contenu dans ce petit corps. Il est mauvais de rester trop longtemps au pouvoir (M. Guizot). Il est mauvais de rester trop longtemps dans l'opposition (M. Thiers) (1). Quand M. Thiers a dit hier : « Si j'avais l'honneur d'être à la tête de mon pays », une exclamation générale l'a interrompu, et un unanime : « Ah ! voilà », s'est élevé dans la Chambre... Cet *Ah ! voilà* en disait plus qu'il n'était long. Il y a trente ans que M. Thiers a cette phrase-là dans la gorge et qu'elle le déchire... Tu as pris le bon parti, va !... Tu vas peut-être avoir la chance de nous rendre de grands services en Amérique... Et puis au moins *tu feras quelque chose*, tu ne tourneras pas sur toi-même comme un écureuil ennuyé, maussade et hargneux. *Un écureuil hargneux*... je ne sais plus du tout ce que j'écris.

Dimanche matin.

Les fausses nouvelles commencent à courir. On avait dit hier que les Prussiens entraient par Forbach... La chose est démentie ce matin. Ce n'était qu'une reconnaissance poussée jusqu'à un village français. Il va y avoir bien des petites alertes avant la grande journée. En effet, les régiments allemands et français sont maintenant à quelques lieues de distance. Il y a deux lieues de Sarrebruck à Forbach. J'ai passé hier une partie de ma journée à la gare de l'Est. J'y retourne. C'est très beau... Grande foule, grands cris, grand enthousiasme et *la Marseillaise* par là-dessus... *La Reine Hortense* a disparu, et voici *la Marseillaise* en possession. Les musiques militaires la jouent en tête des régiments. Les soldats la chantent.

Il va y avoir, je crois, bien du désordre dans l'arrivée de mes lettres. On dit que les bateaux de Hambourg et de Brème vont interrompre leur service. Je crois qu'ils emportaient mes lettres. Enfin je continuerai tout de même. Et toi, écris-nous, — *tant que tu pourras*, — *deux lignes pour dire que tu te portes bien*, ce n'est pas long.

(1) De 1840 à 1848, Guizot avait occupé le pouvoir d'une manière continue, la révolution de Février l'en précipita. Thiers, depuis 1840, était resté écarté du pouvoir.

Lundi, matin (18 juillet 1870).

Pendant que toute la France regarde du côté de la Prusse, je connais un original qui regarde aussi du côté de l'Amérique et qui s'intéresse aux télégrammes de Washington plus encore qu'à ceux de Strasbourg. Et cet original hier soir a été bien content en trouvant dans tous les journaux du soir : « *Washington, 16 juillet. — M. Prévost-Paradol a été reçu aujourd'hui officiellement par le Président des États-Unis* »... 16 juillet et je lisais cela le 17... Des nouvelles de vingt-quatre heures. Je t'en conjure, nous t'en conjurons tous, trouve un moyen diplomatique de nous envoyer ainsi de tes nouvelles par le télégraphe tous les huit jours. Vois comme c'est commode, rapide, économique. Tu es invité à un banquet, tu prononces un petit discours, et le lendemain tous les journaux me disent : « M. Prévost-Paradol hier se portait très bien. » Il ne nous en faut pas davantage.

La dépêche pour ta réception officielle est très simple, très nette et fait de l'effet. *Le Temps* déjà, ce soir, l'a remarquée. On est convaincu ici que les États-Unis n'ont pas oublié le Mexique et qu'ils voient la Prusse de meilleur œil que la France. Il paraît qu'il y a des questions maritimes grosses de querelles et de difficultés. Cela donne beaucoup d'importance à tes débuts diplomatiques...

On commence aussi à se dire que tu es un vieux ami des États-Unis et qu'il est fort heureux que la France soit pour le moment représentée par toi de l'autre côté de l'Océan... Et puis les ambassadeurs de profession, les ambassadeurs *hiérarchiques* n'ont pas fait de brillante besogne en ces derniers temps... Enfin, les circonstances sont excellentes pour toi. Et puis notre pauvre cher pays va courir de grandes aventures et ce n'est pas un mauvais moment pour se mettre de bon cœur à son service. Moi-même qui suis pourtant bien pacifique, je commence à trouver qu'on devrait organiser une grande garde nationale sérieuse à Paris et je demanderais à en être si on ne venait pas me chercher. Il faut absolument en finir avec cette question prussienne. Bien ou mal engagée, la bataille commence et il ne faut pas se laisser battre.

Les fausses nouvelles commencent à courir et à agiter Paris : Les Prussiens sont entrés en Alsace... Nous avons

occupé le Luxembourg... Rien de tout cela n'est vrai. Il n'y a pour le moment qu'une centaine de soldats engagés, les mécaniciens tant Français que Prussiens qui conduisent des trains à la frontière et qui amènent toutes les demi-heures un millier d'hommes sur le terrain. Le chemin de fer de l'Est hier, en treize heures, a transporté vingt-quatre mille hommes.

Paris se calme et devient plus sérieux. C'était nécessaire. Les partisans de Rochefort, les amis de Victor Noir s'étaient subitement transformés en partisans effrénés de la guerre. Ils se promenaient en bandes malpropres sur le boulevard, criant : « A Berlin ! A Berlin ! » et allant casser les carreaux de M. de Werther. Cela indignait tous les honnêtes gens, mais on n'y pouvait rien. Ces enthousiasmes inutiles vont bientôt se lasser et il ne restera qu'une ferme résolution de remettre la France à sa place dans le monde.

On est, à ce qu'il paraît, très tranquille du côté de l'Espagne et de l'Italie, et cela nous permettra de mettre toute notre armée sur le Rhin. On aurait promis aux Italiens de leur donner Rome *après la guerre...* afin de ne pas se créer d'embarras intérieur avec le clergé *pendant la guerre.*

Ce qui est comique, c'est le voyage du prince Napoléon. Il a entrepris il y a un mois, en compagnie de Renan, une exploration scientifique, philosophique, dans les mers du Nord... On s'amuse à faire courir le bruit que le Prince et Renan ont été pris par les Prussiens. Et là-dessus un tas de plaisanteries assez drôles sur le prince Napoléon, victime d'un accident de guerre. On parlait de cela hier devant Meilhac qui a répondu : « Oh ! si les Prussiens prenaient le prince Napoléon, ils nous le rendraient tout de suite ; ils sont malins, les Prussiens. »

Au revoir... Je vais à Versailles embarquer Duhesme pour la frontière. Pense bien à ce que nous attendons de toi. Ton nom tous les huit jours au moins dans les dépêches télégraphiques... Ville-d'Avray embrasse Washington.

Mercredi, 20 juillet.

Hier, dépêche de Washington, mais mauvaise dépêche, car elle se termine par : *La chaleur est excessive...* Et tu vas être obligé de vivre dans cette fournaise. Il est bien probable que tu ne pourras pas t'éloigner de Washington, tant que durera la

guerre,
nouvea
y a eu
Rochef
criant
leur ap
trois o
alors u
Tout le
bonne
unanim
crois,
discou
Paris,
l'ont e
par la
m'ont
quan
celle
Le
Allen
auras
cruel
ment
quel
Char
que
C
que
parl
Mue
M.
nou
coir

(
cam
dési
Mor
La
den

guerre, et combien de temps durera-t-elle? A Paris, rien de nouveau. L'esprit public devient plus calme et meilleur. Il y a eu deux soirées un peu ridicules. Les anciens amis de Rochefort décrochaient des drapeaux et se promenaient en criant : « A Berlin !... » sur l'air des lampions. Les boulevards leur appartenaient. C'était fort bête et archi-laid. Mais depuis trois ou quatre jours, le départ des troupes a commencé et alors une émotion sérieuse s'est emparée de toutes les âmes. Tout le monde accepte maintenant la guerre. Il y a eu une très bonne séance hier au Corps législatif. Les crédits ont été votés unanimement et sans un mot de discussion. M. Thiers, je crois, n'a pas reparu à la Chambre. L'impression sur son discours est toujours la même. S'il y avait des élections à Paris, M. Thiers obtiendrait aujourd'hui la moitié des voix qui l'ont envoyé à la Chambre. Il s'est laissé évidemment emporter par la colère. Mes anciens collègues, les secrétaires-rédacteurs, m'ont dit que M. Thiers avait absolument cessé de se posséder quand il s'est vu interrompu violemment par la Chambre à cette phrase : *Si vous m'aviez écouté en 1866...*

Le discours de M. Thiers a eu un grand retentissement en Allemagne, et, ce qui est plus grave encore, en Angleterre. Tu auras lu la lettre inventée par *le Figaro*. Elle était bien cruelle, mais un peu méritée. *La guerre était déclarée, absolument déclarée*, quand M. Thiers a pris la parole. En revanche, quelle belle et touchante lettre a été écrite par le général Changarnier (1) ! Je ne t'envoie rien de tout cela. Il est certain que tu reçois là-bas les journaux français.

Que nous avons hâte d'avoir de vos nouvelles, autrement que par les dépêches politiques du télégraphe ! Le télégraphe parle bien de M. le ministre de France, mais il ne parle ni de M^{lle} Lucy, ni de M. Hyalmar (2)... Ah ! s'il était à Paris, M. Hyal, que d'émotion pour sa petite âme belliqueuse !... Il nous a laissé son fusil qui est resté tristement inactif dans un coin du billard. Ce fusil-là aurait tué bien des Prussiens, si le

(1) Le général Changarnier, fameux sous la Monarchie de Juillet, pour ses campagnes algériennes, monarchiste passionné, était en décembre 1851 le soldat désigné par l'opinion conservatrice pour défendre l'Assemblée. Le comte de Morny, au matin du 2 décembre, l'envoya prendre au lit et conduire à Mazas. La guerre déclarée, Changarnier avait sollicité de l'Empereur un commandement qui lui fut refusé.

(2) Fille aînée et fils de Prévost-Paradol.

grand guerrier, son maître, n'était pas en Amérique. Et le revolver (avec un accent aigu), que de manœuvres dans le jardin... et que de victoires! Pauvre cher petit Hyal, dis-lui bien qu'il nous écrive, et longuement. Tu devrais lui imposer, *comme travail*, une grande lettre tous les jours de quatre pages pour Ville-d'Avray. Il y mettrait tout ce qu'il voudrait et on serait fort indulgent pour l'orthographe...

Notre pièce du Gymnase est arrêtée. Comment veux-tu qu'on ait la tête à de pareilles choses quand on est à la veille de cette bataille? Duhesme est parti ce matin avec son régiment. Il est du 4^e corps, général Ladmirault, à Thionville. On n'attend rien de décisif avant une huitaine ou une dizaine de jours. Tout à toi.

MORT DE PRÉVOST-PARADOL

12 août 1870. — Il faut cependant les reprendre, ces petits cahiers... Et dans ces pages, il faut essayer de mettre toutes mes douleurs et toutes mes tristesses. Paradol est mort le 20 juillet à Washington... Il s'est tué d'un coup de pistolet tiré au cœur. Les Prussiens sont en France; ils marchent sur Paris.

Voilà où j'en suis; voilà où nous en sommes.

J'étais venu à Paris le mercredi soir, 20 juillet, pour entendre *la Marseillaise* à l'Opéra. A onze heures, je vais de l'Opéra à l'Opéra-Comique. J'entends encore *la Marseillaise*. A minuit et demi, j'étais assis chez Tortoni prenant une glace. Près de moi, Marcelin et Léo Delibes. Au coin du boulevard, du côté de la rue Taitbout, causaient debout Perrin (1), Beyens (le ministre de Belgique) et Joubert... Perrin quitte ces messieurs, vient à nous, s'assied une minute, emmène Marcelin. Je reste seul avec Delibes. Un monsieur s'approche. J'ai su depuis que c'était un Italien, un capitaine... Du reste, tout cela a été raconté fort exactement par *la Liberté* du 24 juillet.

Ludovic Halévy transcrit l'article, nous le résumons : Perrin savait la nouvelle; c'est pourquoi il avait emmené Marcelin, voulant aviser avec lui au moyen de prévenir Halévy; mais

(1) Émile Perrin, 1814-1885, alors directeur de l'Opéra; il devint en 1871 administrateur de la Comédie-Française.

l'Italien, un certain capitaine Riceschi, ignorant l'intimité qui existait entre Halévy et Paradol, répéta sans précaution la rumeur qui courait Paris; les amis d'Halévy l'entourent, le laissent espérer que la rumeur est fausse, l'emmènent au Club américain, où la mort de Paradol est confirmée; au quai d'Orsay où le concierge, réveillé, donne aussi une confirmation. Reprenons le texte des *Carnets* :

Les choses en effet se sont ainsi passées. Je vais, du reste, aller très vite sur tous ces détails personnels. Je rentrai chez moi, vers quatre heures du matin. Rue La Fayette, je fus arrêté par un régiment de grenadiers de la Garde qui allait à la gare de l'Est. Je passai deux heures chez moi, quelles deux heures ! Sans me déshabiller, sur mon lit... A six heures je sortais, je courais inutilement du consulat des États-Unis, à la légation américaine, au ministère des Affaires étrangères. Personne. A huit heures et demi seulement, arriva un des attachés du cabinet des Affaires étrangères. La nouvelle était vraie, officiellement vraie. C'était par une lettre de condoléances de M. Washburne, ministre des États-Unis à Paris, que le duc de Gramont, la veille, à huit heures et demie, avait reçu la nouvelle. Puis M. Berthemy avait télégraphié de New-York : « *M. Prévost-Paradol est mort cette nuit. — Attends vos instructions.* » Mort, rien de plus... Je dis ce que je savais, ce que je croyais, que Paradol avait une maladie de cœur et qu'il avait dû mourir d'un anévrisme. C'est avec cela qu'on aura fabriqué à Paris la dépêche Havas qui le soir était dans tous les journaux. Il fallait aller à Auteuil annoncer cela à ma mère, à ma sœur. Quel coup pour ma pauvre mère, qui aimait tant Anatole et qui avait tant de légitimes raisons d'être fière de lui ! Elle avait eu sur sa vie une influence si forte et si heureuse. Elle avait été un peu sa mère. Et c'est quelque chose qu'une pareille mère ! Puis, je revins à Paris à midi.

Le soir seulement, le bruit du suicide se répandit. M^{me} de Rothschild avait reçu une dépêche : *M. Prévost-Paradol est mort de sa propre main.* Il a dû se tuer froidement, résolument, après avoir décidé que c'était ce qu'il avait encore de mieux à faire pour lui et pour les siens. C'est la guerre qui l'a tué. Il se sera vu là-bas le serviteur du pouvoir personnel, avec la livrée impériale. Cela lui aura fait horreur, on lui aura écrit

un jour : *C'est la paix, désistement Hohenzollern*. Puis le lendemain : *C'est la guerre*. Sans même lui dire pourquoi. Tout cela télégraphiquement, laconiquement, brutalement. Il se sera dit : « Quel métier me fait-on faire ? » Puis le discours de Thiers lui aura fait beaucoup de mal. Il se sera dit : « Cette guerre est donc bien folle, bien abominable, pour que M. Thiers la condamne aussi durement, lui si ardent contre la Prusse et si jaloux de la grandeur française ! » Le discours de M. Thiers aura été porté en cinquante mots en Amérique, séchement, en un résumé plus dur et plus violent que le discours même. Il se sera dit : « Donner ma démission, impossible. Ce serait désertir devant l'ennemi. » Et il aura ajouté : « Me tuer, il n'y a que cela. » Et il se sera tué en se rappelant probablement cette phrase des *Moralistes* (1) : « *Mourir pour ne rien devoir à César, mourir pour ne pas respirer l'air souillé par Octave, ce n'est point mourir, c'est échapper à ce que l'on déteste, c'est s'élever au-dessus de ce qu'on méprise.* »

Le lendemain arrivent les journaux anglais et la dépêche anglaise. J'avais bien deviné. Il fallait cependant tenir compte d'autre chose, de cette horrible chaleur dont on mourait en Amérique, de cette chaleur qui l'avait affaibli, qui l'avait mis hors d'état de délibérer froidement sur sa situation. Il était si facile d'en sortir honorablement ! Je savais bien que ces nouvelles de guerre l'agiteraient, le troubleraient, le mettraient peut-être au désespoir. Il a dû se rappeler ces paroles violentes de l'Impératrice sur la Prusse, se dire : « On savait tout, on ne m'a rien dit, on m'a trompé, je suis déshonoré, etc... » Ah ! je voudrais ravoïr mes lettres. J'allais au-devant de ses évidentes préoccupations et pour le remonter je mentais un peu, je forçais la note. Je lui disais que cette guerre était acceptée avec un grand entrain, qu'il y avait un réel enthousiasme, qu'elle avait été amenée un peu singulièrement, mais que tôt ou tard on devait en venir là avec la Prusse. On était prêt. La Prusse ne l'était pas (ce que disait le général Lebœuf) ; que c'était devenu une question purement française, que pour les trois quarts des Français, l'Empire n'existait plus, qu'il n'y avait plus que la France debout en armes, devant la Prusse ; qu'on verrait ensuite s'il n'y avait pas à compter sur l'Empire,

(1) Ce tour élliptique désigne le beau livre de Paradol sur les *Moralistes français*.

mais que pour le moment il ne fallait penser qu'au pays. Il avait là-bas de grands services à rendre ; il les rendrait, etc...

Il était las de ne montrer que du talent et de l'esprit. Il y avait autre chose en lui : de l'éloquence, un ardent patriotisme. « Mon vrai talent, disait-il souvent, est de parler, non d'écrire. » Il était las du journalisme. J'avais toutes les peines du monde à lui mettre la plume à la main. Il n'y avait que ses lettres intimes qu'il eût plaisir à écrire, parce que là il pouvait tout dire. Il était fait pour la politique, mais pas pour la politique qui se fait en France aujourd'hui. Les Chambres lui étaient fermées.

Mais il n'a pas dû se tuer en pleine raison. La pensée de ses enfants qu'il adorait, l'idée de la douleur qu'il nous causerait à tous l'aurait certainement arrêté.

Il s'est cru joué, dupé, déshonoré. Je l'entends dire cette phrase rapportée par les journaux anglais : « *Mes amis croiront que j'ai connu les intentions belliqueuses de l'Empereur et m'accuseront de mauvaise foi.* »

Je dois penser aux miens et aux enfants d'Anatole. Pour Yal, c'est tout simple : je le prendrai, ce sera mon fils. Ma mère, Louise et Valentine seront d'accord avec moi sur ce point, mais Lucy et Thérèse ! Ma femme admirable de force, de raison, de courage... Quel cœur ! Dieu lui donne et me donne un cher bébé qui lui ressemble à elle plus qu'à moi !

Avant de partir, il m'avait laissé ces quelques lignes : « 30 juin 1870. — Au moment de partir pour l'Amérique je laisse cet écrit à M. Ludovic Halévy pour le charger expressément de faire l'examen de tous mes papiers, de détruire les uns et de conserver les autres selon qu'il le jugera convenable, déclarant lui laisser, après ma mort, mes papiers de toutes sortes, écrits, correspondances. »

Il parlait souvent de retourner à Aix, de reprendre sa petite chaire de la Faculté et de vivre là paisiblement, loin de la politique, loin des journaux, avec Lucrèce et Spinoza.

« Courage, mon Lud, me disait-il sur le bateau quand je pleurais, courage, une année, c'est bientôt passé. » Une année ! Il y a vingt jours de cela.

Le jour de son départ, il me montrait où étaient ses lettres, ses papiers. D'une vieille boîte il tire un vieux rasoir taché de rouille.

— Tiens, me dit-il, regarde, c'est le sang de mon père, c'est avec ce rasoir qu'une nuit, poussé à bout par la douleur, il a voulu se tuer. Il n'y réussit pas, sa main cependant n'avait pas tremblé. La blessure était profonde.

Moi, sans rien dire, je regardai le rasoir.

— Eh bien ! continua-t-il, la vue de ce rasoir et de ce sang ne me causent pas une impression d'horreur. Je me dis que mon père était un homme. Tout le monde n'aurait pas ce courage. Il avait beaucoup de courage.

Je lui répondis que je ne blâmais pas celui, qui, souffrant cruellement et se sentant inutile aux siens (c'était le cas de son père), prenait le parti de se débarrasser de la vie, mais, ajoutai-je, quand on est jeune, quand on est nécessaire aux siens... « Oh ! me dit-il vivement, tu as bien raison. » Je me rappelle très exactement les moindres paroles de cette conversation.

COMMENT PRÉVOST-PARADOL S'EST SUICIDÉ

2 août 1870. — Second voyage à Brest pour y attendre Paradol mort. Je suis parti le lundi 1^{er} août de Versailles à 8 heures du matin. J'allai au-devant de Lucy, de Yal, d'un cercueil...

Mercredi 3 août, 7 h. 30. Brest. — Ce bateau n'arrive pas. Retard extraordinaire. Beaucoup de brume cependant la nuit dernière. La cause est peut-être là. A la table d'hôte tout à l'heure, on disait que le bateau avait été pris par les Prussiens : plus qu'in vraisemblable. Ce qui m'inquiète, c'est ma mère qui m'attend au Havre et doit s'inquiéter. Je reçois des lettres charmantes et touchantes de ma femme. Il faut qu'on me donne mon petit Yal, il faut que j'en fasse un homme, que je lui apprenne à porter dignement le nom de son père... Je viens de quitter l'hôtel de Nantes. M. de Villaféron m'a donné une petite chambre dans les bâtiments de la Compagnie transatlantique, sur le port de commerce. Je serai mieux là pour attendre le bateau et certain de ne pas le manquer quand il entrera en rade. Il me paraît impossible qu'il n'arrive pas cette nuit.

A huit heures, pendant que j'écrivais ces notes, M. de Villaféron vient me chercher. Le *La Fayette* est signalé, à quelques

lieues de Brest. A neuf heures je montai sur le bateau et je trouvai les deux enfants, bien portants tous deux. Le capitaine m'avait d'abord pris à part et dit : « *Ils ne savent pas que leur père est à bord et ils ne savent pas comment il est mort.* » Lucy très pâlie, très accablée. A midi, nous partons pour Le Havre par un très beau temps. La brume s'est levée... Ici je retrouve des notes au crayon sur mon agenda. Je les copie textuellement, comme les précédentes.

Successivement Ludovic Halévy recueille les récits du médecin et du capitaine du La Fayette, de la fille de Prévost-Paradol, de son valet de chambre.

« Le premier mot de M. Paradol à M. Berthemy (1) a été : « Ma place n'est pas ici, restez à Washington, je vais retourner tout de suite en France... » En descendant du bateau à New-York il avait été assailli par une foule de reporters qui s'étaient jetés sur lui comme une nuée de corbeaux et qui lui avaient dit : « La guerre, c'est la guerre, le saviez-vous ? Vous le saviez ?... » Il répondit qu'il ne savait rien, qu'il avait laissé l'Europe en paix. Il demanda des nouvelles *avec une véritable anxiété.*

« M. Berthemy lui répondit qu'il devait rester, que les circonstances étaient graves, que ce n'était pas le moment de quitter son poste ; que lui, Berthemy, n'était plus rien à Washington ; qu'il devait au plus tôt s'en aller prendre son poste à Bruxelles, etc... Toutes choses fort justes, d'ailleurs, et auxquelles M. Paradol se rendit. « Vous avez raison, dit-il, je dois rester, je resterai. » Les nouvelles de France lui causaient une profonde émotion. Chaque dépêche télégraphique portait coup. M. Paradol (c'est le docteur qui parle) avait de grandes illusions. J'avais causé avec lui en route, je m'en étais très bien aperçu. Il croyait trouver là-bas une Amérique française, l'Amérique de La Fayette, de Franklin et de Washington, l'Amérique de M. de Laboulaye (2) ; il trouva la véritable Amérique, l'Amérique allemande, les classes éclairées écartées de la politique, des affaires. D'ailleurs le sentiment public très monté contre la guerre, la France en ayant, aux yeux des

(1) Prédécesseur de Prévost-Paradol à Washington.

(2) Edouard de Laboulaye, collaborateur de la *Revue*, avait publié une *Histoire politique des États-Unis*, 1855-1866.

Américains, toute la responsabilité. Le discours de Thiers, grand effet, très défavorable à la France. L'Amérique *ayant horreur de la guerre*. Elle s'y connaît, sortant à peine de ses horreurs, de ses ruines, de ses désastres. M. Paradol (toujours d'après le docteur) m'avait paru *très susceptible*. Espèce de contraction nerveuse quand une opinion le heurtait, le blessait; très froid, très poli, sachant tout écouter, mais avec une visible impatience intérieure. Il avait été très gai, très bien portant, aimable, familier, spirituel, adoré de tout le monde; ni raideur, ni froideur. Je lui avais dit : « Le consul général sera sur le quai à New-York pour vous recevoir. » Il me dit : « Croyez-vous? » Je lui répondis qu'il ne pouvait en être autrement. Nous arrivons. « Voyez-vous M. Place? » me dit le chancelier. Je ne voyais personne. Je le lui dis. Il parut très contrarié. Enfin vient un petit commis du consulat. Nous étions déjà descendus du bateau. C'était un véritable étonnement chez tous les officiers.

Lucy Prévost-Paradol raconte que le samedi 16 juillet, son père causa longuement avec elle ; il se montrait très agité.

« Lucy très étonnée, très effrayée de le voir ainsi. Elle devait partir le lendemain pour New-York. Elle parla de rester. « Non, non, dit-il, il faut que tu partes avec Yal, cette chaleur est trop horrible. Vous tomberiez malades. J'irai bientôt vous rejoindre. Je ne veux pas rester ici. » Il était très préoccupé de la question d'argent. Tout est hors de prix à Washington. Une course de voiture, quinze francs et le reste à l'avenant. « Comment vais-je me tirer d'affaire? disait Anatole, j'ai déjà dépensé plus que je ne devais. Et puis je vais être rappelé, il faut qu'on me rappelle. Je ne puis rester ici. J'ai voulu écrire ce matin, j'ai fait une dépêche, *elle est indigne de moi*. — Eh bien! tu la récriras demain matin. — Oui, il faudra que je la récrive, mais le pourrai-je? »

« Et il revenait à la chaleur, à l'argent. Lucy prit un carnet, un crayon, fit des calculs, essaya de le calmer, lui prouva par des chiffres qu'il s'en tirerait bien. « Tu as raison, dit-il, mais je ne puis rester ici. » Très préoccupé de la politique, des nouvelles de la France, de la guerre, de la situation qui en résultait pour lui. « Je voudrais pouvoir causer de cela avec Ludovic. » Il dit cela plusieurs fois. Il voulait m'écrire. « Il faut, disait-il sans cesse, que j'écrive à Ludovic une

lettre,
vait p
précé
envie
partie
cela.
« Tu
moi,
V
«
de ce
selle
somme
mois
aura
dit q
disa
et j'
mon
qu'
était
dan
glan
Il
tris
fat
dép
dit
vo
Ne
à M
to
to
pu
ch
qu
q

lettre, une vraie lettre. » Il essaya, il commença, il ne pouvait pas. Lucy partit le dimanche soir. Pendant les heures qui précédèrent le départ, Anatole très troublé, ayant presque envie de la retenir, puis disant : « Non, il vaut mieux que vous partiez, j'irai vous retrouver après-demain. » Et il s'arrêta à cela. Très ému dans la gare. Il embrassa plusieurs fois Lucy : « Tu te souviendras, lui dit-il, que tu étais une camarade pour moi, oui, une camarade, mon meilleur ami... » Elle partit.

Voici maintenant le récit d'Auguste, le valet de chambre :

« M^{lle} Lucy est partie dimanche soir. Monsieur était très ému de ce départ. A la gare, il a été au moment de retenir mademoiselle. Mademoiselle est partie à huit heures et demie. Nous sommes rentrés avec la voiture. Monsieur m'a dit que mademoiselle lui avait recommandé de coucher dans le salon, qu'il aurait moins chaud, mais il n'y avait rien pour coucher. J'ai dit que j'allais monter un canapé, monsieur ne voulait pas, il disait que c'était inutile, mais je suis allé chercher le canapé et j'ai fait le lit dans le salon. J'ai ouvert toutes les fenêtres, monsieur allait et venait, regardant dans la rue. Il m'a dit qu'il était bien fatigué, qu'il n'avait pas dormi depuis qu'il était à Washington.

« J'allai me coucher. Vers cinq heures, monsieur entre dans ma chambre. Il avait soif. J'allai lui chercher de la glace. Il but un verre d'eau glacée pure.

« Vers midi, je servis le déjeuner. Monsieur déjeuna seul. Il ne mangea presque rien. Il avait l'air très préoccupé, très triste. « Comme il fait chaud ! disait-il sans cesse, que je suis fatigué ! je ne puis manger. » Il avait un grand dégoût. Une dépêche chiffrée arrive de France, du gouvernement. Il me dit : « Auguste, habillez-vous tout de suite, venez avec moi, je vous emmène. » Cette dépêche l'agitait beaucoup, beaucoup. Nous sommes allés à pied chez M. Dejardin. Monsieur dit à M. Dejardin : « Venez, voici une dépêche, il faut la déchiffrer tout de suite. » M. Dejardin dit qu'il y avait à la Légation tout ce qu'il fallait pour cela. Ces messieurs lurent la dépêche probablement et, après, monsieur voulait aller tout de suite chez M. Fish. Il n'y avait pas de voiture. Il pouvait être quatre heures. M. Dejardin dit que ce n'était pas si pressé, que monsieur ne pouvait voir M. Fish que le lendemain.

« Nous rentrâmes. C'est ce jour-là, pendant cette visite

à M. Dejardin, que monsieur lui remit une lettre en lui disant : « Vous ne l'ouvrirez qu'en cas d'accident. » Monsieur dina très peu, se plaignant toujours de la chaleur, ne sachant où se mettre pour avoir un peu de fraîcheur, allant s'asseoir sur une chaise à la cuisine, sur une marche de l'escalier. Il allait et venait dans la maison. A dix heures et demie il se coucha. Je lui portai de la tisane. La nuit je l'entendis qui marchait. Je lui dis : « Monsieur a-t-il besoin de quelque chose ? » Il me répondit qu'il s'était levé pour aller chercher à boire à la cuisine. Je voulus me lever. Il me dit : « Ce n'est pas la peine, reposez-vous. »

Le domestique rapporte à Ludovic Halévy que, dans la journée qui suivit, Prévost-Paradol acheta un pistolet et « deux bouteilles de poison » ; le récit continue :

« Monsieur se mit à table vers deux heures et demie. Il déjeuna ou plutôt il ne déjeuna pas. Il prit un peu de légumes et aussi un peu de viande crue dans du bouillon froid... Après le déjeuner, monsieur est monté. Il a cherché à dormir. Il a un peu somméillé, mais changeant de place tous les quarts d'heure, pour chercher de la fraîcheur. Quand la cuisinière est venue ôter le couvert, elle a trouvé monsieur qui était descendu dans la salle à manger et qui dormait dans un coin, sur une chaise, derrière la porte. Il s'est réveillé brusquement... Puis, une demi-heure après, il a parlé d'aller chez M. de Chambrun. Il faisait bien chaud. J'ai conseillé à monsieur de se reposer, puisqu'il était si fatigué. Monsieur alors a quitté la salle à manger et est allé sommeiller dans un grand couloir jusqu'à cinq heures et demie... Vers six heures, par une fenêtre, je vois monsieur dans la rue. Je dis à la cuisinière : « Monsieur est-il sorti ? » Elle me dit : « Non. » Mais je le voyais s'en aller. J'ai cru qu'il était allé chez le marquis de Chambrun. Au bout de dix minutes, monsieur rentre. Il était allé chercher seul un second pistolet. Je n'ai su cela qu'après. Il avait dit à l'armurier qu'un pistolet pouvait manquer, qu'il lui fallait la paire, etc... Monsieur se mit à table pour diner et ne mangea pas...

« Après le diner, vers sept heures, monsieur se mit à la fenêtre. Il allait et venait dans la maison, regardant dans la rue, très calme, très tranquille. Vers dix heures et demie, monsieur m'appelle. Il me dit qu'il veut se coucher ; mais où

se coucher, quelle chambre est la plus fraîche? Monsieur prit la chambre de M. Yal.

« A onze heures je vins pour me coucher dans la pièce voisine. La porte était ouverte. Quand monsieur m'entendit marcher, il me dit : « Auguste, ne venez pas, ce n'est pas la peine, j'ai tout ce qu'il me faut (1). Je me couche. » Vers une heure du matin, j'étais très bien endormi, je suis réveillé en sursaut par un coup de pistolet et j'entends monsieur qui me dit : « Auguste, Auguste, entendez-vous ce coup de pistolet?... » Je me lève, j'entre dans la chambre, le gaz était allumé près de la glace, le bougeoir était allumé aussi sur la table de nuit. En entrant, je dis : « J'ai bien entendu, c'est quelque coup de pistolet qu'on aura tiré dans la rue. » Monsieur dit : « Auguste, ah! ah! ah! » Je le vois qui chancelle, je le prends dans mes bras, je le couche au milieu de la chambre, par terre, sur le tapis. Je lui mets un oreiller sous la tête. Monsieur n'avait plus sa connaissance. Il râlait. Je prends un bol, je veux lui donner un peu d'eau, impossible. Les lèvres étaient serrées. Il était mort... Il n'avait pas l'air de souffrir.

[Sur une question de moi :] « Ah! l'agonie n'a pas été douloureuse, il n'a pas repris connaissance, ça a pu durer une demi-heure. Cependant, en me relevant, je m'étais couvert de sang. J'appelle la cuisinière. Je lui crie dans l'escalier : « Descendez, monsieur est tué, monsieur se meurt. » Je vois un mot sur la table : « Revenez, monsieur Berthemy, je me tue, restez à ma place. » Monsieur avait remis dans sa pantoufle le pistolet avec lequel il s'était tué et il avait essayé de remettre sa pantoufle. L'autre pistolet était sur la cheminée; une balle faussée était par terre, aplatie, écrasée. Un premier coup avait probablement manqué, monsieur avait dû alors retirer la balle qui était tombée par terre et recharger son pistolet. J'ai, je crois, oublié de vous dire que, le lundi, monsieur, après avoir reçu cette dépêche de Paris, du gouvernement, qui l'avait tant troublé, m'avait dit : « Auguste, je vous crois un honnête garçon, je peux me fier à vous; s'il m'arrivait malheur, si je mourais subitement, vous prendriez ce porte-monnaie. — Mais, monsieur, il ne vous arrivera pas malheur. — Enfin, vous

(1) Peut-être chargeait-il ses pistolets ou m'écrivait-il cette lettre que je n'ai pas reçue, que je ne recevrai jamais. (Note de Ludovic Halévy.)

prendriez ce porte-monnaie et puis ce nécessaire, il y a dedans des rouleaux d'or de mille francs et quelques centaines de francs. » Quand monsieur a été mort, j'ai pris tout cela.

« Nous sommes restés là jusqu'au jour, la cuisinière et moi, épouvantés, tremblants, n'osant pas sortir. Malgré le papier, je n'étais pas sûr que monsieur se fût tué lui-même. Peut-être l'avait-on tué? Peut-être y avait-il des assassins dehors? Enfin tant qu'il a fait nuit, je n'osais sortir.

« Le matin, au petit jour, de tous les côtés, la cuisinière et moi nous entendions des coups de fusil, des coups de canon (?); à cinq heures du matin, je suis allé chez M. Dejardin. Je lui ai dit : « Monsieur le ministre est tué. Voilà son porte-monnaie, son nécessaire. » Je ne tenais pas sur mes jambes de peur et d'émotion. M. Dejardin s'était habillé, il est allé prendre M. de Chambrun; ce n'est qu'à neuf heures du matin que ces messieurs sont venus. M. Dejardin a emporté des lettres et des papiers. Le médecin des morts est venu ensuite et a constaté que monsieur était mort sans souffrance. Le jury dans l'après-midi est venu; il y avait une trentaine de personnes. Le lendemain matin, on a retiré la balle, on a vidé et embaumé le corps, on l'a habillé, — habit, pantalon noir, — et le corps, déposé dans le salon sur une planche, a été recouvert d'un grand drap noir. Le visage n'était pas changé du tout. Jeudi soir on a mis le corps dans le cercueil. L'enterrement a eu lieu vendredi matin à dix heures et demie. »

Ce silence, cette inaction des domestiques de une heure à cinq heures du matin ont été très remarqués, très commentés par la presse américaine. Un journal même a donné à entendre que M. Prévost-Paradol avait été tué par son domestique. Cela ne supporte pas la discussion. Tout, hélas! révèle la préméditation, la lettre remise à M. Dejardin, les pistolets achetés, etc.

Il était parti avec la ferme résolution de faire son devoir là-bas et de le faire de son mieux. Je n'en veux d'autre preuve que ceci : je lui avais donné quelques jours avant son départ un petit carnet de poche. Ce petit carnet vient de m'être rendu par Auguste. A la première page, Anatole a copié cette phrase de Louvois : « Je tâcherai, pour ma revanche de leur méchante volonté, de faire que tout aille ici assez bien pour qu'ils en entendent parler... »

Je le vois, d'après ce récit d'Auguste, seul, épuisé de corps et d'esprit, errant dans ces grandes, désertes et brûlantes avenues de Washington, errant dans cette triste maison meublée, ouvrant les fenêtres, regardant au dehors, en proie à de profondes angoisses politiques, sentant la force et la raison lui échapper au moment où il en aurait eu le plus besoin, ayant le sentiment que de grands intérêts étaient entre ses mains et succombant sous le poids de la responsabilité qui pesait sur lui. Puis cette guerre, ce coup de foudre, ces événements auxquels il ne pouvait rien comprendre, car nous-mêmes, à Paris, nous étions dans la stupeur et cependant nous étions, heure par heure, tenus au courant des choses; mais lui, là-bas, à mille lieues, informé tardivement, brièvement, par le télégraphe... Sa pauvre tête fatiguée devait se prendre dans tout cela. *Cette dépêche n'est pas digne de moi...* Que ce mot est bien de lui! « Demain, lui répond Lucy, demain tu la referas. — Oui, c'est cela, tu as raison, demain je la referai. » Et il a dû essayer et il n'aura pas pu, il était encore plus faible que la veille, plus découragé, plus désespéré, tué par la chaleur, le manque de nourriture, la fièvre... et aussi par les nouvelles qui lui venaient de France.

Un officier me répète ce que lui a dit le docteur : M. Paradol ne se doutait pas de ce que c'est que l'Amérique. On ne s'en doute pas en France. On croit à une Amérique de fantaisie imaginée par M. de Laboulaye, qui d'ailleurs n'a jamais mis les pieds en Amérique. Le livre de M. Duvergier de Hauranne (1) est plus près de la vérité. Il a vu juste, mais il avait des réserves à garder. Des personnages officiels l'avaient trop bien reçu là-bas. Il en a été gêné. Triste pays, pays allemand!

Vendredi, 6 heures du matin. — La Havre est en vue. A huit heures, le *La Fayette* en rade tire ses deux coups de canon. Le remorqueur sort du port et vient chercher les passagers. Nous entrons dans le port et nous débarquons à neuf heures et

(2) Ernest Duvergier de Hauranne, 1843-1877, fils de Prosper Duvergier de Hauranne qui fut l'un des plus ardents libéraux du XIX^e siècle et l'arrière petit-neveu de l'illustre abbé de Saint-Cyran. Il avait fait paraître à la *Revue*, en 1865, une série d'articles intitulés *Huit mois en Amérique*, qui furent réunis en volume en 1866.

demie. Sur le quai, devant la douane, nous attendent ma mère, Meilhac, Dufeuille...

A trois heures et demie entre le *La Fayette*, à cinq heures on tire le cercueil de la cale... C'était une grande caisse de bois blanc, avec une inscription : *Lucien Anatole Prévost-Paradol, ministre de France aux États-Unis, décédé*, etc... Quelques instants avant, Auguste me remettait les deux pistolets. Il y en a un dont le canon est couvert de sang. Le cercueil a été porté jusqu'au fourgon des pompes funèbres par les matelots du bord. Nous suivions, nous quatre : Piétri, Meilhac, Dufeuille et moi, et avec nous, très émus, les officiers du bord. Quels braves gens ! Il pleuvait. Sur le quai le commissaire de police et personne avec lui... Pas même un petit employé de la sous-préfecture. Il y avait là un vieux Havrais à barbe blanche : « Mais c'est abominable, monsieur, me disait-il, c'est une infamie ! » A cinq heures et demie nous arrivions à la gare et à six heures et demie nous partions pour entrer à onze heures et demie à la gare Saint-Lazare. L'agent des pompes funèbres était là, M. de Borniol. C'est de lui que nous apprenons le désastre de Wissembourg, cette malheureuse division Douay surprise, vaincue, écrasée, détruite, le général Douay tué, etc... Paris est dans la consternation. On monte le cercueil dans un fourgon et sur notre route, de la gare à l'église de la Trinité, des groupes mornes, mais de stupeur et de désespoir... Quelle rentrée dans Paris ! Anatole mort dans cette voiture, les Prussiens en France !

L'INVASION

Samedi 6 août. — Ici je vais essayer, d'après quelques courtes notes prises en courant et d'après mes souvenirs, hélas ! très vivants, de retracer la physionomie de ces journées horribles.

Samedi je me lève de bonne heure, je vais prendre le train de Versailles. Huit heures et demie, j'achète des journaux à la gare... Dépêches prussiennes de Wissembourg, beaucoup meilleures que les dépêches françaises. On voit que la résistance de nos troupes surprises a été héroïque, que les Prussiens ont subi des pertes énormes. Enfin cette défaite me paraît plus glorieuse que la ridicule affaire de Sarrebruck. Cette petite guerre en l'honneur du Prince impérial, l'Empe-

reur pointant lui-même la première mitrailleuse, la balle perdue venant tomber aux pieds du Prince impérial, le calme du Prince, les vieux soldats qui pleuraient, toutes ces choses pour une sorte de démonstration sur le terrain, faite par le général Frossard, commandant du 2^e corps et *gouverneur de S. A. le Prince impérial*. C'est ainsi qu'il signe ses rapports. Cela seul est scandaleux. Et ce n'est rien encore. Il paraît que dans cette ridicule dépêche adressée à l'Impératrice, une phrase existait qui, d'après les conseils du ministre de l'Intérieur, aurait été supprimée : *Louis n'était pas plus ému qu'à une promenade au bois de Boulogne*.

Quelle atrocité, et quelle atrocité naïve !

Je reviens déjeuner à Paris. A une heure arrive Meilhac, exalté, ivre, éperdu. « Grande victoire, dit-il, Mac Mahon a écrasé les Prussiens, leur a fait vingt-cinq mille prisonniers parmi lesquels le Prince royal ; c'est un nouvel Iéna. Paris est en feu, des drapeaux et *la Marseillaise* partout. Viens voir cela. C'est admirable. » Il m'entraîne. Les rues pleines de monde, les figures rayonnantes. Des gens qui couraient partout, criant : « Trente, quarante mille, soixante mille prisonniers. » Cela montait comme la mer. Nous arrivons au boulevard. Beaucoup de fenêtres pavoisées. Une foule énorme ; on entendait du côté de la rue de Richelieu chanter *la Marseillaise*. Nous entrons à la Librairie Nouvelle (1). Un monsieur était là, disant : « On ne sait d'où vient cette dépêche. Elle n'a pas été affichée à la Bourse. Elle a été lue on ne sait par qui et venant on ne sait d'où. » Je dis tout de suite : « C'est une fausse nouvelle, quelque coup de Bourse. — Allons donc ! dit Meilhac, c'est impossible, allons du côté de la Bourse. » Nous suivons le boulevard. Devant la rue Vivienne dix mille personnes arrêtées : M^{me} Saxe debout dans une victoria, chantant *la Marseillaise*. Dans une autre victoria, M^{me} Gueymard chantant également *la Marseillaise*. Le refrain chanté par dix mille voix. Des drapeaux s'agitent ; un vrai délire. Nous rencontrons Perrin. Il nous dit : « Ce n'est pas vrai. » On ne peut s'imaginer d'impression plus cruelle. Toute cette joie autour de nous et cette douleur en nous... Cependant le bruit se répandait que la nouvelle était fausse.

(1) La *Librairie nouvelle*, longtemps achalandée par la meilleure société parisienne, se trouvait à l'angle de la rue de Grammont.

« Impossible », s'écria un gros monsieur devant nous. « Pour-quoi impossible? Regardez M^{me} Saxe, M^{me} Gueymard, des chanteuses de l'Opéra. Elles doivent être bien informées. Ce sont presque des fonctionnaires (textuel). » Nous sortons, désespérés, de cette foule, Meilhac et moi.

Le soir, peu de nouvelles, le bruit de la victoire officielle-ment démenti. Je vais dîner et coucher à Ville-d'Avray. Mon pauvre petit Ville-d'Avray que j'aimais tant! J'étais si heureux ici il y a vingt jours, avant toutes ces horribles choses.

Dimanche, 7 août. — Deux batailles perdues, Forbach et Reichshoffen ou Wœrth. Les corps de Mac Mahon (à Reichshoffen) et Frossard (à Forbach), écrasés sous le nombre, en pleine défaite, en pleine déroute. Quel lendemain! A deux heures et demie, Paris en état de siège, les Chambres convoquées pour jeudi, appel aux armes signé de tout le ministère. On dit Strasbourg assiégé. Se débarrasser des Prussiens d'abord, puis après, tout de suite, de l'Empereur, de l'Impératrice régente, du Prince impérial, de M. Émile Ollivier, de M. le duc de Gramont, du petit grenadier Lambert (1), etc... Il ne faudra pas perdre un jour.

Quatre heures. — Les nouvelles de plus en plus sombres. A moins d'un miracle, nous sommes perdus. Cela a tout l'air du Sadowa français. Voici la fin de l'Empire. De cela on se consolera aisément, mais si c'est la fin de la France?... Si la République peut nous sauver, prenons la République. Prenons Gambetta, prenons Rochefort, prenons Flourens. Tout, tout, tout, plutôt que les Prussiens à Paris. Que les princes d'Orléans reviennent. Qu'ils jurent de ne pas traiter avant le territoire évacué. Qu'ils jurent de se faire tuer à la tête de nos soldats. Ils n'auraient pas besoin de jurer. Ils le feraient et de bon cœur, plutôt que de consentir à la France abaissée, à la France cessant d'être la France. On dit que deux corps seulement ont été détruits, battus... C'est vrai; mais c'est vrai aussi que tous les autres sont coupés, désunis, dispersés, sans communications entre eux; qu'il n'y a plus de direction, de commandement possible. Ce serait la déroute de l'Autriche. Les Prussiens

(1) On avait chanté : *Et le petit prince ramassait les balles*, — *Qu'on avait mis là tout exprès.*

devant Strasbourg, devant Metz, devant Paris... Est-ce possible ?

Il est évident qu'aux Tuileries, après le plébiscite, on s'est dit : « Nous voilà fortifiés au-dedans ; un peu de gloire militaire par là-dessus, et nous avons un bail de vingt ans. L'Empereur pourra mourir, le gamin monter tranquillement sur le trône, mais il faut une petite victoire pour l'enfant. Et nous avons eu la victoire de Sarrebruck, et la balle ramassée par Louis. » On ne l'appelle plus, le jeune Prince, que *l'enfant de la balle*.

Une heure du matin. — Paris, sinistre, lugubre, mais tranquille. Pas une voiture sur le boulevard. On lit les journaux autour des becs de gaz.

Villemot assis devant Tortoni. Il me dit que tous les journaux ont reçu et n'osent publier une proclamation du roi de Prusse qui déclare qu'il ne veut ni un pouce du territoire français, ni un écu du trésor français ; il veut seulement débarrasser la France de la race des Bonaparte. Plus vrai et plus profond le mot attribué à M. de Bismarck : « *Si nous sommes vainqueurs, nous châtierons la France en lui laissant son Empereur.* »

8 août. — C'est aujourd'hui à midi que nous conduirons Anatole au Père La Chaise.

Cinq heures. — Je reviens du Père La Chaise. Discours touchant de Jules Sandeau. Yal est venu avec moi au cimetière. Lucy est allée au service à Notre-Dame de Lorette.

9 août. — La situation plus noire que jamais ; on a été battu sur toute la ligne.

Tout à l'heure, au cercle, le docteur B... nous racontait ceci : il venait de chez M^{me} Duhesme, la femme du général de division qui commandait la cavalerie du corps de Mac Mahon ; il avait lu une lettre du général Duhesme datée de Wissembourg la veille : « Il y a deux jours, écrivait le général, l'Empereur a télégraphié au maréchal : « Portez-vous en avant. » Le maréchal a répondu : « Je n'ai ni vivres ni munitions. » Nouveau télégramme de l'Empereur : « Avancez, il le faut. » Nouveau télégramme de Mac Mahon : « Je vous répète que je n'ai ni vivres, ni munitions. » Alors, télégramme de

l'Empereur : « Venez à Metz. » Le maréchal partit pour le Grand Quartier général. Longue conversation de l'Empereur et du maréchal. Retour du maréchal à son corps d'armée, mais en quittant Metz il avait dit *adieu* à tous les aides de camp de l'Empereur : « L'Empereur veut que je me porte en avant, avait-il dit, je vais obéir, mais nous sommes perdus, je n'ai pas de quoi me battre. Adieu. » Voilà comment était prête l'armée du maréchal Lebœuf.

Et maintenant, à Paris, qu'allons-nous devenir? C'en est fait de l'Empire, mais que mettre à la place? Les princes d'Orléans ne peuvent revenir en ce moment. Ils paraîtraient ramenés par les Prussiens, comme en 1814 Louis XVIII par la coalition. La République en ce moment paraît seule possible. C'est, comme on l'a dit, ce qui divise le moins. Mais que le parti républicain paraît médiocre, Gambetta excepté! Les Chambres s'assemblent aujourd'hui. Il a fallu avancer la convocation de deux jours. L'opinion publique a forcé la main à l'Impératrice régente.

Les Chambres s'assemblent en ce moment. Peut-être vont-elles prononcer la déchéance de l'Empereur; on s'attend en ce moment à un grand mouvement populaire. Nous pouvons être ce soir en République. Ce qu'il faudrait, c'est un gouvernement national, de pleins pouvoirs donnés à un ministère pris dans tous les partis, et ce ministère disant : « Nous ne sommes ni l'Empire, ni la République, ni la Monarchie, ni les Bourbons, ni les d'Orléans; nous sommes la France, la France envahie par l'étranger, nous sommes la patrie en danger; repoussons cette odieuse invasion. Après quoi, nous aviserons au dedans. » Voilà ce qu'il faudrait faire.

Trochu appelé au Conseil, et devant l'Impératrice disant nettement ce qu'il pensait, c'est-à-dire parlant uniquement de la France; pas un mot de la dynastie... L'Impératrice pâle, irritée, silencieuse. Trochu se retire. Le lendemain, quelqu'un voit Émile Ollivier et lui dit : « Donnez un commandement à Trochu, ce sera une satisfaction à l'opinion. » Et Ollivier de répondre : « Trochu, c'est impossible; il n'a pas été convenable devant l'Impératrice. »

Trois heures, sur le boulevard. — Rien de nouveau. Les armées se concentrent; on attend avidement les nouvelles

de la Cl
d'un co
sur le
Trochu
en huit
la Guer

« A
siens »,
cercle.
de la h
avant t
lever, i
Je sais
mais c
leurs t
ne pou

8 h
Favre.
sion d
et ces
sans co
sieur S

Mi
unan
Ce
Soube
disait
rien q
jamais
pereun
qu'il
Bi
tution

(1) P
(2) S
de Fou
associé
le resta

de la Chambre. On parle de la nomination par la Chambre d'un comité de défense nationale. Bazaine serait généralissime sur le Rhin. Hélas, non ! plus sur le Rhin, sur les Vosges ! Trochu, commandant de l'armée de réserve sous Paris. Mais en huit jours où la trouver, cette armée ? Palikao, ministre de la Guerre. Il y aura quelque chose avant ce soir minuit...

« Avec la République, nous marcherons contre les Prussiens », disaient tout à l'heure des ouvriers sous la terrasse du cercle. Prenons donc la République, si elle peut nous sauver de la honte et de l'horreur de cette invasion... Cela d'abord et avant tout. Une crise républicaine peut agiter le pays, la soulever, inquiéter l'Europe entière, donner à réfléchir à la Prusse. Je sais bien qu'il faudrait ensuite compter avec la République, mais cela paraîtrait peut-être mieux qu'on ne croit. D'ailleurs tout paraîtrait doux après l'Empire. Et si la République ne pouvait se tirer d'affaire, on aurait les princes d'Orléans.

8 heures du soir. — Proposition sage, patriotique, de Jules Favre. Pas constitutionnelle, a dit M. Schneider (1). Et l'invasion de la France, est-elle constitutionnelle ? Et ces défaites, et ces déroutes et ces soldats sans vivres, sans munitions, sans commandement, est-ce constitutionnel, tout cela, monsieur Schneider ?

Minuit. — Ministère Ollivier-Gramont renversé par un vote unanime. Six voix seulement pour. C'est déjà quelque chose.

Ce soir, rue Royale, longue et curieuse conversation avec Soubeyran (2). J'étais avec Meilhac. « Pourquoi une révolution, disait Soubeyran, si on peut y échapper ? L'Empereur n'est plus rien qu'une ombre. Gardons l'Empereur. Nous ne trouverons jamais de souverain plus souple et plus soumis que l'Empereur. Il faudra bien maintenant, après cette dure leçon, qu'il accepte, et franchement, le régime parlementaire. »

Bien des choses à répondre à cela. Oui, le souverain constitutionnel est l'homme qui doit s'effacer devant l'autorité et la

(1) Président du Corps législatif.

(2) Soubeyran, Jean-Marie-Georges, né en 1829, attaché en 1852 au cabinet de Fould, ministre des Finances, en 1862 sous-directeur du Crédit mobilier, associé aux entreprises d'Isaac Pereire ; nommé, en 1869, député de la Vienne, il le resta jusqu'à sa mort (1891).

volonté des Chambres, mais encore faut-il que ce souverain ait une certaine situation devant l'opinion publique, qu'il soit sinon populaire, du moins accepté par la grande majorité. Et puis un homme qui a été ce que l'Empereur a été, ne saura jamais se résigner à ce rôle de souverain constitutionnel. Et puis, il s'appelle Napoléon. Et puis, il a mis la France dans l'état où elle est...

10 août. Neuf heures du matin. — Des bruits absurdes sur la composition du nouveau ministère. *Le Gaulois* parle de M. de Persigny, d'Émile de Girardin; M. de Gramont resterait. C'est impossible. Veut-on mettre Paris à feu et à sang? Veut-on se trouver entre une révolution et la Prusse? Il faut une sorte de gouvernement neutre, entre les partis. Ne pensons qu'à la défense nationale.

M. de Gramont, qui a poussé si follement à cette guerre, a osé écrire ceci dans le *Bulletin hebdomadaire* du 8 août, au *Journal officiel*: « L'intérêt de l'Angleterre la poussera probablement à arrêter la Prusse, si elle s'avance trop. » Voilà des paroles bien humbles et bien basses après les déclarations si audacieuses, si impolitiques, de M. de Gramont au Corps législatif. Non, ce n'est pas l'Angleterre qui doit nous sauver. Nous devons nous sauver nous-mêmes, seuls, seuls, seuls. Sauvés par une intervention européenne, nous tomberions au rang de l'Espagne et de l'Italie. Autant en finir tout de suite et devenir une province prussienne. La France, protégée par l'Europe, qui de nous voudrait cela?

3 heures. — Gondinet tout à l'heure nous racontait les abords de la Chambre hier. Baraguay d'Hilliers acclamé... parce qu'on le prenait pour le général Changarnier. Les gardes nationaux faisaient la haie autour de la Chambre, mais partageant toutes les émotions et toutes les impressions de la foule finalement mise en désordre par un escadron de cuirassiers qui voulait débayer le quai.

Changarnier est allé à Metz. Il s'est offert à l'Empereur comme simple volontaire. Il a dîné avec l'Empereur. Tous deux, pendant ce dîner, devaient se souvenir du 2 décembre 1851.

Une petite demoiselle des Variétés vient hier chez Meilhac. « Ah! ça, lui dit-elle, qu'est-ce qui se passe? On ne pense qu'à cette guerre. — Il y a bien de quoi, lui répond-il, avec toutes

ces ho
Eh bie
c'est n
l'invas
l'air, l
prie, e
je ne

M.
ses fai
chute
petit
Ollivie
s'ente
compl
l'ami

«
matin
court
dans l
vera
« La
duc de
avec
l'Italie
prêt e
la Ba
prussi
chant

Il
notre
télégr
engag
ils su
De
dans
deban

ces horribles nouvelles. — Mais quoi, quelles nouvelles? — Eh bien! les Prussiens sont en Alsace, en Lorraine. — Et c'est mauvais, ça? — Comment? si c'est mauvais, mais c'est l'invasion! — L'invasion, oui, on m'a déjà parlé de cela, en l'air, hier soir, après dîner, au Café Anglais, mais, je vous en prie, expliquez-moi un peu. Il faut être au courant des choses, je ne veux pas être ridicule. »

M. Rouher doit souffrir plus cruellement que jamais de ses fameuses angoisses patriotiques. On dit cependant que la chute du ministère Ollivier n'a pas été sans lui causer un petit mouvement de joie; on dit qu'il a appelé M. Émile Ollivier l'auteur des désastres de la France... Il faudrait s'entendre! Que Rouher s'accuse d'abord lui-même, lui, le complaisant de l'Empereur pendant tant d'années, lui, l'ami de M. Benedetti et de M. de Lavalette.

« On m'a trompé, on m'a trompé », répète l'Empereur du matin au soir. Oui, tout le monde l'a trompé, les militaires courtisans et les diplomates serviles. Celui qui mettra le nez dans les archives du ministère des Affaires étrangères y trouvera sans doute des choses étranges. M. Benedetti disait : « La Prusse n'aura pas un allié en Allemagne, sauf le grand-duc de Bade. » M. de Gramont : « L'Autriche sera et marchera avec nous. » Notre représentant à Florence : « Vous aurez l'Italie. » Notre ministre à Copenhague : « Le Danemark est prêt et vous attend. » Notre envoyé à Munich : « Allez, allez, la Bavière est impatiente de se débarrasser de la direction prussienne. » Et ainsi de suite. Tout cela pour flatter le penchant de l'Empereur et pour avoir de l'avancement.

11 août. Minuit. — Depuis ce matin, pas de nouvelles de notre armée, si tant est que nous ayons encore une armée. Le télégraphe est-il coupé? Y a-t-il quelque grande bataille engagée? Les Prussiens filant entre Metz et Nancy marchent-ils sur Paris sans s'occuper de l'armée de Bazaine?

Depuis huit jours, pas de nouvelles d'About. On l'a vu dans la déroute de Reichshoffen, au milieu des soldats débandés de Mac Mahon. Depuis, plus rien.

LUDOVIC HALÉVY.

LA DÉFENSE AÉRIENNE

II ⁽¹⁾

LA PROTECTION DU CIEL NATIONAL

Nous avons montré qu'on ne s'est jusqu'ici préoccupé que d'une manière très insuffisante de la défensive en matière de guerre aérienne. Cela, pour diverses raisons et surtout pour celle-ci : on ne croit pas à l'efficacité de la défensive. Nous voudrions maintenant montrer qu'une armée de l'air, convenablement constituée, organisée et équipée, serait en mesure, avec l'aide des armées de terre et de mer, de donner au pays la sécurité aérienne, non pas une sécurité absolue, mais une sécurité lui garantissant la libre utilisation de toutes ses ressources pour la guerre intégrale. La France, comparée aux autres nations d'Europe centrale et occidentale, jouirait de facilités naturelles pour la défense de ses régions exposées aux attaques de l'air. Elle trouverait, d'ailleurs, dans sa propre situation et dans celle de ses alliés possibles ou probables, des facilités aussi grandes pour porter des coups décisifs à tout adversaire éventuel. Elle doit donc résolument exploiter ces avantages à la fois pour la défense et pour l'attaque.

Le premier point est qu'elle croie à la possibilité d'une défense efficace de son territoire. Il n'est pas possible, dit-on, de barrer la terre et la mer. Il est exact qu'il y a, dans le théâtre des opérations aériennes, une troisième dimension qui crée, pour la défense, une difficulté supplémentaire. Empêcherait-elle vraiment le canon, les obstructions aériennes et l'avion lui-même d'interdire le ciel à l'avion ?

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril.

Avions, canons, obstruction aérienne par ballons, tels sont actuellement les trois moyens de défense du ciel. L'avion est le moyen décisif : c'est de lui qu'il faut partir pour établir un système de couverture aérienne, en ayant soin de tenir compte à la fois de ses insuffisances et de ses possibilités en quelque sorte spécifiques.

LA DÉFENSE PAR AVIONS

Son insuffisance dans la zone avancée ; son efficacité dans la zone arrière. — L'aviation ne peut maintenir en l'air, assurant sans cesse sa mission de couverture, une part suffisante de ses forces comme les grandes unités de l'armée de terre mettent une part de leurs éléments en avant-poste ou en avant-ligne.

Elle est alertée par des lignes de guet successives, dont la première coïncide avec la ligne des éléments avancés sur terre ou sur mer ; le départ des avions, s'effectuant après l'alerte, leur permet de ne se mettre en action qu'à bon escient. Si on craint que le départ sur alerte ne procure pas le temps nécessaire pour s'opposer à une incursion éventuelle qu'il faut empêcher à tout prix, un certain nombre d'avions est mis en l'air *a priori*. Mais cette attitude ne peut être qu'exceptionnelle ; à agir différemment, personnel et matériel se dépenseraient et s'useraient trop vite et souvent en pure perte.

L'aviation est donc, en général, partie en alerte au sol, capable d'intervenir à haute altitude dans un délai d'une vingtaine de minutes, partie en attente capable d'intervenir dans un délai de quarante-cinq minutes environ, partie enfin au repos. Précisons la déficience ou l'efficacité de la défense par avions, suivant la situation géographique de la zone à couvrir et en distinguant le cas des incursions de jour et de nuit.

De jour, jusqu'à 50 ou 60 kilomètres de la ligne de guet avancée, une expédition adverse effectuerait une incursion généralement sans coup férir ; elle risquerait seulement de rencontrer quelques éléments mis en l'air *a priori*.

Jusqu'à 100 à 120 kilomètres, elle irait à son objectif dans les mêmes conditions. Au retour, elle aurait peut-être à combattre, mais seulement contre les forces se trouvant en alerte au sol au moment où elle franchirait la ligne de guet

avancée; elle aurait, en principe, la supériorité, si elle profitait de l'avantage qu'assure l'initiative de l'opération; il lui suffirait de mettre en ligne des forces supérieures en nombre et sensiblement égales en qualité à celles dont elle escompterait l'intervention.

Au delà de 100 à 120 kilomètres, elle se trouverait en présence de forces progressivement plus nombreuses et la partie tendrait à devenir de plus en plus inégale à son désavantage.

Ces chiffres s'établissent avec les vitesses comparées des avions de chasse et de bombardement; ils ne varient guère. Ils ne sauraient exprimer toutefois qu'un ordre de grandeur et ne servent qu'à définir une règle générale. Ils ne vaudraient pas si, par suite de circonstances atmosphériques défavorables ou de manœuvres appropriées de l'assaillant couronnées de succès, les postes de guet avancés étaient mis en défaut et si l'alerte émanait de postes de deuxième ou troisième ligne seulement. En raison de cette éventualité, le dispositif de défense aérienne doit comporter, assez près de chaque région particulièrement exposée, de façon à la protéger en tout état de cause, sinon une défense propre, du moins des éléments assez rapprochés qui lui soient en quelque sorte adaptés.

De nuit, cette dernière servitude, qui entraîne une grande articulation, et même une véritable dispersion des forces aériennes de défense, existe plus encore; l'aviation de chasse est alors étroitement liée aux moyens terrestres d'éclairage du ciel et aux indications très précises qui doivent nécessairement lui venir du sol.

Son action est ainsi localisée : une région n'est protégée que si elle possède sa défense propre constituée par un nombre de projecteurs et d'avions proportionné à l'étendue de cette région, nombre considérable pour les projecteurs, relativement faible pour les avions; un avion, au maximum deux avions suffisent en effet, dans tous les cas, à établir un barrage dans une zone large d'une quinzaine de kilomètres.

Jusqu'à 100 à 120 kilomètres, des avions d'une vitesse supérieure à trois cents kilomètres, vitesse qui devient normale même pour des avions commerciaux, effectueraient leur attaque avant que fussent en place les avions de chasse alertés par la ligne de guet avancée; ils courraient seulement le

risque d'être attaqués par des avions mis en l'air exceptionnellement avant toute alerte.

Au delà de 100 à 120 kilomètres, et en tout cas lorsqu'ils se présenteraient vingt minutes après l'alerte sur l'objectif défendu, ils risqueraient de subir des pertes très lourdes. En effet, l'avion de chasse de nuit attaque l'avion de bombardement éclairé par les projecteurs, alors qu'il demeure lui-même dans l'obscurité. Il tire impunément sur son adversaire jusqu'à ce qu'il l'ait abattu.

La défense par avions serait toutefois en défaut par un temps couvert qui intercepterait les faisceaux lumineux des projecteurs, et au delà de la limite de portée des projecteurs, c'est-à-dire à une altitude de cinq mille mètres. Il est vrai de dire que, de cette hauteur, le bombardement manquerait de précision. L'aviation de défense remédiera vraisemblablement à cette lacune, du moins dans une certaine mesure. Dès 1918, en effet, il était déjà possible de suivre à terre, sur une carte, le chemin parcouru de nuit par un avion de bombardement. Prochainement, le système des transmissions permettra vraisemblablement de faire suivre aussi cet avion par un avion de défense en l'air; dans ce cas, par nuit claire, ou bien grâce à des engins éclairants ou à des projecteurs de bord par nuit obscure, celui-ci parviendra parfois à découvrir l'ennemi et à l'abattre.

Insuffisance résultant du faible nombre des avions de défense.

— La défense par avions est donc déficiente dans la zone avancée. Un défaut plus général provient du faible nombre des avions de défense.

De jour, la défense est la mission d'une arme spéciale dite aviation de chasse ou aviation légère de défense. Celle-ci représente à peine le quart des forces aériennes. Son insuffisance numérique se fait sentir davantage à mesure que l'augmentation du rayon d'action de l'aviation assaillante étend le théâtre éventuel de son action et que la puissance croissante du feu aérien réclame plus impérieusement sa participation à certaines opérations de l'aviation de bombardement en ciel ennemi.

Il semble qu'il faudrait renforcer d'urgence l'aviation légère de défense. Sans doute ne peut-il en être question pour des raisons financières; mais d'ailleurs il est singulièrement

plus important de l'équiper avec un matériel toujours moderne, la valeur de la défense résidant surtout dans la qualité des avions.

La tactique de Napoléon allant à toute allure de l'une à l'autre des lourdes colonnes alliées qui marchaient sur Paris en 1814, les attaquant et les battant successivement, donne une image de ce que sera, de jour, la manœuvre de l'aviation légère contre les incursions massives de l'aviation lourde. Le succès de l'aviation légère de défense sur l'aviation lourde tiendra plus à sa supériorité de vitesse, de manœuvre et d'armement offensif qu'à sa supériorité numérique.

La supériorité de vitesse et de manœuvre est normalement assurée à l'avion de défense sur l'avion d'attaque, parce qu'il a moins de poids d'essence et d'équipement et qu'il n'a pas de bombes à enlever. Étant plus rapide et ayant la possibilité de chercher, en s'en rapprochant, l'appui des armes terrestres, il a la faculté de se dérober. Cette faculté permet, dans la construction de l'avion de défense, de consacrer à l'armement offensif le maximum de poids. Elle tend à lui assurer la supériorité du feu, soit par une plus grande vitesse initiale des projectiles leur conférant plus de précision et de portée, soit par une plus grande vitesse de tir de ses armes. Enfin, la vulnérabilité de l'avion spécial de défense sera moindre que celle de l'avion de bombardement sous le feu de projectiles explosifs, puisqu'il sera de dimensions plus réduites.

Ainsi, l'avion de défense, pourvu que l'on renouvelle son matériel chaque fois que celui-ci sera dépassé par un type meilleur, aura en principe la supériorité technique sur un avion de bombardement, surtout à grande portée. Le renouvellement assez fréquent du matériel, au surplus, diminuera l'insuffisance numérique. Les appareils rendus disponibles par la mise en service d'un matériel meilleur, seront encore capables d'attaquer efficacement tout avion de bombardement moins rapide, doté d'un armement inférieur ou à peine équivalent. Ils serviront à équiper des escadrilles de complément.

C'est de nuit surtout que l'aviation de défense serait numériquement insuffisante. Les avions monoplaces conviennent médiocrement à la chasse de nuit telle qu'elle est pratiquée à l'heure actuelle. Comme tous les avions légers de défense sont actuellement monoplaces, les avions de chasse de nuit sont

des avions biplaces spéciaux dont le nombre est à peine suffisant pour l'organisation d'un réseau de défense d'une seule des régions exposées. Il en est ainsi dans la plupart des pays; certains toutefois commencent à avoir des avions de chasse biplaces, bons aussi bien pour la chasse de nuit et pour celle de jour.

Cette tendance s'accusera nécessairement devant la nécessité de mieux assurer la défense de nuit. En outre, on sera certainement amené à doter les escadrilles biplaces d'aviation légère de défense d'un double équipage de pilotes et d'un renfort de personnel de tout ordre, afin que leurs avions soient employés presque sans interruption, en cas d'alerte, par simple relève des équipages de service.

Une autre disposition augmentera le nombre des unités capables de participer à la défense aérienne de nuit, et même de jour. Elle s'inspirera de cette règle que la majorité des forces doit être en état de servir aussi bien pour la défense que pour l'attaque. Or, un avion de reconnaissance, normalement plus léger et plus rapide qu'un avion de bombardement moyen ou gros porteur, serait capable de leur donner la chasse. Un avion de bombardement moyen porteur, plus léger qu'un avion de bombardement gros porteur, est, à puissance égale, plus rapide que ce dernier. Au besoin, il serait capable de lui imposer le combat.

L'avion de reconnaissance et l'avion de bombardement moyen porteur seront ainsi susceptibles de renforcer l'aviation légère de défense pour s'opposer à des incursions massives. Il suffira que leur matériel, comme celui de l'aviation spéciale de défense, soit lui aussi très moderne et de haute qualité, d'abord par sa vitesse, ensuite par son armement.

En définitive, une défense par avions bien outillée interdirait des incursions massives de jour et de nuit par les pertes qu'elle leur ferait subir, sauf toutefois dans la zone avant jusqu'à 100 à 120 kilomètres du front, et aussi dans la zone arrière par des temps couverts favorables à l'efficacité des attaques.

De nuit, elle ne saurait protéger cependant que des régions exposées; même ainsi limitée, elle exigerait un nombre de projecteurs bien plus élevé que celui dont on dispose actuelle-

ment; mais la dépense à envisager pour constituer un nombre suffisant d'unités de projecteurs, paraîtra admissible en considération du résultat attendu.

LA DÉFENSE TERRESTRE CONTRE AVIONS COMPLÈMENT
DE LA DÉFENSE AÉRIENNE

La défense terrestre contre avions est à la fois l'*auxiliaire* et le *complément nécessaire* de la défense par avions.

Sans l'aide de la terre, les avions seraient à peu près aveugles, même de jour, la portée de l'œil étant bien faible à l'égard des espaces à garder.

Ce sont le réseau des postes de guet, des centres de renseignements aériens et des postes de commandement de l'artillerie contre avions, le système des transmissions terrestres de la défense contre avions et celui des transmissions entre la terre et les avions en l'air qui permettraient au commandement d'être renseigné à tout instant sur la situation des aéronefs ennemis, et aux avions de défense d'être mis ou remis sur leur piste. C'est aussi par le réseau des projecteurs éclairant le ciel d'un point sensible que la chasse de nuit deviendrait possible.

Auxiliaire par conséquent indispensable de la défense aérienne, il semble que la défense terrestre contre avions devrait faire corps avec elle pour constituer l'armée de l'air. Or, des deux éléments qui constituent la défense terrestre contre avions, ballons de protection et canons, les premiers font bien partie de l'armée de l'air; mais les derniers appartiennent à l'armée de terre!

La défense terrestre contre avions est, d'autre part, le complément nécessaire de la défense par avions; elle remédierait, dans la zone arrière, à l'insuffisance éventuelle des avions par circonstances atmosphériques défavorables, les canons contre avions tirant alors au son.

Disposée en grande densité autour d'un point sensible, l'artillerie anti-aérienne interdirait, en principe, le bombardement à moyenne altitude et infligerait encore aux hautes altitudes, jusqu'à 6 000 et 7 000 mètres, des pertes sérieuses aux formations assaillantes. Elle réduirait l'efficacité des attaques visant des objectifs de petite étendue en rendant difficile leur identification et l'exécution d'un tir précis. Par la supériorité

que lui confère la possibilité d'être toujours prête à entrer en action sans délai, elle remédierait aussi aux lacunes certaines de la défense par avions dans la zone avant. Remède incomplet néanmoins ; le nombre des canons contre avions sera toujours trop faible en regard du nombre des objectifs à couvrir dans la zone des armées, et le tir des canons contre avions, la nuit sans projecteurs, et le jour par temps couvert, manque de précision.

De nuit, les systèmes d'obstruction par ballons complètent également la défense par avions ; la nuit, l'avion de bombardement ne distingue généralement pas d'assez loin le ballon captif et moins encore le câble que le ballon soulève, pour pouvoir l'éviter, lorsque le câble est sur sa ligne de marche. S'il heurte le câble, la chute, ou au moins l'atterrissage forcé par suite d'avaries, sont presque certains. La crainte de se heurter aux câbles de ballons de protection amènerait généralement les avions assaillants à rester à une altitude supérieure à celle des ballons, actuellement à 3 500 mètres et bientôt à 5 000 mètres ; ces ballons, eux aussi, rendraient plus difficile l'identification des objectifs de petite étendue et diminueraient l'efficacité du tir. Ils procureraient ce résultat au bénéfice de l'ensemble des objectifs, s'ils étaient disposés sur les itinéraires aériens les plus fréquentés en des points souvent modifiés.

LA COMBINAISON NÉCESSAIRE DES ARMES DE DÉFENSE DU CIEL

Les trois armes spéciales de défense du ciel, avions, canons et ballons, se complétant réciproquement, leur judicieuse combinaison permettrait de couvrir avec une sérieuse efficacité, toute région exposée de l'intérieur, avec une efficacité moindre, la zone de l'avant. Parmi les régions exposées de l'intérieur, il en est une dont la protection revêt une importance primordiale, c'est celle des capitales : Paris en France, Londres en Angleterre.

C'est d'abord à l'aviation qu'il conviendrait d'avoir recours pour interdire le ciel de Paris. La distance de Paris au front probable serait supérieure ou au moins égale à 200 kilomètres, si nos armées de terre n'étaient pas refoulées. Le secteur sur lequel les attaques aériennes seraient susceptibles de franchir le front probable, sans trop allonger leur itinéraire, serait de

400 kilomètres environ, en supposant violé le ciel des pays neutres.

De jour, un dispositif convenable de l'aviation assurerait l'intervention contre une expédition ennemie, avant son arrivée sur Paris, d'une notable partie de l'aviation de défense alertée, et, avant le retour de cette expédition dans ses lignes, de la majeure partie de l'aviation de défense. *De nuit*, un nombre restreint d'escadrilles biplaces de chasse, à la condition de disposer d'équipages doublés, serait capable de poster en l'air, en cas d'alerte, le nombre d'avions nécessaire pour constituer un barrage dans une zone circulaire éclairée par projecteurs tout autour de Paris et de sa banlieue. L'éclairage de nuit exigeant un groupe de projecteurs par 15 kilomètres de front, la zone circulaire éclairée serait presque continue avec quinze groupes de projecteurs.

Dans ce cas, par temps moyennement favorable, on peut admettre qu'une aviation de défense, — par hypothèse plus rapide que l'aviation de bombardement assaillante, — abattrait en moyenne 1 avion sur 2 ou 1 avion sur 4, suivant que les avions ennemis sa présenteraient isolément ou par groupes de trois unités.

Un tel système de défense serait donc, semble-t-il, suffisant à lui seul. Il serait cependant en défaut, comme nous l'avons dit plus haut, par plafond nuageux interceptant les faisceaux lumineux des projecteurs, et, dans tous les cas, si les avions participant à l'attaque se tenaient à une altitude supérieure à 5000 mètres, ce qui est actuellement la limite de portée efficace des projecteurs.

Comme deux sûretés valent mieux qu'une, le système de défense par avions serait doublé d'un système complet de défense par canons. Les batteries seraient disposées autour de Paris à l'intérieur du cercle des projecteurs, de façon qu'elles fussent en mesure de tirer par quatre ou cinq batteries simultanément sur tout avion ou groupe d'avions franchissant le cercle à l'aller et au retour. On peut admettre qu'elles abattraient en moyenne jusqu'à une altitude de 6000 à 7000 mètres: *de jour*, par ciel découvert, 1 avion isolé sur 3, 6 ou 7 suivant leur vitesse, leur volume et leur attitude; 1 avion sur 4 ou 5, si ces avions étaient en groupe, — *de nuit* ou de jour par temps couvert, un nombre d'avions trois fois moindre.

Les deux systèmes de défense se doublant, Paris serait incontestablement très bien défendu. Reprenant la devise fameuse du défenseur de Verdun, le chef de l'armée de l'air pourrait dire : « Ils ne passeront pas », ou « On les aura. » Il interdirait le ciel de Paris comme le major général Ashmore réussit en 1918 à interdire aux Allemands celui de Londres. Le fait que de nombreux éléments de la puissance française sont réunis dans la région parisienne paraîtrait alors, contrairement aux idées admises, plutôt un avantage qu'un inconvénient, puisque tous bénéficieraient du même système général de protection.

Les dépenses supplémentaires qu'il faudrait consentir annuellement pour la réalisation simultanée des deux systèmes de défense seraient inférieures à celles qu'il conviendrait d'envisager si, renonçant à couvrir sûrement Paris contre les attaques du ciel, on se proposait seulement de diminuer, dès le temps de paix, la vulnérabilité des objectifs qu'il présente, notamment par la décentralisation industrielle. Or, chacun reconnaitra bientôt sans doute que l'une ou l'autre de ces mesures s'impose.

Les mêmes dispositions de défense vaudraient pour Londres, à la condition toutefois que la ligne de guet avancée fût portée à 120 kilomètres de Londres, partie sur la côte anglaise, partie sur les côtes française et belge. A défaut d'une ligne de guet sur les côtes française et belge, cette ligne devrait être en pleine mer, au large des côtes belge et hollandaise. Elle serait difficilement réalisable de façon permanente et d'ailleurs d'un rendement défectueux.

On peut donc dire que, dans ce dernier cas, la défense de Londres serait initialement bien plus difficile à assurer que la défense de Paris. Voilà de quoi donner à réfléchir au peuple anglais. Jusqu'ici, l'Angleterre était disposée déjà à ne laisser jamais envahir la plaine belge. Aujourd'hui, l'inviolabilité du sol de la Belgique et du nord de la France est la condition nécessaire de l'inviolabilité du ciel de Londres.

Les autres régions exposées de notre pays, sauf celle de l'Est (Briey, Thionville, Nancy), sont aux extrémités sud et nord du secteur normal de défense à l'égard d'attaques venant de l'est ;

ces régions seraient à distance sensiblement égale du front initial des armées de terre. De jour, la concentration des forces aériennes de défense contre une attaque massive concernant l'une d'elles serait moins bien réalisée que dans le cas de l'attaque de Paris. Près de la moitié cependant des forces de défense serait en mesure d'intervenir. De nuit, on ne pourrait consacrer assez de moyens à chacune d'elles pour réaliser un système complet de défense à la fois par avions avec projecteurs et par canons. Mais un système de couverture moins dense, constitué avec l'un et l'autre élément, suffirait probablement à écarter les attaques ennemies. Deux escadrilles de chasse de nuit, avec 7 ou 8 groupes de projecteurs et 15 à 20 batteries, permettraient de la réaliser.

En revanche, dans le cas où la région exposée se trouverait à moins de 100 à 120 kilomètres du front, — ce serait le cas de la région Nancy, Metz, Thionville-Briey en France, de Liège, Namur en Belgique, — la protection par l'aviation serait sans grande efficacité de jour; de nuit, elle aurait un effet d'intimidation, mais l'aviation assaillante n'aurait quand même pas grand peine à maintenir la région en alerte continuelle.

La défense par canons contre avions serait peut-être efficace de jour par beau temps. De nuit, et, par temps assez couvert de jour, les pertes qu'elle infligerait seraient acceptables pour l'assaillant. Les ballons de protection diminueraient seulement la précision des bombardements et l'importance des effets de destruction. Le travail des usines n'en serait pas moins très fréquemment interrompu, et la population trouverait vraisemblablement la sécurité insuffisante pour lui permettre de demeurer sur place.

Pour la même raison, les armées seraient, jusqu'à la même profondeur, mal protégées contre les attaques aériennes, sauf par moments et dans certaines régions où une concentration et une dépense suffisante de moyens de défense, avions, canons et ballons, devrait être consentie pour assurer une couverture efficace. Les organes très vulnérables des armées seraient forcément rejetés à une centaine de kilomètres du front. Plus avant, ils auraient à se disperser ou à se camoufler de façon

à être difficilement vus ou atteints par des avions qui seraient maintenus à assez haute altitude par la crainte de tomber sous l'action des canons, de se heurter aux ballons contre avions et d'être surpris éventuellement par quelque patrouille d'aviation de défense.

Aux moments et aux endroits où il importerait d'assurer au mieux la couverture aérienne des armées, ce résultat serait obtenu par la concentration des moyens terrestres et aériens et spécialement par le resserrement rapide vers l'avant du dispositif général de défense de l'air ; mais ceci implique un commandement unique étendant son autorité depuis le front jusqu'aux points exposés de l'intérieur, inclusivement.

LE COMMANDEMENT UNIQUE DE LA DÉFENSE DE L'AIR
ET DE L'OFFENSIVE DANS L'AIR

Or il n'y a pas une autorité unique exerçant le commandement de la défense générale du territoire depuis les frontières jusqu'à l'intérieur, et il n'y a pas davantage de commandement unique de tous les moyens d'action dans les airs.

Une disposition ancienne distinguait dans le territoire national, en temps de guerre, une zone des armées et une zone de l'intérieur. La première était celle où combattaient, stationnaient et manœuvraient les armées ; la seconde, celle où il n'y avait pas de combattants. Cette disposition est périmée ; elle est cependant toujours en vigueur. Elle est périmée en raison de la portée de l'armée de l'air qui lui permet d'attaquer autant la zone de l'intérieur que la zone des armées et qui oblige à défendre le ciel de tout le territoire depuis le front des armées jusqu'à l'intérieur inclusivement.

La limite qui sépare aujourd'hui encore une zone des armées d'une zone de l'intérieur n'a plus de sens ; l'existence d'un chef distinct responsable de la défense de l'une et de l'autre n'en a pas davantage. Elle est même néfaste, parce qu'elle divise et par conséquent affaiblit la défense. A l'unité d'action offensive de l'armée de l'air doit correspondre l'unité d'action de la défense. Autrement dit, c'est un même homme qui doit disposer de tous les moyens terrestres et aériens contre avions pour assurer la défense du ciel national à partir du front des armées ou des frontières terrestres et du littoral

métropolitain jusqu'à l'intérieur inclusivement. Et c'est le chef de l'armée de l'air, puisqu'il a la charge de conduire l'action offensive en ciel ennemi, qui doit être le chef de la défense du ciel national, parce que la conduite des opérations de guerre, en l'air comme à terre et sur mer, comporte de toute évidence une combinaison judicieuse et un enchaînement rationnel d'actions offensives et d'opérations défensives.

Il n'y a qu'une façon simple de réaliser le commandement de tous les moyens d'action dans les airs en respectant l'organisation du commandement des armées de terre ou de mer, c'est que le commandant en chef des armées de terre et de l'armée de l'air soit le même et étende son action sur tout le territoire métropolitain et que le commandant en chef des armées de mer et de l'armée de l'air soit également le même sur l'étendue du théâtre d'opérations maritime.

Dans ces conditions, la défense du ciel de Paris en particulier entrerait dans le système général de défense du ciel national. Et ce serait la logique même. Car la défense de Paris demanderait des moyens nombreux, mais dont l'importance serait difficile à définir *a priori* et *ne varietur*.

L'autorité suprême et le chef de l'armée de l'air chargé de l'exécution de ses directives, feraient varier suivant les circonstances la dotation de moyens de défense à consentir pour qu'elle demeurât toujours égale aux circonstances. Mais ils s'efforceraient cependant de faire coopérer ces moyens autant que possible à l'exécution de la mission générale de l'armée de l'air : une pareille disposition procurerait les avantages que donna à la veille de la Marne la mesure plaçant le général Gallieni, chargé de la défense terrestre de Paris, aux ordres du général Joffre, commandant en chef des armées de terre.

COOPÉRATION ET COMMANDEMENT SUPRÊME DES ARMÉES DE TERRE, DE MER ET DE L'AIR

Un commandement suprême se justifie par une autre nécessité de mise en œuvre de l'armée de l'air. La coopération des armées de terre, de mer et de l'air, la combinaison de leurs actions dans le temps, leur convergence dans l'espace sont généralement indispensables pour assurer une défense sûre et efficace du ciel national et pour mener

une offensive aérienne susceptible de porter à l'adversaire des coups décisifs. Les trois armées seraient étroitement solidaires. Une condition demeure en effet pour qu'une région exposée du territoire soit vraiment couverte dans les airs par l'aviation, c'est qu'une ligne de guet avancée soit à plus de 100 à 120 kilomètres en avant d'elle.

Ainsi, plus l'armée de terre (ou de mer) maintiendra loin des régions exposées du pays les premiers éléments de l'ennemi, plus elle contribuera à assurer la couverture aérienne; plus elle fera reculer l'ennemi dirigé contre ses régions sensibles, plus elle rendra décisive l'action offensive de l'armée de l'air sur le territoire de cet ennemi et améliorera encore la couverture aérienne du sol national.

Dans une guerre éventuelle de demain, l'armée de terre (ou l'armée de mer) demeurerait, sur terre (ou sur mer), l'armée principale, mais l'armée de l'air pourrait bien être l'armée décisive, suivant la même loi qui, dans la dernière guerre, tout en maintenant l'infanterie à son rang d'arme terrestre principale, a fait de l'artillerie l'arme qui préparait et déterminait en vérité la décision. A cette loi nouvelle nos conceptions pour la conduite éventuelle de la guerre ont à se conformer sans retard.

Ce serait une erreur de ne pas combiner d'emblée *dans le temps* les efforts de l'armée de l'air et des armées de terre et de mer. Armée de terre et armée de l'air combinées auraient à agir dans le moindre délai à l'ouverture des hostilités, afin de porter, ou de maintenir, le front terrestre le plus avant possible. Pour être en mesure de le faire, l'armée de terre aura à subir des modifications profondes, mais son évolution dans cette voie est déjà commencée.

C'est seulement lorsque l'armée de terre aurait épuisé son élan offensif, que l'armée de l'air, avec ses seuls moyens, avec l'appui cependant des « Berthas » de demain et de torpilles ou de fusées aériennes automobiles lancées de terre, exploiterait le succès commun en attaquant les points sensibles ennemis.

Dans l'espace, les directions de l'offensive terrestre seraient fortement influencées, voire même commandées par le souci de donner à l'armée de l'air la plus grande efficacité sur le territoire ennemi, spécialement sur ses régions exposées. Cette dernière préoccupation contribuera désormais pour une large

part à déterminer les grandes lignes d'un plan de guerre.

Combien nous sommes loin, si nous considérons surtout la forme probable d'une guerre à son début, de la thèse de certains apôtres passionnés de l'armée de l'air ! Ceux-ci veulent que l'armée de l'air soit capable de procurer, seule, par son action offensive, la victoire intégrale. Ils résument les principes de conduite d'une guerre dans les deux termes : « Se défendre à terre, attaquer dans les airs. » Une telle doctrine est une création de l'esprit. Or toute doctrine de guerre doit être prudemment établie, l'imagination et la raison aidant, sur des résultats d'expérience et sur des études objectives.

Cette dernière méthode nous semble conduire à une prévision tout autre : c'est par les efforts combinés de ses armées nationales qu'un pays se défendra avec succès, même dans les airs ; c'est par la résultante de leurs actions respectives portées le plus avant possible chez l'ennemi qu'il lui fera subir des coups décisifs.

La conduite de la guerre aérienne, plus exactement de la guerre tout court, suppose ainsi l'existence, sinon d'un commandement suprême des armées nationales, tout au moins sur terre d'un commandement unique des armées de terre et de l'air ; sur mer, d'un commandement unique des armées de mer et de l'air ; à défaut, ces armées seraient les membres d'un corps sans tête et sans cerveau.

SITUATION DES PUISSANCES A L'ÉGARD DE LA LUTTE AÉRIENNE

Les Puissances de l'Europe centrale et occidentale trouveraient dans leur situation naturelle et dans celle de leurs ennemies éventuelles, des avantages et des difficultés pour la lutte aérienne, et en définitive pour la conduite d'une guerre intégrale. Des situations de guerre hypothétiques les feront ressortir. Considérons d'abord une situation défavorable à notre pays.

Nos ennemis supposés, à la faveur d'une offensive brusquée, réussissent à pousser leur front : au nord, jusqu'à la ligne Maubeuge, Saint-Quentin, Reims, Longwy ; au centre, jusqu'à la ligne Besançon, Lons-le-Saulnier, Saint-Claude ; au sud, ils nous enlèvent la Corse. Ils ont ainsi refoulé nos lignes de guet à moins de 120 kilomètres de notre bassin

industriel du Nord, de la région parisienne, du bassin industriel de l'est (Briey, Thionville, Metz, Nancy), du bassin industriel du Creusot, de la région lyonnaise et de la région militaire, industrielle et commerciale de Marseille-Toulon.

Les bombardements aériens, indépendamment des effets moraux et matériels qu'ils produiraient sur les grosses agglomérations urbaines, restreindraient fortement la vie économique et les fabrications de matériel de guerre. Comme nous ne serions plus en situation de produire les mêmes effets que nos ennemis, le succès de la guerre serait bien compromis.

Admettons maintenant une situation défavorable à l'Allemagne. Cette nation est en guerre avec des ennemis de l'est et de l'ouest ; la poussée offensive de ses armées terrestres a été contenue victorieusement sur les frontières orientales et occidentales. Les lignes de guet de son armée de l'air sont ainsi à moins de 120 kilomètres du bassin de la Ruhr, de la vallée du Rhin sur toute son étendue, des bassins industriels de la Saxe et de la Silésie. Ces bassins industriels, ces agglomérations commerciales et urbaines sont attaquées par des armées de l'air partant de l'est et de l'ouest.

Le résultat de ces attaques pourrait bien être celui que nous avons admis pour les objectifs français de même nature dans la situation défavorable pour la France envisagée plus haut. Dans la mesure même où les armées de terre allemandes ne réussiraient pas à refouler les armées ennemies à bonne distance des régions exposées, la puissance guerrière de l'Allemagne irait vite s'affaiblissant, sa situation serait bientôt très difficile. En prévision d'une telle éventualité, l'Allemagne sera sans doute tentée de rechercher dès le temps de paix une alliance ou du moins une neutralité bien garantie, soit vers l'est, soit vers l'ouest.

Si nous considérons le cas de l'Angleterre, il semble bien que ce pays ne peut plus défendre sûrement son territoire contre les attaques aériennes, par les efforts combinés des seules armées de mer et de l'air. Le rendement d'une ligne de guet formée par des unités navales en pleine mer serait aléatoire. La ligne de guet côtière ne permettrait pas une bonne défense de l'est de l'Angleterre et de Londres. La sécurité aérienne de l'Angleterre demande une armée de terre, anglaise ou alliée, sur les côtes de France et de Belgique. Elle amènera

apparemment l'Angleterre à contracter une alliance défensive, dès le temps de paix, avec la France, les deux nations garantissant l'indépendance de la Belgique, leur troisième alliée.

L'Italie, surtout dans la partie péninsulaire de son territoire, serait dans l'impossibilité d'assurer sa sécurité aérienne si elle se trouvait en conflit avec les Puissances qui sont ses voisines à l'est, au sud et à l'ouest. Il n'y a pas une autre armée de l'air en Europe, qui se trouve devant une tâche aussi difficile que l'armée de l'air italienne pour défendre le territoire national. Ce fait explique pourquoi l'Italie affecte de mépriser la défense aérienne et exalte l'offensive.

Cette affectation ne peut modifier l'état des choses. L'Italie aurait autant de difficultés à se défendre dans le ciel qu'une armée aux trois quarts investie en aurait à se défendre à terre. Il y a là un désavantage naturel que la puissance offensive de l'armée de l'air italienne ne suffirait pas à compenser. Quand les réalités lui apparaîtront avec clarté, si cela n'est déjà fait, l'Italie y trouvera sans doute de très fortes raisons qui lui recommanderont une entente cordiale avec la France.

NECESSITÉS DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE DE LA FRANCE

Après ce rapide examen comparatif, la France apparaît comme l'une des Puissances les mieux partagées pour assurer avec succès sa sécurité par l'air. Elle peut défendre assez aisément ses plus grands centres de population, de richesse et d'industrie et ses grandes communications, grâce à leur distance des frontières ou des côtes ennemies, pourvu que les frontières demeurent inviolées; plus aisément encore, si ses armées sont appelées au delà de notre frontière du nord. Elle serait également favorisée pour donner à son armée de l'air une attitude offensive au cas où des pactes d'entraide réciproque devant une agression injustifiée, la lieraient à certaines Puissances, ses amies, et lui assureraient le bénéfice de leurs avantages géographiques.

L'offensive étant la meilleure façon d'en finir rapidement avec la guerre, il importe que l'armée de l'air française ait une grande puissance offensive, la presque totalité de ses éléments étant capable à cet effet de porter la lutte chez l'ennemi éventuel. Mais une armée de l'air strictement offen-

sive ne suffit pas à un pays pacifique comme le nôtre. Avant de nous attaquer, notre ennemi, quel qu'il soit, se serait d'abord assuré à la veille du conflit la supériorité du nombre. Nous avons montré ici (1), combien il serait facile au pays qui préparerait la guerre pour une date déterminée de réaliser la surprise organique, autrement dit la surprise du nombre. Notre riposte serait une défense excellente, mais une défense tout de même insuffisante; elle ne détournerait pas les coups de l'adversaire, coups certainement plus forts que ceux que nous pourrions porter.

La France, infiniment soucieuse de sa sécurité, se doit donc d'organiser la défense efficace de son ciel, en vue de protéger sûrement ses régions les plus sensibles, les zones de réunion de ses armées, ses grandes communications terrestres et maritimes et d'abord Paris.

Nous connaissons maintenant les conditions nécessaires d'une défense efficace : 1° L'équipement du sol en vue de la défense qui doit être réalisée en bonne partie dès le temps de paix; 2° Une armée de l'air organisée pour la défense comme pour l'attaque, dont les types de matériel doivent être fréquemment renouvelés, au moins en partie, pour que soit assurée à tout prix leur qualité supérieure; 3° Une armée de l'air comprenant *tous les éléments spéciaux* participant à la défense aussi bien qu'à l'attaque (aéronefs, canons et ballons contre avions) avec un chef responsable, en dernier ressort, de la défense du ciel national comme de l'attaque à travers le ciel ennemi; 4° Un commandement unique préparant en temps de paix et réglant en temps de guerre la coopération des armées de terre, de mer et de l'air, ou tout au moins des armées de terre et de l'air d'une part, des armées de mer et de l'air d'autre part, spécialement pour réaliser les meilleures conditions de défense et d'attaque dans l'air.

L'ARMÉE DE L'AIR GARANTIE SUPÉRIEURE DE PAIX

Ces dispositions prises, l'air ne se prêterait plus aux succès faciles, sauf avec des engins exceptionnels dont le nombre sera très restreint. Un ennemi éventuel ne pourra avoir raison de

(1) Voyez la Revue des 15 mai et 1^{er} juin 1933, *L'Armée de l'air et la défense nationale*.

notre défense qu'au prix d'une usure lente des armées de terre, de l'air et de mer. Son armée de l'air, même plus nombreuse, ne saurait empêcher que la nôtre ne fit subir à ses régions sensibles d'immenses dommages. Les effets de la guerre aérienne s'ajoutant à ceux de la guerre terrestre, l'appauvrissement des belligérants opposés se produirait beaucoup plus vite et plus intensément encore que dans le dernier conflit.

Faire la guerre, ce serait, plus encore qu'hier, faire le jeu des neutres; ce serait se faire battre sûrement et pour longtemps dans la lutte économique déjà si sévère que se livrent les continents et, dans chaque continent, les nations rivales ou simplement concurrentes. Il est vrai qu'aujourd'hui les ciels trop ouverts aux incursions aériennes sont une tentation; mais demain la défense du ciel fermera le seul champ demeuré libre pour des succès de guerre et constituera une forte garantie de paix.

L'armée de l'air demeurera cependant, entre tous, l'instrument de guerre le plus décisif. L'armée de terre (ou de mer) assurant d'abord à l'armée de l'air les positions de départ favorables à l'action offensive, — soit en les conservant, soit en les conquérant aux tout premiers jours de la guerre, car, ces premiers jours passés, il serait sans doute trop tard pour réussir à les conquérir, — l'armée de l'air préparera sans cesse la conquête progressive du sol ennemi par l'armée de terre, ou des côtes et des communications maritimes par l'armée de mer; et en définitive, la victoire finale des armées réunies.

L'armée de l'air d'un pays à la fois belliqueux et puissant par son industrie, — donc capable de préparer très rapidement une guerre pour une date déterminée, et spécialement une guerre aérienne, — constituerait une cause d'insécurité permanente et insupportable pour les pays voisins. Mais un danger commun et toujours imminent finit par créer et par forcer l'union. Il créera et forcera cette union, quand il se révélera plus nettement. Les armées de l'air deviendront ainsi le premier ciment des États pacifiques d'Europe unis par le danger pour le maintien de leur paix.

GÉNÉRAL ARMENGAUD.

LA CONTRE-RÉVOLUTION

III (1)

LA RÉACTION THERMIDORIENNE (1794-1795)

LA RÉACTION APRÈS L'OPPRESSION

Les amis des Princes faisaient fond moins sur l'évolution de la Convention qu'ils détestaient en masse que sur le mouvement de réaction qui se déchainait, depuis thermidor, dans Paris, puis à travers les provinces. Les prisons ouvertes, ceux qui naguère les remplissaient n'avaient d'abord paru avoir d'autre souci que de jouir de cette vie qui, contre toute attente, leur était rendue, d'en goûter les charmes, d'en épuiser les plaisirs. Mais bien vite un autre sentiment, fort âpre, s'était fait jour : le désir de venger ceux qui, moins heureux, étaient tombés victimes du régime terroriste ; on osait maintenant dénombrer ses deuils : pères, mères, frères, sœurs, enfants, amis, sacrifiés au Moloch révolutionnaire, et on entendait que les bourreaux ne se dérobaient point aux représailles qu'exigeait la justice, à la punition des sanglants forfaits. Des proconsuls qui, comme les Carrier et les Lebon, les Collot et les Fouché (on affectait d'oublier Barras, Tallien et Fréron) avaient décrété les grandes exécutions, aux membres des Comités révolutionnaires et des Sociétés populaires qui avaient dressé les listes de proscription, aux délateurs qui avaient livré les têtes et marqué les victimes, on

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars et 1^{er} avril.

réclamait pour tous le châtimement, nécessaire à la satisfaction de la justice. Carrier et Lebon, livrés par la Convention aux tribunaux et exécutés, on avait arraché de leurs bancs et déporté Collot d'Herbois, Billaud et Vadier, ex-membres particulièrement odieux des Comités de l'an II, mais on ne s'en pouvait tenir là. Tous ceux qui s'étaient associés à l'œuvre de la Terreur se trouvaient dénoncés à leur tour : obscurs pourvoyeurs de l'échafaud, membres des tribunaux révolutionnaires, mouchards qui avaient fait trembler tout un quartier ou tout un bourg.

Les misérables, maintenant poursuivis, — d'un Fouché qui se débattait contre les dénonciations venues de Lyon, à de plus obscurs comparses, — essayaient de se sauver en évoquant quelques traits d'humanité, quelques têtes épargnées. Ils avaient recours à leurs victimes manquées. « Ils nous demandaient, écrivait Frénilly, des certificats de modération et d'humanité. Nous avons tous donné de ces attestations pour justifier le mot de M. G. qu'il n'y avait pas un royaliste qui n'eût son jacobin en croupe. »

Mais le plus souvent, tout au contraire, c'était la jeunesse dorée (dont faisait partie ce Frénilly) qui se chargeait d'exécuter ceux que la justice ne frappait pas. J'ai dit que, bien avant thermidor, les jeunes gens se sentaient pour la Révolution, jadis acclamée par eux, un dégoût qui, chez certains, remontait aux massacres de septembre. Beaucoup d'entre eux avaient vu périr leurs parents, leurs amis, et, avec l'intransigeance propre à leur âge, n'étaient pas disposés à passer l'éponge ni même à admettre les circonstances atténuantes et les nuances dans le châtimement. Par surcroît, le vieux royalisme mort, il en naissait un nouveau, fait de fronde plus que de principes; de tout jeunes gens, de petite noblesse provinciale, blâmaient leurs pères de n'avoir su défendre ni le Roi ni le Trône, de n'avoir su qu'émigrer « lâchement » ou se laisser égorger sans profit pour la cause.

Voilà bien où était le danger pour les gouvernants révolutionnaires, même thermidoriens : le mouvement n'était qu'exploité par quelques royalistes; en fait, il était spontané de la part de milliers de jeunes gens appartenant à une tout autre catégorie, à une tout autre classe sociale; ces fameux « muscadins » n'étaient pas, quoi qu'on ait dit, en majorité

issus de la noblesse ni même de la bonne bourgeoisie d'antan ; ils n'étaient même pas tous bourgeois, avocats, clercs de notaire et d'avoué, étudiants aspirant aux carrières libérales, mais garçons de boutique, jeunes artisans, fils de domestiques et d'ouvriers. On a pu longtemps s'en étonner : c'est qu'on était parti d'une erreur sur les victimes de la Terreur que ces jeunes gens entendaient venger : elles n'appartenaient que pour une minorité, un tiers à peine, à l'ancienne aristocratie ; les deux autres tiers appartenaient à la petite classe ; on avait guillotiné, à Paris comme en province, de très modestes gens, des boutiquiers, des artisans, des domestiques, de modestes prêtres, des laboureurs même, et ce sang plébéien répandu à flots trouvait plus de vengeurs prêts aux représailles dans les fils du peuple que dans ceux, forcément restreints, de la vieille aristocratie. Ajoutons que, aussitôt maîtres de la rue, ces quelques milliers de jeunes gens s'étaient vite grossis, attirant tous ceux qui aiment les manifestations bruyantes, voire les brimades plaisantes, car il se mêlait à l'âpre désir de représailles et de réaction une sorte d'énorme blague lorsqu'on pourchassait de rue en rue un ancien bonnet rouge, qu'on bâtonnait un jacobin, qu'on fessait une tricoteuse ou simplement qu'on allait au théâtre chanter le *Réveil du peuple*, et huer ceux des acteurs qui avaient « jacobinisé ».

Une presse nettement réactionnaire naissait ; car, tandis que, dans les premiers mois, Fréron et Louvet se contentaient de dénoncer les hommes, voici que d'autres journalistes reprenaient la plume pour dénoncer, eux, tout le régime qui avait produit, comme fatalement, les hommes de sang et de stupre ; d'un Lacretelle à un Bertin, d'un Fiévée à un La Harpe, de grands publicistes nourrissaient la croisade qui, de jour en jour, s'amplifiait en s'intensifiant, dirigée, dès l'hiver de 1793, non plus seulement contre la Terreur, mais contre la Révolution, sa mère.

Cette croisade se renforçait d'un autre mouvement de réaction. Les sentiments catholiques atrocement opprimés, les sentiments chrétiens même, honnis et bafoués, essayaient de se libérer du joug que le culte de la Raison et même celui de l'Être suprême avaient fait peser sur eux. Détachés de la Révolution comme je l'ai dit, dès 1791, persécutés pendant la Terreur, comme d'ailleurs maints assermentés, les prêtres

insermentés constituaient maintenant de redoutables adversaires. Portés à confondre dans une même rancune tous les hommes qui, depuis 1790, avaient porté la main sur les tabernacles, ils anathématisaient toute la Révolution, « instrument de Satan ». Or, semblant autorisés par le décret de la Convention qui séparait l'Église de l'État, à pratiquer leur culte, ils se groupaient si hostiles à tout ce qui s'était fait depuis 1790, qu'un jeune publiciste réacteur pouvait, le 7 mars 1793, écrire « qu'en recréant des catholiques », la Convention *recréait des royalistes*.

QUELS ÉTAIENT LES VÉRITABLES SENTIMENTS DE LA NATION

Il exagérait, je le dirai tout à l'heure, mais il était autorisé à s'abuser. Au printemps de 1793, on pouvait vraiment, à certaines apparences, croire que le royalisme s'emparait décidément de tout le mouvement réacteur. Aux jeunes chefs de bandes qui, tels Frénilly et Hyde de Neuville, se voyaient, dès le lendemain de thermidor, à la tête des muscadins se joignaient maintenant des émigrés rentrés, qui, bravant la loi qui les proscrivait, se montraient sans timidité dans tous les lieux publics. On notait que leur influence paraissait s'exercer sur certains éléments populaires, qui, depuis longtemps, paraissaient complètement détachés de l'ancienne monarchie; une étrangère entendait des gens de la basse classe parler « du petit », et « le petit », c'était l'infortuné fils de Louis XVI en train de périr de misère au Temple et que les royalistes appelaient Louis XVII. Un rapport de police signalait que des femmes, faisant la queue devant les boulangeries et prenant leurs numéros, criaient qu'il fallait, pour avoir le pain assuré, « avoir le 17 », allusion à l'enfant royal. Mallet allait jusqu'à écrire qu'en province même, on espérait un Roi : « Lyon, universellement royaliste, attendait que Paris se prononçât, et, alors, ajoutait-il, il n'y aura qu'un cri. » Les Vendéens, les Chouans, naguère si honnis dans les faubourgs de Paris, y devenaient presque populaires; il s'en glissait tous les jours des petits groupes, venus d'Anjou et de Bretagne, qui venaient faire connaître les fastes de l'insurrection et les chefs héroïques qui s'étaient battus pour le Roi.

A ce mouvement dont je dirai la finale vanité, rien d'abord

ne semblait s'opposer. Il n'y avait pas d'opinion républicaine ou du moins elle était sans grand chef. « Le glaive de Robespierre, écrivait-on le 8 janvier 1793, a sensiblement diminué le nombre des républicains. » Et en effet que restait-il, en dehors des misérables comparses, des équipes détruites? Un Tallien qui, dans sa « chaumière » de Chaillot, laissait sa femme s'entourer de tous les éléments de réaction, royalistes compris, un Fréron qui se faisait, dans *l'Orateur du peuple*, l'excitateur des bandes muscadines, un Barras déjà prêt à se vendre au Roi, un Louvet et un Isnard jetés dans la contre-révolution par le souvenir des amis immolés. Quand ces « régicides » semblaient, par leurs votes à la Convention mourante comme par leur attitude en dehors, encourager la réaction, dont ils avaient maintenant peur, qui eût groupé, fortifié, ramené à la République, à la Révolution une opinion qui paraissait se prononcer contre l'une, puis l'autre?

A la vérité se trompait-on sur les sentiments profonds de la Nation. Ils étaient complexes et, par là, difficiles à définir d'un mot, — et par surcroît ils étaient, à cette heure, si troublés qu'à peine ils se révélaient à ceux mêmes qui les concevaient.

Au fond, il n'y avait pas de vraie opinion. Tous les témoins sont avant tout frappés de ce trait : le pays « n'a pas de volonté politique » et ce qui règne est « l'indifférentisme ». La nation, écrit Mallet du Pan, un royaliste, paraît épuisée, et le conventionnel La Revellière dira presque le même mot : « Entière prostration des forces. » Un ministre prussien, parlant de la future constitution, va écrire que, quelle qu'elle soit, « la lassitude de la Nation la servira ». L'Allemand Meister nous donne le secret de cette indifférence, de cette lassitude qu'il affirme aussi : la Nation, exaltée cinq ans avant par la foi révolutionnaire, est devenue sceptique : un aubergiste de Vesoul lui a dit : « Ah! monsieur, pour un que la Révolution a enrichi, croyez qu'elle en appauvrit mille. » Elle en a enrichi beaucoup plus d'un, et c'est le spectacle d'une oligarchie en train de s'instaurer, politiciens parvenus et spéculateurs heureux, qui maintenant, tuant la foi d'antan, paralyse les énergies ; car on se dit qu'une autre équipe poli-

tique, remplaçant celle-là, ferait comme elle, que les grands « principes » ne servent décidément qu'à servir de viles ambitions, et qu'il ne faut plus croire à rien, ni aux principes ni aux apôtres.

CE QUI S'OPPOSE A UNE RESTAURATION MONARCHIQUE

Sans doute le royalisme pourrait-il profiter de cet état d'esprit général. Mais il se heurte à peu près partout à de grands obstacles. La Nation, tout d'abord, reste attachée, de toute l'énergie qui peut lui rester, à un des principes essentiels de 1789, celui d'ailleurs que, nous le savons, elle a entendu avant tout faire prévaloir dès la première heure : l'égalité. Or le rétablissement du Roi ne lui apparaît que comme celui de l'ancien régime, c'est-à-dire des immunités injustes, des privilèges de classe honnis, des droits féodaux et de la dime. A ce rétablissement pas un Français sur mille ne consentirait ; une tentative de restauration dans ces conditions ne se ferait, avoue Mallet, que « sur des monceaux de cendres et de cadavres », et c'est ce que Bonaparte répondra un jour, brutalement, à Louis XVIII. « Il est aussi impossible de refaire l'ancien régime, écrit encore Mallet, après quelques mois d'enquête, que de bâtir Saint-Pierre de Rome avec la poussière des chemins » et, dès février 1793, sa conviction était faite : « Personne en France (il parle des masses) n'a la plus légère pensée ni le moindre désir du retour à l'ancien régime. » En fait, le scepticisme de la nation s'arrête à cet article qui est d'importance : plus de « seigneurs » à privilèges, plus d'inégalité, plus de « droits féodaux ». Sur ce point l'indifférence n'existe pas et la haine de l'ancien régime n'est, en l'an III, nullement atténuée.

Ce sentiment, si mortel pour toute tentative de restauration royaliste, se fortifie d'un autre. La Révolution a fait front à l'Europe coalisée ; elle l'a contenue, battue, refoulée même ; elle a conquis les limites naturelles ; elle a couvert de gloire les armes françaises. Le patriotisme, à la vérité, est lui-même, dit-on, en baisse et il ne cessera de s'affaïsser jusqu'au 48 brumaire ; l'enthousiasme national de 1792 et de 1793 est bien tombé, et les jours vont venir où, battue par une nouvelle coalition et menacée d'invasion, la France, à l'étonnement du

monde, paraîtra ricaner de ses malheurs et ne pas réagir.

Mais, là aussi, il n'y a qu'apparence, due à cette démoralisation générale que tous signalent. Mallet, avec bien d'autres, affirme que la perspective d'une victoire de la coalition entraînant non seulement la perte des « limites », mais sûrement pis, « le démembrement de la France », indigne beaucoup de gens. Il semble bien que, si l'on ne s'émeut pas à voir la victoire maintenant incertaine, c'est que, après le miracle de 1792, 1793, 1794, le rétablissement qui a suivi Valmy, qui a suivi Fleurus, on est, en 1795, au fond, assuré que, le moment venu, pareil rétablissement se fera. Il n'en va pas moins que l'idée d'une invasion qui, ravageant les provinces du Nord, de l'Est et du Sud (car la France est entourée d'ennemis), amènerait les Alliés à Paris, alarme et révolte. Or, il reste, de tout ce qu'on sait des connivences directes de l'émigration et des Princes français avec l'étranger, une violente rancune contre les Bourbons. On ne doute pas que la victoire de la coalition ne soit le signal d'une contre-révolution implacable et sanglante dont les neuf dixièmes des contre-révolutionnaires eux-mêmes ne veulent pas, à plus forte raison les révolutionnaires les plus portés à la réaction : tous sont persuadés, écrit Mallet, « qu'on ne ferait grâce à aucun de ceux qui depuis 1789 ont eu à se reprocher des erreurs d'opinion ou des erreurs de conduite », et, des plus modérés aux plus violents, des libéraux de 1789 aux terroristes de 1793, tous tremblent à la perspective que le manifeste de Brunswick pourrait devenir une réalité.

Nous touchons ici, — il faut y insister parce que, de 1795 à 1799, à 1814, à 1830 même, toute notre histoire sera commandée par cette situation, — à un des obstacles capitaux : la surexcitation des craintes et la résistance des intérêts.

Les terroristes sont détestés, oui ; les régicides, même non terroristes, sont odieux, oui. Quelques-uns, dans l'espoir de fléchir l'opinion réactionnaire ou de l'abuser, paraissent la servir ; mais ce ne pourra être que jusqu'à une limite très nette : le jour où le royalisme s'emparera du mouvement, en s'affirmant intransigeant sur la question des représailles, ces régicides pourront craindre de se voir acheminer, par le triomphe de la contre-révolution commençante, au gibet dont on les menace ouvertement. Il subsiste, les hécatombes de l'an II

closes, 300 députés sur les 387 qui ont voté « la mort » et, par surcroît, rappelons-nous qu'au préalable, le 13 janvier 1793, 691 sur 750 ont déclaré Louis XVI « coupable » et par là l'ont réellement acheminé vers l'échafaud. Mais pour ne s'en tenir qu'aux trois cents vrais « régicides », il ne se faut pas se leurrer sur le petit nombre qu'ils représentent au regard de la Nation. Ces « régicides » ne sont pas, ainsi que le déclarera l'un d'eux, des moutons prêts à se laisser pousser à l'abattoir. D'un Fouché ou d'un Barras, anciens terroristes de la Montagne, à un Sieyès, à un Cambacérès qui, lui aussi, a voté la mort (fût-ce avec sursis), ils peuvent être, ces trois cents, plus ou moins capables, plus ou moins vigoureux, plus ou moins probes, plus ou moins résolus; mais ils restent ces mêmes hommes résolus que trois ans d'orages et de tempêtes ont préparés à tout oser pour conjurer les grands périls et qu'aucun scrupule, aucun repentir secret, aucune considération n'arrêteront, s'ils se sentent menacés de sombrer et de mourir. Ils pourront paraître, à certains moments, divisés; ils se regrouperont toujours, à certains autres, à l'heure où la contre-révolution, s'accroissant, semblera les acheminer vers « l'expiation ». Sachant que, en dehors des contre-révolutionnaires actifs, l'opinion les rejette, ils entendront alors ne pas se fier à elle pour conjurer le retour du Roi : ils s'acharneront donc à garder le pouvoir envers et contre tous, parce que le pouvoir exercé par eux est la seule garantie de leur fortune bâtie dans la tourmente et de leur vie même.

Avant peu, un Tallien, un Barras, un Fréron, un Louvet se ressaisiront qui, au printemps de 1793, semblent encore frapper à gauche et, assurés de nouveau par les propos publics et privés des royalistes qu'aucun ne trouvera grâce, ils chercheront à enrayer tout mouvement à tendance royaliste. Pour y arriver, il leur faut rester en jouissance et ils y arriveront par une série de coups de force, de 1793 à 1799, puis, le jour où ils se verront incapables de s'imposer plus longtemps, la plupart chercheront un homme qui, accrédité près de la Nation, saura, à leur avis, les couvrir de son bras tutélaire, et, non content de les sauver, les associera à son pouvoir. C'est le premier intérêt qui, dès 1793, va s'opposer au mouvement contre-révolutionnaire, s'il se teinte de royalisme. Trois cents et même six cents, c'est peu; mais outre qu'ils tiennent, comme nous

dirions, les leviers de commande auxquels ils se cramponnent, ces trois cents, ces six cents ont leur clientèle, gens associés à leur fortune et qui, même reniés en partie par eux après thermidor, leur restent liés par les mêmes craintes et les mêmes intérêts.

Mais ce serait peu encore, ces quelques milliers de jacobins, grands et petits, et si leur intérêt était seul en cause, il ne prévaudrait pas contre cette grande vague de réaction qui, depuis thermidor, se déchaîne. Mais de cet intérêt se trouve solidaire une bien plus grande masse d'intérêts et tout est là. En dehors de ceux qui, paysans libérés des droits féodaux, artisans des villes habitués à voir dans « les tyrans » des monstres à abattre, patriotes qui entendent faire respecter, avec l'indépendance de la France, les frontières conquises, tous gens hostiles violemment à une restauration, une masse de gens, en effet, oppose à celle-ci ce qui est plus redoutable que tous les principes et que tous les sentiments, les intérêts créés.

LES ACHETEURS DE BIENS NATIONAUX REDOUTENT UN RETOUR DE L'ANCIEN RÉGIME

La Constituante, je l'ai dit, en mettant en vente les biens de l'Église, et la Législative, en y joignant ceux des émigrés, ont doublé la révolution politique d'une révolution sociale : il y a eu, de 1790 à 1793, un énorme transfert de propriété qui, dans les quatre années qui suivront, ne fera que se consommer. Les acheteurs des biens nationaux, appartenant à toutes les classes, mais dont beaucoup, — petits acheteurs, mais nombreux, — sont des paysans, se trouvent maintenant attachés tous, par le lien puissant de l'intérêt, au triomphe de la Révolution, au maintien tout au moins des résultats acquis. Pas un qui ne redoute « le retour des prêtres et des seigneurs » qui serait la conséquence du retour du Roi. Beaucoup n'étaient en 1789, en 1791 encore, que révolutionnaires bien tièdes ou gens parfaitement indifférents ; ils sont maintenant les tenants les plus opiniâtres et, si la menace s'accusait, deviendraient les plus féroces défenseurs de la Révolution ; ils se sont habitués à la propriété : c'est peut-être, ce sentiment de la propriété, le plus âpre de tous, et ils sont aussi résolus à sauver leurs nouveaux biens que les politiciens compromis à sauver leurs têtes.

Et il ne s'agit plus là d'un petit groupe siégeant à Paris, il ne s'agit même pas d'une clientèle de quelques milliers de misérables, mais d'une masse de cinq ou six cent mille Français répartis sur tout le territoire et que leur nouvelle fortune rend influents.

Conservateurs, ils le sont, hostiles à tout nouvel accès révolutionnaire, oui, mais conservateurs avant tout de leurs biens et, par conséquent, aussi hostiles au retour possible de l'ancien régime, signal de la reprise des biens, qu'à une convulsion révolutionnaire qui les leur arracherait. Et si ces Français-là espèrent qu'un régime fort s'établira qui fondera l'ordre nouveau sur la nouvelle propriété, ils sont, en attendant, bien résolus à barrer la route au rétablissement du Roi qui serait suivi de la reprise par les prêtres et seigneurs des biens que les princes en exil et les émigrés appellent toujours les « biens volés ».

L'ARMÉE EST POUR LA RÉPUBLIQUE

Autre masse liée à la Révolution par un tout autre genre de fortune : l'armée, chefs et soldats. Ceux-ci sont, pour la plupart, en 1792 et 1793, partis « volontaires de la Liberté » et ont apporté dans les camps un amour brûlant de la Révolution, la haine des despotes et le culte de la Patrie. Ils sont vite devenus de rudes soldats, les « soldats de la Nation », ainsi qu'ils se qualifient toujours, des guerriers intrépides, durs à eux-mêmes, mais jouissant, dans les marches conquises, fort largement, des « fruits de la victoire », pliés difficilement à la discipline par des chefs sévères, un Kellermann, un Kléber, un Moreau, mais prenant de l'obéissance rigoureuse leur revanche par une vie parfois assez facile, aimant de leur « métier » les revenants bons comme les risques, et se grisant d'ailleurs de la certitude qu'ils sauvent la République avec la Patrie, ce qui, somme toute, leur fait trouver leur sort enviable.

Campés hors des anciennes frontières où les avait jetés, avec la Patrie en danger, la Révolution qui avait « sauvé la Patrie », ils n'avaient pas été les témoins de la Terreur; car, suivant le mot de Macdonald, « face à l'ennemi, ils ne regardaient pas derrière eux »; cette Terreur, abominée par « l'inté-

rieur
saire,
dos, a
et fai
acclam
en 17
Duche
Ils n'a
entho
leurs
Le S
homm
mais
amis.
tels c
heur
étran
des ci
fils d
villag
contr
de la
Il
avait
de P
à P
n'ava
cadin
polit
tenai
la Re
de ho
la pa
et li
lors
L
men
men
étaie
les p

rieur », la plupart n'avaient vu en elle que le moyen nécessaire, donc légitime, d'étouffer la « trahison » qui, dans leur dos, avait failli, disaient-ils, en 1793 et 1794, livrer la France et faire crouler la défense qu'ils assuraient; ils avaient acclamé jusqu'aux plus violents, un Marat (dont Murat s'était en 1793 prétendu le cousin), Hébert dont le journal, *le Père Duchesne*, avait été, un an, le plus volontiers lu aux armées. Ils n'avaient eu pour le régime du Salut public que les plus enthousiastes transports parce que, assurant le recrutement de leurs bataillons et leur subsistance, il suscitait leur gratitude. Le Salut public avait été pour eux, Carnot et Lindet, les hommes de la défense nationale, plus que Robespierre, mais ils avaient toujours estimé « purs » Maximilien et ses amis. Ils étaient devenus et restaient des républicains farouches tels que la France n'en connaissait plus guère et, s'étant heurtés aux soldats de Condé qui combattaient aux côtés des étrangers, ils s'étaient confirmés dans la haine des émigrés, des *ci-devant*, des aristocrates, à laquelle se joignait, chez ces fils de paysans, arrachés maintenant aux vieilles traditions villageoises, une autre haine furieuse, moins explicable, contre les prêtres, « suppôts de la superstition », « ennemis de la Révolution », « les calotins ».

Ils avaient appris la chute de Robespierre avec regret et il avait fallu, pour qu'ils agréassent l'événement, qu'on leur vint, de Paris, assurer que ce « tyran » voulait « se faire roi »,

à preuve qu'il voulait épouser la fille de Capet »; mais ils n'avaient montré que de la tristesse à la nouvelle que « les muscadins » tenaient, à Paris, le haut du pavé, et, parce que les politiciens semblaient favoriser ces amis des royalistes, ils tenaient pour des traitres Tallien et ses amis. Aimant, outre la Révolution, leur métier, ils avaient deux raisons pour une de honnir la contre-révolution qui, dit-on, entendait conclure la paix à tout prix, leur faire perdre le fruit de leurs victoires et licencier « les braves défenseurs de la Patrie », voués dès lors à la misère.

Leurs chefs étaient gens à les encourager dans ces sentiments. Issus de l'ancienne armée par eux ralliés au mouvement de 1789 ou partis comme volontaires de la liberté, ils étaient également dévoués aux idées révolutionnaires : car si les premiers jeunes sous-officiers, bas-officiers à qui l'ancien

régime jadis fermait l'accès aux grades d'officier et à qui la Révolution avait, tout au contraire, ouvert la carrière, gardaient à l'ancien ordre de choses une rancune que fortifiait leur amour du nouveau, les seconds, eux, conservaient au cœur la chaleur brûlante qui les avait jetés à la défense de la Patrie en danger sous les nouvelles enseignes tricolores. Devenus les uns et les autres, — fils de bourgeois, d'artisans ou de laboureurs, — capitaines à vingt-deux ans, chefs de demi-brigades à vingt-trois ans, généraux parfois à vingt-quatre, certains étaient déjà commandants en chef à trente-trois ans comme Moreau, à vingt-cinq comme Hoche. La plupart des divisionnaires n'avaient pas trente ans et voyaient ainsi s'ouvrir devant eux un avenir, inimaginable. Comment, ayant gardé, comme un Kléber et un Jourdan, l'amour le plus pur de la Révolution, leur mère, eussent-ils d'autre part vu sans frémir de fureur la contre-révolution se préparer derrière leur dos, dont la première conséquence serait de les priver d'une situation sans exemple comme des bénéfices de leurs victoires?

Nouveaux propriétaires menacés de reprise et soldats de la nation, des hommes aux chefs, menacés de disgrâce, cela faisait déjà cette « masse d'intérêts » que Mallet voyait prêts à se bloquer pour empêcher tout retour en arrière. Ajoutons-y les prêtres constitutionnels qui, assurés d'être parmi les plus misérables victimes d'une restauration politique grosse de réaction religieuse, et à plus forte raison les prêtres et les moines défroqués. Ajoutons-y les fonctionnaires de la République en partie issus des partis politiques qui s'étaient succédé depuis 1792 au pouvoir et qui craignaient pour leurs places, les maires et officiers municipaux, presque tous jadis portés à la tête de leur commune par l'opinion la plus avancée et, en dehors de tous ces bénéficiaires de la Révolution, tant de gens engagés dans toutes les carrières qui voyaient pour eux l'avenir se fermer, si l'ancien régime se rétablissait, et on comprendra bien ce mot « masse d'intérêts » employé par un royaliste clairvoyant.

De cette situation il résultait, aux yeux d'un Mallet, mais aux yeux de bien d'autres adversaires de la Révolution, que celle-ci, en dépit d'une passagère et superficielle réaction, n'était pas près de se laisser étrangler et que la République elle-même, encore que discréditée, ne sombrerait jamais au

profit d'un Bourbon. Montgaillard, royaliste de vieille date, faisait les mêmes constatations que Mallet, affirmant que ceux mêmes qui « détestent la République » la tiennent pour « éternelle » et que les partisans de la monarchie en France ne « croient pas plus que les démocrates à la possibilité prochaine de son rétablissement ». Il mettait en garde les émigrés contre les illusions que créaient certaines manifestations. Si parfois des gens du peuple, exaspérés par la famine, criaient : « Vive le Roi ! », ils se mettaient, « dès qu'ils avaient reçu deux onces de pain », à crier : « Vive la Convention ! » Un policier ayant signalé qu'on parlait de Louis XVII, un autre rapportait que des femmes, affamées, s'étaient écriées : « Voudrait-on nous forcer à demander un roi ? Eh bien f... nous n'en voulons point ! »

L'INTRANSIGEANCE DES PRINCES ET DES ÉMIGRÉS

Le désir de se débarrasser des révolutionnaires en jouissance était pourtant général ; la Convention était impopulaire, les régicides odieux ; mais, écrivait-on, « on veut être délivré de la Convention sans retomber sous l'autorité des émigrés dont les desseins sont aussi redoutés que ceux des jacobins ». Un parti de modérés se constituait qui cherchait le moyen de bâtir, soit une république libérale à l'exclusion des hommes de 1793, soit une monarchie constitutionnelle à l'exclusion des émigrés, et l'on espérait amener à cette restauration, sans représailles ni reprises, l'opinion affolée. Mais le sage Malouet, royaliste modéré, jugeait que cette restauration ne pourrait venir que « d'un homme nouveau, d'un grand talent et d'un grand caractère qui, précédé de sa réputation et suivi de deux cents hommes à cheval, proclamerait à Paris le jeune roi ». Il ajoutait : « Toute la France obéirait avec joie, j'en suis persuadé. » Mallet n'était pas si optimiste et, par là, était plus clairvoyant. « On ne recouvrera la monarchie, écrivait-il prophétiquement, qu'après avoir vu un usurpateur en saisir et en conserver les rênes peut-être fort longtemps. »

Cependant les gens qui, partisans des principes de 1789, gémissaient de les avoir vus compromis dans l'affreuse aventure de la Révolution jacobine, s'obstinaient à poursuivre le

dessein d'une monarchie revenant sans réaction violente, sans contre-révolution totale, sans cruelles représailles, une monarchie fondée sur les idées qui avaient prévalu dans les *Cahiers de 1789* et dirigée par les anciens constitutionnels de 1791. Bien des gens, ayant appartenu à des équipes plus avancées, mais revenus de si loin au principe de l'ordre sauvegardant la liberté, se ralliaient à cette idée. Mais elle était chimérique si, avant tout, on n'y ralliait les Bourbons eux-mêmes et particulièrement ce comte de Lille, ci-devant comte de Provence, le frère de Louis XVI qui, Louis XVII vivant, s'était proclamé dans l'exil « régent du royaume ».

D'esprit modéré, il semble que le futur Louis XVIII eût pu facilement accepter l'idée d'une monarchie tempérée et contrôlée, telle qu'il l'agréera en 1814 et, contre ses amis même, la maintiendra de 1815 à 1824; d'esprit philosophique, il eût dû se résigner facilement à passer l'éponge sur ces coups portés par la Révolution à l'Église qui, seuls, avaient pu, un seul jour, exaspérer le pieux roi Louis XVI; mais, cent fois plus que Louis XVI, il avait souffert, dans sa superbe de prince, des atteintes portées « aux droits traditionnels de sa maison » ainsi que sans cesse il s'exprimera. Ces atteintes avaient, pour lui, condamné la Révolution en bloc depuis 1789 et si, tout naturellement, il avait horreur particulièrement du régicide de 1793, on a bien l'impression qu'il avait été moins bouleversé à la nouvelle de l'exécution de son frère, dans ses sentiments fraternels (qui toujours avaient été plus que tièdes) que dans son orgueil de Bourbon. Exaspéré par ce dernier coup, cet orgueil l'avait aveuglé au point que lui paraissait monstrueuse la seule hypothèse qu'un Bourbon pût, un jour, régner sans que la France, complice du régicide à ses yeux, fût venue solliciter, la corde au cou, le pardon de tous les attentats perpétrés depuis 1789 contre la dynastie, sans que surtout on laissât le prince jusqu'au bout libre de « châtier les coupables » et, par ailleurs, de ne faire au pays « l'octroi » de telle ou telle liberté qu'au gré du « bon plaisir » rétabli.

La mort de Louis XVII, survenue le 8 juin 1793, fut un événement considérable : le malheureux enfant, prisonnier au Temple, était, depuis thermidor, l'espoir d'un certain nombre de gens qui, restés fidèles au principe monarchique et à la mémoire des souverains immolés, étaient, d'autre part, fort

défavorables au monde des émigrés et des princes. Si l'on parvenait à entraîner l'opinion hésitante vers la solution monarchique, il serait peut-être loisible, sans avoir à recourir au pseudo « régent », d'établir, au nom du petit prince de dix ans, une régence nationale, un conseil de gouvernement fourni par les députés qui, n'ayant pas voté la mort du Roi et jouissant d'un crédit dont je parlerai tout à l'heure, — Lanjuinais, Boissy d'Anglas, ou autres, — eussent pu assumer le pouvoir appuyé sur le trône restauré. Louis XVII mort, ce trône revenait au comte de Lille : « La royauté sortait de France », a écrit Thureau-Dangin. Mallet affirme, le 21 juin, que l'événement « a consterné et découragé les monarchistes et assuré le triomphe des républicains ».

Que fut-ce quand on connut la proclamation que, de Vérone où il résidait alors, le nouveau Roi adressait à la France ? Tout ce qui avait déjà, dans la déclaration du « régent » de 1793, rebuté les gens les mieux disposés, se retrouvait, comme exaspéré encore par l'exil, dans le nouveau manifeste : restauration de l'ancien état de choses, rétablissement de la monarchie absolue, restitution intégrale à leurs propriétaires, prêtres, moines et seigneurs, des biens « volés », punition exemplaire des artisans de la Révolution, sans distinction de nuance ni d'époque. C'est, d'autre part, à Mounier, le promoteur cependant du Serment du Jeu de Paume, que le Roi écrivait : « Je n'ai en vue que le rétablissement de la religion catholique et de notre antique et vénérable constitution », avertissement, loyal mais insensé, adressé par le canal de ce modéré, de ce libéral, aux néo-monarchistes et aux révolutionnaires repentis. « Mal de l'exil, écrira Tocqueville, qui n'apprend rien et immobilise l'esprit. » Le Roi, induit en illusions par les rapports complaisants, était d'ailleurs convaincu que le pays s'allait, avant peu, mettre à ses pieds et qu'il ne risquait donc rien à rester « fidèle aux principes ». « Je vois, écrivait-il, un peuple revenu de ses erreurs, mais opprimé par ceux qui l'avaient égaré, me tendre les mains auxquelles les miennes ne peuvent atteindre. »

En réalité, les mains qui avaient eu la velléité de se tendre, se retiraient après la proclamation de Vérone. Et elles se retiraient d'autant plus que parvenaient, de toutes parts, à Paris les échos des propos extravagants tenus par les entours des princes.

On n'y parlait très haut que de châtimens exemplaires et nombreux, de représailles, de vengeances, du rétablissement de tout l'ancien régime; il semblait que « l'avènement » de Louis XVIII provoquât chez ses conseillers, courtisans, représentans, une recrudescence d'intransigeance, et la France, ainsi que l'écrivait Mallet, ne voyant dans le prince que « le Roi des émigrés », le rejetait parce qu'elle les rejetait. « J'ai diné, avait écrit Constant le 3 mars 1794, avec un jeune émigré : « Ah ! monsieur, si j'étais grand prévôt de France, je ferais exécuter huit cent mille âmes. »

Les propos n'étaient pas moins fous en 1793; se croyant, plus qu'en 1794, près de rentrer et de régner, l'émigration, au lieu de favoriser la réconciliation, la rendait impossible. « Vainqueurs, nous balaierons les immondices constitutionnelles », écrivait-on de Londres. D'Antraigues, en Allemagne, s'écriait : « Je serai le Marat de la contre-révolution : je ferai tomber cinq cent mille têtes. » Vaudreuil, conseiller de Louis XVIII, s'indignait qu'on osât même concevoir l'institution d'une monarchie constitutionnelle qui, disait-il, n'était accueillie qu'à Londres où « les Malouet et les Lally la soutenaient ». Et on traitait plus durement ces lâches constitutionnels que les pires révolutionnaires; c'étaient ces libéraux qui avaient perdu le trône et il faudrait avant tout les écarter. Matouet s'en désolait; il était, écrivait-il, « au milieu des enragés »; lui qui avait été de la droite de la Constituante, on « l'avait signalé aux princes comme leur ennemi ». De l'armée de Condé, foyer de la plus folle des intransigeances, s'envolaient des lettres pleines d'extravagance. En France même, si l'on en croit Mallet, « les prêtres ne gardaient aucune mesure, prêchant la Royauté et la restitution des biens d'Église », et les émigrés rentrés étalaient des espérances qui, écrivait-on de France, « faisaient plus de mal à la cause de la Monarchie que la Convention même ».

C'était surtout autour du comte d'Artois que se déchaînaient les pires extravagances, et cet aimable Bourbon, le futur Charles X, constituait à lui seul un des plus grands obstacles au rétablissement de sa Maison : gracieux et beau prince, frivole et superficiel, écervelé et fanfaron, il se dépensait, le sourire aux lèvres, en ces propos audacieux, en ces démarches irréflechies et vaines, mais compromettantes, que son frère

ainé, suivant son humeur du jour, raillait ou blâmait.

D'ailleurs le comte d'Artois ne perdait-il pas une occasion d'affirmer qu'il rentrerait le premier en France, l'« épée d'Henri IV » à la main, pour y rétablir la « monarchie de ses pères », les privilèges de sa bonne noblesse dont les représentants les plus haut titrés vivaient près de lui, et les pouvoirs de l'Église, pour châtier tous les coupables parmi lesquels il englobait un Mounier ou un La Fayette au même titre qu'un Tallien ou un Barras. Trompés par ses allures avantageuses et ses fanfaronnades, beaucoup de gens avaient cru longtemps qu'il serait le chevalier porte-glaive de la contre-révolution, se mettrait, au jour donné, à la tête d'une expédition qui, débarquant dans l'Ouest, viendrait donner à l'insurrection vendéenne, toujours près de s'affaïsser, une force, disait-on, incomparable. En réalité plus brave en paroles qu'en action, il redoutait l'aventure et, inconscient de l'opprobre dont il se couvrait près de ses amis, ajournait son départ pour une foule de mauvaises raisons.

En 1793, la Vendée, encouragée par les bruits venant de Paris, eut un nouveau sursaut de révolte; les bandes qui s'étaient égaillées se reformaient; la Bretagne, l'Anjou, la Normandie paraissaient prêtes à reprendre les armes: « L'arrivée imprévue d'un prince de la Maison dans la Vendée, écrira d'Andigné, un des chefs, devait donner au parti royaliste une force et un ensemble qu'il n'avait pu obtenir jusqu'alors. Les chefs de ce parti avaient senti mille fois le besoin d'un nom. » Les Anglais consentirent à embarquer, en juin, tout un corps d'émigrés qu'on devait descendre à Quiberon. Le prince avait promis de participer à l'expédition, mais il se déroba encore. On sait ce qu'il advint. A la vérité, le comte d'Artois allait-il, en septembre 1793, essayer de réparer l'affreux accroc fait à son honneur en s'embarquant enfin: il parut à l'île d'Yeu avec un petit corps; mais il était trop tard: l'Ouest ne répondait plus aux appels du prince qui se rembarquera pour ne plus reparaitre. Par surcroît, loin de surexciter le parti royaliste à l'intérieur, cette tardive tentative le desservira: parce qu'un instant, un Bourbon, connu pour ses opinions ultra-contre-révolutionnaires, aura fait mine de venir, à main armée, — et en vain du reste, — rétablir les institutions anciennes, les royalistes modérés

autant que les libéraux hésitants abandonnaient, momentanément au moins, toute idée de concourir à une restauration qui, ramenant avec le Roi, si entêté dans ses idées de droit divin, les « enragés » que Malouet voyait s'agiter autour des princes, les exposerait à être promptement rejetés par la Nation, ce qui amènerait de nouvelles convulsions.

LES RÉVOLUTIONNAIRES DE TOUTES NUANCES REFORMENT UN BLOC

L'événement de Quiberon avait paru, aux révolutionnaires de toutes les nuances, chance inespérée. Depuis quelques mois ils se regroupaient. Les thermidoriens qui, d'abord, avaient, par entraînement ou politique, favorisé la réaction, s'en alarmaient maintenant si vivement qu'il cherchaient, Tallien comme Barras, un prétexte à donner un fort coup de barre à gauche. Les émeutes populaires déchainées les 12 germinal et 1^{er} prairial par la famine les en avaient empêchés; jetant le peuple, qualifié maintenant de « populace » par la Convention, contre les Tuileries, elles avaient, à deux reprises, amené l'invasion de l'Assemblée par ceux qui se proclamaient « les ventres creux » et « les mains noires »; les malheureux réclamaient « du pain », mais le besoin de faire peur aux « pourris » qu'on disait des « traîtres à la Révolution » leur avait fait crier aussi qu'il fallait mettre en application la constitution de 1793 et revenir à la Terreur; les derniers restes de l'Extrême Montagne, qu'on appelait « la Crête », avaient accueilli, en prairial plus encore qu'en germinal, ces redoutables visiteurs; pendant une heure, la Convention était restée envahie, l'Assemblée vaincue. Ces derniers jacobins avaient paru les maîtres, organisant un gouvernement provisoire révolutionnaire qui avait sombré quand les muscadins, armés de leurs gourdins et bientôt suivis de la troupe, eurent chassé de l'enceinte législative les misérables qui l'avaient envahie. La Convention s'était vengée de la peur éprouvée en jetant les « Crétois » à l'échafaud, dix députés montagnards qui moururent en se proclamant « les derniers des Romains ».

Mais la réaction qui s'en était suivie avait effrayé Tallien lui-même et ses amis. La populace n'était plus à craindre ni la Montagne dépeuplée; tout retour offensif des anciens « clu-

bistes » frappés après thermidor devenait impossible; le parti thermidorien était donc rassuré sur sa gauche. Par ailleurs, les déclarations des Princes, les propos des émigrés et des prêtres jetaient l'alarme parmi les « régicides » du parti; ils avaient tenté d'obtenir des assurances de pardon et d'oubli; Tallien, Barras avaient fait sonder « Louis XVII »; ils avaient été alors rebutés; ils pouvaient tout redouter d'une restauration; mais ils en arrivaient à tout redouter aussi d'une réaction, même sans restauration bourbonnienne. L'impopularité, tous les jours plus manifeste, de la Convention en bloc, le mépris évident qu'encourageaient les trois quarts de ses membres, l'espèce d'horreur qu'inspiraient les régicides, même thermidoriens, faisaient appréhender par ceux-ci une disgrâce qui, les électeurs appelés sous peu à élire une nouvelle Assemblée, se traduirait sans doute par l'effondrement du groupe et la perte du pouvoir. Or ils prévoyaient que, dépouillés du pouvoir, ils seraient voués au pire sort, sans même que « le Roy » eût à s'en mêler. Un observateur avisé écrivait que, pour ces gens, « il n'y avait pas de milieu et qu'il fallait régner ou périr ». Barras le pensait et déjà Tallien le disait. C'est pourquoi, maintenant, ils voulaient se rapprocher de leurs anciens compagnons terroristes, relever le parti jacobin de son abaissement, se fortifier de ses débris. C'est pour plaire à ces misérables que Tallien, envoyé à Quiberon, n'avait pas craint de se couvrir du sang de cinq mille royalistes massacrés sur son ordre.

Par ailleurs, les thermidoriens faisaient appel à la solidarité de tous les révolutionnaires : les Comités de la Convention faisaient afficher la déclaration de Louis XVIII « avec un commentaire dans le dessein de démontrer aux patriotes de 89 que ce monarque n'entendait pas les épargner plus que les républicains et que la Royauté ne reviendrait qu'avec la noblesse, les privilèges et le despotisme ». Ils trouvaient quelque écho au centre et jusque dans la droite de la Convention. On recevait des nouvelles du Midi où les royalistes pourchassaient les jacobins « et leurs complices », en englobant dans ces « complices » tous ceux qui, depuis 1789, avaient, sans tomber dans les excès de la Terreur, servi la Révolution. Devant ces incidents, les « révolutionnaires » de toutes les époques oubliaient les griefs qui les divisaient. Lorsque, un

mois après Quiberon, les thermidoriens célébrèrent en un banquet l'anniversaire de la chute de Robespierre, on vit à ce banquet un pêle-mêle de députés de tous les bancs ; on y flétrit tous les tyrans, on y fit serment de mourir plutôt que de souffrir le retour du despotisme ; Lanjuinais qui, la veille, était tenu pour néo-royaliste, parla dans le même sens que Tallien lui-même aux applaudissements unanimes des convives.

Dans le pays aussi, les divers partis révolutionnaires se bloquaient ; en tout cas montrait-on, de l'aveu de certains observateurs royalistes, une « aversion » renouvelée pour les émigrés et les princes en exil. Les régicides espéraient exploiter cette autre espèce de « réaction » pour s'imposer derechef à l'opinion. Le mouvement regroupait les révolutionnaires et leur clientèle. Hantés par le souvenir du 21 janvier, — « le 21 janvier est là », écrivait-on, — ils travaillaient de plus en plus à se constituer en une oligarchie qui se perpétuerait au pouvoir. Mais, la Convention se sentant usée, il fallait cependant qu'on donnât satisfaction à l'opinion réclamant une Constitution nouvelle et une nouvelle Assemblée. Il était même opportun qu'on profitât du mouvement qui, depuis Quiberon, paraissait, au dire de Mallet, avoir rejeté tout le monde du côté républicain. C'est pourquoi on hâta les travaux de la Commission de constitution.

UN NOUVEAU PARTI SE PRONONCE POUR UNE RÉPUBLIQUE LIBÉRALE

Le centre y dominait, et même la droite ; rejetés par les déclarations du « Roy » à la République, ils n'en restaient pas moins des bourgeois conservateurs, et les émeutes du printemps n'avaient fait que les confirmer dans leur horreur de « la populace ». Ils bâtissaient une Constitution qui, plus que jamais, excluait, — article essentiel, — de la cité politique la masse du peuple. « Un pays gouverné par les propriétaires, avait déclaré Boissy d'Anglas, est dans l'ordre social : celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature. » La Constitution de 1793 avait naguère établi le suffrage universel : il ne se trouva pas, en 1793, un seul député pour en réclamer le maintien et le système électoral serait nettement censitaire. Quant à la Constitution elle-même, qui créait à la tête de l'État un Directoire et, à côté de lui, deux Conseils

composant le Corps législatif, elle paraissait devoir prévenir les excès d'une assemblée unique, maîtresse, comme la Convention, de l'exécutif comme du législatif. La Constitution de l'an III était bien œuvre de réaction ; mais, pour ses auteurs, elle asseyait la République et stabilisait la Révolution.

Pour les thermidoriens régicides, elle devait assurer avant tout leur propre maintien à la tête des affaires ; la Convention espérait se perpétuer en immense majorité dans les Conseils. Mais la Constitution n'était pas encore votée que déjà cet espoir paraissait vain. Si « le royalisme » restait en baisse, si « tout le monde, au dire de Mallet, paraissait (pour une heure) devenir républicain », l'opinion n'en demeurait pas moins hostile aux anciens terroristes, aux régicides et, d'une façon plus générale, à la Convention tout entière. Une Anglaise, Mrs Williams, alors à Paris, écrivait que « tout le monde était d'accord pour exclure tous les députés actuels ». La police rapportait des propos qui confirment pour nous les dires de cette étrangère.

Un parti se constituait, paraissant devoir recueillir les suffrages qui se refusaient aux conventionnels sortants. Rebutés par l'attitude des princes et restant fidèles aux principes de 1789, nombre d'anciens partisans de la Révolution, gens modérés et raisonnables qui, la veille, eussent accepté une Monarchie constitutionnelle, se résignaient à la République, mais ils entendaient que celle-ci se fit conciliante et accueillante, rapportât les décrets de proscription, rétablît l'union des citoyens en n'en excluant que les hommes de sang. Des royalistes, jugeant provisoirement la partie perdue, en attendant une heure plus favorable, s'agréaient à ce parti qui semblait devoir l'emporter.

Les régicides seraient les principales victimes de ce mouvement ; aussi déclaraient-ils à tous les échos, — c'est le jeu qui servira si souvent, — que « la République était menacée ». Tallien s'écriait : « Avant trois mois, la contre-révolution sera faite constitutionnellement. » Et ce cri de colère était un terrible aveu. Mais ces gens n'étaient pas hommes à se laisser éliminer, même « constitutionnellement ». La meilleure preuve de la violente réaction qui se déchainait contre la Convention tout entière, ce sont les fameux décrets que l'Assemblée annexa à la Constitution, votée le 5 fructidor

an III. Le premier portait que les deux tiers des députés du Corps législatif seraient obligatoirement pris parmi les membres sortants de l'Assemblée qui allait se dissoudre. Il fut voté ce même 5 fructidor. L'opinion se souleva ; les rapports de police sont unanimes : on déclarait, à tous les coins de rue, que l'on désobéirait au décret, qu'on n'élirait que des hommes nouveaux. On ne voulait plus de ceux qu'on appelait « les perpétuels ». C'est pourquoi, par un second décret, plus abusif encore que le premier, l'Assemblée s'enfonçant dans l'arbitraire, décidait que, au cas où les électeurs n'auraient pas réélu les cinq cents conventionnels constituant les deux tiers du Corps législatif, ce nombre serait complété par la Convention elle-même : avant de se séparer, elle choisirait dans son sein ces singuliers « représentants du peuple souverain ». L'indignation fut alors extrême.

A la vérité, la Convention, comme pour se couvrir, soumettait-elle avec la Constitution les décrets au plébiscite ; mais aussitôt tous les moyens de pression et d'intimidation étaient mis en jeu pour arracher au corps électoral une approbation que l'opinion se refusait à donner. Non content de faire partout afficher de nouveau, ce qui était de bonne guerre, la proclamation de Louis XVIII, qui, peut-être, déciderait les libéraux à épauler « les républicains », même jacobins, on organisait une sorte d'état de siège en appelant les soldats à Paris. Malgré tout, les décrets paraissaient devoir être rejetés. Il est probable qu'ils le furent ; mais on n'en proclama pas moins qu'ils étaient approuvés par 263 000 voix contre 93 000, « fraude manifeste », écrit Mallet, et un diplomate étranger : « tour de force et de gibecière ». Dans le département de Paris, où il était moins facile de frauder, on dut proclamer que 21 734 voix s'étaient prononcées contre et 1156 seulement pour. Et cependant des milliers de gens s'étaient abstenus, preuve que l'« indifférentisme », signalé déjà dix mois avant, avait fait d'effrayants progrès.

Mais à peine les opérations électorales étaient-elles commencées, et les premiers résultats connus, que l'on put prévoir qu'en dépit de tout, la faction au pouvoir allait sombrer. Si en effet on réélisait des conventionnels, c'étaient surtout les membres de la droite et du centre restés étrangers au régicide ; aussi bien les deux tiers ne seraient certainement

pas atteints et, de fait, à peine 376 allaient être réélus sur les 500 exigés par les décrets et la Convention était-elle acculée à nommer elle-même les 124 manquants, ce qui soulignerait le caractère odieux de ces décrets.

Encouragés par la violente opposition qui se manifestait, les royalistes crurent possible d'exploiter incontinent le soulèvement des esprits en déchainant une émeute qui, sans plus attendre, mettrait fin au régime. Ce fut la journée du 13 vendémiaire, au cours de laquelle les sections royalistes se firent écraser. Sous la menace des premières heures, le parti thermidorien avait, dans la Convention même, repris son empire; c'était Barras qui avait pris en main la défense des Tuileries et, avec l'appui d'un jeune général alors obscur, qu'on appelait Buonaparte, étouffé l'essai de révolution royaliste. L'opinion parut flotter derechef : les royalistes faisaient encore peur à bien des gens; à les voir recourir aux moyens violents, les modérés se séparaient tous les jours davantage de ces maladroits. Le tiers nouveau des Conseils était presque entièrement composé de ces modérés : pas de doute qu'aux élections de l'année suivante (le Corps législatif était renouvelable par tiers chaque année), on n'enlevât la majorité; on pouvait attendre cette échéance avec confiance. Cependant, profitant du discrédit momentané qui, suite de l'insurrection royaliste manquée, atteignait la réaction, les deux Conseils élus ne portaient au Directoire que des régicides de nuances politiques, à la vérité, un peu différentes et le tour était joué : les « perpétuels » se perpétuaient.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

VISITE AUX PUIITS DE PÉTROLE DE L'IRAK

ÉCHELLES DU LEVANT

Caïffa... vingt-quatre siècles d'existence et rien, — ne fût-ce que les débris d'une muraille phénicienne, — qui témoigne de cet âge vénérable. Ville banale dans le magnifique cadre des pentes du Carmel, parsemées de jardins et de chalets. Ville trilingue où les plaques indicatrices échelonnent l'anglais, l'arabe et l'hébreu.

Des amis sont venus nous prendre à bord ; tous sont des ingénieurs de l'*Iraq Petroleum*, et nous nous rendons avec eux aux bureaux de la Compagnie, consortium international où notre pays est représenté par la Compagnie française des pétroles. Son but est la mise en valeur d'un territoire de 90 000 kilomètres carrés, qui s'étend de la rive gauche du Tigre à la frontière persane, englobant la majeure partie des déserts mésopotamiens. Les obstacles qu'il faut vaincre (l'absence de routes, le manque d'eau, l'hostilité du climat, l'extrême rareté de main-d'œuvre locale) et l'obligation de tout créer, de tout importer, donnent à l'entreprise un caractère vraiment colossal.

J'avoue que le tableau ultra-moderne que l'on nous montre me passionne beaucoup plus que ne l'auraient fait des ruines phéniciennes. Sur une grande carte où s'étale le Proche-Orient, de la Méditerranée à Bagdad, les deux branches de la

gigantesque conduite (2000 kilomètres de tubes d'acier) qui reliera bientôt Kirkouk, centre du gisement pétrolifère du même nom, aux ports de Caïffa et de Tripoli, sont indiquées par de gros traits noirs. Des fils de couleurs variées, que supportent des épingles, expriment l'état des travaux, et leurs progrès enregistrés au jour le jour, la longueur et la position des secteurs achevés, tant pour la conduite elle-même (le *pipe-line*, selon le terme américain) que pour la route et la ligne télégraphique qui l'accompagnent. Des drapeaux marquent les puits forés à la recherche de l'eau, dans l'immensité des déserts; d'autres indiquent les terrains d'atterrissage, déjà prêts, les stations à population sédentaire et les camps volants, qui se déplacent à mesure que de nouveaux chantiers s'ouvrent. Bref, c'est un « tableau vivant » sur lequel les chefs n'ont qu'à jeter un coup d'œil pour savoir où en est la bataille industrielle qu'ils livrent sur l'immense échiquier...

Et voici, dans son cabinet de travail sobrement meublé, dont les fenêtres ouvrent sur la baie d'Acre, ourlée de l'or de ses grèves, celui qui dirige le combat, M. George W. Dunkley, jeune encore, de haute taille et d'allures dégagées, le général d'une armée de douze mille hommes, lancée à la conquête du pétrole de Mossoul. Malgré les lourdes responsabilités et l'écrasant labeur qui pèsent sur lui, il sait recevoir ses visiteurs étrangers de la façon la plus cordiale; et l'accueil de ce grand capitaine d'industrie me restera comme l'un des plus chers souvenirs du voyage...

Saint-Jean-d'Acre... Petite ville pittoresque endormie dans ses ruines magnifiques... En sortant de Caïffa, la route, qui contourne l'immense baie, passe devant quelques dattiers anémiques: tout ce qui reste de la vaste *paumeraie* dont les annalistes des Croisés vantent la splendeur... La branche méridionale de la gigantesque conduite de l'Iraq Petroleum commence au ras des vestiges de l'antique forêt...

Tripoli dans sa ceinture de vergers... Le château-fort des comtes de Toulouse garde sa fière allure, au-dessus des mosquées et de leurs minarets... El Mina, le port de Tripoli, achève de s'organiser pour déverser l'huile mésopotamienne dans les soutes des citernes flottantes, qui la transporteront aux raffineries du Havre et de l'Étang de Berre...

EN ROUTE POUR LA MÉSOPOTAMIE

Le grand voyage commence : en route vers le désert, la Mésopotamie et Bagdad ! Nous sommes revenus à Beyrouth ; nous y avons réduit nos bagages au minimum qu'imposent quatre mille kilomètres de trajet ; automobiles et aéroplanes sont réfractaires au transport des malles ! Nous aurons, pour quelques jours, un compagnon charmant et le plus précieux des guides avec le capitaine Deleuze, ancien officier des méharistes de Syrie, passé au service de l'Iraq Petroleum : il est chargé des rapports entre la Compagnie et les tribus nomades. Faite pour rouler n'importe où, sa voiture pilotée par un Arménien, M. Sarquis, comporte, à l'arrière de la carrosserie, un gros cylindre de tôle séparé en deux compartiments, le plus grand réservé à l'eau potable, et l'autre à l'essence. Une pelle et cinquante mètres de corde, utiles en cas d'enlèvement, complètent l'outillage « désertique »...

Partis de bonne heure, nous suivons la magnifique route qui relie Beyrouth à Tripoli, en suivant le littoral au pied du Liban.

Dès la traversée de Tripoli, nous apercevons le *pipe-line* ou, plus exactement, la boursofflure de la tranchée au fond de laquelle il s'allonge sous un mètre de remblais ; une ligne télégraphique, construite par l'Iraq Petroleum et qui côtoie son tracé, échelonne ses poteaux blanchâtres qui seront comme notre fil d'Ariane dans les solitudes, jusqu'au delà du Tigre...

Homs, l'antique Émèse, qui commande les principales routes de Syrie... C'est devenu l'entrepôt général de la branche septentrionale du *pipe-line*, à l'orée du grand désert où s'allonge déjà son serpent d'acier. De Tripoli, les trains apportent leurs cargaisons de tubes ; ils les déchargent à quelques centaines de mètres de la grande mosquée, dont minarets et coupes dominent de leur aveuglante blancheur le labyrinthe des ruelles tortueuses, aux maisons noires construites en basalte...

Le camp de la Compagnie, où s'exerce une activité qui ne connaît ni trêve ni repos, oppose un curieux contraste à la somnolence de la vieille cité musulmane, d'un fanatisme si rigoureux que les chrétiennes n'y peuvent sortir dévoilées.

Symétriquement rangées autour des bâtiments modernes où les ingénieurs et les dessinateurs poursuivent leurs calculs et parachèvent leurs plans, les tubes dressent d'imposantes pyramides. Sous les yeux écarquillés des oisifs qui, de l'autre côté de la clôture de ronces métalliques, assistent à l'intense vie des chantiers, des Kurdes athlétiques, secondés par de puissantes grues, chargent les conduites sur d'énormes camions, spécialement construits pour leur rude besogne : selon la capacité du modèle, c'est vingt ou quarante tonnes d'acier qu'ils vont transporter au fond des déserts...

UN VILLAGE DANS LE SABLE

Partis de Homs vers la fin de l'après-midi, nous n'avons pas tardé à sortir de la verdoyante vallée de l'Oronte pour nous plonger dans le désert syrien. De minuscules oasis entourant de petits villages aux maisons coniques se succèdent en une chaîne qui s'éclaircit progressivement jusqu'au dernier hameau, groupe d'une vingtaine de chaumières, elles aussi construites en forme de ruche, sous l'enduit de plâtre et de fumier.

Que pourrais-je bien noter devant la nudité de l'immense plaine rougeâtre et son impression d'infini ? Rien ne se dresse (ne fût-ce que la saillie d'un rocher) sur son horizon rigide. Des touffes d'herbes hautes d'une main, nées des pluies de l'hiver, et qui disséminent çà et là leurs brindilles flétries, attestent seules que ce champ de mort peut produire une vie misérable...

Des tentes blanches, deux grands réservoirs que le soleil enveloppe de reflets argentés, des baraquements aux toitures de tôle... Nous atteignons le premier « point d'eau » ; l'Iraq Petroleum Co a foré là trois puits qui ont rencontré la strate aquifère à quelque trente mètres de profondeur. Leur débit est destiné à l'alimentation d'une station de pompage, éloignée d'une cinquantaine de kilomètres, que nous visiterons cet après-midi. Nous nous engageons sur une piste plus large et mieux entretenue, qui relie Homs à Palmyre et dont le *pipe-line* emprunte le tracé. Nous faisons halte à Forplos (ou Furklus), l'unique village qui existe dans un rayon d'une centaine de kilomètres. Un personnage nous y accueille vêtu

d'une façon de soutane, aussi noire que sa barbe touffue; les yeux sont vifs, sous le front intelligent, basané comme tout le visage; la médiocrité de la stature est rachetée par les épaules robustes; le manche d'une hache est serré par des doigts noueux, l'âge doit être de trente à trente-cinq ans.

Pour deux raisons, j'hésitais à saluer en lui un ecclésiastique : je me croyais en pays musulman et, d'un premier coup d'œil, j'avais remarqué que des tatouages bleutés lui couvraient à profusion les mains jusqu'au delà des poignets. Mais il m'apprend qu'il est bel et bien le curé du village. Il s'exprime plus volontiers en arabe qu'en français, dont il semble ne posséder qu'une connaissance rudimentaire; mais nous découvrons que nous pouvons nous entretenir beaucoup plus facilement en espagnol, qu'il parle avec aisance et correction.

J'exprime le désir de visiter l'église, dont nul signe extérieur ne m'a révélé l'existence. Le brave prêtre nous guide à travers une vaste cour, encadrée par les toitures plates de petites maisons, recrépies d'une chaux aveuglante :

— Peut-être voudriez-vous voir d'abord notre école? Vous en excuserez l'état : nous sommes pauvres...

Nous pénétrons dans une salle chichement meublée de tables sur tréteaux et de bancs. A l'attitude de la quinzaine d'élèves, dont trois fillettes, nous comprenons que le curé de l'humble village en est aussi l'instituteur. L'hymne arabe qu'il leur fait chanter, en notre honneur, révèle des voix justes et bien accordées, que nous applaudissons de tout cœur. Les quelques livres fort usagés qui s'offrent çà et là à nos regards, sont imprimés en cette même langue. Mais, me penchant sur un cahier ouvert devant un élève, j'y lis, tracée d'une calligraphie hésitante, une phrase de français. Et, non sans émotion, j'en fais la remarque, ce qui nous vaut cette belle confession du bon curé :

— Je leur apprend le peu de français que je connaisse. Il faut que tous les jeunes Syriens soient élevés dans l'amour de la France, qui est notre mère adoptive...

Et, sur un signal, toute la bande dressée nous fait le salut militaire, en criant joyeusement :

— *Bond'jour !*

Traversant une cour après une rue, nous pénétrons dans l'église; le mot de chapelle lui conviendrait certes beaucoup

mieux. Plus spacieuse et plus haute que les lieux d'habitation, sous son toit en terrasse qu'une croix de bois décore, elle évoque les mœurs simples des premiers chrétiens ; la peinture claire des murailles fait oublier le manque de tableaux ; l'autel s'orne de faisceaux de palmes vertes et de branches d'olivier...

J'apprends que les catholiques entrent pour les deux tiers dans le chiffre de la population, qui est de cinq cents âmes, les musulmans se groupant dans le quartier aux maisons coniques.

— On ne se querelle pas entre les deux éléments ?

— Oh ! le sang coulait souvent, jadis !

— Et, désormais ?...

— La paix règne, depuis la venue de la France.

— Alors, si elle parlait de Syrie, comme certains l'y invitent ?...

Les mains tatouées s'étreignent en un geste qui est à la fois de prière et d'angoisse :

— *Dios mio !* Que ce jour-là ne se lève jamais !...

DANS LA TOURMENTE DE SABLE

De nouveau, le désert, jalonné par les poteaux de la ligne télégraphique construite par l'Iraq Petroleum et leurs deux fils de cuivre rouge : l'unique marque qui nous prouve que d'autres humains sont déjà passés par ici. Point de route visible : le sable a nivelé les ornières creusées par les pesants camions qui rapportent chaque jour de Homs leurs vingt ou quarante tonnes de tubes d'acier.

Il nous faut accélérer notre vitesse ; des signes de mauvais augure inquiètent notre chauffeur. Depuis un instant, j'avais remarqué un bizarre phénomène ; ça et là, de petites colonnes de poussière semblaient surgir tout d'un coup du sol ; un moment, elles tournaient nonchalamment sur leur base, puis disparaissaient, en s'effondrant dans l'air apparemment calme. Leur nombre, leurs dimensions et leur durée augmentent maintenant sans arrêt ; ce sont bientôt d'énormes fûts grisâtres qui tourbillonnent dans une direction commune, se frôlant, se heurtant, s'incorporant les uns aux autres... C'est la tempête de sable qui se lève, le fléau qui, même pour

les Bédouins accoutumés, double l'horreur de ces régions maudites...

Nous atteignons, dans la tourmente, le poste « T-4 » : empiacement de l'une des quatre stations de pompage qui, sur la branche septentrionale du *pipe-line*, refouleront le pétrole mésopotamien sur le port de Tripoli. Le vent souffle en rafales, aveuglant. Nous sommes accueillis par des jeunes hommes, la plupart Français, qui ont eu soin de boucler leurs lunettes imperméables, appareil qu'il faudrait avoir toujours sur soi, quand on s'aventure dans le désert, mais que j'ai eu l'imprévoyance de loger au fond de ma valise. Ils nous font les honneurs de leur camp : des baraquements à doubles parois de tôles ondulées et des tentes.

Autour des pompes munies de moteurs Diesel, un aérodrome assurera le bon atterrissage des avions ; un garage hospitalisera les véhicules automobiles ; magasins, entrepôts, ateliers de réparations, groupe électrogène pour l'éclairage, chalets confortables pour le personnel, compléteront la petite cité ; un fortin recevra sa garnison de gendarmes. Une conduite apportera l'eau de sources lointaines et favorisera la création d'une oasis et de jardins ; pour le moment, elle est fournie par un réservoir qu'alimentent des auto-citernes.

Mais rien ne saurait triompher du bel enthousiasme de ces jeunes gens, qui ont abandonné le confort de leurs villes européennes et sont venus se battre contre le désert syrien et ses éléments hostiles. Ils nous reçoivent dans une salle dont les tables sur tréteaux étalent des plans ; bien que la tempête ne souffle que depuis un quart d'heure et que portes et fenêtres soient closes, une pellicule de grains de sable recouvre déjà les papiers...

Il nous faut abandonner le refuge et nous livrer à la tempête, dont la fureur a redoublé...

Nous rencontrons un gros camion de la Compagnie que le vent, qui nous pousse par derrière, empêche d'avancer ; à travers les vitres closes, qui me procurent une sensation d'étouffement, nous en apercevrons d'autres, un peu plus loin, dans la même situation d'attente. La visibilité diminue entre les tourbillons d'une poussière qui s'épaissit, de seconde en seconde. Le chauffeur doit serrer d'assez près les poteaux télégraphiques, sous peine de se tromper d'orientation.

Nous nous arrêtons au *caracol* d'El-Beïda. Les Turcs avaient édifié de ces fortins tous les trente-cinq kilomètres, à travers le désert syrien. Celui-ci tombe en ruines. Un peloton de la Légion étrangère, chargé de surveiller la piste entre Homs et Palmyre, y a dressé son camp. Des hommes, stoïquement, restent debout sous la rafale, en lui tournant le dos; et d'autres, entre les murailles ébréchées, se sont accroupis autour d'un feu de racines. Deux ou trois familles de nomades aux pittoresques haillons s'entassent au pied d'un mur, à l'abri du vent qui souffle du froid, sous ses avalanches de sable. Quelques mulets tout bâtés attendent la fin de la tempête pour aller quérir les approvisionnements de la petite garnison, à Palmyre. Un soldat, que j'interroge en lui offrant une cigarette, me montre le puits, proprement maçonné, d'où les Bédouins tirent une eau saumâtre, d'un goût légèrement sulfureux. Je le crois sans peine quand il m'affirme qu'il en boit à contre-cœur et qu'il donnerait la préférence au « pinard », s'il avait le choix. Malgré la taille et les traits, qui décèlent une origine scandinave (ou peut-être anglo-saxonne), ce coureur d'aventures a l'accent parisien...

Pendant cette pause, qui n'a guère duré plus de cinq minutes, la violence de la tempête s'est encore accrue. Nous voyageons maintenant *dans* une muraille: c'est l'expression qui rend le mieux ma pensée, la comparaison avec le *pea-soup* (soupe aux pois) des brouillards londoniens m'apparaissant insuffisante. Le sable impalpable qui tourbillonne autour de nous est si dense qu'il forme une masse homogène et compacte, au travers de laquelle le soleil de cinq heures ne laisse plus filtrer que des lueurs de cave: rien n'est visible au delà d'une distance de trois à quatre pas. Et c'est réellement sinistre, angoissant aussi...

Brusque coup de volant: nous avons évité de justesse une automobile qui venait en sens inverse et qui, par bonheur, avait allumé ses fanaux, ce que nous nous empressons de faire. Un peu plus loin, notre moteur se met au ralenti; puis, la voiture s'immobilise. La panne dans l'ouragan! Et nous sommes encore à quinze ou vingt kilomètres de Palmyre... Mais notre chauffeur s'est déjà dépouillé de son paletot; étendu sous le châssis, il cherche l'accroc, puis se redresse pour nous assurer que la réparation ne lui demandera qu'un quart d'heure...

L'année dernière, trois touristes dont l'automobile n'avait pas le dispositif spécial dont la nôtre est pourvue (un double filtre qui barre l'accès du moteur aux poussières), furent arrêtés dans la tourmente, loin de la piste abandonnée à leur insu. Un aéroplane militaire expédié à leur recherche découvrit d'abord la voiture : dissimulés sous un linceul de sable, les corps furent retrouvés plus difficilement. Torturés par la soif, les malheureux avaient en vain demandé au désert le puits sauveur...

Cependant, après avoir bataillé plus de vingt minutes à rafistoler un ressort, Sarquis réapparaît de dessous le châssis, crachant du sable et frottant ses yeux brûlés. Et nous fonçons de nouveau dans la muraille opaque, à la vitesse réduite qu'autorise une médiocre visibilité. Nous n'avons pas parcouru cinq kilomètres que les ténèbres se dissolvent comme par enchantement...

PALMYRE. — LE « PIPE-LINE » EN CONSTRUCTION

Nous voici à Palmyre... Levé dès l'aurore, je médite sous la lumière exquise d'un ciel lilas. Les ruines se détachent à peine sur leur arrière-plan de montagnes, dont l'ocre brun attend les premiers rayons du soleil pour s'éclaircir et se dorer, en même temps que les colonnes se vêtiront d'une teinte rose qui s'accentuera, touche par touche...

Dès la fin du déjeuner, nous nous mettons en route pour aller inspecter les travaux du *pipe-line* à cent kilomètres vers l'est.

Nous empruntons les ruelles sinueuses de l'oasis, qui enserre presque complètement le temple de Bèl, avant de s'étendre vers le sud et vers l'est. Palmiers, oliviers, planches de salades et de légumes sont enfermés dans des enclos de formes irrégulières et de dimensions variées, limités par de petits murs en torchis qui laissent passer, au ras du sol, les canaux d'irrigation. Des femmes, au visage tatoué de bleu, bavardent aux seuils de maisons arabes, construites en bonne partie de fragments de colonnes et autres pierres ouvrees, qu'ont fournis les ruines...

Une demi-heure de course sur la piste sablonneuse, et nous sommes en vue d'Erek (ou Arak). A quelque distance de ce

hameau de cent vingt âmes, édifié près d'une source, l'Irak Petroleum a foré huit puits, profonds de cinquante à quatre-vingts mètres, dont trois seulement ont atteint la strate aquifère. L'eau qui est pure, malgré son léger goût sulfhydrique, alimente des réservoirs établis à « T-3 », l'une des quatre stations de pompage de la branche septentrionale du *pipe-line*. La conduite qui relie le point d'eau à la station est protégée par les méharistes syriens...

Nous voici bientôt sur les chantiers du *pipe-line*, ouvrage important par lui-même, mais que les circonstances rendent colossal ; il s'agit, je le rappelle, de relier à deux ports méditerranéens les champs d'huile de Mésopotamie, plus connus du public français sous le nom de « pétrole de Mossoul ». Formidable besogne qui comporte, avant tout, la pose de près de 2000 kilomètres de tubes, soit 120 000 tonnes de tuyaux d'acier qu'il a fallu transporter à travers des régions désertiques, privées autant de routes que d'eau, et les souder bout à bout, avant de les ensevelir dans une tranchée profonde d'un mètre. Deux branches composent l'immense réseau, qui affecte la forme de la lettre Y : elles ont en commun leur point de départ, Kirkouk, petite ville proche du premier gisement mis en valeur, traversent côte à côte, en franchissant le Tigre et l'Euphrate, l'occident de la Mésopotamie, et se séparent près de Haditha, sur la rive droite de ce dernier fleuve, l'une obliquant vers l'ouest et vers Tripoli (c'est la branche dite septentrionale), en traversant la Syrie, tandis que sa jumelle (dite méridionale) décrit un vaste crochet dans une direction sud-ouest et traverse l'Irak, la Transjordanie et la Palestine, pour aboutir à Caïffa.

Les chantiers que nous avons sous les yeux, et qui appartiennent à la première branche, sont en pleine activité. Qu'ils soient Anglais, Américains ou Français, les membres du personnel dirigeant rivalisent d'ardeur. Tous, ingénieurs, contre-maitres ou chefs-soudeurs, ont su communiquer une bonne part de leur enthousiasme à leurs bataillons de *coolies*, manœuvres recrutés parmi les races indigènes, Syriens, Arabes, Kurdes, Assyriens. Après moins de six mois de travail effectif, la ligne est presque achevée ; la conduite git sous son mètre de remblai depuis Tripoli jusqu'au delà de Palmyre, de l'Euphrate et du Tigre.

Nous assistons aux différentes phases de l'opération, et j'ai l'espoir que le lecteur jugera comme moi qu'elle mérite une description détaillée. Je serai contraint d'employer les termes américains qui sont, d'ailleurs, très expressifs.

La première phase est le *stringing* (de *string*, corde). D'énormes camions, qui marchent jour et nuit (avec trois équipes de chauffeurs), ont apporté de Homs, l'entrepôt général relié à la côte par voie ferrée, leurs chargements de tubes, que des grues montées sur tracteurs à chenilles accumulent en tas, avant de les déposer un par un le long de la piste. Celle-ci a été précédemment tracée et nivelée à la largeur voulue par une pelle mécanique, elle aussi montée sur chenilles.

Le *trenching* (de *trench*, tranchée) intervient ensuite. Il est exécuté par une étrange machine, le *digger* (ou fossoyeur), qui vaut une description. A son avant sont deux grandes roues de fer, armées de crampons qui s'agrippent au sol, à mesure que la marche se poursuit. Abrité du soleil par une toile, le conducteur se tient debout, devant ses trois leviers. Suivent les deux chenilles; enfin, à l'arrière tourne une roue de trois mètres de diamètre, pourvue de godets aux rebords tranchants qui rongent le terrain, élèvent les déblais et les versent dans une sorte de rigole aménagée sur un côté, d'où ils retombent à l'écart dans des nuages de poussière. L'engin, qui fait honneur à l'esprit inventif de l'Amérique, peut creuser cinq mètres de tranchée par minute, en terrain friable ou peu résistant, les dimensions du fossé se mesurant par environ un mètre de profondeur et autant de largeur. L'économie de temps et de main d'œuvre est donc considérable.

Çà et là, des équipes, secondées par ces petites grues mobiles qui sont des auxiliaires merveilleux, procèdent au *pipe-in*, c'est-à-dire à l'accouplement des tuyaux. Un manchon d'acier, qui est presque de leur grosseur, et que l'on enfonce à coups de masse, maintient les conduites bout à bout. Quand douze tubes ont été ajustés ainsi les uns aux autres, ils forment une file de cent vingt mètres, prête pour le *welding* (ou soudage); et l'on commence par consolider l'assemblage en posant trois points de soudure à chaque solution de continuité.

Soulevée par les grues, la longue et pesante section repose maintenant sur d'ingénieux dispositifs, minuscules chevalets dont deux galets occupent la face supérieure. S'aidant d'un

levier dont le bras courbe épouse le contour des tubes, un seul homme peut aisément faire tourner l'énorme charge sur ces roulettes. Protégé du soleil par une ombrelle blanche qu'un aide tient au-dessus de lui, la figure cachée sous un masque spécial, le soudeur (un Européen) s'installe successivement devant chaque commissure et la soude à l'arc électrique, le tube « composite » pivotant sous le chalumeau, d'un mouvement lent et régulier. Tous ses compagnons de travail portent des lunettes noires aux verres épais.

Il s'agit maintenant de joindre cette section à celles qui forment déjà un ensemble, et que soutiennent des pièces de bois, sur le côté de la fosse : c'est le *tie-in* (de *tie*, lien). Grâce à la souplesse des grues, l'ajustage s'effectue sans encombre. Mais le nouvel ensemble ne peut pas pivoter sous le chalumeau et c'est l'ouvrier (opération des plus pénibles) qui doit tourner cette fois autour de la commissure à souder.

Sur les pas des soudeurs s'avance la première des équipes chargées du *treating* (traitement) : elle a pour mission de nettoyer l'extérieur des tubes et de le débarrasser des écailles de rouille. Une deuxième la talonne, en répandant à froid sur ces tubes un vernis (*primar*) qui servira de liant entre l'acier et l'émail à chaud. Ce premier enduit demande huit heures pour sécher, en temps normal, et trois seulement, quand le vent souffle.

La troisième phase du *treating* offre des détails pittoresques. L'émail à chaud séchant presque instantanément (en quinze secondes), l'opération doit être conduite avec méthode et rapidité. La chaudière où bout le liquide visqueux, montée sur un tracteur à chenilles, accompagne l'équipe de très près ; des manœuvres en remplissent, au robinet, de grands arrosoirs qu'ils tendent, au fur et à mesure, à l'ouvrier chargé de les vider. Cet homme (celui dont je surveille les mouvements est un jeune Bédouin bien dressé) est tenu d'avoir, à la fois, la force d'un hercule et l'adresse d'un danseur de corde, car on lui demande de marcher à *reculons*, penché en avant, et d'une vive allure, sur un tube large de vingt-cinq centimètres, en tenant à *bout de bras* un récipient qui, plein, pèse plus de cinq kilos !

J'admire de quelle façon cet enfant du désert exécute un programme aussi compliqué, et je ne m'étonne pas qu'il

reçoive la plus haute paie accordée aux ouvriers indigènes (120 piastres par jour, soit environ 25 francs). La bouche de l'arrosoir est aplatie : elle verse, sur le dessus du tuyau, un jet quasi continu que deux hommes, marchant à la même vitesse que « l'acrobate », reçoivent sur une longue et large bande de feutre, passée sous le tube, et qu'ils font aller et venir, tout en avançant, pour que l'émail soit répandu, d'une façon uniforme, en une couche dont l'épaisseur peut atteindre un demi-centimètre.

Enfin, voici la dernière des équipes chargées du *treating* : elle pousse, en l'accompagnant, une curieuse machine qui, construite sur le principe de la vis hélicoïdale, court autour du *pipe-line* en l'enveloppant d'un gros papier goudronné ; la bande se déroule de volumineuses bobines que des hommes se tiennent prêts à renouveler.

Il ne me reste plus qu'à parler du *back-filling*, suprême opération. Le grand serpent que forment les tubes soudés va dire adieu à la lumière du jour. Soulevé par les grues, il descend doucement au fond de la fosse, que s'empresse de combler une machine aux gestes quasi humains.

Les opérations que je viens de décrire sont presque toutes menées simultanément : il en résulte une activité que le cadre désertique fait paraître encore plus prodigieuse. Chaque *gang* (ensemble des équipes travaillant dans le même secteur) compte plus de six cents personnes, dont les cinq sixièmes sont des *coolies* (manœuvres indigènes) ; une trentaine d'ingénieurs, conducteurs et contremaîtres, et soixante-dix ouvriers spécialisés (soudeurs, mécaniciens, chauffeurs, etc.) complètent le total. Sur ce secteur, le *pipe-line* s'allonge, en moyenne, de quatre kilomètres par journée.

Avant de rentrer à l'hôtel Zénobie, nous rendons visite au casernement des méharistes ou, plus exactement, à la « popote » de leurs officiers, camarades du capitaine Deleuze. Tandis qu'un jeune lieutenant nous prépare un cocktail, je m'amuse à copier des « AVIS » suspendus entre deux portes :

Les visiteurs sont priés de ne pas oublier qu'ils viennent à Palmyre pour distraire les officiers méharistes. Les ruines ne sont qu'un prétexte.

Non, madame ! Les officiers méharistes n'ont pas obliga-

toirement une barbe hirsute et des cheveux mal peignés!

Je me fais expliquer comment les compagnies méharistes sont recrutées, en Syrie. On y admet, de préférence, des volontaires venus du fond de l'Arabie, guerriers dont le fanatisme musulman et xénophobe s'assouplit vite et qui font d'excellents soldats. Pour ma part, je trouve admirable que le bon renom de la France ait pénétré jusqu'au delà du Yémen et que des hommes bravent les horreurs de déserts inexplorés afin de s'engager sous ses bannières. Il leur faut plusieurs semaines de voyage dans les sables brûlants, sur leurs dromadaires de race, pour atteindre la frontière de Syrie.

AUTOUR DES « FEUX ÉTERNELS »

L'ami avec lequel je dois voyager, M. Maurice Mercier, secrétaire général de la Compagnie française des pétroles, m'annonce qu'un aéroplane est mis à notre disposition pour franchir plus commodément l'immense désert jusqu'à Bagdad, soit, avec les détours imposés par notre programme, quelque deux mille kilomètres...

A sept heures, nous partons vers le parc d'aviation, en compagnie du capitaine Deleuze et dans sa voiture. Voici notre véhicule aérien : un biplan trimoteur et de marque anglaise, nationalité qui est aussi celle du pilote et des deux hommes d'équipage. Nous sommes pesés, à tour de rôle, sur une minuscule balance posée à terre, juste assez large pour que son plateau puisse recevoir les deux pieds; et l'on en fait autant de nos valises. Successivement, les trois moteurs sont essayés et vérifiés... Un dernier geste d'adieu à nos amis Bricka, ingénieur en chef de la branche septentrionale du *pipe-line*, d'Espagne, directeur de l'*Iraq petroleum* à Beyrouth, et Deleuze, et nous roulons sur l'aérodrome. Et, bientôt, sans que la transition ait été perceptible, je constate que nous avons quitté le sol et commencé l'ascension, qui s'ébauche par larges spirales...

Bientôt je n'ai sous les yeux qu'une immensité jaune sur laquelle, çà et là, se plaque l'ombre des nuages. Parfois, des cordons de petites taches révèlent des processions de chameaux déambulant vers de lointains et hypothétiques pâturages. Et il y a aussi, sur notre gauche, la trace rectiligne du *pipe-line*

enterré, cette chose colossale qui coûtera de sept à huit cents millions de francs et qui n'est plus qu'une chose insignifiante, dans l'uniformité du panorama...

— L'Euphrate !

Très loin vers le nord, un ruban d'eau grise, que bordent de verdoyantes prairies, brille sous le soleil ; des collines basses en interceptent partiellement la vue. Un groupe de maisons blanches semble émerger de l'horizon ; d'un coup d'œil à la carte, je vois qu'il s'agit d'Abou-Kémal, petite ville syrienne d'où l'on franchit la frontière de l'Irak. Nous nous sommes rapprochés de l'Euphrate, qui décrit une série de boucles très prononcées... Un peu plus loin, le village d'El-Kâim, poste frontière de l'Irak... Nous pénétrons donc (et sans avoir fait viser nos passeports !) dans les États de Sa Majesté le roi Feyçal...

Une tente blanche, un hangar peint de noir... C'est, à l'état d'ébauche ou d'indication, la station de pompage « T-1 ». A la base d'un plateau perché sur des falaises, un petit camp ; la forme conique de ses huit tentes indique un poste militaire...

L'Apollo, qui est le nom de notre aéroplane, exécute sa descente en spirale au-dessus de Haditha, gros village ressuscitant une vieille cité assyrienne. Le grand oiseau touche le sol d'un simple frôlement... Sur l'aérodrome, nous sommes accueillis par des ingénieurs anglais aussi chaleureusement que si nous étions de très vieux amis...

Des automobiles nous ont emportés à « K-3 », la station de pompage que l'on construit en face de Haditha et sur la rive droite de l'Euphrate. Constitué par de grandes bâtisses à étages et en tôles ondulées, le poste est d'importance : les deux conduites jumelles qui convoieront le pétrole mésopotamien vers les ports de Tripoli et de Caïffa y trouvent leur point de bifurcation. On en a fait un vaste entrepôt de matériel destiné à la double ligne, ainsi qu'en témoignent les montagnes de tubes, de poteaux et autres pesants objets, rangées sur le rivage ou près des maisons. Un téléphérique fait le va-et-vient par-dessus le fleuve, transportant des tonnes de tuyaux, dont j'aperçois d'autres amas sur la rive gauche. Sous le soleil cuisant, l'activité qui règne autour de la station m'apparaît prodigieuse. Dirigées par des contremaîtres européens, coiffés presque tous du casque colonial, des bandes de Kurdes aux

traits aryens, qu'il est facile d'identifier sous les loques orientales, manipulent ces pesants fardeaux avec une aisance qu'expliquent la largeur des épaules et les muscles qui gonflent bras et mollets.

Deux cent soixante kilomètres nous séparent de notre prochain objectif : Kirkouk, l'antique cité assyrienne à laquelle la découverte des gisements pétrolifères qui l'avoisinent va rendre sa prospérité, disparue depuis des millénaires... Nous reprenons notre vol et de haut suivons le tracé du *pipe-line* : il est devenu, dans cette immense plaine désertique qui s'étend entre l'Euphrate et le Tigre, le fil d'Ariane des aviateurs... et des caravanes de chameaux !

Le Tigre!... Son ruban d'eau jaunâtre ondule à l'horizon ; il est parsemé d'îles effilées aux deux bouts comme des nacelles ; les unes verdoient, et les autres ont la couleur neutre du limon... Nous survolons un groupe de tentes et de bâtiments : « K-2 », station de pompage... Tout près, sur sa droite, un autre ensemble de constructions : c'est Baïji, le terminus actuel d'une voie ferrée qui suit le Tigre jusqu'à Bagdad...

Nous avons traversé Kirkouk et ses quartiers populeux (un vague recensement lui accorde vingt milliers d'âmes) pour déposer nos valises à la *Guest-House*, jolie maison de style arabe où l'Iraq Petroleum héberge fort généreusement ses visiteurs. Et nous repartons tout de suite vers le gisement de Baba-Gurgur.

Deux missions de géologues anglais, américains et français, respectivement organisées en 1923 et 1926, avaient fait choix de dix emplacements supposés pétrolifères sur la concession de quatre-vingt-dix mille kilomètres carrés, accordée par le gouvernement irakien à la compagnie. Commandées en Amérique, les machines à forer ne purent être mises en batterie qu'au début de mai 1927. Les ingénieurs avaient décidé de s'attaquer tout d'abord à l'aire de Baba-Gurgur. La foreuse poursuivait le creusage du premier puits et le trépan atteignait la profondeur de quatre cent soixante-cinq mètres, quand, soudain, dans l'après-midi du 14 octobre, un torrent de pétrole jaillit du trou, dressant une colonne de quelque cinquante mètres. Les chefs-sondeurs et le personnel indigène furent trempés d'huile jusqu'aux os. Lorsqu'on put enfin,

après trois journées de labeur, maîtriser le jet, et l'emprisonner sous une vanne, il avait déversé une quantité de fluide que l'on put évaluer à trois cent mille barils, soit douze mille tonnes par vingt-quatre heures, ce qui est le plus fort rendement qu'un puits ait jamais fourni, de par le monde. Le précieux liquide s'était accumulé dans des dépressions d'où il risquait de s'écouler sur des terres arables et peuplées : on dut se résigner à détruire cette fortune au moyen d'un incendie méthodique... Gigantesque « feu de joie » où les promoteurs de l'entreprise trouvaient cette consolation : l'accident démontrait l'incomparable richesse du gisement de Baba-Gurgur et justifiait la ténacité de leur foi.

Notre itinéraire nous impose, en premier, cette visite sensationnelle : le « feu sacré » qui brûle depuis des temps immémoriaux, et qui fut un lieu de pèlerinage pour maintes peuplades asiatiques, au cours des millénaires écoulés. C'est une vaste cuvette dont le sol calciné est de couleur grise ; son diamètre est d'une centaine de pas. Sur une largeur de neuf à dix mètres, toute la partie centrale est occupée par des trous arrondis, très rapprochés les uns des autres et d'une grosseur équivalant à celle d'une bouteille d'eau minérale. Un bon nombre vomissent des tourbillons de flammes verdâtres ou bleutées, produites par la combustion d'hydrocarbures gazeux qui s'échappent d'une fissure profonde, en provenance du gisement. Aux heures nocturnes, le spectacle doit être des plus impressionnants.

UN DES PLUS GRANDS GISEMENTS DU MONDE

Trente-six puits, qui se sont tous avérés comme d'abondants producteurs, ont été forés sur le gisement ; ils ont permis d'en déterminer les dimensions : 90 kilomètres de longueur sur trois de largeur moyenne, ce qui le rend plus étendu que les fameux champs d'huile de l'East-Texas et de Bakou, qui détenaient le record de la superficie. Nous ne visitons que cinq des puits espacés autour de Baba-Gurgur, en rendant tout d'abord nos hommages au célèbre *number one* : celui-là même qui prit les creuseurs à l'improviste avec sa dramatique éruption. Depuis lors, il attend, bien calme et bien sage, que l'on daigne s'occuper de lui. Entouré d'une clôture métallique, il

sommeille sous une sorte de borne d'acier (un *stopper*), dont le soleil fait luire les manettes. L'heure sonnera de lui rendre la liberté, ainsi qu'à d'autres de ses camarades, quand, au cours de l'été prochain, la gigantesque conduite sera prête à déverser son torrent annuel de quatre millions de tonnes dans les flancs des bateaux-citernes, ancrés à Tripoli et à Caïffa... Penché sur les barreaux de la grille, devant le petit appareil sous lequel somnolent d'incommensurables richesses, une réflexion m'émeut : grâce à son entrée dans le consortium international qu'est l'Iraq Petroleum, le quart de ces trésors revient à la France, privée jusqu'alors d'un produit de première nécessité qu'elle n'a pas encore rencontré en abondance sur son territoire et dans ses colonies...

Les questions que je pose à notre guide M. Cole, superintendant des gisements, pendant nos allées et venues, me valent de précieux éclaircissements. Dès que la « sonde » atteint la strate pétrolifère, on bouche le puits en y installant un *stopper*, mais non sans avoir jaugé le débit ; et le *derrick* est transporté ailleurs, avec tous ses accessoires. Les champs mésopotamiens ne présenteront donc jamais l'aspect impressionnant qu'offrent les gisements des États-Unis et d'autres régions, hérissés d'innombrables pylônes. Si les forages ont révélé la richesse quasi fabuleuse de l'aire de Kirkouk, il est impossible de l'évaluer à des dizaines de millions de tonnes près. Quand les deux branches du *pipe-line* entreront en service, au cours de cette année, il suffira d'ouvrir les vannes d'une quinzaine des trente-six puits en existence pour les alimenter des quatre millions de tonnes représentant leur capacité de transport annuelle. Si la conduite est doublée (projet que l'on envisage), la production le sera du même coup...

DANS LA VILLE DES MILLE ET UNE NUITS

Reliée à New-Street, la grand'rue qui traverse Bagdad en côtoyant presque le fleuve, par une cour plantée d'arbres qu'en tourent les bureaux et les communs, la maison de notre hôte est de style arabe : un jardin étale ses floraisons et ses arbustes entre les trois ailes du corps de logis ; une spacieuse terrasse, surplombant le Tigre dont elle forme le quai, s'allonge sur le dernier côté du quadrilatère.

Une grande barque jaune remonte le courant au ras de la terrasse ; deux femmes voilées de noir parmi les passagers, qui sont coiffés de fez ou ceints de turbans.... Deux canots manœuvrent pour tendre leur senne à travers les deux cent cinquante mètres que mesure la largeur du fleuve... Trois *kouffas* longent notre quai ; étranges esquifs, et d'un âge vénérable : on en retrouve des modèles réduits (jouets d'enfants ou ex-voto) dans des sépultures chaldéennes, vieilles de quatre à cinq mille ans. Ce sont des corbeilles rondes, tressées de palmes ou d'osier, larges de quatre mètres ou davantage, calfatées de bitume sur leurs deux parois ; fixée sur le haut de la face externe, une petite rosace de pierres bleues est d'une protection efficace contre les mauvais génies. Amarrées entre elles, les trois qui passent sous mes yeux transportent des fragments de roche et des moellons. Les mariniers halent, accrochant leurs gaffes aux moindres points d'appui que leur offre le quai.

Que reste-t-il de la Bagdad des Mille et une nuits, embellie de monuments grandioses par les Khalifes des ^{viii}^e et ^{ix}^e siècles ? Guerres intestines, invasions, décadence du monde arabe et, peut-être aussi, médiocrité des matériaux employés par les architectes, paraissent s'être liguées pour rabaisser la fastueuse capitale au rang de gros bourg, en dépit des deux cent mille âmes que lui prêtent des tentatives de recensement. Nombreuses, les mosquées manquent d'intérêt, à en juger par leur extérieur. On me dit qu'elles renferment des tapis merveilleux, mais le *roumi* que je suis doit renoncer à les voir.

Les bazars sont attrayants, plus encore par le pittoresque labyrinthe de leurs ruelles que par les marchandises qu'ils offrent, car elles manquent d'originalité. Échoppes et boutiques se disputent un espace réduit dans les allées couvertes, dont les chevrons sont peuplés de pigeons. La foule y circule avec peine ; mais ses cavaliers réussissent, à grand renfort de cris et d'imprécations, à s'y frayer un passage, et, des sacs et des caisses qui débordent des bâts, les convois d'ânes heurtent chalands et flâneurs...

La foule offre une étude intéressante. En majorité, les hommes se vêtent à la turque (veste et gilet chamarrés, culottes bouffantes, turban) ou à l'arabe (robe flottante, voile maintenu sur la tête par une corde enroulée). Fonctionnaires

et gens aisés portent le complet européen, mais se coiffent de la calotte rouge. En se promenant, seuls ou de compagnie, tous les passants égrènent, au bout du bras gauche rabaissé, leur chapelet de grains d'ambre, d'ivoire ou d'os. Comme ils ne suspendent pas cet acte, lorsqu'ils sont engagés dans une causerie, je suppose qu'il est devenu machinal. A dire vrai, je vois dans beaucoup de mains des modèles de longueur réduite qui, m'apprend M. Maurice Mercier, s'appellent en arabe des « passe-temps ». Mais la bonne règle est de toucher successivement les quatre-vingt-dix-neuf billes dont se compose l'authentique objet, en prononçant sur chacune l'un des quatre-vingt-dix-neuf attributs que le Coran prête à Dieu, et je gage que les dévots agenouillés dans les mosquées s'acquittent consciencieusement de cette pieuse expérience mnémotechnique...

Enveloppées d'une étoffe noire qui les cache entièrement, de la tête aux chevilles, les femmes sèment de déplaisantes notes de tristesse dans la foule. La finesse d'une gaze de soie laisse parfois soupçonner la beauté des traits; le voile peut ménager une ouverture pour un œil, une fente pour les deux yeux; mais la couleur n'en reste pas moins lugubre: on dirait que toutes ces passantes portent le deuil d'un enfant ou d'un époux...

LE CONFORT MODERNE EN PLEIN DÉSERT

Partant de Bagdad à neuf heures, ce matin, nous couchons ce soir à Mafrâq, en Transjordanie. Douze cents kilomètres, avec les détours imposés: nous emportons des caissettes de pièces d'or, destinées à deux stations du *pipe-line* de l'Iraq Petroleum Co (la solde de leur personnel européen, j'imagine). Huit ou neuf heures de vol!... Mais je ne suis plus apprenti!

Nous avons décollé normalement, comme toujours. Le temps est d'une clarté absolue; nul détail ne m'échappe, pendant la minute que nous mettons à survoler la grande ville et l'inconcevable fouillis de ses quartiers.

... Un vent très froid souffle, bien que le soleil de midi brille dans un ciel sans nuages; nous endossons nos pardessus... Cirque de collines basses; grand rectangle de maçon-

nerie, devant lequel s'étale un aérodrome : Routbah, l'antique nœud de pistes de caravanes. C'est là que nous allons déjeuner, dans un fort, au cœur d'un immense désert caillouteux, à cinq ou six cents kilomètres de la ville la plus proche...

Fondé en 1926 par le gouvernement irakien, qui l'agrandit considérablement dès l'année suivante, soit aussitôt qu'il eut la preuve de sa très grande utilité, le fort, construit de solide maçonnerie, m'a paru mesurer 150 mètres de long sur 70 de large. L'enceinte, haute de 4 à 5 mètres, n'a qu'une entrée, que gardent des méharistes irakiens (*Camel Corps*) en uniforme noir. Deux puits, qu'exploitent des pompes à moteur électrique, occupent le centre de la cour, près d'un pylône qui révèle l'existence d'une station de télégraphie sans fil : on peut y échanger des messages avec la Syrie, Bagdad, la Palestine et l'Égypte, à des prix que l'on me dit être fort raisonnables. C'est ici que les voyageurs venant de l'ouest, en direction de la Mésopotamie, font viser leurs passeports et livrent leurs bagages aux investigations de la douane irakienne, — à près de deux cents kilomètres de l'hypothétique frontière de Syrie, ce qui donne quelque idée des solitudes qui séparent Damas de Bagdad.

Un groupe électrogène distribue la lumière dans la cour comme dans les bâtisses, qui comportent chambres à coucher, salons de repos et de lecture, restaurant : bref, tout l'agencement d'un hôtel moderne. Il ne reçoit, en principe, que des hôtes d'une nuit : ceux qu'y débarquent, pour l'arrêt nocturne obligatoire, les autocars d'une puissante compagnie de transports (la *Nairn*) et les avions de l'*Imperial Airways*; mais les autres voyageurs peuvent y trouver le gîte et le couvert.

Un officier de la petite garnison me donne des renseignements sur le développement si rapide de Routbah, point d'eau qui n'était fréquenté que par les tribus nomades et par les rares caravanes qui s'aventuraient dans ces régions inexplorées. Jusqu'au début de 1923, on admettait sans discussion que la traversée du grand désert, de Damas à Bagdad, était interdite aux automobiles..., et le serait à perpétuité! Mais l'appât du gain est parfois un faiseur de miracles.

Des Syriens avaient appris qu'ils réaliseraient de gros bénéfices en allant vendre de l'or à Bagdad. En janvier de cette même année 1923, ils achetaient deux camions à Beyrouth et,

partant de Damas avec leur précieuse cargaison, atteignaient Bagdad en cinq ou six jours. L'exploit fit grand bruit dans le Proche Orient. Deux mois plus tard, une entreprise de transports de Beyrouth, la compagnie Nairn, organisa un voyage d'essai sur les traces des contrebandiers d'or. Le plein succès de l'expérience porta le gouvernement irakien à retenir les services de cette compagnie pour le transport de la matière postale entre Bagdad et Damas. La ligne fonctionna dès octobre 1923, à raison d'un départ chaque semaine. Bientôt, d'autres sociétés se fondèrent pour l'exploitation de la nouvelle route, et le nombre des passagers augmenta par bonds prodigieux. De 6 350 en 1926, il passait à 9 600 l'année suivante...

LE DÉSERT DE LAVE

De l'avion qui reprend son vol, nous apercevons devant nous des montagnes mauves, que nous ne tardons pas à survoler.

Le Désert bleu!... L'air est d'une limpidité incomparable; la vue doit embrasser, dans toutes les directions, des vingtaines de kilomètres; impossible d'imaginer que nous soyons victimes d'une illusion d'optique. Or, le sol se revêt d'une gradation de couleurs qui commence, aux premiers plans, par un noir de jais, pour aboutir au bleu de Prusse sur les plans extrêmes; et, à mesure que nous avançons, les bandes et les taches de jaune pâle se rétrécissent et se raréfient, pour se fondre finalement dans le noir... Lisant sans doute notre stupeur sur nos traits, le télégraphiste nous renseigne de deux mots tracés de majuscules sur une feuille de papier: « LAVA REGION ».

Nous avons donc franchi l'orée du fameux désert des Laves, et ces sinuosités bleuâtres que nous attribuions tout à l'heure à la pluie en annonçaient déjà les approches... C'est bien la contrée la plus lugubre de la terre que nous survolons là, — énigme des géologues et terreur des Bédouins errants... Une surface qui se mesure par quelque cent cinquante kilomètres de longueur et de largeur fut jadis submergée par des torrents de matières ignées, — un « jadis » si distant de nous que son évaluation emploie la centaine de siècles comme unité de calcul. Quels gigantesques volcans fallut-il pour couvrir de roches en fusion une pareille superficie?... Or, cette première

couche visible n'a que la valeur d'une pellicule, malgré ses trente ou quarante centimètres d'épaisseur; sous elle s'étagent d'autres lits de même constitution; un forage poussé à plus de cent mètres n'a rencontré que de la lave, et les dimensions de cet amas de scories (des millions de mètres cubes) dépassent l'imagination...

On dirait que le sol a été peint au goudron, car il a comme des rellets huileux. Pas la moindre trace de végétation : du noir, du noir, du noir..., la terre endeuillée..., la mort absolue... Oui, c'est le plus sinistre paysage qui se puisse concevoir... Mais j'y lis cette révélation d'une activité humaine qui prend soudain l'ampleur d'un hymne glorieux : des tronçons de route disent qu'il y a des hommes dans cet enfer, qui frayent un chemin à la conduite d'acier. Et je fais cette découverte que le *pipe-line* a ses héros...

D'après la carte, nous avons quitté le territoire irakien et survolons en ce moment la Transjordanie... Nous allons sortir enfin de ce pays des laves : le basalte se raréfie soudain ; le vert des lambeaux de savane herbeuse prend le dessus à mesure que s'efface le bitume des roches. De hauts sommets se découpent loin vers le nord : le massif du Djebel-Druze, hérissé de pitons en aiguilles, et celui de l'Hermond... Dans un désert grisâtre, les toitures de nombreux pavillons se groupent symétriquement : Mafrâq !... Notre randonnée aérienne prend fin !...

Curieux de voir à l'œuvre les héros du *pipe-line*, nous pénétrons dans l'enfer du Désert des Laves que nous ne connaissions encore que de haut : on ne saurait imaginer une chose plus lugubre ni plus hostile.

A perte de vue, la terre est couverte de blocs ou de fragments de lave ; je dis bien *couverte*, et non *jouchée* : un chameau n'y trouverait pas où poser une patte. Il importait donc, avant tout, d'établir une piste : et des légions d'indigènes s'employèrent à déblayer le tracé, sur une longueur de près de cent quatre-vingts kilomètres. Ces roches reposaient sur une couche de terrain friable que détremperent les premières pluies ; et l'empierrement des pires sections, surtout à la traversée des nombreux oueds, se posa aussitôt comme une question de vie ou de mort. On para, de la sorte, au plus pressé : les pesants véhicules transportant les tubes d'acier pouvaient maintenant braver les ornières.

Puis, on mena de front trois ouvrages : la construction de la ligne télégraphique, celle du *pipe-line* et celle de la chaussée définitive; et ce sont là tous travaux de titans. La couche friable sur quoi reposent les roches fragmentées, et qui n'a qu'une épaisseur d'une vingtaine de centimètres, couvre un étagement de laves compactes, beaucoup trop dures pour que le pic puisse les entamer. On ne peut avancer qu'à la dynamite et, si la mise en place d'un simple poteau de télégraphe exige déjà plusieurs heures de travail, le creusement de cent mètres de la tranchée où s'enterrera la conduite représente, sans que l'épithète soit exagérée, une besogne formidable.

A ces obstacles matériels s'ajoutent le manque d'eau, absolu dans la région des laves, et l'implacable chaleur d'un soleil réverbéré par les facettes des roches volcaniques.

Tandis que nous poursuivons la visite des chantiers, d'étranges apparitions traversent le paysage sinistre... Voici, monté sur un magnifique dromadaire vieil-ivoire, un guerrier vêtu de robes blanches; deux poignards luisent à sa ceinture, en leurs gaines d'argent ciselé; un fusil repose en travers de la selle au pommeau rouge; deux femmes drapées d'étoffes noires cheminent derrière lui; trois hommes armés de lances, dont l'un tient en laisse trois beaux lévriers blancs, complètent la file; toutes ces silhouettes se détachent en vigueur sur le fond bitumeux... Et voici, juchés sur des chameaux de race, deux nomades aux airs altiers, venus eux aussi du fond du désert pour voir ces machines stupéfiantes dont on parle avec tant de mystère, dans les campements les plus lointains...

VICTOR FORBIN.

LA ROYAUTÉ DE LA RÉCLAME

Nous vivons au temps de la réclame, un des **grands** phénomènes économiques de l'heure actuelle, un de ceux qui donnent à notre époque sa couleur et son accent. Impossible d'imaginer, dans le présent et dans le futur, aucune activité commerciale, industrielle, financière, et l'on pourrait presque dire littéraire et artistique, sans cet auxiliaire indispensable, la publicité. La publicité joue un rôle si important dans notre civilisation qu'à l'étranger, surtout aux États-Unis et en Allemagne, nombreux sont les ouvrages techniques qui traitent de ses méthodes, de ses fins, de ses répercussions psychologiques sur le public. En France, un tel livre faisait à peu près défaut. Cette lacune est désormais comblée, grâce à M. Roger Mauduit. *La Réclame* (1), qu'il vient de faire paraître, est un livre attachant, nourri d'une ample documentation recueillie aux meilleures sources, riche d'aperçus nouveaux et originaux, de faits curieux, insoupçonnés de tous ceux qui ne sont pas des spécialistes de la question.

LE BUDGET DE LA RÉCLAME

Quelle est l'origine de la réclame en France? Comment s'accomplirent ses humbles débuts? M. Roger Mauduit assigne comme ancêtres à nos modernes « publicitaires » les « charlatans » du **xvi^e** et du **xvii^e** siècle, vendeurs d'orviétan et de remèdes miraculeux et fameux par leurs boniments. Mais

(1) Roger Mauduit, *la Réclame, étude de sociologie économique*, 4 volume in-8, Alcan.

c'est au XIX^e siècle, entre 1830 et 1840, que la publicité commence à établir sa royauté. Dès 1836, Émile de Girardin, à qui M. Maurice Reclus vient de consacrer une étude remarquable (1), fait de son journal *la Presse*, un puissant instrument de réclame. Mais en regard du colossal développement de la publicité, auquel nous assistons, que représente le passé? Ce développement, au reste, est-il le même dans toutes les branches du commerce et de l'industrie? Certes non, et l'auteur de *la Réclame* apporte à cet égard d'intéressantes révélations. Quelles sont les entreprises qui usent le plus de la publicité et pour lesquelles elle est une charge particulièrement lourde. Les grands magasins? Leur réclame est intense, répétée, multiforme, mais comme leur chiffre d'affaires est élevé, elle ne correspond qu'à un léger pourcentage, environ 3 pour 100. Mais voici les grandes maisons d'alimentation; ici la proportion est plus forte et peut atteindre de 8 à 10 pour 100. Proportion qui se retrouve dans une profession à champ pourtant limité, celle de l'arquebuserie; mais c'est à grands renforts d'annonces, d'envois de catalogues, etc., que l'on arrive à faire acquérir par un brave fermier un fusil anglais, arme de luxe qui valait 175 livres sterling en un temps où la livre se cotait 124 francs.

Avec l'automobile, si parfois les dépenses publicitaires ne représentent que 2 pour 100 du chiffre d'affaires, elles peuvent s'élever à 12 pour 100. Telle maison dépense annuellement 20 millions pour sa réclame. L'ameublement est encore plus prodigue; il dépense jusqu'à 15 pour 100 de son chiffre d'affaires pour séduire le public par des visions de salons luxueux et d'élégantes chambres à coucher. Mais le record, si nous pouvons dire, est détenu par les spécialités pharmaceutiques et les produits d'hygiène; pour lancer de tels produits et en assurer la vente continue, leurs fabricants n'hésitent pas à sacrifier 30 pour 100 de leur chiffre d'affaires.

Pour l'ensemble de l'industrie et du commerce français, M. Roger Mauduit estime à 3 ou 6 milliards la totalité des frais de publicité. Nous sommes loin cependant ici des chiffres quasi astronomiques atteints aux États-Unis où le budget de la publicité s'élève à 50 ou 60 milliards de francs. Une entreprise de construction d'automobiles comme la General Motor Co

(1) Maurice Reclus, *Émile de Girardin*, 1 volume in-8, Hachette.

dépense annuellement une somme correspondant à 500 millions de francs; les Établissements Dodge et Chevrolet, 300 millions. En 1928, rien que la publicité dans les journaux s'élevait pour l'ensemble des États-Unis à 1 100 millions de dollars. Faut-il ajouter que les chiffres cités sont antérieurs à la crise et d'autre part que la population des États-Unis est de 120 millions d'habitants, avec un volume d'affaires correspondant à une telle masse d'acheteurs?

LES MILLE VISAGES DE LA PUBLICITÉ

Comment sont employés chez nous les millions qui alimentent le budget monstre de la publicité? Autrement dit, quels sont les procédés de la publicité? Ils sont légion. D'abord l'annonce dans les journaux; c'est le plus ancien mode de réclame, le seul que l'on connût, ou à peu près, il y a cent ans, avec le prospectus. Elle est complétée par une forme de réclame plus subtile, l'article de publicité « rédactionnelle », susceptible de persuader plus habilement le lecteur. Que coûte cette publicité? Les prix sont extrêmement variables selon le tirage du quotidien ou du périodique. Tel grand quotidien fait payer sa page 24 000 francs, et tel périodique illustré hebdomadaire environ 20 000 francs.

D'importantes entreprises n'hésitent pas, pour leur publicité, à créer des organes spéciaux, dont l'ancêtre est sans doute le célèbre *Album Mariani*. Une grande marque de teinture pour les cheveux a son journal amusant que l'on trouve chez les coiffeurs. Entre deux dessins humoristiques, on y voit une réclame pour la teinture. La plus luxueuse de ces publications est sans doute *Art et Médecine*, édité par un grand laboratoire et qui est envoyé gratuitement à tous les médecins.

Aux procédés déjà anciens de publicité se rattachent les catalogues. Mais à qui les faire parvenir? On utilise le *Bottin*, le *Tout-Paris*, divers annuaires. « Mais, écrit M. Mauduit, il est évidemment des listes que ne donnent pas les annuaires : celle des amateurs de pêche à la ligne par exemple, et c'est une véritable fortune pour certaines maisons de posséder une nomenclature de clients qui peuvent être « relancés » par lettres ou par circulaires. Aussi des agences spécialisées possèdent-elles des listes de pêcheurs, de chasseurs, de proprié-

taires d'autos populaires ou de voitures de luxe, etc., qui peuvent être intéressés par certains articles. Ces agences possèdent la liste de tous les propriétaires de Paris répartis par groupes suivant le prix de leur loyer, ce qui fait ressortir approximativement leur capacité d'achat. »

Après les annonces, les articles de journaux et les catalogues, l'affiche. Là encore, pour l'énormité et l'abondance de la publicité murale, nous ne sommes pas à l'échelle de l'Amérique. A New-York, par exemple, telle marque de faux-cols payait, il y a quelques années, 94 000 dollars par semestre pour l'emplacement de ses affiches. On sait pourtant à quelles exagérations donna naguère lieu en France l'affichage, si bien que des mesures restrictives s'imposèrent.

Laissons de côté les abus et n'envisageons qu'une utilisation légitime des affiches. La plupart doivent leur valeur publicitaire à un personnage-type qui amuse le public, et qu'elles imposent à son attention en le reproduisant sans cesse. Faut-il citer Nectar, le livreur d'une maison de vins bien connue, le Postillon d'une autre marque de vin, la *girl* de Kodak, le Pierrot qui lance du feu par la bouche de l'écato thermogène, le tirailleur noir de Banania, les deux personnages, l'un blanc, l'autre noir, d'une marque de quinquina, etc. ? Sans oublier le gros Bibendum, qui « boit l'obstacle », des pneus Michelin. A propos de Bibendum, M. Mauduit nous conte une amusante anecdote. Le dessinateur O'Galop était venu soumettre au fabricant de pneus, à titre de références, divers dessins. Un de ceux-ci représentait un gros bonhomme ventru qui portait un toast, une énorme choppe à la main. « Une légende déclarait : « *Nunc est bibendum.* » Le croquis avait été fait pour une maison de bière allemande qui n'avait pas donné suite à la demande d'études. Alors Michelin suggéra de faire le même personnage en Bibendum pneumatique avec la légende : « Le pneu boit l'obstacle. » Bibendum était né. Nous avons vu partout ce personnage si nettement caractérisé ; nous l'avons aperçu sur des affiches, sur la toiture de certains véhicules de la maison Michelin où il était réalisé en caoutchouc et de grandeur humaine ; nous l'avons vu encore au Salon de l'automobile où un ingénieux haut-parleur lui donnait plus de vie encore et plus de réalité en le faisant discourir. »

Variante perfectionnée de l'affiche, la publicité lumineuse a bénéficié de progrès techniques récents. Elle doit sa grande vogue au mouvement dont elle est animée et qui lui donne une apparence vivante. Tantôt une phrase publicitaire court comme une traînée de feu, tantôt se déroule une éblouissante féerie avec personnages, animaux, feu d'artifice, fontaines lumineuses, etc. Le plus célèbre exemple de réclame lumineuse est celui de la Tour Eiffel dont une grande maison d'automobiles a réalisé l'embrasement nocturne. Sait-on ce qu'il faut de lampes et de câbles pour cette merveilleuse illumination qui a plusieurs fois changé d'aspect ? M. Roger Mauduit va nous le dire : 200 000 lampes de 25 à 600 bougies, 33 kilomètres de câbles et 57 kilomètres de petits câbles.

Mais voici les procédés de publicité qui apportent une note nouvelle et bien moderne dans le concert de la réclame. D'abord le cinéma, avec ses films documentaires qui montrent la fabrication de tel produit, les ateliers où l'on construit tels meubles, ou ses dessins animés qui réjouissent les spectateurs durant les entr'actes. Là encore les personnages-types reparaissent et même avec une importance accrue : Nectar et son fils Glouglou suffisent à mettre en joie une salle, également familière avec le bonhomme Ambois d'une grande maison d'ameublement et le clown d'un célèbre chocolat au lait.

Sur cette publicité par le cinéma, le livre de M. Mauduit nous fournit les informations les plus précises.

La projection dans une salle de cinéma pendant une semaine d'un film de trente mètres, coûte entre 475 francs et 425 francs. « L'annonceur doit bien entendu fournir son film publicitaire, ce qui représente une dépense appréciable ; c'est ainsi que les négatifs des dessins animés, avec cinq positifs fournis en même temps, coûtent 50 francs le mètre, et les positifs supplémentaires 2 fr. 50. Les « vues directes », suivant les scénarios, coûtent de 60 à 100 francs le mètre. La dépense est beaucoup plus élevée pour les films documentaires qui entraînent souvent de coûteux déplacements. A ces dépenses s'ajoutent les taxes fiscales ; selon la loi de juillet 1923, l'« impôt-écran » est à Paris de 1 fr. 25 par mètre, par salle et par semaine.

« A Paris, on peut projeter un film d'entr'acte de 30 mètres

pendant une semaine dans 182 salles, recevant ensemble 1900 000 spectateurs, pour 40 000 francs tous frais de positifs et d'impôts compris. Pour les films sonores l'augmentation de prix est de 25 pour 100.

« Cette publicité par le cinéma a pris en, ces dernières années, un tel développement que des maisons importantes lui consacrent la totalité de leur budget de réclame. » Une grande maison d'alimentation consacre 800 000 francs par an à cette publicité.

En ces dernières années, dans le domaine de la réclame une rivale s'est dressée en face du cinéma : c'est la T. S. F. qui, tout de suite, s'est révélée comme un puissant moyen de propagande. On peut, en effet, évaluer à plusieurs millions le nombre des personnes qui, en France, écoutent les émissions radiophoniques.

Comment cette réclame par T. S. F. est organisée, M. Mauduit va nous le dire. Dans les programmes des postes émetteurs « on distingue habituellement : 1^o le « communiqué » qui comporte une phrase publicitaire obsédante : « X le fourreur qui fait fureur » ; 2^o la « poésie », qui consiste habituellement en un pastiche d'un morceau célèbre : ce genre, d'un goût souvent déplorable, paraît être heureusement en voie de disparition ; 3^o la « chanson » sur un air connu : c'est la peinture « Valentine », croyons-nous, qui la première a usé de ce procédé, en associant le nom du produit à la chanson populaire, bénéficiant ainsi d'une célébrité déjà conquise ; 4^o la « saynette » ; tout le monde connaît celle des « petits Gervais » ; on entend avec accompagnement de grelots un trot rapide de cheval : c'est celui des voitures de livraison qui circulent dans Paris, et le disque se termine par une phrase musicale et publicitaire ; ou bien encore, c'est le brouhaha d'un café avec une forte voix d'homme qui réclame « un Campari », puis une voix plus gracieuse de femme qui demande aussi : « Garçon ! un Campari ! » ; 5^o le « concert » qui est offert par une grosse maison et coûte souvent 10 000 francs et plus s'il est donné par des artistes de qualité...

« Les postes français font parfois abus de cette publicité et beaucoup d'auditeurs impatientés s'en détournent au profit de postes étrangers plus discrets et sans doute mieux subven-

tionnés. Il est navrant d'entendre entre une sonate de Beethoven et le grand air de *la Tosca* : « Ne vous grattez jamais, mais détruisez vos puces avec le célèbre insecticide X. Y. »; c'est le comble de la vulgarité et du mauvais goût.

« Le prix des émissions-annonces varie avec la force du poste émetteur et le nombre supposé de ses auditeurs. Un grand poste français demande pour un seul communiqué de quarante mots, 1500 francs; pour dix communiqués 12 000 francs, et pour vingt 20 000 francs. Un poste moins puissant demandera par exemple 300 francs pour un communiqué de vingt mots et 15 francs par mot supplémentaire. Bien entendu il existe des arrangements spéciaux pour les publicités répétées tous les jours de l'année. »

Un étalage original, séduisant, a toujours été un procédé de réclame, mais on l'a modernisé en ces derniers temps, grâce à diverses innovations, en particulier par la « campagne simultanée ». « Pendant une semaine, écrit M. Mauduit, vous verrez chez un grand nombre d'épiciers dépositaires de telle marque de rhum un même étalage de bouteilles ainsi qu'un petit tableau conçu à la gloire de la liqueur en question. Ce sera par exemple sous un palmier découpé, avec un paysage colonial comme fond, un ou plusieurs nègres, figurés par des poupées habillées, qui se livrent aux divers tableaux de la culture de la canne à sucre. Le passant a ainsi l'impression du relief et de la vie, qui manquent à l'affiche murale. Pour frapper violemment l'attention du public, ces étalages sont tous exposés en même temps comme pour une campagne d'affiches. Ce sont les producteurs qui fournissent aux détaillants le matériel uniforme destiné à la constitution de ces étalages.

« Nous avons visité dans le hall d'une maison de publicité une belle et amusante exposition de ces étalages-série, formés d'éléments très simples et faciles à fabriquer : poupées, petits meubles, décors de théâtre en miniature. Les « motifs d'étalage » avaient tous été étudiés avec beaucoup de soin. Tout autour de ce hall, il y avait des « Guignols », comme on dit en terme de métier : sortes d'étalages en réduction où étaient figurées, toujours en relief, des scènes variées. Par exemple, une réclame pour une bouilloire électrique représentait en photographie découpée une jeune femme qui souriait en

faisant fonctionner l'appareil ; en bas, un texte ainsi conçu : *en moins de temps qu'il n'en faut pour sourire, on obtient un demi-litre d'eau bouillante.*

LES « CAMPAGNES COLLECTIVES »

Ces divers procédés de réclame ne sont pas seulement appliqués par telle ou telle entreprise autonome, mais aussi par des « groupements », des « syndicats ». C'est là un signe des temps : l'activité commerciale et industrielle, fondée jadis sur la concurrence, s'est transformée ; il n'est plus question que d'entente entre les producteurs et cette entente va jusqu'à la publicité en commun.

« En Amérique, les campagnes collectives ne se comptent plus ; par exemple, pour les objets en caoutchouc, le *Rubber Institute*, soutenu par quarante-six fabriques de pneus et groupant 95 pour 100 de la production du pays, dispose d'un budget de publicité de 415 000 dollars. De même, les groupes du savon et de la glycérine, des conserves en boîte, des fleurs naturelles, du lait, de la buanderie, etc., s'associent pour faire de la réclame en commun.

« Les tanneurs américains, dès 1924, furent menacés par des matières de remplacement du cuir (crêpe et courroies tressées) ; aussi fondèrent-ils une association représentant 95 pour 100 du marché de leur pays. Chacun des intéressés paya une contribution de 80 centimes par peau de vache tannée et de 1 franc par peau de taureau. Le groupement publia partout : « Rien ne peut remplacer le cuir » ; puis il organisa un concours doté d'un premier prix de 40 000 francs, avec cette question : « Dites pourquoi rien ne peut remplacer le cuir. » Grâce à cette propagande et malgré la nouvelle concurrence croissante, les cuirs de semelle reprirent 1 pour 100 et les courroies regagnèrent 5 pour 100. Un livre fut composé : *le Roman du cuir et son importance pour l'humanité* ; il fut tiré à 325 000 exemplaires.

« En Angleterre, les fermiers ont voulu pousser à la vente du lait et en 1924 la *National farmer association* entreprit une campagne publicitaire. La contribution aux frais fut fixée à 1/6 de penny par gallon (environ 4 litres 1/2) de lait, supportée conjointement par le producteur et par le distri-

buteur. Ce chiffre fut ramené ensuite à 1/22 de penny: on prévoyait une dépense initiale de 250 000 livres sterling. La devise adoptée fut : *Drink more milk*, et 350 000 tracts furent imprimés. Certains chiffres donnent une idée des résultats obtenus : le lait dirigé sur Londres par les chemins de fer passa de 72 millions de gallons en 1923, à 77 millions 1/2 en 1924, pour atteindre 91 millions 1/2 en 1925. »

« La France a suivi l'exemple américain et chaque mois un observateur attentif peut remarquer la naissance d'une ou plusieurs campagnes de cette nature. C'est ainsi que la « Journée du livre » associait dans un même effort tous les industriels et tous les commerçants de la librairie et de l'édition. A Paris, en 1924, la Chambre syndicale de la confiserie tenta un autre effort collectif : pour activer la vente des bonbons pendant la période des fêtes de Noël et du Nouvel An, elle publia une affiche avec le texte suivant : « Évidemment, il n'y a encore que la confiserie qui plaise à tout le monde. Offrez des marrons glacés, fruits confits, chocolats, vous serez sûrs de faire plaisir à tous vos amis. » On nous affirme que la vente augmenta de 25 pour 100. Le comice agricole de Béziers voulant amorcer, il y a quelques années, une campagne publicitaire pour vanter le vin, organisa entre les artistes un concours d'affiches; il reçut 225 projets et en prima quarante.

« Les exemples seraient nombreux que nous pourrions encore citer dans divers domaines. La T. S. F. elle-même nous apporte quotidiennement l'annonce des « Fabricants de meubles du faubourg Saint-Antoine ».

« Il existe aujourd'hui des associations pour réhabiliter le vin jadis condamné par les médecins et pour développer l'usage des meilleurs crus du Médoc et de la Bourgogne. Cet effort est de nos jours encouragé par l'« Association des médecins amis du vin ». Le poste de Bordeaux-Lafayette diffuse chaque semaine le « quart d'heure du vin », plaider pour nos grands crus. Dans les journaux on peut voir en ce moment le développement d'une campagne collective en faveur du riz, qui possède, nous apprend-t-on, des vertus alimentaires exceptionnelles. Il faut signaler de même la propagande collective en faveur de la soie naturelle fortement menacée par la soie artificielle. »

RÉCLAME ET PSYCHOLOGIE

Un des chapitres les plus attrayants et les plus originaux du livre, c'est celui où l'auteur étudie les modes d'action de la publicité. Comment la réclame agit-elle sur l'esprit et les sentiments du public ? Par quels moyens arrive-t-elle à lui suggérer l'idée d'acquérir tel ou tel objet, tel ou tel produit ? M. Roger Mauduit nous dévoile ici les méthodes psychologiques de la réclame, les secrets, les artifices, les « trucs » dont la connaissance fait le parfait agent ou chef de publicité.

C'est là au reste une véritable science qui a ses lois et ses théorèmes et qui s'étudie dans les laboratoires. « Certains industriels ont fondé des centres d'études psychologiques appliqués à la publicité. Les étrangers nous ont d'ailleurs devancés dans cette voie. Ainsi une grande firme allemande, la maison G. Schicht à Aussig, qui fabrique de la parfumerie, du chocolat et de la margarine, possède un « laboratoire de psychologie publicitaire ». Montrons par un exemple les recherches qu'on y fait. Il s'agissait d'éditer une affiche pour les produits *Cérès*, et douze maquettes avaient été préparées, à savoir deux projets « statiques », cinq projets « dynamiques », deux projets « humoristiques », et deux projets « fantaisistes ». Les maquettes furent projetées dix secondes devant quarante-six élèves de seize à dix-sept ans de l'école professionnelle d'Aussig et les jeunes filles furent ensuite invitées à faire une description des maquettes ; ceci afin de déterminer quelles étaient les maquettes et leurs éléments qui avaient le plus frappé le public envisagé. »

Capter l'attention. — Ce qu'il faut tout d'abord, c'est capter l'attention. Des expériences faites aux États-Unis démontrent que, dans une brochure, on retient d'autant plus facilement une information publicitaire que les annonces y sont plus rares. De même les lettres et les signes sont d'autant mieux identifiés, reconnus et retenus qu'ils sont moins nombreux. Il en résulte que, dans une annonce ou une affiche, pour attirer les regards et fixer l'attention, on doit n'employer que des mots courts, des chiffres brefs, et dire peu de choses à la fois, car chaque mot fait concurrence aux autres. Un bon texte

publicitaire aura donc des mots bien séparés et peu nombreux.

« Par exemple, au printemps de 1931, une grande maison d'automobiles publia une annonce pour inviter les acquéreurs d'autos à commander leur voiture en temps utile pour les vacances. Le texte qui portait : « Hâtez-vous de commander une X... » n'avait que quelques mots bien détachés : en outre, le dessin figurait en silhouette des hommes stylisés qui couraient; ceci, pour attirer l'attention sur ce qu'il était nécessaire de se hâter. La brièveté de la phrase choisie contribua donc à son succès. Selon les Américains, les phrases publicitaires les meilleures ont quatre ou cinq mots seulement. C'est cette conception qui chez nous a inspiré le choix de phrases comme celles-ci : « Amieux, toujours A mieux ». « Avec la lotion X., des cheveux pour toujours », etc.

« Le choix des couleurs pour les affiches est, comme bien on pense, d'une importance capitale; là encore, le laboratoire peut guider utilement les techniciens de la publicité. A dire vrai, d'après les physiologistes, il n'y a pas, de façon absolue, de couleur privilégiée; le choix doit dépendre des circonstances. La sensibilité pour les différentes couleurs varie en effet suivant les régions de la rétine; à mesure que la vision, de périphérique devient directe, un œil normal est frappé successivement par le bleu, puis par le jaune, le rouge, le vert et le violet. Par conséquent, pour toutes les affiches qu'on aperçoit obliquement, c'est le bleu qui est la couleur à choisir. Au contraire, pour une affiche bien placée dans l'axe de l'œil, le rouge est préférable.

« Les études de laboratoire nous indiquent encore que certains emplacements dans les journaux et magazines sont, pour les annonces, préférables aux autres, étant données les habitudes acquises par nos yeux. C'est ainsi que les annonces imprimées en bas et à droite seraient mieux remarquées que les autres.

« Aucun détail ne doit être négligé afin de faire mieux lire un texte d'annonce. Les spécialistes ont discuté sur l'espace optimum entre les lettres, la forme des caractères, le mérite des traits verticaux ou obliques, la supériorité des chiffres arabes sur les chiffres romains, etc. On sait qu'un homme habitué à la lecture ne lit pas les mots lettre à lettre, mais qu'il saisit en quelque sorte les termes, syllabe par syllabe. La

physionomie d'un mot saute à ses yeux ; il lit par saccades. Celui qui compose une affiche doit donc s'inspirer de ces indications pour séparer bien nettement les syllabes, pour colorer plus spécialement celles qui sont caractéristiques d'un mot, ou souligner les plus saisissables à la lecture. Les lettres les plus différenciées et les plus perceptibles, comme par exemple les *t* et les *o*, pourront être d'un format plus grand pour être immédiatement reconnues. D'autre part, dans la lecture, les Européens sont habitués à lire de gauche à droite ; aussi, dans une affiche, l'œil est porté à suivre la même direction : si donc on veut attirer l'attention du passant et, grâce à un dessin coloré, lui faire lire un mot, un nom, une courte phrase publicitaire, il conviendra que le motif dessiné soit à gauche et le texte à droite pour que l'œil se déplace suivant l'habitude acquise.

« Les techniciens de la publicité nous disent encore que le dessin doit être « orienté », c'est-à-dire que l'ensemble des lignes qui le constituent, par une certaine convergence bien étudiée, doit conduire notre regard comme malgré lui au mot qu'on veut nous faire voir. Cette orientation se fait aussi généralement de gauche à droite. »

Parler à l'imagination. — La réclame, sauf en quelques cas particuliers, quand il s'agit d'articles ou de produits de luxe, s'adresse aux masses ; elle doit donc être aisément et rapidement compréhensible.

« La démonstration des mérites d'un produit, nous dit M. Mauduit, doit être immédiatement intelligible pour tous les esprits, c'est-à-dire très simple. Un médicament dépuratif mettra par exemple en vedette : « C'est le sang qu'il faut soigner. » Un marchand de vernis et de peintures nous apprendra « qu'il est moins coûteux de peindre que de ne pas peindre ». On nous dira encore : « Si vous toussiez, prenez des pastilles Géraudel », ou bien : « N'attendez pas l'ouverture de la chasse pour acheter un fusil. » La phrase avec rimes ou assonances jouit en ce moment de toutes les faveurs. Ce procédé d'ailleurs n'est pas nouveau. Il y a bien longtemps que le *Savon du Congo* organisa pour la première fois un concours de quatrains. On connaît, pour l'avoir entendu en T. S. F. :

Les meilleurs meubles au meilleur prix.
Faubourg Saint-Antoine à Paris.

« Le caractère plaisant dû à un jeu de mots sert à fixer la phrase dans la mémoire; rappelons à ce propos : « Le cherry de mon chéri est mon cherry. » Citons encore à titre de document ces quelques *slogans* (c'est ainsi qu'on nomme ces phrases publicitaires) popularisés par une puissante réclame : « André le chausseur sachant chausser. » « Ce n'est pas un mythe, l'Indol tue les mites », etc. Récemment des maisons comme *Palmolive*, les *Chaussures André*, etc., ont organisé des concours de *slogans*; certains établissements même ont groupé des concours de phrases-réclame au profit de plusieurs entreprises et ont reçu, paraît-il, jusqu'à 12 500 réponses. Des récompenses ont été décernées à des phrases comme celles-ci : « Chez X les bons concerts font apprécier les mets qu'on sert »; « La colle Z ne promet pas; elle tient »... Une affiche humoristique connut jadis un succès légitime: celle du pneu Hutchinson. Elle figurait les quarante académiciens avec cette légende: « Il y a quarante immortels, mais il n'y a qu'un increvable: le pneu Hutchinson. »

« Un type excellent de phrase publicitaire est : « Enfoncez-vous-bien-ça-dans-la tête », accompagné d'un dessin figurant une tête d'homme dans laquelle on enfonçait un coin à coups de marteau. Le publicitaire ressemble à un avocat qui plaide devant le jury; il doit adapter ses moyens à l'esprit de ses auditeurs et, autant qu'il est possible, parler leur langage. »

Prendre le public par les sentiments. — La psychologie nous apprend que, lorsqu'il s'agit de nous résoudre à l'action, les sentiments jouent un rôle beaucoup plus important que l'intelligence. Autrement dit, ce sont les sentiments beaucoup plus que les idées qui nous incitent à l'action. Aussi, forts de cet enseignement, les techniciens de la publicité cherchent-ils moins à nous convaincre qu'à nous émouvoir, pour déclencher le désir, puis la volonté d'achat.

« Tous les commerçants, lisons-nous dans le livre de M. Mauduit, savent que le sentiment le plus puissant qui anime les acheteurs est l'intérêt. En règle générale, le consommateur aime avoir pour son argent le maximum de satisfaction. Offrir

un avantage réel ou apparent à l'acheteur semble donc être l'A. B. C. de la réclame. L'habileté consistera pour le vendeur à offrir, avec l'objet proposé, des avantages en apparence gratuits, qui flattent le sentiment d'économie de l'acheteur. Il existe ainsi une foule de prestations gratuites qui plaisent au client et le décident à l'achat. On peut nommer dans cette catégorie la livraison à domicile, le franco de port, les distributions de cadeaux ou de primes sous toutes les formes. »

Un sentiment très largement exploité par l'annonceur psychologue est la vanité. Quand une réclame montre tel écrivain en vogue, telle actrice célèbre ou telle vedette de cinéma, fumant les cigarettes d'une marque fameuse, ne s'adresse-t-on pas au snobisme des lecteurs? Qui n'aurait le désir de se comporter comme ces gloires parisiennes ou mondiales?

Les sentiments du public constituent du reste un monde singulièrement obscur dont il est souvent difficile de pénétrer les secrets. Comment expliquer par exemple l'insuccès des pilules Pink quand elles s'appelaient pilules Roses? « Elles devinrent alors les pilules Pink et conquièrent la réputation que l'on sait. Est-ce un effet de l'amour que nous avons de l'exotique? Pink en effet veut dire : rose, mais en anglais! Dill Scott, dans son livre, *The psychology of advertising*, cite encore un autre cas analogue. Un livre avait été édité sous ce titre : *The wonders of nature* (Les merveilles de la nature) et se vendait très mal; le titre fut changé et le livre se nomma *The architecture of God* (L'architecture de Dieu) Le succès fut grand. » La revue *Vendre* cite, d'après le *Verkauf Praxis*, les faits suivants : en Amérique, l'éditeur Holdeman qui publie des livres à bon marché a l'habitude de faire examiner par un comité les ouvrages dont la vente n'atteint pas dix mille exemplaires; on cherche alors un autre titre et souvent le livre réussit. C'est ainsi que les *Mémoires de Madame de Pompadour*, qui ne séduisaient guère nos amis américains, devinrent : *les Souvenirs de la Favorite d'un Roi de France* et trouvèrent de nombreux acheteurs.

CHACUN SUIVANT SON GOUT

Rien de ce qui concerne la réclame n'échappe à l'examen et à la sagacité de M. Roger Mauduit. Quels aspects multi-

formes elle revêt selon les pays ! Comme ses effets sont différents selon ces divers pays et, dans un même pays, selon les provinces !

Giovanni Zanardi, dans son livre *l'Organizzazione scientifica applicata alla publicita*, prétend avec une certaine partialité sans doute, que si pour les Latins, il faut « du raisonnement et de la persuasion », pour les Américains « la publicité doit être à base de bluff ». « Nul doute d'ailleurs que la réclame ne porte la marque de son pays d'origine, note M. Mauduit. Pour écrire ce livre, nous avons vu des centaines d'affiches publicitaires étrangères, et maintenant, à la seule vue d'un dessin, sans connaître le texte, il nous est facile de dire s'il est français, allemand, italien, ou anglo-américain. Hartongen, qui a étudié longuement les affiches publicitaires des différents pays, déclare que, dans ce domaine, les Français ont un sens esthétique raffiné, mais qui prend beaucoup d'aspects intelligibles pour les Anglo-Saxons et les Allemands ; cela ne nous surprend pas. L'épreuve inverse est facile à tenter ; à défaut d'un recueil d'affiches, feuillotez un journal satirique illustré anglais, allemand ou italien et vous constaterez que l'humour de nos voisins n'est pas de la même nature que le nôtre. Nous savons que les « gosses » de Poulbot n'ont pas un succès constant à l'étranger ; il n'est pas étonnant que l'humour de notre réclame française ne plaise pas à tout le monde. »

Y a-t-il pour l'efficacité de la publicité une distinction à faire entre les différentes régions de la France ? M. Mauduit hésite à répondre à cette question. D'ailleurs, en certaines régions, la publicité est plus entravée matériellement qu'ailleurs. Rouen, ville musée aux rues étroites et anciennes, se prête mal à l'affichage et Lyon prohibe dans les beaux quartiers les panneaux publicitaires. « Une indication à retenir, c'est que les régions du midi de la France sont les meilleures pour beaucoup d'agents de publicité, soit que les gens s'y montrent plus crédules et plus enthousiastes, soit que, grâce au soleil, ils vivent plus dans la rue et voient mieux les affiches. En revanche, les populations de la Normandie et de l'ouest de la France seraient les plus réfractaires, sans doute à cause d'un certain naturel méfiant envers ceux qui ne sont pas du pays même. »

LA MONTÉE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

On s'est souvent demandé si la publicité était vraiment efficace et si elle ne constituait pas, pour l'industrie et le commerce, une charge aussi inutile que lourde dont finalement le consommateur faisait les frais. M. Mauduit cite un certain nombre de faits qui, au contraire, prouvent l'efficacité de la réclame. En voici quelques-uns.

Dans une grande ville de province, un magasin faisait en 1927 pour trente-deux millions d'affaires par an, mais cependant l'entreprise baissait depuis quelque temps. La direction se décida à un gros effort de publicité : annonces, catalogues à profusion, amélioration dans les étalages et la présentation des marchandises; un chef étalagiste et cinq aides furent engagés. Or dès 1929, le chiffre d'affaires dépassait cinquante millions. Autre exemple. Une grande annonce publiée dans *le Petit Parisien* par un établissement bien connu d'ameublement amena une foule de visiteurs et les achats augmentèrent de 60 pour 100.

Dans la vente des tabacs, l'effet de la réclame est particulièrement manifeste. « L'American Tobacco Co, en 1927, a concentré son effort sur les cigarettes *Lucky Strike* et la courbe des ventes a suivi une allure impressionnante; on estime qu'en 1929, l'augmentation a été de 50 pour 100 du chiffre antérieur. La Régie des tabacs français nous donne aussi des exemples privilégiés. » Dans une des régions où la publicité fut très active, celle de Toulouse, le chiffre de cigarettes vendues, pendant la période intense de réclame, dépassa de 40 pour 100 le chiffre correspondant de la même période de l'année précédente.

Une preuve que la réclame agit sur le public, c'est qu'elle crée des modes nouvelles, des besoins nouveaux.

« Prenons le cas de la banane; il est significatif. Il y a vingt-cinq ans, la banane en France était consommée par quelques amateurs de fruits exotiques, mais elle était inconnue du peuple et ne se vendait qu'en petites quantités. Brusquement on nous révéla « scientifiquement » que ce fruit était spécialement riche en hydrates de carbone, qu'il était un aliment de choix, un aliment complet, et qu'avec six bananes par jour

un homme pouvait se nourrir. Les gens les mieux informés se prirent d'affection pour cet excellent fruit; le grand public suivit, stimulé par une réclame énorme dirigée par un journal parisien; et de nos jours les villageois les plus arriérés donnent des bananes à leurs enfants, croyant leur fournir l'équivalent d'un beefsteak. On nous a cité le cas d'une famille d'ouvriers, vivant dans une extrême misère, qui se privait du nécessaire pour donner à un enfant tuberculeux deux bananes par jour, croyant ainsi le suralimenter et le guérir. Or la pulpe (seule utilisable) d'une banane de 125 grammes ne renferme que 20 grammes de matières sèches utilisables, composées surtout de sucre et d'amidon avec peu de substances azotées et de graisses. Il semble, nous a dit un chimiste, que la valeur nutritive d'une banane corresponde, — ce qui est d'ailleurs honorable, — à celle de 40 grammes de pain ordinaire... Mais les terrains de Las Palmas, d'où nous viennent beaucoup de bananes, ont pris des plus-values fabuleuses.

« Il est un domaine où le lancement d'une mode par des spéculateurs donne des résultats particulièrement brillants : c'est celui de l'art et surtout de la peinture. On connaît l'histoire du douanier Rousseau, qui, par goût naturel de la peinture, mais sans aucune connaissance de la perspective ni du dessin, faisait pour lui-même des tableaux. Des amateurs qui le découvrirent par hasard crièrent au génie et virent dans ces œuvres toute la naïveté des primitifs enfin retrouvée. Des enchères âprement disputées firent monter, à l'Hôtel des ventes, à Paris, les toiles en question à des prix invraisemblables; c'était la fortune, non pour l'artiste, mais pour les possesseurs des tableaux. Un procès récent nous a appris que ces trop célèbres ventes étaient fictives et que ces furieuses enchères étaient l'œuvre de deux compères, de deux marchands de tableaux, qui voulaient ainsi « valoriser » les toiles qu'ils avaient en magasin. »

TROP EST TROP

En terminant, M. Roger Mauduit donne des conseils de sagesse à tous ceux qui usent de la publicité, car si ses avantages sont visibles, elle a aussi ses inconvénients. Dans son livre, *Scènes de la vie future*, M. Georges Duhamel a signalé tous les

excès de la réclame en Amérique. Ces excès nous les retrouvons quelquefois chez nous. « Il faut se garder, écrit M. Mauduit, d'une publicité excessive. En effet, à partir d'un certain point, la réclame ne donne plus de résultats, et même elle aboutit à un phénomène de contre-publicité. Auprès du public français que nous avons observé, les effets de contre-réclame sont plus fréquents que les techniciens ne l'admettent communément. Il en est de la réclame comme de la recommandation politique : l'abus la tue.

« Récemment nous avons lu dans un journal régional l'entrefilet suivant en seconde page : « Arrestation du conservateur des hypothèques. — Le conservateur des hypothèques a été arrêté hier matin à dix heures, place Gambetta, par le commissaire de police qui est un de ses amis, et qui voulait lui offrir un vermouth X ou Y. » Voilà un exemple de publicité abusive, indiscreète et maladroite qui non seulement n'incline pas le lecteur à user du produit recommandé, mais qui l'indispose franchement. Nous avons déjà signalé l'abus des réclames en T. S. F. qui ont déterminé de nombreux amateurs à renoncer à l'audition des postes français.

« Il est des gens, qui, par suite des excès que nous signalons, ont contracté la phobie de la réclame; cet état d'esprit est plus répandu qu'on ne le pense. Un académicien reçut un jour la visite d'un démarcheur d'un estimable fabricant de vin fortifiant; le pharmacien dont il s'agit édite un catalogue des hommes célèbres, qui vantent en deux lignes quelquefois spirituelles les vertus de ce vin. Mécontent, l'académicien se leva et déclara tout net: « Pour dix bouteilles de quinquina offertes, vous avez eu le président du Conseil, le Grand rabbin et le Pape, mais vous ne m'aurez pas. »

« Ainsi l'exagération tue la réclame. Il y a une limite psychologique au delà de laquelle le public devient réfractaire. Et c'est vraiment ce qui, dans une certaine mesure, peut nous consoler des abus de la publicité; le public se vaccine contre la réclame et devient insensible ou même hostile aux suggestions indiscreètes. Mais, en dehors de ses excès qui relèvent du charlatanisme, la réclame a un rôle économique bien défini et utile à remplir dans notre société. »

L.-J. ARRIGON.

LA CRISE DU BLÉ

J'en parlerai en homme du sol, non en technicien, non en faiseur de statistiques. Comme nous en discutons dans nos réunions agricoles, en nous rencontrant aux foires et aux marchés, en nous croisant sur la route, en attendant la messe le dimanche sous le porche. J'exposerai le résumé de nos conversations, quelque chose comme un avis collectif, assis sur tous les renseignements qui nous parviennent, où rien n'est agressif ni tendancieux, mais où tout va à éclairer et résoudre la question. But ardu s'il en fut.

La crise tient toute en ceci : on ne veut pas de notre blé, ou si l'on en veut, si on l'achète, on nous le paie à un prix inférieur à celui de revient comme à celui fixé par la loi de juillet 1933, prix de début, prix minimum, soit 115 francs les 100 kilos, ou chez nous, 92 francs les 80 kilos. Cela s'entend d'un produit sain, loyal, marchand, et du poids spécifique de 76 kilos. La loi a été impuissante à la fois à maintenir ce cours et à créer un mouvement d'affaires qui nous débarrassât de notre grain. Si j'ouvre la feuille commerciale de la région, à ce jour, je lis à la rubrique céréales, à la ligne blé : « Auch, pas d'achats ; Condom, incoté ; l'Isle-en-Jourdain, 78 francs ; Marciac, marché nul ; Fleurance, 75 francs » ; et ainsi de suite sur les places importantes du pays où les cours s'établissent, d'où ils gagnent la campagne, sauf à Gimont où l'on voit : « vendu à la taxe » ; à Nogaro, « reprise d'affaires ». Formule timide, prudente... A la vérité, la plupart des ventes se sont faites entre 80 et 85 francs les 80 kilos.

Ventes forcées au reste, il faut le souligner, dues à un besoin pressant d'argent, ventes urgentes... il y a les impôts

à solder, un immeuble à relever, un outil à acquérir, un attelage à remplacer, usé avant l'accouplement d'une autre paire née à l'étable, les avances à faire sur fonds, il y a à se vêtir, se soigner, à vivre enfin... Comment s'en tirer lorsque l'on n'a que sa terre pour ressource, et surtout une terre à blé où nul autre produit ne vient en compensation ou en amortissement dans le budget domestique? Déjà lorsqu'il existe, lorsqu'il a servi à l'alimentation humaine et animale, couvert son coût, il ne compense pas, il n'amortit pas grand chose... Alors on s'achemine vers le négociant, à quel pas tardif!... Je laisse à penser si l'acheteur en profite. Qui le saura, qui le dénoncera?... Cependant on ne peut nier que la loi a empêché l'effondrement calamiteux des cours, comme cela s'est vu dans des pays étrangers où le blé est descendu à 27 francs le quintal, lorsqu'on arrivait à l'écouler.

La mévente est due aux stocks excédentaires. Une enquête menée par le président du syndicat agricole le plus important de la région, dans un département voisin, les Landes, petit producteur de blé au surplus, a révélé qu'il existait encore, à sept mois de la récolte, des quantités de grain massives invendues chez les propriétaires, et chez les minotiers des milliers et des milliers de quintaux qu'ils ne peuvent travailler, car ils reçoivent des boulangers le froment nécessaire à l'approvisionnement de la clientèle de ces derniers. Il en est ainsi partout sur le territoire. On estime, en ce moment même, où la récolte future sort de terre, frissonne en herbe drue, que le stock excédentaire est de 25 millions de quintaux... Si, par malheur, — quel mot en pareil sujet! — nous avons une belle récolte de blé cette année, où atteindrons-nous?

LES CAUSES

Les causes de cette situation sont multiples. Voici les principales : 1^o les récoltes excédentaires de 1932 et 33; 2^o l'importation des blés étrangers; 3^o l'emploi des céréales secondaires dans la panification; 4^o la taxation de la farine et du pain; 5^o la liberté dans le taux du blutage; 6^o les agissements des grands moulins; 7^o l'incurie des pouvoirs publics.

1^o *Les récoltes excédentaires de 1932 et 33.* — Elles sont dues, non comme on l'a écrit au nombre plus grand des emblavures

mais à la sélection continue de nos grains augmentant qualité et quantité, et à l'emploi plus généralisé et méthodique des engrais chimiques, ajoutés aux fumures organiques et aux amendements naturels. On nous avait tant demandé de produire après la guerre, de créer des ressources nationales, que nous nous y étions mis à force pour le blé comme pour le vin et la viande. Elles sont dues plus encore à l'état propice de la température : hiver rigoureux où les terres se sont bien pulvérisées, printemps sans pluie à la floraison, étés sereins et progressifs où l'épi a lentement mûri.

2^o *L'importation.* — Le point de départ de l'importation a été l'insuffisance des récoltes dans les années qui ont précédé celle de 1932. Nous avons besoin pour notre consommation de 85 à 90 millions de quintaux de blé. Ils n'étaient pas produits. On importa ce qui manquait. Mais l'année 1932 fut normale, elle fournit le grain nécessaire à nous alimenter. Au lieu d'arrêter l'importation, de la diminuer au moins fortement, on la laissa se poursuivre au même rythme. D'où, aussitôt, excédent, et report sur l'année 1933. Celle-ci à son tour est excédentaire, notablement supérieure aux 90 millions de quintaux, maximum de blé consommé. Cette fois, il y eut double report sur 1934; il s'ajouta au premier.

L'importation est le fait du contingentement, de l'admission temporaire, et certainement aussi de la contrebande. Le contingentement règle trimestriellement l'apport officiel de blé étranger. Il n'y a rien à en dire, sinon qu'il n'empêche point la fraude. Témoin tel ou tel cargo qui touche au Maroc, à Casablanca, chargé de blé exotique, et qui stoppe, comme las de refouler les houles, d'éventrer la mer. Court repos, le temps de changer ses feuilles de transit, de faire passer son chargement de l'étiquette exotique sous l'étiquette coloniale, libre de droits. Pourtant ce grain ne revient pas cher, moitié prix du nôtre environ. Il reprend sa course, il aborde en France, à Bordeaux, au Havre ou ailleurs, il se vide. La douane s'ouvre, tout le monde signe. Autant de milliers de tonnes qui viennent peser sur le marché comme masse et comme cours.

On appelle admission temporaire le privilège consenti à certaines firmes de blé, à certains grands moulins de s'approvisionner en grain à leur gré pour le service de leur clientèle

étrangère, notamment la Suisse, et pour assurer le ravitaillement en pain de la Sarre, qui nous incombe d'après les traités. Cette admission doit se faire « en vase clos, en respectant strictement et intégralement la réexportation à l'identique des marchandises importées », c'est-à-dire que les entrées de blé soient compensées exactement par les sorties de farine. . On voudrait bien le croire. Mais il s'agit là d'un contrôle, aussi incessant que minutieux et intransigeant; il suppose une incorruptibilité de conscience loin de nos mœurs actuelles.

Quoi qu'il en soit, il ressort des rapports donnés par le service des douanes que les importations licites pour 1933 ont atteint le total de 11042880 quintaux de blé.

La contrebande est venue l'arrondir. On ne sait point au juste de combien. Mais il est certain qu'elle s'opère sur une grande échelle dans nos départements de l'est. Voici ce que l'on lisait à ce sujet dans *l'Intransigeant* du 9 février dernier. Cela est typique, car ce journal est la propriété de M. L. Louis Dreyfus, grand importateur de céréales. On y lisait, après quelques mots sur la contrebande du tabac : « On dira que cette importation est peu de chose, comparée aux fraudes massives et immenses, — si mystérieuses encore, — du blé sur nos frontières de l'est. » On éclaircit un coin du mystère en précisant que cette contrebande se pratique : *a*) par la frontière belge et les canaux du Nord; *b*) par la voie fluviale du Rhin et le port autonome de Strasbourg... Et, ici, au titre de ravitaillement de la Sarre!... On a vu que ce ravitaillement entraînait dans le privilège de l'admission temporaire. Ce serait à en rire, s'il n'y avait derrière tant de soucis domestiques. Un mot encore. Ces blés de contrebande ont été offerts en novembre-décembre 1933, à 48 francs les 100 kilos sur port d'Anvers.

3° *L'emploi des céréales secondaires.* — Son, maïs, riz, seigle, orge, de prix toujours pour le moins inférieur du quart ou du tiers à celui du blé, se broient et se mélangent à la farine de froment. Il y a du reste un pourcentage toléré. Il oscille de 15 à 18 pour 100. Pour donner une idée de l'importance de cet apport dans la masse du blé pétrie, voici un chiffre relevé pour le maïs seul. Le contingentement en maïs pour le trimestre de 1933 a été de 451 000 quintaux; celui du 1^{er} trimestre de 1934 est porté à 600 000. C'est coquet. Et si on y

additionne ceux du riz, de l'orge ou du seigle, et ceux des fèves et des haricots, qui s'écrasent aussi... Non loin de nous, dans la région, un seul minotier a emmagasiné à cet effet 2 500 kilos de haricots...

4^e *La taxation de la farine et du pain.* — Elle frappe également la bonne et la mauvaise farine, le bon et le mauvais pain. La fine fleur de froment et la poudre venue des céréales secondaires, lourde, grossière et fade; le pain loyal et savoureux, bis souvent, tant il est riche de substances nutritives, et le pain chimiquement blanchi, traité aux bromates, ou aux chlorures, levé à la levûre fraîche, affadi par le riz ou par l'orge, appauvri et alourdi par le maïs ou autre. Il en résulte que le boulanger a un avantage indéniable à s'approvisionner en denrées inférieures, au lieu de s'approvisionner en grain ou en farine d'irréprochable qualité. Quelle délicatesse de conscience ne faut-il pas pour renoncer à ce bénéfice offert?

Ces deux derniers errements ont une conséquence grave, la sous-consommation actuellement constatée. On mange beaucoup moins de pain. Une sorte d'instinct en écarte les gens. Sur la table des restaurants, les morceaux entamés ne sont pas finis. On les émiette, on les mâche par une habitude de race, on ne les dévore plus à belles dents. Les médecins s'en sont mêlés, et justement; ils ont déconseillé ce pain bâlard, indigeste et nocif... La conséquence est grave, ai-je dit: par rapport à 1914, de ce fait, nous consommons 20 pour 100 de moins de pain, soit 12 à 13 millions de quintaux de blé.

Ici, on ne peut réprimer un amer regret en songeant au pain d'autrefois, à celui que nous mangions de tout temps... Souvenons-nous... Le boulanger arrivait au bruit de ses grelots. L'odeur du pain frais embaumait le chemin derrière lui, faite de la senteur de la pâte pure longuement cuite, mêlée à celle d'un bois sain dévoré par la flamme sous la voûte épaisse du four. Le grain pétri achevait là son cycle de feu, commencé sur tige aux rayons de l'astre à pic. Et la croûte du pain était d'or, pâle comme l'épi, croquante, non dure sous le doigt, pétrifiée. Nous accourions tous, les enfants. C'était à l'ordinaire soit à l'heure du petit déjeuner, soit à celle du goûter: le pain aime à voyager à température modérée; il y garde son élasticité et sa fraîcheur plus longtemps. Alors on nous coupait de larges tranches à même la

masse bombée, la masse blonde qui avait rebondi sur la table en l'y poussant. Chacun disait « à moi », en voulant sa part le premier. On n'attendait pour y mordre ni la confiture étalée dessus l'hiver, ni l'été le fruit cueilli sur l'arbre, ou à l'automne le beau raisin couleur de cuivre, glacé de rosée, détaché du cep en en cassant la queue à l'endroit des nodosités. Aux grands repas on trouvait un gros morceau de pain en croissant, auprès de son assiette, et père ou mère avait l'œil à ce qu'il fût fini. Il n'y avait pas de mets qu'il n'accompagnât. Lourd et léger à la fois, parce que riche de substance et levé lentement, tout un jour, il assaisonnait, il relevait le goût de toutes choses. On ne savait plus s'en passer.

Plus tard, au régiment, il faisait le fond de notre ordinaire de troupiers. La boule, sur la planche à pain, était chose sacrée. On touchait à tout entre soi, on chapardait tout, sauf la boule. La race n'est-elle point réputée à l'étranger pour mangeuse de pain autant que pour buveuse de vin ? On en sourit ? A leur aise. Nous devons à ces deux aliments notre résistance et notre ressort. D'autres ont besoin pour se battre d'être repus comme des carnassiers. Quelques bouchées de notre pain, un coup de notre vin et nous voilà debout... C'est presque une nourriture spirituelle, comme la manne du désert.

Le pain est l'aliment national, le plus cher au cœur du peuple. Il faut voir un ouvrier du sol glisser son pain de la journée dans son havresac, entouré d'un linge fin, alors que l'œuf ou le jambon sont enfouis dans quelque ancienne boîte de conserve ou pliés dans quelque papier de commerce. Et comme il l'en retire ! Avec quel respect, quelle piété, à l'angelus sonné, quand midi l'assied à l'ombre pour le frugal diner ! Il le prend à deux mains, écarte le linge, couche le tout sur l'herbe, où le pain rayonne sous la lumière ; il ouvre son couteau, et si c'est un vieil homme, dont la foi est restée intacte, avant de l'entamer, il trace dessus de la pointe une croix. Et, le regardant comme deux fois saint, poussé sous les sueurs de l'homme, couvert du signe divin, il le mêle silencieusement par bouchées à l'œuf ou au jambon.

Même jadis je l'ai vu souvent, enfant, lorsque l'on utilisait encore le four chez toutes les petites gens, qu'on y cuisait un pain bis, complet, « qui tenait son homme » : l'ouvrier, éparquant œuf ou jambon, mettait un morceau de pain blanc,

pris chez le boulanger, sur la miches de la maison et l'y découpaient comme une friandise... tant la saveur de l'une et de l'autre se complétait heureusement... O le bon pain de chez nous !... Mais, suivons.

5° *La liberté dans le taux du blutage.* — On extrait du grain tout ce que l'on peut de farine. On est arrivé à ce point d'extraction, « d'écrasement » dans les grands moulins, qu'on en sort tout ce qui n'est pas absolument immangeable. La puissance d'écrasement est telle qu'il ne reste plus sous la meule que de la cellulose : moins que rien : à quoi on donne encore cependant le nom de son. Les minotiers disent bien que plus ils écrasent fin, plus ils livrent de bonne farine. On leur demande alors pourquoi ils vendent deux et même trois qualités de farine, de moins en moins chère, la seconde, par exemple, à vingt francs de moins le quintal ? La vérité est que l'on fait du pain avec le moins de grain possible, en le vidant totalement.

6° *Les agissements des grands moulins.* — On leur reproche de réduire leurs achats à l'intérieur et de participer à la spéculation sur les cours du blé, de connivence avec les courtiers en grains. Bien sûr, ils ne se privent pas non plus d'acquisitions en céréales secondes, et l'on peut supputer par quelles quantités : mais il n'y a point là d'interdiction et partant de grief. Le mal est dans l'importation massive qu'ils font du blé exotique. Ils sont industriellement organisés et matériellement équipés en vue de cette réception. Nombre d'entre eux dans les ports mêmes, notamment au Havre, où ils reçoivent à quai des navires, immédiatement sur wagons ou en magasin, des tonnages globaux, sans aucun autre coût ni de transport, ni de manutention. Ils ne s'empressent pas d'aller acheter sur le territoire, souvent à ses extrémités, pour leurs immenses besoins, des blés qu'il s'agit de convoier et d'accumuler par paquets à frais que multiplient et le nombre des marchés et la distance. De plus, ils achètent à l'étranger des blés dits de force, de poids spécifique supérieur à la moyenne des nôtres, qui leur laissent, broyés, un bénéfice notable par leur mélange avec des farines à corser. Ils ont créé à ce sujet une légende. Ils importent ces blés de force, paraît-il, pour améliorer la qualité de nos grains, et par suite de notre pain qu'ils déclarent avoir besoin de cette incorporation pour se maintenir nutritif

et de bon goût. On ne saurait trop s'élever contre cette affirmation tendancieuse. Il a été fait l'an dernier pour y répondre, dans des syndicats agricoles du Languedoc, des expériences de panification coûteuses, d'abord avec du grain de force et du grain du pays mêlés, suivant divers dosages, enfin avec du grain du pays seul. Ils étaient tous, cela va sans dire, de choix. C'est le pain pétri avec le blé du pays qui l'a emporté comme qualité, en principes nourriciers et en saveur.

Comment en serait-il autrement? Nous sélectionnons nos semences aussi finement que n'importe qui; nous sommes au fait de tous les enseignements actuels; nous cultivons plus anciennement que quiconque, et mieux. Là où d'autres se laissent séduire par des théories brillantes, nous réagissons au nom d'une expérience millénaire.

Cependant, le contingentement, l'admission temporaire, l'achat de céréales secondes, même portés au maximum, ont des limites et ne sauraient satisfaire au ravitaillement de l'innombrable clientèle. Obligation est de se retourner vers nous pour faire le plein d'abord, ensuite pour emmagasiner des réserves. C'est là que la spéculation s'amorce, directement et indirectement. Les grands moulins « pratiquent la fuite, la grève d'achat, en période de faiblesse des cours, et la précipitation au contraire à l'achat, en période de fermeté ». Ainsi emmagasinent-ils à la baisse, et vendent-ils à la hausse. Ils pèsent sur l'une et sur l'autre de toute leur masse commerciale. Et donc spéculation directe. L'indirecte se fait en se mettant d'accord avec les courtiers sur un prix d'achat, au moment de la récolte. Ces courtiers se comptent par milliers. « Ils s'enquière[n]t » auprès des grands moulins « de leurs dispositions » d'achat. Un prix est fixé, au-dessus duquel les courtiers déclareront ne pouvoir rien offrir. Ils se répandent dans le pays entier, « établissant une liaison constante entre acheteurs et vendeurs ». Or, comme ils ont intérêt à ménager les gros acheteurs, c'est-à-dire les grands moulins, ils sont fidèles au pacte et finalement « les bases d'achat de ces derniers deviennent celles des cours ». En conséquence, « presque jamais l'agriculteur ne parvient à discuter le prix où il vend son grain ». A mille lieues de ces spéculations, il perd pied devant elles; et puis il appréhende toujours un brusque effondrement du marché.

Ce n'est point crainte vaine. Du 17 au 27 mai 1933, il a connu, en effet, pareil effondrement. Sans cause : ni offre plus grande de la culture, ni certitude en la récolte, à un moment où l'on ne saurait faire fond sur elle, où elle commence, en épis, à être exposée. Les cours ont soudainement fléchi, en Beauce, de 95 à 90; autour de Paris, de 95-97 à 92; dans l'Est, de 98-99 à 94. De même partout.

Je donne là ou je cite des extraits de tous les journaux économiques du moment. Aucun qui n'imputât ces agissements aux grands minotiers. J'ose avancer que notre avis à tous, hommes du sol, est le même. Un fait nous frappe : « cette chute des cours du 17 au 24 mai n'avait pas commencé en province, mais à Paris ». Car il y a, à Paris, une Bourse du blé, et, autour, des banquiers qui jouent... Nous ne pouvons nous faire à ce jeu sur le grain sacré...

Un souvenir sur ces choses... C'était l'été dernier, à une table amie, où un gros courtier en blé exotique, homme de la société entré dans les affaires, était assis à côté d'une jeune femme, terrienne fervente. Ils parlaient de la récolte. La jeune femme était inquiète de la sienne invendue : « Je ne sais que faire. Je n'en trouve que 85 francs l'hectolitre, malgré la loi. » (La loi sur le cours de 92 francs.) Il répondit : « Je ne devrais pas le dire, mais vendez. Le blé ne montera pas. » En effet...

1° *L'inertie des pouvoirs publics.* — Tout le monde la connaît. Ils ne savent jamais rien. Ce que nous signalons, ils ne le soupçonnent pas, ou en ont l'air. Toutes les initiatives de réglementation ou de défense prises le sont sous les objurgations des Chambres d'agriculture ou de commerce, sinon sous la pression violente de la masse rurale. Et quelles timides, incomplètes mesures, ils prennent ! Un seul exemple. Lorsque, au battage de l'an dernier, il apparut que le stock excédentaire devenait alarmant, au lieu de supprimer toute importation, ils n'osèrent arrêter que quelques mois l'admission temporaire. Rétablie en octobre, elle n'a cessé de fonctionner.

LES REMÈDES

Ce sont, conséquences des causes :

1° La réduction des emblavures. Les spéculateurs, et autres encore nous disent : « Vous produisez trop; réduisez vos

semailles. » Bien que ce soit là une mesure infiniment délicate, d'abord parce qu'elle ne peut s'appliquer qu'aux départements de grosse production, — il ne faut jamais parler fausement de surproduction, — dont quelques-uns sont monoculteurs ; bien qu'il y ait toujours à compter avec les fléaux, avec une mauvaise germination ou floraison, ou maturité : nous sommes prêts à nous y résigner.

2° La suppression de tout contingentement et de toute admission temporaire, c'est-à-dire de toute importation en année normale, à plus forte raison excédentaire. On ne tolérera d'importation qu'en année déficitaire et dans la proportion seulement des besoins en pain.

3° L'interdiction de tout mélange de céréales secondaires dans la panification, afin qu'elles ne viennent pas réduire d'autant l'emploi du blé, et par suite de son acquisition.

4° La suppression de taxe sur la farine et sur le pain, pour que, libres de vendre plus cher la bonne farine et le bon pain, le boulanger ou le meunier trouve son intérêt à se ravitailler en pur froment ; pour que la concurrence joue.

5° La répression de la spéculation haussière ou baissière, de la fraude sous toutes les formes, des tractations louches, des courtages occultes, permettant à l'agriculteur un débat loyal sur le prix de sa denrée et directement, d'acheteur à vendeur, qui le délivre enfin de la crainte comme des conséquences des brusques effondrements des cours.

6° La recherche et la poursuite des manquements à la loi, puisqu'elle est édictée et qu'elle a limité l'écart entre le prix de revient et le prix de vente : loi à laquelle le monde rural a adhéré, qu'il n'a point violée par hostilité ou plaisir, mais acculé à la nécessité, à la disette de ressources.

7° L'intervention en faveur de la consommation du pain, redevenu l'aliment primordial du pays comme par le passé, complètement savoureux de tous les autres. Une campagne de presse et de conférences qui, celle-là, n'aura point de dessous.

8° L'obligation de dénaturer tous les blés de qualité inférieure pour les rendre impropres à la consommation humaine comme à la semence. On sait qu'elle se fait au bleu de méthylène.

9° Interdiction absolue de faire servir ces blés dénaturés soit à la panification, soit à la semence. Cette impérative inter-

diction, parce qu'il a déjà été panifié et semé du blé dénaturé.

10° Autorisation de donner à nos animaux, non seulement du blé inférieur dénaturé, mais encore du blé de bonne qualité invendu, dont nous ne nous défaisons pas, si nous n'en avons pas d'autre, et de le transformer ainsi en viande, au mieux de nos intérêts. Le blé serait, au choix, dénaturé ou non. Non dénaturé, pour le faire consommer, on l'immerge simplement, la nuit, dans des seaux d'eau un peu plus que tiède, et on le sert le lendemain matin, tempéré, amolli et digestible, sans risque d'user les moulins qui le mastiquent. Tout ceci n'est qu'une conséquence de notre droit de propriété.

11° La réglementation du taux de blutage à 12 kilos au-dessus du poids spécifique de 76 kilos, ce qui écrasera plus de blé pour la même farine.

12° L'organisation de l'exportation.

13° La déclaration obligée de notre récolte de blé comme nous le faisons pour notre récolte de vin. Cela est capital; sans cela on ne saurait interdire ou autoriser sciemment et sagement l'importation.

On le voit, si les pouvoirs publics veulent sortir de leur incurie ou de leur inertie, les occasions ne leur manqueront pas de surveiller, d'aiguiller, de réprimer, d'épauler.

LE CARNET DE BATTAGE

Il faut revenir un peu maintenant sur quelques-unes de ces mesures, sur la déclaration de récolte, sur la réduction des emblavures et sur l'organisation de l'exportation pour en envisager les conditions.

Le difficile dans la déclaration de récolte est de l'obtenir pratique et juste. Il y a une multitude de battages. A peine la récolte en gerbière, ou sous hangar, près de chaque toit, les machines arrivent. Elles roulent jour et nuit sur nos chemins d'une aire à l'autre, dans un vacarme sourd, coupé de coups de sifflet ou de halètements d'organismes sous pression. C'est fini, tout l'été, du silence rayonnant ou obscur des champs... Et quand la machine est à grand rendement, elle bat une ou deux récoltes par jour. Que l'on multiplie par le nombre des chantiers. Il faudrait des nuées d'agents pour contrôler... Nous en avons assez, nous n'en voulons plus à nos

trousses ! Nous proposons un carnet de battage où serait portée la déclaration de récolte. Chaque machine devrait posséder le sien. Un carnet avec talons et feuilles en deux parties. Un pointillé séparant les talons des feuilles ; un autre, les deux parts de celles-ci. Là-dessus, sur la souche, et sur chacune des parties des feuilles, serait consignée la même déclaration de battage. On y écrirait, par exemple : « domaine de l'Astarac, quatre-vingts hectolitres de blé, pesés et comptés ». Et le jour et la date, et la signature. Point de supercherie, le batteur ayant tout intérêt à une déclaration exacte pour être payé exactement quand il ferait sa tournée de rentrée d'argent. Avant de partir, il détacherait de sa souche la feuille du jour, dont une partie irait à la mairie du lieu, dont l'autre resterait aux mains du propriétaire ou colon. Ensuite, à son moment, d'un coup de pied, de bicyclette ou d'auto, ce dernier gagnerait son bureau de tabac où, comme pour le vin, il alignerait son chiffre de récolte. En cas de perte de fiche, en cas d'erreur, la pièce de la mairie ferait foi.

Le reste n'est plus qu'une question d'addition et de renseignements de service à service. Et l'État saurait s'il doit ouvrir ou fermer la porte.

Une objection se présente. Toute la France ne bat pas son blé à la même époque. On est en retard dans l'Est sur le reste du territoire, on n'y bat le grain qu'à la fin de l'automne, et au commencement de l'hiver. Nous ne pensons pas que ce retard puisse apporter de trouble dans le calcul de la récolte et dans ses conséquences, en considérant d'abord ce que l'on sait de l'apport moyen de cette région au total général, en songeant ensuite que nombre de gens battent du grain, certainement, avant l'époque habituelle, soit pour vivre, soit pour le négociant. Ces éléments permettraient de serrer de près le calcul, en attendant de le préciser par le carnet de battage. Le résultat global serait connu avant les emblavures complémentaires du printemps, et bien avant la soudure.

LE RENSEIGNEMENT

J'ai écrit plus haut que nous étions prêts à réduire nos semailles, c'est-à-dire à produire en n'excédant que le moins possible nos besoins, approximativement ce qui est nécessaire

pour parer aux aléas; mais à bon escient, c'est-à-dire en sachant ce que nous faisons, en étant renseignés sur la masse invendue, et prévenus à l'heure.

Nous n'entendons point, par là, être soumis à ce que l'on appelle « l'économie dirigée ». D'abord, parce que nous sommes assez grands garçons pour nous conduire seuls, après entente avec nos Chambres d'agriculture, ensuite parce que nous craindrions d'être dirigés maladroitement. Nous nous souvenons de l'aventure de nos vignes. Il y a quelque années, on nous prêchait la reconstitution et la surproduction; aujourd'hui, on interdit de replanter au delà du remplacement, l'étendue tolérée chez le même propriétaire étant de dix hectares; et la surproduction est frappée d'une taxe progressive qui suit le rendement du cep. Chaque enclos ne peut dépasser telle ou telle quantité de vin. Bien heureux que l'on ne nous ait point prescrit d'arracher. On devine ce que ces errements ont apporté de difficultés coûteuses dans l'économie de nos biens. Nous n'attendons de l'État qu'un renseignement qui nous fixe. Qu'il nous dise, son total général établi, contrôlé : « Nous avons tant d'excédent. » Nous sommes payés maintenant pour savoir ce qu'amène le report d'une année excédentaire, nous aviserons à semer en conséquence, à ne point le grossir. N'importe la terre travaillée; on en tire toujours parti.

LA CAISSE DE COMPENSATION

Comme tout arrive ici-bas, que malgré les mesures envisagées, — suppression de l'importation, réduction des emblavures, augmentation de la consommation humaine et animale, interdiction d'emploi de farines secondes, — il se peut qu'une série d'années excédentaires amène encore des reports alarmants, d'aucuns parmi nous, plus inventifs et hardis, préconisent la création d'une caisse de compensation destinée à désencombrer le marché et à assurer sa stabilité, en exportant.

Voyons des chiffres. En ce moment, l'exportation supporterait le blé français à 38 francs. Il s'agirait de solder la différence entre ces 38 francs et le prix normal. Si l'on calcule sur les 90 millions de quintaux qui sont le maximum de notre consommation, il faudrait pour ce financement 350 millions.

On les demanderait aux agriculteurs eux-mêmes, ayant un indéniable intérêt à voir s'écouler leur grain ; et à l'État, ayant intérêt à voir reprendre et se maintenir les affaires. Les agriculteurs verseraient à la caisse par exemple 270 millions, en taxant chaque quintal de blé à la mouture d'un droit de 3 francs ; l'État verserait 80 millions. Il consent d'autres largesses moins légitimes... Au surplus, l'accord ne jouerait qu'en période excédentaire, et l'État, en période déficitaire, forcément importatrice, récupérerait des sommes considérables sur les droits d'entrée de blé exotique par admission temporaire, et de céréales secondes.

La caisse ainsi dotée amorcerait l'exportation du jour au lendemain, tout en indemnisant l'agriculteur. Ce moyen d'équilibrer le marché peut au moins fournir matière à réflexion et à discussion, sinon à aménagement.

L'INITIATIVE

Elle nous vient du Calvados. Un bureau interprofessionnel composé de représentants de la meunerie, de la boulangerie, du commerce et de la production, s'y est constitué : « afin d'établir un règlement qui affirme la nécessité de n'employer pour la fabrication du pain dans le Calvados que des farines provenant de blés du Calvados ». En conséquence, la meunerie « s'engage à ne livrer à la boulangerie que des farines de blés de ce département », la boulangerie, « à réserver ses achats aux seuls moulins adhérents à l'entente », le commerce, « à ne pas acheter des blés au dehors pour la revente à la meunerie » ; la production, « à ne s'approvisionner en pain que chez les seuls boulangers adhérents à l'entente ».

Cela, « tant qu'il existera des stocks soit en culture, soit à la coopérative de stockage », c'est-à-dire tant que les excédents ne seront pas écoulés.

Il me paraît qu'il y a là une conclusion à ces pages. Non point en ce qui concerne le territoire, où les provinces au contraire n'intensifieront jamais assez leurs échanges, mais vis-à-vis de l'étranger, tant que notre marché n'aura pas retrouvé son équilibre.

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

SPECTACLES

MADAME DUSSANE, A LA SOCIÉTÉ DES CONFÉRENCES

C'est un spectacle et des plus charmants que de voir, d'écouter M^{me} Dussane « jouant » ses conférences. Diction, mimique, gestes, animation expressive, intelligente, malicieuse, profonde, ironique, gaie ou grave en leur diversité, sont bien un jeu, sont bien un rôle, un beau rôle de composition.

M^{me} Dussane nous a parlé, cette saison-ci, de trois grands rôles de Molière : *Arnolphe*, *Tartuffe*, *Alceste*. Comme elle s'amusa en nous amusant, et en nous instruisant ! Car elle ne se borne pas à comprendre les personnages illustres en savante et fine lettrée, mais en comédienne de grand talent et en astucieuse soubrette. Oui, en soubrette et, comme elle sait l'être, ayant appris son patron sur le bout du doigt, l'ayant observé en toutes circonstances, connaissant ses manies, ses qualités et ses défauts, ses folies et ses rêves comme ses tares.

Vêtue de rouge clair pour nous présenter *Arnolphe* et *Tartuffe*, et de bleu sombre égayé de vert pâle pour célébrer *Alceste*, elle s'assit sagement devant son pupitre et son verre d'eau : « Mesdames, mesdemoiselles, messieurs... » Les cheveux d'or fauve encadrent le front net et dévoilent le beau regard à la fois aigu et mutin ; le nez spirituel palpite, le menton volontaire se relève, la bouche sinue, sage autant qu'impertinente. Elle regarde son public, lequel est aussi nombreux qu'empressé, déjà sous le charme et prêt à l'enthousiasme, car il l'a applaudie l'an dernier et le précédent, — toujours à la *Société des conférences*, — dans ses causeries ravissantes et passionnées : *Héroïnes de Racine*, *Héroïnes de Musset*... Elle

joint rêveusement ses bras demi-nus, ses mains lentes en penchant la tête sur une épaule. Mais sans doute en ce verre classique l'eau est-elle remplacée par un philtre. M^{me} Dussane a respiré, en rassemblant *in petto* ses mots, ses idées, ses citations, ses réflexions, ce je ne sais quoi de magique qui permet de devenir un autre être, de comprendre les autres êtres. Son œil brille, sa voix change, le ton s'élève et elle nous parle tout d'abord de Molière. On dirait qu'elle l'a connu, aimé, vu jouer, applaudi et qu'elle a appris son art, elle-même, à ses côtés. Elle assure qu'il portait ainsi la tête, — et elle se renverse en arrière, — ce qui lui posait la voix de certaine façon. Il nous semble voir la perruque de Poquelin tomber en anneaux le long du visage.

Et puis, la voilà partie sur Arnolphe. Certes, ce n'est pas lui que Molière a montré en ce rôle d'Arnolphe. Molière le généreux s'est moqué d'Arnolphe le prudent, et même a voulu que fussent risibles les véritables souffrances du barbon, — trente-cinq ans! en ce temps-là, messieurs! — qui avait acheté une petite fille, pour l'élever, se la garder, petite volaille, petite oie, qu'il épousera et savourera en temps voulu. Qu'il soit moqué, trompé, berné, rien de plus juste. Agnès ne savait rien des projets de son bienfaiteur, égoïste, de son gardien immoral. Elle aime et elle est aimée. D'ailleurs c'est toujours ainsi dans les pièces de Molière. Les dupés, ce sont ceux-là, dans tous les genres, qui n'ont pas voulu admettre les lois naturelles et ont imaginé de les détourner à leur profit. La jeunesse et l'amour, le bon sens triomphent toujours dans l'œuvre de Molière. Les gens d'âge sont bafoués, à cause non pas de leur âge, mais des excès de leurs caractères devenus plus intransigeants avec les années. Une bien jolie observation de M^{me} Dussane c'est qu'Arnolphe n'était pas du tout amoureux d'Agnès, mais simplement son possesseur et que l'amour naquit en lui le jour où il comprit l'amour d'Agnès pour un autre. Arnolphe a déjà des traits d'Harpagon, Agnès est sa vivante cassette. En ses mains, elle garde les restes de ce trésor que fut la jeunesse pour Arnolphe.

C'est ce que Lucien Guitry, lorsqu'il interpréta ces grands rôles classiques, à la fin de sa vie, avec une ample et profonde maîtrise, nous faisait sentir si bien. Amour, jalousie, déception, dépit d'être joué par cette petite acquisition? Mais non; désespoir de perdre avec elle sa jeunesse, son dernier prestige

de bonheur et d'illusion. Guitry nous faisait, non pas aimer Arnolphe, mais nous émouvoir à cause de lui. Dussane déteste Arnolphe. Elle est la soubrette complice de la jeune fille injustement enfermée et qui a droit au bonheur, au bonheur comme elle l'entend, non à celui que lui prépare l'égoïsme d'un mûr voluptueux, las des aventures et voulant au logis goûter ses derniers plaisirs. Alors, elle le raille, avec bien de l'esprit, cet homme qui s'était imaginé tenir captive l'éclosion d'une femme.

Puis, elle nous parla de *Tartuffe*. Ce fut sa plus belle conférence, son étude la plus approfondie, la plus pleine de signification historique et humaine. Je ne pourrais que l'amoindrir en l'analysant. M^{me} Dussane a publié une édition de *Tartuffe* avec une préface et des annotations où elle avait déjà prouvé toute sa rare compétence à propos d'un tel sujet. Le portrait en profondeur qu'elle nous fit de ce *Tartuffe*, soutenu dans l'ombre par toute la fameuse Confrérie prête à l'assister puissamment et à le venger de ses ennemis par les pires procédés, ce portrait à haute allure ; c'est une toile de maître.

Et puis... Voilà qui est un peu étonnant : M^{me} Dussane nous révéla qu'elle adore Alceste. L'honnêteté d'Alceste, encore plus son goût de l'honneur, son sens du vrai, sa bonté protectrice, son juste dédain des préciosités à la mode, comme elle sut nous faire valoir toutes ces hautes et puissantes qualités ! Comme elle excuse avec indulgence et tendresse tout l'insupportable qu'il y avait en Alceste au point de vue social et quotidien ! Alceste était, je l'admets, un fort beau caractère, mais il devait être à exaspérer dans son refus des petites lâchetés et des petits compromis ; moins encore : de ces inévitables facilités qui composent la politesse des salons et de la vie en commun. La faiblesse d'Alceste était de vouloir en être, de ces salons, afin de plaire à Célimène. Rien de plus inadmissible que les conventions « du monde », pour les êtres authentiques, les esprits de sincérité et d'intégrité : il faut donc qu'ils restent chez eux. Quel joli portrait traça Dussane de Célimène, frivole et sans cœur, poupée vide et vaine ! Comme la soubrette Dussane l'a bien surprise en ses fards et en ses secrets, en ses puériles manigances, gribouillant étourdiment sur un coin de coiffeuse ses petits billets mensongers, prodiguant à tort et à travers serments et flatteries ! Et aussi, comme Dussane a

bien campé Arsinoé, Tartuffe femelle, disposant comme lui dans l'ombre d'occultes pouvoirs!

« Aimez-vous Alceste ? » m'a demandé à l'heure des « au revoir » et des applaudissements la charmante Dussane, encore toute enivrée d'avoir dit du bien de cet incompris. « Pas beaucoup... » ai-je répondu avec confusion. Car celui-là, que Dussane aime, ne me paraît pas être tout à fait l'Alceste que dessina Molière. Dussane l'embellit, elle lui sait presque gré de son obstination à déplaire en même temps qu'à être aimé; elle ne lui en veut pas trop d'avoir choisi une Célimène. Il est vrai que les hommes supérieurs font généralement des erreurs de ce genre dans l'élection de leur passion. Mais, lui aussi il veut triompher de quelque chose d'irréductible. Il veut faire fleurir en Célimène des beautés naturelles, alors que le naturel de Célimène est l'artifice même. Ce pourquoi Alceste, pourvu de toutes les vertus et dépourvu de toutes les magies, souffrira et s'éloignera, après avoir fièrement « refusé » le don trop tardif de l'amante poupée. Vieil enfant sans jouet, seul et boudant en son « endroit écarté », et n'admettant pas les gens tels qu'ils sont, espérons que pour se consoler, il verra fleurir de vraies roses.

Certaines femmes n'aimeront pas tout à fait Alceste. En son admiration tendre pour ce caractère, M^{me} Dussane, elle, se rapproche de la création qu'en fit Lucien Guitry, lequel fut également un étonnant *Tartuffe*, un grandiose hypocrite. Sa création d'Alceste était puissante et justicière et profondément douloureuse. Tant aimer, et ne pouvoir transformer ce qu'on aime ! Tant aimer et n'aimer que « cela » ! J'avais pensé, après l'avoir vu et entendu, que la conception rigoureuse qu'Alceste a de l'amour était, au fond, bien plus féminine que masculine. Qui écrira : *Alcestine et Célimon* et les dédiera à Dussane ?

Acclamée, félicitée, applaudie en triomphe et l'ayant, et au delà, mérité, Dussane, un peu ivre d'art et de succès, s'écriait en battant des mains : « Grâce à ces conférences, moi aussi, j'ai joué *Alceste*, j'ai joué *Tartuffe*, j'ai joué *Arnolphe* ! » Et c'est vrai... C'est absolument, intelligemment, excellentement vrai.

DAUMIER

Pendant mes visites à l'Orangerie et à la Bibliothèque nationale, je fus poursuivie par ce que j'appellerai « une dame d'exposition ». Dès que je me penchais sur une toile ou sur un dessin, elle accourait. Elle passait devant moi, se collait à l'œuvre élue, poussait des cris, appelait sa compagne plus lourde et plus lente : « Viens donc ! voilà un chef-d'œuvre ! Quelle actualité en cette légende ! quel trait ! quelle force ! C'est sublime ! c'est immense ! c'est michelangesque ! Mais comme peintre, il est surfait. Qu'est-ce que tu regardes donc, ma chère ? Viens ici ! Vois ce que je te montre... » Excédée, je cédaï la place à la visiteuse ardente et à sa tiède amie, et j'allais contempler un autre panneau. L'experte dame me rejoignait aussitôt. Entre tous les amateurs de ces salles, pourquoi m'avait-elle choisie pour m'importuner, me poursuivre et se hâter de venir examiner ce que je regardais ? C'est là un fâcheux mystère, car, pour comble de disgrâce, après la Nationale je retrouvai cette « dame d'exposition » aux Tuileries, escortée, cette fois-ci, d'une victime mâle, et tenant toujours à s'interposer entre ma personne et le tableau. « Eh bien ! mon cher, qu'en dites-vous ? Ces avocats ! ah ! ces avocats ! Oui ! évidemment ! cela compte. Mais cette *Soupe* ! ah ! quel chef-d'œuvre ! Comment ! c'est au Louvre ? Je ne l'avais jamais vu. Savez-vous que Corot lui avait acheté, à Daumier, sa maison de Valmondois. Une mesure ! mon cher, une mesure... La mesure de l'amitié. Symbole. Pauvre cher grand homme..., la misère..., les journaux ne voulaient plus de ses dessins. Ce que c'est que la gloire ! »

Au moment de fixer ici quelques impressions sur mes visites en ces deux galeries, je me souviens avec une timidité subite de cette « dame d'exposition ». Est-ce que je ne vais pas, dans mon genre, vous paraître tout aussi vaine, phraseuse et incompétente que cette dame péremptoire ? N'allez-vous pas trouver que je suis bien importune de venir, à propos de tous ces chefs-d'œuvre, m'interposer entre eux et vous ?...

Charles Baudelaire, qui ne s'est jamais trompé en ses jugements esthétiques sur les artistes qui furent ses contemporains,

— chose si rare ! car chez la plupart des critiques le recul du temps semble nécessaire à leur impartialité, — Baudelaire a écrit sur Daumier quelques pages admirables d'équité et de clairvoyance : « Feuillotez son œuvre, dit-il, et vous verrez defiler sous vos yeux, dans sa réalité fantastique et saisissante, tout ce qu'une grande ville contient de vivantes monstruosités. Tout ce qu'elle renferme de trésors effrayants, grotesques, sinistres et bouffons, Daumier le connaît... Quant au moral, Daumier a quelques rapports avec Molière. Comme lui, il va droit au but. L'idée se dégage d'emblée. On regarde, on a compris. Son dessin est naturellement coloré. Ses lithographies et ses dessins sur bois éveillent des idées de couleur. Il fait deviner la couleur, comme la pensée. » Phrase étonnante de suggestion et de précision. Jugement devant lequel les actuels artistes, les admirateurs de Daumier ne peuvent encore que s'incliner, tant il contient de sens définitif.

Parcourons d'abord la salle de la Nationale où, avec tant de goût et de clarté dans la disposition des vitrines et des panneaux, sont exposés les dessins, les lithographies. Leur vie et leur vigueur sont égales à leur maîtrise. On a beaucoup dit que certaines caricatures politiques reprenaient aujourd'hui une actualité saisissante et c'est parfaitement juste, surtout pour celles où le dessin, étant symbolique, n'a pas de traits spécialement humains ; tels la paix dormant sur l'affût d'un canon, le budget mal équilibré, le fameux linge sale, et cette femme s'appuyant furieusement sur une porte qu'elle ne peut fermer : *ce que ça pousse fort l'opinion publique* ! Nombre de ces compositions présentent, non seulement ce dessin « coloré » dont parle Baudelaire, mais un sens tout sculptural du relief. Daumier a sculpté ; quelques-unes de ses sculptures sont exposées ici. Certains dessins, certaines études, semblent des préparations pour des bas-reliefs futurs et, — les *Émigrants* en font foi, — forcent à penser à Rodin.

Quant à l'humanité qu'il caricature et caractérise, elle est composée de types qui ont complètement disparu, — je parle là surtout des lithographies. Ses ministres, ses bourgeois, — mettons à part ses ouvriers, — pourraient avoir habité le monde de Gulliver ou la planète de Wells. Citoyens d'un autre univers, ils sont prodigieusement vivants et me restent presque inconnus. Monde de Balzac ? types de l'éternelle *Comédie*

humaine? A la lecture, les personnages balzaciens nous apparaissent, non seulement en leur particularité physique, sociale et vestimentaire, mais encore en leur humanité morale et profonde qui les rapproche de tous les êtres, de tous les temps. Les types de Daumier pourraient s'intituler : *le Carnaval humain*. Daumier est un sculpteur de masques. Sa caricature n'accentue pas seulement le trait corporel, la tare physiologique, il fait porter à ses visages le masque symbolique, rendu visible, du personnage mystérieusement hideux que certains dissimulent. Ainsi le masque devient le visage vrai. Que de beautés horribles en cette galerie prestigieuse! Il faut bien citer la fameuse *rue Transnonain*, sans quoi vous croiriez que je ne suis pas allée à la Nationale. Ce cadavre, cette chambre affreuse flétrissent la cruelle répression des troubles de 1834. Rue Transnonain! des coups de feu furent tirés d'une fenêtre et la troupe, en punition, massacra tous les habitants de la maison, voilà cent ans.

A l'Orangerie, ce sont les tableaux du maître. Les critiques autorisés m'affirment que je n'y connais rien et que Daumier, peintre, ne vaut pas Daumier dessinateur. J'ai eu là pourtant l'impression que Daumier est un très grand peintre. Imaginons que seule nous reste son œuvre picturale... et nous la contemplerions avec des yeux plus admiratifs encore. Baudelaire l'a comparé à Molière et, même si nous ne l'avions pas su, nous aurions pensé cela devant tant d'évidence burlesque et un si beau sens de la comédie. Ses avocats sont molièresques tout autant que le médecin du *Malade imaginaire* qui tâte le pouls du patient avec tant de suffisance et de mépris.

Si Molière avait écrit une pièce comme *les Plaideurs* de Racine, ses gens de robe auraient ressemblé à ceux-là représentés par Daumier. En rencontres confraternelles, en importances retorses et bouffonnes, en plaidoiries envolées, en méditations, en promenades, en confidences, ses avocats sont les médecins méprisants et suffisants des crimes qui ne sont pas toujours imaginaires. C'est la comédie de la justice dont ils sont les guignolesques acteurs, et leurs longues robes noires cachent les ressorts de leurs mouvements. De là leur attrait, à la fois divertissant et sinistre. Ces robes font aussi penser aux dominos de Longhi... Toujours ce carnaval qui l'a tenté aussi dans ses caricatures politiques, la parade foraine du pouvoir.

Combien Daumier aime le théâtre et les gens de théâtre, M. Raymond Escholier le fait excellemment remarquer dans l'ouvrage si intéressant et documenté qu'il vient de consacrer à l'œuvre, la vie, l'époque de Daumier. D'ailleurs, on ne doit pas aborder ces deux expositions *daumièresques* sans avoir lu, soit le livre de M. Raymond Escholier, soit celui de M. François Fosca... Oui, le théâtre a eu une grande influence sur toute l'œuvre de Daumier. Voyez dessins, tableaux ou aquarelles, toutes ces études de spectateurs, *Spectacle gratis, Au théâtre*, etc., etc. Voyez ses *Parades*, ses *Acteurs forains*, — dont s'inspirera plus tard, peut-être, un Lautrec, — en leurs tares de phénomènes, leurs physiques d'emploi et l'admirable et ironique *Drame* où les acteurs romantiques meurent et se désespèrent sur une scène au bizarre éclairage et que les auditeurs plongés dans l'ombre contemplent avec un plaisir hagard. Voyez les admirables *Scapin et Crispin* et maints autres. Ses gens de wagon de troisième, qui semblent en attente d'un spectacle n'ayant pas lieu, ont des têtes de jeu de massacre, cet aspect forain que Daumier affectionne. Ses nombreux *Amateurs d'estampes* sont, eux aussi, à la recherche de leurs délices de contemplation; ils sont justement célèbres, ainsi fixés en leur désir artistique et maniaque. Enfin, don Quichotte enchante Daumier. C'est que ce grand réaliste était surtout un puissant réalisateur de l'imaginaire. Son Don Quichotte est un miracle de précise irréalité; c'est le chiffre du songe; il s'élance de ses étrières et de sa Rossinante et, s'étirant de plus en plus, va quitter la terre et la bête, être absorbé par les nuages... Ce sont là chefs-d'œuvre de poésie où les images, nées de l'évocation des textes, les rejoignent en suprême magie.

Ai-je manqué à mon devoir en ne citant pas toutes les œuvres les plus illustres, en n'en donnant pas ici titres et indications exactes? La « dame d'exposition » ne sera pas contente de moi. Mais ... je ne suis pas critique d'art et ne vous offre que des impressions profanes. Je m'en voudrais de ne pas revoir, avant de quitter une salle de peinture, ce *Retour de chasse*. Les chasseurs sont assis devant l'âtre et sa lueur comme devant un brûlant théâtre et, devant leurs yeux et leur rêve et dans la fumée de leur pipe, leurs exploits récents, embellis et commentés, revivent, s'animent, se dessinent en se transformant et deviennent une comédie.

LES NOUVELLES SALLES DU LOUVRE

Il nous faut encore citer Baudelaire, à propos de la promenade magnifique que les visiteurs peuvent désormais accomplir dans les quarante nouvelles salles du musée du Louvre :

Là, tout n'est qu'ordre et beauté,
Luxe, calme et volupté...

Goutons le luxe et le calme des espaces largement ménagés, la volupté de la contemplation lumineuse, de la beauté dans toute la force de sa valeur. Que de félicitations, aussi admiratives qu'enchantées, nous devons à M. Henri Verne, directeur des musées nationaux, à MM. Ferrand et Camille Lefèvre, les architectes, à M. Paul Jamot qui a réinstallé la galerie des Sept mètres, la salle Percier et la salle Duchâtel, à M. Paul Vitry qui aménagea l'admirable ensemble des salles de sculpture du Moyen âge et de la Renaissance ! Ces douze salles qui occupent l'aile sud du rez-de-chaussée des Tuileries, — autrefois les écuries de Napoléon III, — sont de toute beauté. Elles se continueront peu à peu par d'autres salles consacrées aux *xv^e* et *xviii^e* siècles, de façon à créer une galerie complète de l'histoire de la sculpture, du moyen âge à nos jours. Mais, déjà, les douze salles que nous contemplons nous ravissent, nous émeuvent par leur lumière, leurs pures dimensions, leurs arceaux et leurs portails, les séparant sans les fermer, donnant ainsi aux visiteurs une vaste impression de richesse et de liberté. Les statues ne sont plus prisonnières ainsi qu'elles le paraissaient dans des locaux encombrés. Elles semblent avoir enfin choisi le lieu de leur repos et de leur immobilité, de leur attitude passionnée ou de leur halte volontaire. Leur contour y prend une force d'expression, une puissance vitale qui, pour beaucoup d'entre elles, nous est une révélation.

Avions-nous jamais vu ce sublime tombeau de Philippe Pot comme nous le contemplons ici ? Ces pleurants, en leur cagoule de pierre, peinte de deuil, expriment une douleur et une humilité si puissantes que nous en partageons et subis-

sons, pendant un long instant, le poids superbe et funèbre. C'est celui du long corps vêtu de sa roide armure du sénéchal de Bourgogne, Philippe Pot. Les mains nues et jointes, mains de race, ont encore plus de souplesse que de rigidité et le visage, vraiment de chair sous le relèvement du heaume, semble encore une fleur de noblesse en son rude calice de métal. C'est un gisant qui semble prêt à se redresser pour les belles causes. Et dans son sommeil immobile il n'est pas pétrifié par son trépas et son sculpteur, mais comme engourdi par maléfice et noir enchantement. Ce tombeau mystérieux et douloureux est une œuvre étrange et grande. Tout l'espace qu'on lui devait lui a été donné et les pleurants, portant le corps du sénéchal sur le pavois, sont vraiment en marche.

Les gracieuses Vierges de Colombe nous sourient au passage, tendant leur enfantelet grimaçant et attendrissant, mais, en cette salle voisine, l'illustre Diane du château d'Anet, la déesse longue et bien coiffée que sculpta Jean Goujon, nous fait signe. Elle s'étire et semble sortir d'un bain royal, d'une fontaine de luxe et de grâce ; l'élégance de sa nudité la pare d'invisibles atours. Elle caresse le cerf puissant dont le profil animal a la pente de son propre nez féminin. Unis en une amitié mythologique, la belle et la bête semblent enchantés et forment un couple incomparable ; l'arc que tient la déesse ne lancera jamais sa flèche au forestier personnage que l'amour retient captif à son côté, Actéon métamorphosé et point mécontent d'une transformation qui lui vaut une compagnie incomparable. Rien de plus noble et de plus séduisant que ce beau groupe. Des bas-reliefs que Jean Goujon composa pour la fontaine des Innocents sont exposés en cette même salle ; l'un d'eux, où une nymphe semble devenir fluide, est d'un ravissant ondolement. Pour donner une idée du bon goût avec lequel cette salle est aménagée, disons qu'une cheminée seigneuriale y fait face à une belle porte sculptée et que, dans la salle suivante où les statues des *Esclaves* de Michel Ange s'élèvent et palpitent d'une vie de marbre et de génie, une porte de Crémone, en son charmant italianisme ouvragé, sert de fond en attendant qu'elle serve de portique quand les salles suivantes s'ouvriront.

L'un des *Esclaves* de Michel Ange, celui au bras relevé, en la révolte passionnée de son corps si beau, atteint ici à son

maximum d'expression, tant il est bien placé, éclairé, isolé. On ne peut l'admirer sans se réciter le nostalgique sonnet des *Trophées* :

J'ai quitté l'île heureuse, hélas ! Ah ! si jamais,
Vers Syracuse, et les abeilles et les vignes...

En haut d'un gracieux escalier double, le *Mercure* de Jean de Bologne, sombre et aérien, s'élance. Un peu petit auprès des puissants *Esclaves* et d'autres sculptures plus importantes, peut-être ? Mais non ; il semble voler très haut et c'est pourquoi nous le voyons ainsi, planant en plein ciel de l'Olympe, ouvrant son enjambement qui est un essor, précipitant sa course véritablement ailée. Mais d'autres belles salles nous réclament : la salle gothique et son immense Christ et ses tombeaux, ses Vierges, ses rois et ses reines, son Charles V au profil matois qui est un portrait si astucieux et que l'on sent si véridique ; les si intéressantes sculptures des *Ecoles du Nord* dans la galerie haute, ainsi que les sculptures italiennes ; la salle Michel Colombe, la salle Beauneveu... toutes habitées de présences choisies, de statues élues, de beautés évidentes.

Mais, le temps presse... Certes, nous ne verrons pas tout, aujourd'hui. Il nous faudra plusieurs visites en ces illustres lieux pour bien en comprendre et en apprécier le nouvel aménagement. Un autre jour, nous ferons une promenade dans les salles entourant la *Cour carrée*, dans celle des antiquités orientales et celle des antiquités égyptiennes ; nous verrons alors, à loisir, la *Salle du Sérapeum* et ses sphinx, nous descendrons dans la crypte où rêvent les sarcophages phéniciens, nous monterons à la nouvelle salle de peinture du *xix^e siècle*. Mais, aujourd'hui, profitons des beautés plus proches du lieu où nous sommes. Il nous faut admirer l'ancienne *Cour du Sphinx*, transformée, vitrée, où triomphe la ravissante façade de Le Vau, où les monuments de l'ancienne salle de Milet et la frise de Magnésie du Méandre sont nouvellement disposés. Dans la large et pure ordonnance de ce lieu, baigné de lumière et nous faisant penser par sa clarté calme et son rêveur silence à des lieux d'élection vus en nos voyages, les cavaliers et les combattants à pied de la frise, les chevaux cabrés, les boucliers levés, poursuivent leur guerre antique, éternisent leur

beauté meurtrière. Au centre de la cour, une belle mosaïque d'Antioche luit comme un bassin carré où se reflètent encore Paris et les déesses.

Mais il faut gravir l'escalier Daru, monumental, enfin achevé. Cet achèvement est dû comme la Cour du Sphinx au talent de M. Ferrand. Cet escalier, dépouillé de ses mosaïques et de ses ornements superflus, s'élève, en sa majesté nue, jusqu'au socle de rocs, entassés en forme de proue, d'où s'élance la *Victoire de Samothrace*. Là, encore, l'espace vaste et sonore donne à la forme qui le fend toute sa puissance et tout son prestige. Et nous croyons sentir, au lieu du perfide courant d'air, un vrai vent grec soulevant les ailes héroïques de la déesse mutilée, symbole de toute victoire.

Au premier étage, les fresques de Luini et de Botticelli, remplacées en des murailles blanches et légèrement creusées, s'épanouissent à nos yeux ravis comme un printemps de grâce et de couleurs écloses. Nous n'avions jamais bien vu dans la demi-obscurité où elles dormaient le tendre épanouissement diapré de leurs contours. La salle est toute claire de Fra Angelico, de Pisanello, etc., une clarté pure baigne ces doux et précis chefs-d'œuvre et le ton propre et blanc bis des murs, leur servant de fond, a cet attrait conventuel des cellules enchantées où l'on rêve à Assise, à Florence et tant d'autres villes d'Italie. Propreté, lumière, espace, voilà trois des principes qui ont présidé, avec tant de talent et d'expérience de l'art, à ces aménagements nouveaux. Des fenêtres jusqu'alors aveuglées ont été ouvertes, des verrières nettoyées; la lumière électrique installée avec une grande ingéniosité dans les voûtes et les plafonds donne, en dépit de l'heure ou de l'endroit sombre, tout son prestige et tout son éclat à l'œuvre contemplée. Puissent les autres salles, qui s'assombrissent encore du contraste, être aussi clarifiées, réaménagées, aérées... et les tableaux enfumés retrouver, par la grâce de soins plus que jamais « éclairés », une beauté rajeunie!... Mais, déjà, la fête a commencé; les délices de la perfection nous sont offertes et, en ces quarante nouvelles salles,

Là, tout n'est qu'ordre et beauté,
Luxe, calme et volupté.

DANSEUSE PÉRUVIENNE

Le Pérou est à la mode. Savez-vous qu'il est question de décerner le Prix Nobel à Ventura Garcia Calderon et à son frère Francesco? Ventura nous a éblouis dès qu'il écrit directement en français ses admirables ou pittoresques récits péruviens et depuis l'apparition de *la Vengeance du Condor*. Et voici que, cette saison, une charmante, ironique et péruvienne comédie, *File indienne*, signée Acremant et Max Daireaux, remporte grand succès au théâtre de l'Athénée avec le séduisant acteur Clariond dans le rôle si amusant du Cacique. Enfin, M^{lle} Helba Huara nous arrive de ce pays de l'or et des lamas, des lacs et des cordillères, des volcans, des rites ancestraux et des chants de flûte triste. Helba Huara ne danse pas aux sons séculaires de cette *queña* sur laquelle les pasteurs modulent encore les rêves évanouis des aïeux. Elle danse sur des airs d'Albeniz, de Falla, Debussy, Tcherepine; et aussi au son claquant et solitairement accouplé des castagnettes. Il paraît que sa façon de jouer des castagnettes est toute nouvelle, très différente des techniques espagnoles. Disons aussi qu'elle invente, dessine, exécute tous ses costumes et qu'ils révèlent une coloriste et une artiste tout à fait originale. Elle ne possède, à première vue, en son aspect physique aucun de ces charmes qui nous attirent dès l'apparition de la danseuse. Mais elle étonne; elle surprend; et, de sa physionomie bizarre, de ses rythmes singuliers, comme un enchantement émané de ces rythmes, peu à peu la beauté naît.

Sa danse n'a rien de classique; elle est l'envolée mystérieuse d'une floraison d'attitudes, de gestes, parfois même de contorsions. Telle frénésie éclate comme l'épanouissement bref d'une fleur millénaire. Tout le corps participe du jeu des pas. Dans cette danse diabolique, *le Miracle de la belle sans bras*, si elle mime le désespoir du corps incomplet, la supplication vers Satan qui lui donnera des bras en échange de son âme, elle rampe, elle se tord, se renverse. Ses bras sont cachés, levés sous sa coiffure. Elle s'éténue jusqu'au moment libérateur où, de larve informe, elle s'élance, ailée, agitant ses bras et ses mains en palpitations de délivrance et d'évasion. Elle a quelque

chose d'inferral et de volcanique. Et pourtant, elle se déguise en *Vierge de campagne*, toute raide de beaux atours azurés, debout sur son autel devant une herse de petites cires et entre deux grands cierges qui semblent vivre en se consumant. Elle aussi se consume en sa danse, en ses scintillantes paillettes de toutes les couleurs, mais elle fait surtout penser en ses reptations d'une souplesse anormale à une coulée de lave imitant le serpent. Rouge et verte, bariolée et barbare, est-elle plante? est-elle plumage? Hérissée, ou voluptueuse, elle semble toujours vouloir exorciser par des incantations une torture mystérieuse.

Un très ancien rêve semble la hanter, et son apparence momentanée va peut-être s'effacer devant le fantôme ancestral. Elle danse aussi avec un pittoresque sauvage d'idole animée les danses incas qui s'intitulent *Hampato*, — danse de la grenouille d'après un bas-relief de Pachacamac, — *Laecca*, danse du sorcier multiforme, *Kachampa*, danse du guerrier vainqueur brandissant la tête du vaincu, dont la musique scande étrangement et accentue la farouche puérité. Mais elle danse avec plus d'art *Kacharparihuay*, bacchanale funèbre où elle palpite comme une âme éperdue, colorée encore un moment des teintes de la vie terrestre, papillon suprême qui bientôt ne sera plus que cendre. Tout ce qui est maléfique, sorcier, empreint d'une magie triste dont les cercles de la danse semblent les préparations la révèlent. Cette petite scène où elle porte une fleur à son amant mort et lutte contre les mauvais esprits, lui donne l'occasion de mimiques et d'attitudes d'une séduction désespérée. Tour à tour attirante ou effrayante, élégamment précise ou chatoiemment insaisissable en ses jeux de couleurs, Helba Huara sait certains secrets. Elle ne nous les a pas tous révélés, car, telle la *Belle sans bras*, elle n'est pas toujours une danseuse accomplie. Mais le spectacle de ses élans et parfois de ses efforts est un spectacle rare. Allez voyager, grâce à elle, en des pays lointains, très lointains... plus lointains que le Pérou.

GÉRARD D'HOUILLE.

LE PROGRAMME NAVAL

NÉCESSAIRE

DANGEREUSE INTERRUPTION DE NOS CONSTRUCTIONS NEUVES

En prenant son service, au ministère de la Marine, M. François Piétri fut, sans doute, étonné de trouver la situation de nos constructions neuves dans l'état où il l'avait laissée au moment où il était titulaire du portefeuille de la Défense nationale dans le cabinet Tardieu, c'est-à-dire du 20 février au 1^{er} juin 1932. Depuis deux ans, les Chambres et les gouvernements se sont désintéressés de l'exécution de notre programme naval. Il faut remonter au 31 décembre 1931 pour découvrir un texte autorisant le ministre de la Marine à engager des crédits en vue de la mise en chantier de nouveaux navires. Il y a donc exactement vingt-sept mois que le rythme de reconstitution de notre tonnage a été brusquement interrompu. Il est vrai que, grâce à M. Georges Leygues, les unités faisant partie des lois des 10 juillet et 31 décembre 1931 ont été mises en chantier. Mais ce ne fut pas sans peine, le ministre de la Marine s'étant heurté aux objections du titulaire des Affaires étrangères, qui ne jugeait jamais opportun d'entreprendre ces navires.

Car il importe d'expliquer la procédure de nos programmes de constructions neuves. Il est d'abord déposé un projet de loi comportant ce qu'il est convenu d'appeler une « tranche navale », c'est-à-dire un certain nombre d'unités que le Parlement autorise le ministre de la Marine à construire dans un délai déterminé. Cette tranche porte le millésime de l'année au cours de laquelle elle doit être entreprise. En même temps, des crédits sont ouverts pour son financement. Ils seront

reportés d'année en année, même s'ils n'ont pas été employés, de sorte que c'est, en réalité, non point l'ordre de mise sur cale des bâtiments qui détermine le point de départ d'un programme, mais bien le vote de la « tranche » par le Parlement. Ainsi que nous venons de le dire, si nous avons commencé au cours des années 1932 et 1933 un cuirassé, quatre croiseurs protégés, et dix escorteurs, il est bon d'affirmer qu'il ne s'agit là que de la mise en œuvre de lois votées antérieurement au 31 décembre 1931, qui marque une rupture dans l'enchaînement des plans de rajeunissement de notre flotte.

Cette carence législative est d'autant plus grave qu'elle coïncide avec un réveil de l'activité navale dans tous les pays du monde. Aux États-Unis, la Chambre des représentants a adopté, le 30 janvier 1934, le projet de loi présenté par le sénateur Vinson, autorisant la construction de 102 navires de guerre, et devant entraîner une dépense totale de 470 millions de dollars (environ 7 milliards 500 millions de francs). Le Japon, aussitôt, projette de mettre en train 48 200 tonnes de constructions neuves. L'Angleterre, de son côté, pour ne pas perdre sa situation prépondérante, va se trouver obligée d'accroître ses programmes, lesquels comportent déjà pour 1933 : trois croiseurs, un conducteur de flottilles, huit torpilleurs, trois sous-marins, etc... Toutefois, ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont les intentions de l'Allemagne qui pousse avec la plus grande activité l'exécution de son programme de quatre *Deutschland*. Le premier est en service depuis le 1^{er} avril 1933 ; le second, l'*Amiral-Sheer*, déjà lancé, entrera en escadre cette année ; le troisième est sur le point d'être mis à flot et l'Amirauté pense poser le premier rivet du quatrième bâtiment dans le courant de cette année.

Nous avons déjà exposé le danger que cette division d'acier serait susceptible de faire courir à nos convois chargés d'opérer la mobilisation de notre armée d'outre-mer. Nous savons que la vitesse du *Deutschland* lui permet d'échapper à nos vieux cuirassés et que son armement, comme sa protection, défient l'attaque de nos croiseurs de 10 000 tonnes, plus rapides que le cuirassé allemand. Nous avons déjà exposé l'urgence de la construction du navire de ligne *Dunkerque* qui est actuellement en chantier à Brest. La question qui se pose aujourd'hui

c'est de répondre non pas à un, mais à quatre navires allemands du type *Deutschland*. Encore ne s'agit-il là que de plans connus ; mais on prête aux Allemands l'intention de briser les cadres du traité de Versailles et de se constituer une flotte non limitée. Il y a donc urgence au point de vue de notre sécurité nationale à disposer d'un deuxième bâtiment de ligne destiné à s'opposer aux croiseurs cuirassés que le gouvernement d'Hitler est en train d'achever et à ceux qu'il pourrait construire dans la suite.

LA PROCHAINE TRANCHE NAVALE

C'est ce qu'un gouvernement conscient de ses responsabilités a parfaitement compris. Le premier acte du nouveau ministre, M. François Piétri, fut de déposer le 2 mars un projet de tranche navale 1934 destiné à remédier aux lacunes de notre situation militaire. Il comporte la mise en chantier de : un navire de ligne, un contre-torpilleur, un sous-marin de première classe et un sous-marin de deuxième classe. Ces derniers petits navires sont tous les trois destinés à remplacer des unités ayant atteint la limite d'âge et il faut ajouter qu'il y a quatre années que nous n'avons pas ouvert de crédits pour la flotte sous-marine.

La principale unité de la tranche navale, c'est le navire de ligne du type *Dunkerque*. Ce nouveau bâtiment n'accroîtra pas le tonnage global de la flotte. Il se substituera à un tonnage égal de cuirassés du type *Jean-Bart*, mis sur cale en 1910, que les traités navals en vigueur nous autorisent expressément à renouveler. Tout le monde est d'accord pour entreprendre ce nouveau *Dunkerque*. Nous avions même espéré que les crédits relatifs à cette construction seraient ouverts avant les vacances parlementaires. Pour des raisons de procédure, les Chambres se sont séparées sans avoir été appelées à discuter le projet. Mais le ministre de la Marine a pris toutes ses dispositions pour que la mise en chantier du second *Dunkerque* ne souffrit aucun retard, si, comme il y a tout lieu de le penser, l'ouverture des crédits intervenait dès la rentrée du Parlement.

LES CARACTÉRISTIQUES DU NOUVEAU BÂTIMENT DE LIGNE

On adopte pour ce nouveau navire de ligne des caractéristiques identiques à celles du *Dunkerque*. L'exposé des motifs fait ressortir que son tonnage, soit 26 500 tonnes, est un minimum capable d'assurer la puissance d'artillerie et la vitesse nécessaires en même temps qu'une protection efficace contre les obus de gros calibre, les torpilles et les bombes d'avions. D'autre part, la reproduction du même type de bâtiment que celui qui est en construction permet de réaliser le maximum d'économie et de rapidité dans l'exécution.

En utilisant les plans du *Dunkerque*, on profite de l'expérience acquise pour ce navire. Tout changement apporté dans ces plans entraînerait un décalage d'une année dans son achèvement. Or, nous avons des raisons impérieuses de le finir vite. Nous éviterons ainsi les tâtonnements occasionnés par les premières études d'un prototype, tâtonnements qui sont particulièrement sérieux, quand il s'agit d'un tel navire. Ajoutons que les bâtiments de ligne opèrent généralement par division. Il est désirable de conserver à cette formation tactique toute son homogénéité en la composant d'unités semblables.

On reprochera peut-être au navire projeté de ne pas être assez gros. On fait remarquer que les marines étrangères pourront le « surclasser » en adoptant un tonnage supérieur. Mais nous savons que nos *Dunkerque* sont surtout destinés à s'opposer aux *Deutschland* qui n'ont que 10 000 tonnes W. du moins théoriquement. Avec ses huit pièces de 330 millimètres réparties en deux tourelles quadruples séparées par une tranche cellulaire, le *Dunkerque* répond à nos préoccupations. Il concilie toutes les exigences auxquelles doit satisfaire cette unité. Aucun fait nouveau n'a surgi depuis l'ordre de mise en chantier du *Dunkerque* pour infirmer le choix qui avait été primitivement fait de son tonnage. Aucune nation n'a construit depuis de cuirassés. Aucune raison plausible donc pour modifier notre point de vue. L'état de nos relations avec l'Italie permet d'autre part d'espérer qu'une entente interviendrait au sujet de la limitation du tonnage unitaire des bâtiments de ligne, si cette Puissance jugeait

à propos d'en construire un, bien que le nôtre soit destiné à opérer en dehors de la Méditerranée.

Le programme naval s'accompagne d'un projet de reconstitution de notre matériel aérien. Les deux projets se complètent. Nous serions les derniers à nier l'efficacité de l'aviation de coopération navale. Nous avons, au contraire, montré dans la *Revue* que cette troisième arme était absolument nécessaire à l'utilisation tactique de nos escadres et qu'il fallait remédier à son insuffisance. Toutefois, nous ne pensons pas que, malgré ses progrès surprenants, l'aviation puisse remplacer les navires de surface.

Depuis que nous avons soutenu cette thèse, le premier lord de l'Amirauté britannique est venu apporter à cette façon de voir l'appui de sa haute autorité. Lors des discussions qui se sont, en effet, déroulées à la Chambre des communes, Sir Bolton s'est élevé contre la théorie suivant laquelle les bâtiments de ligne seraient aujourd'hui périmés. « Tous nos experts navals, a ajouté le premier lord, se prononcent en sens contraire. » On avait dit, à la suite des manœuvres de Firth of Forth, que les avions de coopération navale rendraient la mer intenable aux cuirassés. Le représentant de l'Amirauté a déclaré que les deux armes sont complémentaires et qu'on ne pouvait pas se passer de l'une plus que de l'autre. Loin de discrediter les navires de surface, l'aviation au contraire en rend l'utilité plus évidente par suite de leur nécessité commune d'opérer en liaison.

Les experts britanniques fournissent donc un excellent argument à nos marins qui désirent constituer une division de trois *Dunkerque*. Toutes les fois que la science a réalisé un instrument d'offensive nouveau, on s'est empressé d'écrire qu'il suffirait à lui seul à répondre à tous les objectifs militaires. On l'a dit pour les torpilleurs, pour les sous-marins, l'expérience s'est chargée de prouver qu'on a fait à cet égard un calcul chimérique. Rien ne saurait donc empêcher le projet de loi de tranche navale de suivre son cours.

RENÉ LA BRUYÈRE.

REVUE LITTÉRAIRE

CORNEILLE ET LA VIE (1)

« Corneille a peint les hommes tels qu'ils devraient être » : ce mot de La Bruyère, que d'innombrables générations de bacheliers ont commenté et, naturellement, approuvé, a longtemps passé pour être la vérité même. Depuis quelques années, cet axiome, ce lieu commun de la critique a reçu d'assez rudes atteintes. A y regarder de plus près, on a cru voir que la tragédie cornélienne était beaucoup plus proche de la vie contemporaine qu'on ne le disait communément, bref qu'il y avait, dans l'œuvre de ce grand idéaliste, un réalisme qu'on a trop souvent méconnu.

Je crois bien que ce juste renversement de l'opinion traditionnelle est, pour une large part, l'œuvre de M. Gustave Lanson. Étudiant en 1894 le *Traité des passions* de Descartes, ce livre « qu'on a trop souvent le tort d'abandonner aux philosophes », il était très frappé des rapports de la psychologie de Corneille et de la psychologie de Descartes, et, dans un substantiel et vigoureux article, il montrait que ce parallélisme s'expliquait, parce que « le philosophe et le poète tragique ont travaillé tous les deux sur le même modèle : l'homme tel que la société française le présentait communément au début du xvii^e siècle ». Il revenait un peu

(1) *Les chefs-d'œuvre de la littérature expliqués* : le Cid de Corneille, étude et analyse, par M. Gustave Reynier; — *Polyeucte*, par M. J. Calvet, 2 vol. in-16; Mellottée. — Cf. Gustave Lanson, *Hommes et Livres (le héros cornélien et le « généreux » selon Descartes)*, Boivin, 1895; — *Corneille*, Hachette, 1898; — *Esquisse d'une histoire de la tragédie française*, nouvelle édition, Champion, 1927; — Émile Faguet, *Amours d'hommes de lettres (Corneille)*, Boivin, 1904; — *En lisant Corneille*, Hachette, 1913.

plus tard avec quelque insistance sur cette idée dans son *Histoire de la littérature française*, dans son beau livre sur *Corneille*, et il apportait à l'appui de sa thèse de nouveaux arguments et de nouvelles observations. L'idée, une fois lancée, faisait si bien son chemin dans les esprits, que nous la retrouvons, ingénieusement développée, dans deux livres récents et excellents consacrés par MM. Gustave Reynier et J. Calvet au *Cid* et à *Polyeucte*. Il est à croire qu'elle n'a pas achevé sa course et qu'elle va devenir, à son tour, l'un des thèmes courants de la critique cornélienne.

Ce n'est pas, à dire vrai, que l'opinion contraire, celle qui veut faire du théâtre de Corneille une représentation irréaliste et systématiquement déformée de la vie, ne puisse pas se justifier par des considérations assez plausibles. A voir les choses un peu du dehors, peut-être, il y a un contraste indéniable entre l'image que le poète d'*Horace* nous présente de ses personnages et l'idée que nous nous formons habituellement de la commune humanité. Et le contraste n'est pas moins grand entre le monde où se meut l'imagination de notre vieux tragique et ce que nous croyons savoir de sa vie et de son caractère. L'opposition même est si saisissante qu'elle a pu prêter parfois à de très spécieux développements. Brunetière, qui préférait Racine à Corneille et qui s'est souvent montré un peu sévère pour ce dernier, aimait à invoquer son cas pour démontrer que le style n'est pas toujours l'homme et que l'écrivain ne ressemble pas nécessairement à son œuvre. Un poète qui dédaigne la réalité et qui se refuse à prendre dans son expérience intime comme dans l'observation courante le point de départ de ses constructions dramatiques : tel serait donc, d'après l'opinion généralement admise,

celui qui crayonna

L'âme du grand Pompée et l'esprit de Cinna.

Seulement, il se pourrait que cette opinion fût insuffisamment conforme à la vérité.

*
* *

Une première question à se poser est celle de savoir ce que Corneille a malgré tout laissé passer de lui-même, de sa personne morale, de son caractère, de sa vie intérieure dans son œuvre. Et la question n'est nullement oiseuse. Car, sans aller certes jusqu'à prétendre qu'à voir ou à entendre parler ce bourgeois provincial,

timide et un peu intéressé, quémandeur même, à la vie régulière et paisible, à l'allure embarrassée et commune, à l'élocution difficile et « pesante », on pouvait aisément reconnaître le grand Corneille le peintre de la vie héroïque, l'auteur de tant de mots sublimes, je crois qu'on aurait tort de s'en tenir à ces simples apparences extérieures et d'opposer sans réserve à l'inspiration générale de son théâtre les gestes habituels du poète. Celui-ci n'est sans doute pas le seul chez lequel l'ironique nature se serait plu à loger une âme élevée dans une enveloppe corporelle quelque peu vulgaire.

Et, d'abord, est-il bien sûr que cette bonhomie un peu gauche qui frappait dans les manières de Corneille ne se soit pas, par plus d'un trait, traduite dans son œuvre dramatique, laquelle, avec toutes ses parties supérieures, ne laisse pas d'être assez souvent inégale, heurtée, et, disons le mot, quelque peu maladroite ? Est-ce que la familiarité, la vulgarité même de quelques-uns de ses personnages secondaires, — Félix, Prusias, — ne serait pas comme le reflet de quelques-unes des préoccupations ordinaires de sa vie ?

D'autre part, nous n'avons pas, je le sais bien, de renseignements précis sur la vie sentimentale de l'auteur du *Cid*. Mais il me semble qu'on s'avance beaucoup quand on affirme qu'« il n'a pas connu l'amour ». Il y a des vers d'amour, de très jolis vers d'amour dans son œuvre non dramatique ; et, sans pouvoir naturellement assurer qu'ils sont l'écho direct de quelque réalité profonde et profondément vécue, je ne serais point étonné que cet excellent père de famille eût un tempérament assez amoureux. C'est l'amour, de son propre aveu, qui lui mit la plume en mains et le tourna vers le théâtre, et les galanteries de ses premières comédies sont apparemment l'image, plus ou moins idéalisée, des galanteries de sa jeunesse. Si l'on en croit Fontenelle, — et pourquoi ne pas le croire ? — ce fut un mariage d'amour que fit le poète, à la fin de 1640 ; repoussé par la famille et triste de ce refus, il aurait dû à l'intervention de Richelieu son union avec Marie de Lampérière, laquelle était fille du lieutenant particulier civil et criminel du bailli de Gisors au siège d'Andely. Nous manquons d'informations sur la vie conjugale de Corneille : tout porte à croire cependant qu'elle fut des plus régulières, aussi régulière que le fut, après sa conversion, celle de Racine. Six enfants naquirent de cette union. Nous ignorons tout de M^{me} Corneille, et même la date de sa mort. Gardons-nous d'en conclure qu'elle n'a pas été aimée.

Plus tard, Corneille devait écrire que l'amour « est une passion trop chargée de faiblesse pour être dominante dans une pièce héroïque ». Mais, en dépit de cette fière déclaration, l'amour tient une assez belle place dans les œuvres de sa maturité, et Chimène, Émilie, Pauline ne sont pas, que je sache, des héroïnes de Quinault ou de Racine. Plus tard encore, s'il y a tant de vieillards amoureux dans son théâtre, nous savons, par Fontenelle, que c'est en souvenir d'une aventure personnelle qui eut dans sa vie quelque retentissement. En 1658, — il avait alors cinquante-deux ans, et nous ne savons si sa femme vivait encore, — la troupe de Molière étant venue jouer à Rouen, le poète s'avisa de tomber amoureux de la Duparc, cette jolie actrice, probablement peu farouche, que Molière paraît avoir aimée et qui mourut la maîtresse de Racine. Elle avait vingt-cinq ans. Il ne semble pas qu'elle ait « couronné la flamme » de l'auteur du *Cid*, du moins si l'on en juge par les beaux vers célèbres :

Marquise, si mon visage...

thème cher aux poètes vieilliss, et qui a inspiré des vers charmants à Ronsard et d'admirables pages à Chateaubriand. En ce qui concerne Corneille, nous ne savons pas très bien jusqu'où l'affaire fut poussée ; mais on a pu conjecturer, — c'est Émile Faguet, — que l'aventure n'a pas été étrangère au départ de Rouen et à l'installation du poète à Paris. Faut-il rappeler ici les vers exquis de *Psyché* :

Je le suis, ma Psyché, de toute la nature...

lesquels sont de 1672 et nous prouvent qu'à cette date le grand Corneille n'avait rien perdu de son génie poétique et de son aptitude à traduire en vers de délicats sentiments amoureux ? Ces sentiments, toutes les probabilités sont pour qu'il les ait personnellement et réellement éprouvés.

Un autre trait commun à l'œuvre et à la personne de Corneille, c'est ce goût des subtilités dialectiques, des plaidoyers en forme auquel tous les héros cornéliens cèdent si volontiers et qu'ils tiennent sans doute du poète, leur père. « Avocat du roi », celui-ci n'a peut-être jamais plaidé, mais il a, pendant plus de vingt ans, rempli avec exactitude ses fonctions de magistrat. Nourri dans la chicane, ayant d'ailleurs une longue hérédité de robin, et de robin normand, il a tout naturellement prêté à ses personnages ses

habitudes d'esprit : ils sont, comme lui-même, marqués d'un pli professionnel.

Enfin, on ne s'expliquerait pas l'émouvante beauté d'une œuvre comme *Polyeucte*, si l'on ne savait que l'auteur, marguillier de sa paroisse, traducteur de l'*Imitation* en vers, est resté toute sa vie un robuste et candide chrétien, pour lequel la religion n'était pas, comme pour l'auteur de *Zaïre*, simple jeu d'esprit et affaire de littérature, mais qui, convaincu que la poésie n'est pas la secrète ennemie du christianisme, a longtemps rêvé de réconcilier ces deux puissances spirituelles et s'est efforcé d'y réussir. *Polyeucte* est le fruit de cette tentative qui, si elle n'avait pas été suivie d'un échec, aurait pu ouvrir une veine si féconde. « Il est trop vrai, a écrit plus tard le poète, que communément la poésie ne trouve pas bien ses grâces dans les matières de dévotion : mais j'avais toujours cru que ce défaut provenait plutôt du peu d'application de notre esprit que de sa propre insuffisance, et m'étais persuadé que d'autant plus que les passions pour Dieu sont plus élevées et plus justes que celles qu'on prend pour les créatures, d'autant plus un esprit qui en serait bien touché pourrait faire des poussées plus hardies et plus enflammées en ce genre d'écrire, et m'étais fortifié sur ce sentiment par la nature de la poésie même qui a les passions pour son principal objet, n'étant pas vraisemblable que l'excellence de leur principe les doive faire languir. » Tout le *Génie du Christianisme* est en germe dans cette lourde et laborieuse phrase. Corneille, lui, était un de ces « esprits bien touchés » de l'excellence, même littéraire, de la religion chrétienne : *Polyeucte* est l'une des « poussées plus hardies et plus enflammées » de son ardente vie intérieure : en même temps qu'une admirable réussite d'art, ce chef-d'œuvre de notre théâtre est une expression naïve et spontanée de sa profonde foi religieuse.

Ainsi donc, si ignorants que nous puissions être du détail de la biographie de Corneille, et sans qu'il soit nécessaire de creuser bien profondément, nous constatons qu'il n'y a pas une opposition absolue entre sa propre personnalité et celle de ses héros, et qu'il a prêté un peu de son âme à plusieurs de ses personnages. Sans nier assurément l'effort d'imagination et d'invention auquel il s'est livré pour écrire ses tragédies, il faut maintenant nous demander si, pour les composer, il ne se serait pas aussi largement inspiré de la réalité contemporaine.

* * *

C'est ici qu'il faut tout d'abord faire intervenir, en renvoyant à sa décisive démonstration, l'étude de M. Lanson sur le héros cornélien et le « généreux » selon Descartes. Des volontés tendues et qui se soumettent à la raison, ou du moins à des idées « claires et distinctes » : voilà le « modèle idéal » que Corneille a eu constamment devant les yeux ; or, c'est aussi celui dont Descartes a donné la formule abstraite. C'est que l'un et l'autre l'ont vu fleurir dans la société de leur temps. Héritiers de longues luttes civiles qui ont ensanglanté le *xvi^e* siècle, témoins ou acteurs des tragédies vécues qu'a suscitées la guerre de Trente ans, habitués à « vivre dangereusement », les hommes de la première moitié du *xvii^e* siècle ont été avant tout, au moins dans leurs principaux représentants, des énergies qui se déploient, et qui mettent leur gloire à se déployer, des énergies nullement impulsives, d'ailleurs, et qui raisonnent leur effort, et qui, même quand elles subissent l'entraînement d'une passion maîtresse, éprouvent le besoin de se démontrer à elles-mêmes que leur action, bonne ou mauvaise, est parfaitement raisonnable. On connaît le mot célèbre de Richelieu : « Je n'ose rien entreprendre que je n'y aie pensé. Mais quand une fois j'ai pris ma résolution, je vais droit à mon but, je renverse tout, je fauche tout, et ensuite je couvre tout de ma soutane rouge (1). » Richelieu est une âme cornélienne. Le fameux vers :

Je suis maître de moi comme de l'univers,
Je le suis, je veux l'être

pourrait être sa devise. Mais, si représentatif qu'il soit de toute une génération française, il n'est pas une exception parmi ses contemporains. Qu'on ouvre les correspondances et les Mémoires du temps, Retz, La Rochefoucauld ou *M^{me}* de Motteville entre autres : c'est à chaque instant qu'on rencontre chez eux des gestes, des faits, des états d'âme ou des formules qui ont l'air comme échappés du théâtre de Corneille, et qui nous rappellent invinciblement telle tirade ou telle scène de ce théâtre. Les témoignages qu'ont rassemblés diligemment M. Lanson et M. Reynier sont à cet égard bien significatifs. En voici deux autres qui ne le sont pas moins.

(1) Ce mot de Richelieu au marquis de La Vieuville, que cite quelque part Michelet, nous est rapporté dans les *Mémoires* de Montchal, publiés en 1718 (in-12).

J'emprunte le premier à l'étude qu'on a pu lire dans la *Revue sur le Maréchal de la Force*. Au moment où l'un de ses fils va partir pour guerroyer en Hollande contre l'Espagne, le maréchal écrit à sa femme : « Quant au péril, je vous dirai librement que j'aime fort mes enfants, mais jamais cette considération ne me ferait les priver de ce qui les fait parvenir et acquérir honneur et réputation ; nous devons croire que partout ils sont entre les mains de Dieu ; au reste, il est certain qu'en la guerre que nous avons eue en France, l'on y courait plus de péril en quatre jours que l'on ne fait en celle de Flandre en quatre mois. » Un Don Diègue n'aurait pas mieux dit.

Le second témoignage me sera fourni par un trait de la vie de M. Frémoyot, le père de sainte Jeanne de Chantal. Pendant la Ligue, obstiné dans son loyalisme, il s'était retiré à Flavigny avec quelques rares parlementaires, — parmi lesquels il y avait un Bossuet, — et là, muni des pleins pouvoirs du roi, il oppose un Parlement légal au Parlement rebelle. Menacé par les ligueurs de recevoir « dedans un sac » la tête de son fils, leur prisonnier, il adresse au lieutenant général une lettre qu'on nous a conservée : « Ni les tourments que l'on pourrait me donner, y disait-il, *ni ceux que l'on fera à mon fils, que je sentirais plus que les miens*, ne me pourraient ébranler à faire chose contre mon honneur et le devoir d'un homme de bien. J'aime mieux mourir tôt, ayant la réputation entière, que vivre longuement sans réputation. » Est-ce que ces lignes ne sont pas comme un vivant commentaire du « Qu'il mourût ! » du vieil Horace ? Et plus tard, quand le même président Frémoyot, qui aurait pu être le père de Corneille, voit partir sa fille pour le couvent qu'elle va fonder à Annecy, est-ce que le langage qu'il lui tient n'est pas déjà tout cornélien d'inspiration, d'accent, et presque de vocabulaire : « Allez donc, ma chère fille, où Dieu vous appelle, et arrêtons tous deux le cours de nos justes larmes, pour faire plus d'hommage à la divine volonté, *et encore afin que le monde ne pense point que notre constance soit ébranlée* » ?

Nous parlions, tout à l'heure, de Richelieu. Que l'on étudie dans le détail la vie d'une Henriette de France ou d'un Turenne : on y saisira sur le vif l'attitude intérieure qui est commune aux héros de Corneille, en particulier cet exercice continu d'une volonté que rien ne rebute et qui fait des obstacles qu'elle rencontre la matière même de son effort. Plus on approfondira l'histoire morale de la première moitié du xvii^e siècle, plus on entrera dans l'inti-

mité des âmes de cette époque, et plus on reconnaîtra que Corneille, sans peut-être l'avoir délibérément voulu, mais simplement parce qu'il était de son temps, parce qu'il vivait dans l'atmosphère spirituelle d'une France éprise d'action et de grandeur, n'a souvent fait que copier ce qu'il voyait autour de lui.

Et il s'est inspiré aussi de la philosophie qu'il voyait professer par nombre de ses contemporains et qui n'est autre que le stoïcisme : un stoïcisme rajeuni, transformé, qui ne laisse pas d'être assez différent de celui de Zénon ou de Marc-Aurèle, mais dont les origines antiques sont pourtant fort reconnaissables. Sous l'influence de Sénèque et de Plutarque, les humanistes de la fin du xvi^e siècle ont laissé tomber du stoïcisme primitif sa métaphysique et sa physique ; ils en ont gardé la morale qui, par plusieurs de ses traits essentiels, répondait aux besoins des âmes. La morale stoïcienne n'était-elle pas avant tout une exaltation de la volonté ? Et ce principe intérieur était fait pour séduire des personnalités que les luttes civiles avaient fortement trempées et qui, dans le tumulte des camps ou dans les âpres controverses théologiques, se sont habituées à bander tous leurs ressorts, à concentrer et à porter au paroxysme toutes leurs énergies. D'autre part, entre le christianisme, « ce stoïcisme divinisé », comme l'appelle Vinet, et le stoïcisme authentique, il y a, surtout si l'on considère leurs morales, de frappantes affinités électives ; et cela aussi était pour attirer, — et pour rassurer, — des âmes restées encore profondément chrétiennes, et qui n'apercevaient pas, comme le verra plus tard Pascal, le germe d'orgueil païen qui se cachait sous les théories stoïciennes. Quoi qu'il en soit, mis en forme et vulgarisé par Juste Lipse dans sa *Manuductio ad stoicam philosophiam* et par Du Vair dans sa *Philosophie morale des stoïques*, le néo-stoïcisme a connu durant tout le cours du xvii^e siècle une très glorieuse fortune qui mériterait une longue étude. Il n'est guère d'écrivain notable, au moins jusqu'à Molière et La Fontaine, qui ait échappé à son influence. Malherbe, d'Urfé, Rotrou, Descartes sont pénétrés d'idées stoïciennes. En 1646, Gomberville publiait un curieux volume, superbement illustré, et dédié au Roi, avec épîtres dédicatoires à Mazarin et à la Reine, et dont le titre seul est tout un programme : *la Doctrine des mœurs, tirée de la Philosophie des stoïques, représentée en cent tableaux et appliquée en cent discours pour l'instruction de la jeunesse*. Et si, de l'ordre purement littéraire, on passe à l'ordre théologique, est-ce que,

directement ou indirectement, des éléments stoïciens ne seraient pas entrés dans la composition du jansénisme ? Jansénius et Saint-Cyran avaient étudié à Louvain, où Juste Lipse avait enseigné et où son enseignement avait laissé de vivaces souvenirs. En tout cas, la doctrine de l'*Augustinus* était admirablement adaptée à des âmes que le stoïcisme avait fortifiées contre les assauts et les surprises d'une vie très intense. Les jansénistes ont été les stoïciens du christianisme.

Élève des jésuites, resté en fort bons termes avec ses maîtres, Corneille n'était pas janséniste. Mais il n'a pas pu, et, quand il l'aurait pu, il n'aurait pas voulu s'affranchir des préoccupations de son temps. Non content d'observer et de peindre, en les systématisant et les transfigurant un peu, les mœurs et les aspirations contemporaines, il s'est pénétré des idées qui avaient cours autour de lui. Sa forte culture classique et, notons-le, exclusivement latine, le prédisposait à accueillir avec faveur une philosophie qui avait fait beaucoup d'adeptes parmi les Romains et qui même exprimait assez fidèlement leur idéal national. Le stoïcisme qui flottait dans l'atmosphère intellectuelle et morale de l'époque et qui avait contribué à former d'assez beaux caractères a trouvé en lui l'un de ses plus éloquents interprètes. Il a ajouté quelques nouveaux chapitres aux *Vies* de Plutarque. Et quand Jules Lemaitre l'a défini, un jour, « un stoïcien mégalomane », la formule, en même temps que bien spirituelle, ne manquait ni de profondeur, ni de vérité.

* * *

Image plus ou moins embellie, et retouchée à l'aide de souvenirs antiques, du Français de l'époque de Louis XIII, le héros cornélien n'offre-t-il plus aucune ressemblance avec les hommes des autres époques historiques ? Et faut-il expliquer par là l'impression d'inhumanité, ou plutôt de « surhumanité » qu'il produit sur tant de lecteurs ?

Il est bien certain que l'homme moyen ne se reconnaîtra guère dans le théâtre de Corneille. Soit dans le crime, soit dans l'héroïsme, ses personnages nous dépassent. Il les conçoit volontiers démesurés, excessifs, tout d'une pièce, allant jusqu'à l'extrême limite de leur effort, de leur volonté tendue vers le bien ou vers le mal. Et les aventures où il les engage ne sont pas non plus des aventures ordinaires ; elles ont un caractère de rareté qui, avouons-le, confine

aisément à l'in vraisemblance. Son inspiration habituelle pourrait être définie par ces deux vers de lui, auxquels Brunetière attachait avec raison une valeur presque symbolique :

Et comme il voit en nous des âmes peu communes,
Hors de l'ordre commun il nous fait des fortunes.

Corneille n'est assurément pas le poète de la commune humanité.

A cette observation d'expérience il en faut joindre une autre qui la corrobore. Depuis Racine, peut-être, la littérature n'a guère contribué à nous donner une très haute idée de nous-mêmes. Poètes, romanciers, dramaturges ont à l'envi représenté une humanité désespérément faible, cédant à ses passions, n'écoulant guère la voix de la raison et du devoir, et dont la volonté chancelante est le jouet facile des puissances trompeuses du désir et du rêve et des fatalités extérieures. « Racine a peint les hommes tels qu'ils sont », selon le mot de La Bruyère, ou du moins tels que sont la plupart d'entre eux dans les circonstances habituelles de la vie. Avec un art admirable, fait de souplesse, de pénétration et d'élégante énergie, il a été par excellence le peintre des troubles du cœur, l'analyste douloureux et lucide des passions de l'amour. D'autres l'ont suivi dans cette voie au siècle suivant : la sensibilité a eu ses apologistes intéressés ; l'abbé Prévost a attendri de nombreux lecteurs sur les faiblesses et les aventures de Manon Lescaut et du chevalier des Grieux. Puis Rousseau est venu qui a proposé aux hommes son propre exemple et qui, généralisant les médiocres exemples d'une vie étrangement décausue, jetant l'anathème à la raison, a proclamé avec une trop persuasive éloquence les droits supérieurs et imprescriptibles de la passion. On l'en a cru sur parole. Sur les modes les plus divers, les romantiques ont repris le même thème. Ils ont fait de la sensibilité la maîtresse de la vie humaine ; ils ont chanté la sainte fatalité de la passion ; ils ont nié le pouvoir de la volonté : le héros romantique est « une force qui va » au gré des circonstances. Au nom d'une observation soi-disant scientifique, réalistes et naturalistes n'ont voulu voir dans l'homme que les instincts qui l'asservissent. Une philosophie implacablement déterministe s'est imposée aux esprits. On nous a accablés sous le poids des « grandes pressions environnantes ». On nous a apitoyés sur la destinée d'Emma Bovary ; et ce ne sont pas les héros d'Émile Zola qui ont pu relever à ses propres yeux

le niveau de la pauvre nature humaine. De proche en proche, l'idée s'est répandue que l'homme est un être déraisonnable et faible, à la merci de ses nerfs, de son imagination, de sa sensibilité. Et si l'on regarde autour de soi, ou en soi-même, on ne peut pas dire que cette conception soit entièrement fausse.

Mais elle n'est pas non plus entièrement vraie ; elle est surtout très incomplète. « Il n'y a pas que la Bièvre, aimait à dire Flaubert ; le Gange aussi existe. » Si le monde est, pour une large part, composé d'âmes médiocres plus encore que d'âmes basses, il comprend aussi quelques âmes nobles. Pour ces âmes-là, les mots vertu, devoir, sacrifice ont un sens, et, par toute leur vie, par l'effort constant d'une volonté puissamment disciplinée et héroïquement tendue, elles rendent témoignage au secret idéal intérieur qui les inspire. Sainte-Beuve, qui, à l'ordinaire, n'est pas suspect d'un excès d'idéalisme, reprochait à l'auteur de *Madame Bovary* d'avoir trop penché « du côté du mal, du côté de la sottise et de la perversité humaine ». « Dans ces vies de province, disait-il, où il y a tant de tracasseries, de persécutions, d'ambitions chétives et de coups d'épingle, il y a aussi de belles et bonnes âmes, restées innocentes, mieux conservées qu'ailleurs et plus recueillies ; il y a de la pudeur, des résignations, des dévouements durant de longues années : qui de nous n'en sait des exemples ? » Et il en donnait un, très significatif ; et il concluait : « Il y a de ces âmes-là dans la vie de province et de campagne : pourquoi ne pas nous les montrer ? Cela relève, cela console, et la vue de l'humanité n'en est que plus complète. » Sainte-Beuve avait raison, et il faudrait rappeler cette page à tous les détracteurs trop absolus de la nature humaine.

Allons plus loin encore. Il y a de par le monde, n'en disconvenons pas, des âmes irrémédiablement vulgaires, uniquement absorbées par les préoccupations matérielles. Il y en a d'autres, qui sont peut-être plus nombruses qu'on ne pense, et qui semblent, elles aussi, enlées dans les intérêts les plus mesquins. Mais ce n'est là qu'une apparence, et, bien souvent, elles ne se doutent pas elles-mêmes des énergies dormantes qui couvent sous la cendre de leur vie quotidienne. Car, que vienne à surgir, dans l'ordre public ou privé, l'un de ces événements extraordinaires qui forcent toutes les consciences à prendre parti et à donner toute leur mesure : on les voit se réveiller comme d'un long sommeil, rejeter d'un brusque mouvement la lourde chape de plomb des habitudes

journalières et rivaliser avec les plus hautes d'activité généreuse, de courage et même d'héroïsme.

Ce noble spectacle de résurrection morale, on l'a vu, à plus d'une reprise, au cours de notre histoire nationale. Les guerres, les révolutions ont été des périodes particulièrement fécondes en actes de virile vertu, de beau désintéressement, d'abnégation sublime. Le *xvii^e* siècle a dû sa grandeur spirituelle sans doute à la qualité des âmes qu'il a vues naître et qui, pour diverses raisons, ont peut-être été plus nombreuses alors qu'aujourd'hui, mais aussi à la multiplicité des occasions qu'il leur a offertes de déployer leurs virtualités latentes. Mais, même au siècle suivant, inférieur par tant de côtés à son devancier, la tradition des gestes chevaleresques, des hauts sentiments désintéressés ne s'est point perdue. Des mots comme ceux de nos Français à Fontenoy : « Tirez les premiers, messieurs les Anglais », comme celui du chevalier légendaire : « A moi, Auvergne ! ce sont les ennemis » en disent assez long sur la persistance de nos vertus militaires. Pendant l'époque révolutionnaire, qui pourrait compter, parmi les victimes ou aux armées, les dévouements glorieux ou obscurs, les sacrifices volontaires, et tant d'actions admirables qui seraient à joindre aux *Actes des martyrs* ? L'épopée impériale a vécu sur ce magnifique épanouissement de vertu et d'oubli de soi. Enfin, plus près de nous, nous n'avons qu'à songer à nos soldats de la grande guerre pour nous dire que les sources de la noblesse morale ne sont point taries sur notre terre de France. Que de mots, que d'états d'âme cornéliens on retrouverait en feuilletant leurs lettres ! Corneille, à travers les Français de son siècle, a deviné et il a peint les parties les plus hautes de l'âme française. Napoléon, qui se connaissait en matière d'héroïsme, aimait à dire : « Si Corneille avait vécu de mon temps, je l'aurais fait prince. » Et Faguet d'ajouter bien profondément, d'un mot qui dit tout : « Il l'était. »

VICTOR GIRAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES DÉCRETS-LOIS DU 5 AVRIL

Le *Journal officiel* du 5 avril a publié le texte des décrets-lois par lesquels le gouvernement de M. Gaston Doumergue, usant des pleins pouvoirs qui lui ont été accordés, entend réaliser d'abord l'équilibre du budget. La réforme financière viendra ensuite.

Les décisions prises par le Conseil des ministres du 4 avril n'ont pas seulement la valeur de procédés efficaces pour combler le déficit ; elles impliquent une orientation financière, économique et politique ; elles marquent un choix entre deux routes. Le gouvernement opte pour une politique d'économies, de réduction des dépenses, de « déflation », de maintien du cours du franc, contre une politique de dépenses croissantes, d'étatisme de plus en plus développé, « d'inflation », de manipulations suspectes de la monnaie. Une telle décision engage l'avenir. Nous croyons que le ministère a choisi la bonne voie, mais ce n'est, certes, pas un chemin sans obstacles. Après les décrets du 5 avril, le moment de l'aiguillage est passé. Il s'agit, pour tous les Français, même ceux à qui des sacrifices sont demandés, d'accepter dans un esprit de discipline et de patriotisme ce qu'un gouvernement qui mérite leur confiance juge indispensable de leur imposer. C'est en aidant M. Doumergue dans sa tâche difficile que l'on atténuera les inconvénients des mesures prises et que l'on recueillera les avantages qu'elles doivent apporter.

Il n'était que temps d'arrêter les finances sur la pente où la politique cartelliste les précipitait. Dans le remarquable rapport que le Président du Conseil adresse au Président de la République, comme une sorte d'exposé des motifs pour les décrets-

lois, il s'exprime sans ambages, avec une force et une logique impressionnantes. « Si le Parlement n'avait pas, conformément au vœu du pays, accordé au gouvernement ce pouvoir exceptionnel, et si le gouvernement avait hésité à en user, c'eût été, à bref délai, la fermeture des caisses de l'État, la suspension de tous paiements, la faillite à tous les engagements. Ou bien, c'eût été l'inflation et les troubles qui toujours s'ensuivent, car l'inflation ne résout pas les problèmes. Les ajournant ou les aggravant, elle conduit, elle aussi, à la banqueroute, génératrice de toutes les colères sociales et de toutes les convulsions politiques. »

Pour M. Doumergue et M. Germain-Martin, comme aussi pour la sagesse des nations, il n'y a pas deux règles pour la bonne gestion d'un budget, l'une qui s'appliquerait aux particuliers, et l'autre qui régirait les finances publiques ; il n'y en a qu'une, et c'est pour l'avoir transgressée que les gouvernements précédents ont jeté dans le pays l'inquiétude qui a eu pour effet la thésaurisation et le ralentissement des affaires. Après la guerre et la diminution de la valeur du franc, le capital et le chiffre d'affaires de la France n'ont pas augmenté dans la même proportion que les dépenses ; ils ne sont pas au coefficient 5, tandis que les dépenses ont atteint le coefficient 10. Recourir à l'emprunt, c'est se condamner à emprunter indéfiniment à des taux toujours plus élevés, jusqu'à ce qu'on ne trouve plus de prêteur, jusqu'à la faillite. L'argent cher, c'est la vie chère. Le prix de la vie augmente plus vite que le pouvoir d'achat du consommateur, même si les traitements et salaires ne cessent de s'accroître.

Le système que rejettent M. Doumergue et M. Germain-Martin, c'est celui que préconisent M. Léon Blum et les marxistes. Dans le *Populaire* du 27, le leader socialiste se déclare « confondu devant la légèreté routinière de ces hommes jeunes ou vieux qui ne saisissent pas la différence entre le budget d'un ménage et celui d'une nation, qui ne s'aperçoivent pas que leur ordre, leur autorité et leur équilibre ne feront qu'aggraver la crise, et qui, dans une conjoncture si périlleuse, se préparent à accumuler contre la République tant de mécontentements, tant de colères, tant de révoltes ». Ces révoltes, socialistes et communistes les préparent. Ces colères, ils les attisent dans l'intérêt de leurs succès électoraux. Le seul moyen, en effet, que le peuple français ne leur demande pas compte de l'influence néfaste qu'ils ont exercée sur les gouvernements cartellistes, sans oser, d'ailleurs, en

prendre la responsabilité, c'est de précipiter les catastrophes.

Les économies et les réformes financières seront réalisées en plusieurs étapes. M. Germain-Martin apporte un premier « train » de 2 760 millions, en face d'un déficit qu'il évalue à 4 milliards de francs. Peut-être eût-il été préférable de terminer d'un coup l'opération reconnue indispensable ? Sur le budget général, en dehors des réductions opérées sur les personnes, les dépenses sur le matériel sont réduites de 600 millions. On ne peut se défendre de quelque inquiétude en voyant les plus fortes réductions porter sur le budget de la Guerre, de la Marine et de l'Air ; on se rassure en pensant que des hommes comme le maréchal Pétain, M. Pietri et le général Denain ne laisseraient pas toucher à des crédits indispensables à la défense nationale.

De la réforme administrative, seule la proportion est spécifiée par le décret-loi. Le nombre des fonctionnaires et agents de l'État de tout ordre doit être réduit d'un dixième. Les réductions seront opérées par voie de mises à la retraite anticipées. La politique socialisante suivie depuis la guerre a augmenté dans des proportions effarantes le nombre des fonctionnaires civils : de 467 000 en 1914, il était passé en 1922 à 625 000. Le total des agents de l'État, civils et militaires, atteignait, en 1932, 857 000, soit une augmentation de 240 000, plus d'un tiers ; « compte tenu des fonctions nouvelles de l'État, écrit M. Doumergue, des milliers d'emplois restent sans justification ». Chaque ministère devra réaliser sa réduction avant le 30 juin. L'exécution d'une telle mesure, si nécessaire soit-elle, implique une refonte radicale de tous les services publics ; c'est à une réforme complète de l'État que l'on va, et, s'il convient de s'en féliciter, il convient aussi de n'en pas laisser la réalisation à l'initiative de chaque ministre ; il faut opérer d'après un plan d'ensemble. Tel service pourrait être supprimé totalement, alors que tel autre souffrirait même d'une légère réduction. Par exemple, nous n'avons pas un seul représentant de la France à l'étranger en trop, bien au contraire. M. Doumergue dit avec raison qu'il faudra modifier « les méthodes ». « Nous voulons, dans notre vieille administration, si peu modifiée depuis le premier Empire, si peu adaptée à la vie moderne, mettre de l'ordre, de la lumière, de la jeunesse. » C'est fort bien ; mais il faudra modifier le régime électoral, car c'est le système de l'arrondissement qui conduit à maintenir des fonctionnaires superflus. Que l'on prenne garde

cependant que l'arrondissement correspond, beaucoup mieux que le département, à une réalité géographique et économique.

Le régime des pensions civiles et militaires doit être modifié; sinon, aucun budget ne saurait résister à un formidable accroissement qui de 607 millions en 1920 est arrivé en 1934 à 4 300 millions et atteindra, en 1950, 5 200 millions. Autant dire que personne ne touchera plus rien, parce que l'État aura fait faillite et que les contribuables seront ruinés ! Le problème des pensions de guerre n'est pas abordé dans la première fournée de décrets-lois ; il fait l'objet de pourparlers avec les associations d'anciens combattants. Là encore, il y a des abus qui ont pour origine l'intervention des parlementaires. Jusqu'en 1932, le nombre des pensionnés n'a cessé d'augmenter. Il a été, cette année-là, formulé 75 124 demandes nouvelles dont 27 654 ont été retenues ! On découvre, après seize ans, de nouveaux mutilés, de nouveaux tuberculeux réputés « de guerre ». On a, enfin, en 1933 fermé le robinet ! Mais la Chambre a demandé avec insistance, avant de partir en congé, qu'on le rouvre.

Un prélèvement sera opéré sur les traitements des fonctionnaires, de tous les fonctionnaires. On revient enfin au grand principe de la Révolution française que la contribution aux charges publiques est, comme le service militaire, un honneur inhérent au titre de citoyen. L'égalité devant l'impôt est la plus précieuse acquisition de la Révolution, la plus chère au peuple français. Au prélèvement institué par la loi du 25 décembre 1933 échappaient 450 000 fonctionnaires sur 850 000. Les traitements inférieurs à 12 000 francs étaient exempts de tout prélèvement, alors qu'ils ont été majorés dans des proportions plus fortes que les gros traitements dont les bénéficiaires sont astreints à toute sorte de charges. Les traitements inférieurs à 20 000 francs seront réduits de 5 pour 100 ; « ils conserveront un pouvoir d'achat très supérieur à celui qu'ils avaient en 1930 et même en 1914 ». L'échelle des réductions ira de 5 à 10 pour 100, maximum qui atteindra les traitements supérieurs à 100 000 francs. Le Président de la République a voulu donner l'exemple en s'imposant une réduction de 20 pour 100, et les ministres de 15 pour 100. Ainsi le budget bénéficiera d'une réduction de 360 millions et la voie sera tracée pour la réduction des émoluments dans les administrations régionales et locales. L'égalité sera rétablie entre les employés de l'État et les employés et salariés privés, si durement

atteints par la crise et le chômage. Six « offices » sont complètement supprimés : Office national des prêts d'honneur, Office national d'hygiène sociale, Institut de recherches agronomiques, etc. Les cumuls sont soigneusement révisés et supprimés.

Le gouvernement ne s'en tiendra pas là. M. Flandin prépare un projet pour réduire le déficit des chemins de fer. Le gouvernement s'efforcera de ranimer la vie économique, notamment en facilitant le crédit. Le résultat de ses mesures fiscales sera évidemment de faire baisser le loyer de l'argent et de ranimer la confiance. Le ministre du Travail (M. Marquet, du parti socialiste de France) étudie un projet qui mettrait à la disposition de l'État et des collectivités départementales et communales les capitaux disponibles des assurances sociales, afin de les employer à la reprise de la vie économique, notamment au financement d'un plan d'outillage national.

Enfin, M. Doumergue annonce que, « dès la rentrée des Chambres, le gouvernement présentera un projet de réforme fiscale simplifiant et allégeant des impôts trop nombreux, trop complexes et trop lourds ». Avec les Chambres actuelles, un tel programme n'a guère de chances d'aboutir. Nous allons retomber dans les surenchères électorales, reformer un cartel démagogique. La réforme fiscale indispensable ne peut être réalisée, comme les économies, que par des décrets-lois. Le premier « train » d'économies va soulever une vive opposition que communistes et socialistes tenteront de faire tourner au tragique. *L'Humanité* convoque déjà ses adhérents à un 1^{er} mai révolutionnaire, à la grève générale. L'exemple du 12 février est là pour encourager les fonctionnaires à la révolte. On ne se fera pas faute de leur dire que l'insurrection de leurs intérêts privés sauvera la République.

Les techniciens de gauche se croient obligés de disséquer le programme d'économies de M. Doumergue pour en montrer les inconvénients, comme si tout le monde ne les voyait pas. Que n'ajoutent-ils que ces inconvénients sont cent fois moindres que la catastrophe de l'inflation préconisée par M. Léon Blum. Le seul moyen de réaliser rapidement une saine réforme fiscale est de donner à M. Doumergue de nouveaux pleins pouvoirs pour y procéder. Au fond, les parlementaires ne demandent que cela ; ils éviteraient ainsi la responsabilité de réformes qu'ils savent nécessaires et qu'ils n'oseront pas voter. Leur pudeur souhaite d'être violée.

L'insurrection des petits fonctionnaires, si les mauvais conseils des socialistes parvenaient à la provoquer, ne serait pas populaire, car le bon sens français n'admet pas que le salarié de l'État ait le droit de se dresser contre l'État. Mais les mesures les plus nécessaires, les réformes les plus indispensables n'iront pas sans soulever des mécontentements dont pâtiraient, si des élections avaient lieu prochainement, ceux qui auraient eu le courage de les accomplir. Et l'on est amené à envisager, pour éviter cette criante injustice, une profonde réforme de l'État, de la constitution, du système électoral. On aime à penser que M. Doumergue prépare un programme complet dont la première étape vient d'être franchie. Tous les bons citoyens ont le devoir de se serrer autour de lui et de le soutenir sans réserves. Ce n'est pas seulement l'avenir des institutions qui est en jeu, ce sont les destins mêmes de la France, c'est son rayonnement dans le monde, c'est la victoire des nations occidentales sur la faillite qui les conduirait au communisme et à la guerre.

Si nous voulons sauver ce qu'il est souhaitable de conserver de ce que l'on appelait « les libertés politiques », il faut absolument remettre à neuf la vieille bâtisse et, pour ces réparations urgentes, faire confiance à celui que l'opinion accepte et acclame. Il serait matériellement impossible d'aboutir, par les méthodes et avec les défauts du système parlementaire et du régime électoral, aux solutions nécessaires et urgentes. Il faut agir à coups de décrets. Comment s'en rapporter, pour défendre les intérêts du pays, à une Chambre dont plusieurs membres sont en prison, d'autres véhémentement soupçonnés, d'autres élus, à Marseille, grâce aux services salariés de la bande Lussats, Carbone et C^{ie} ? Nettoyage, nettoyage ! Mais les grandes affaires n'attendent pas. La loi sur le blé, par exemple, qui a eu pour effet de faire monter en France le prix du pain, alors qu'il baissait dans tous les autres pays, sans donner satisfaction au cultivateur qui n'arrive pas à vendre sa récolte au taux légal de 115 francs, est à corriger ou à supprimer sans retard. Quand les Chambres reviendront et que M. Doumergue leur présentera un budget équilibré, il serait bien inspiré en leur indiquant les grandes lignes d'une réforme générale de l'État et en exigeant les pleins pouvoirs pour la réaliser. « Que les consuls veillent à ce que la République ne subisse aucun dommage. » Le journaliste américain bien connu Walter Lippmann, dans le *New York Herald*, signale la situation dangereuse

créée en Europe par la carence de la France. Il faut, dit-il, « un gouvernement fort, capable de rétablir le prestige perdu par la France au cours de l'année qui vient de s'écouler ». Ce gouvernement, nous l'avons : gardons-le !

VERS UNE ENTENTE OCCIDENTALE

Le voyage de M. Louis Barthou, à Bruxelles, le 27 mars, ses entretiens « particulièrement amicaux » avec M. Hymans, l'audience que le roi Léopold III a tenu à lui accorder, n'ont pas seulement achevé de dissiper le léger malaise que le discours malencontreux de M. de Broqueville avait provoqué : ils ont ramené sur leur vrai terrain les négociations relatives à la limitation des armements. Les deux ministres des Affaires étrangères se sont trouvés d'accord pour souhaiter « la conclusion d'une convention internationale formulant de sérieuses garanties d'exécution ». Tout est là, en effet. En face du réarmement de l'Allemagne, que la faiblesse de nos gouvernements et la mauvaise volonté de l'Angleterre et de l'Italie n'ont pas arrêté quand il en était temps, il est impossible d'envisager aucune réduction des armements ; une limitation quelconque ne cesserait d'être une duperie que si elle était accompagnée de sérieuses garanties d'exécution. Le commentaire officieux publié à Bruxelles insiste sur les dangers auxquels le réarmement de l'Allemagne ou la reprise de la course aux armements expose la Belgique ; « un accord entre l'Angleterre, la France et l'Italie, aboutissant à une convention internationale sur le désarmement, lui paraît, dans les circonstances actuelles, le seul moyen pratique et efficace de conjurer le péril ». Le memorandum français que nous avons analysé il y a quinze jours insiste, lui aussi, sur la nécessité d'assurer l'exacte observation des conventions qui pourraient être signées. Sans garanties d'exécution très précises, pas de convention.

Mais, là aussi, gît la difficulté. M. Ramsay MacDonald désire vivement aboutir à une convention sur la base des principes posés par lui-même et que toutes les Puissances occidentales avaient acceptés. C'est même cet accord qui a provoqué, le 14 octobre, le départ de l'Allemagne de Genève. L'occasion était excellente pour aboutir à une convention et mettre l'Allemagne en demeure d'y adhérer ou de dire pourquoi elle l'aurait rejetée. L'Angleterre et l'Italie, comme si elles étaient étonnées et déjà inquiètes

de se trouver d'accord avec la France, battirent en retraite. La question ne se pose pas autrement, aujourd'hui, en face de l'Allemagne réarmée; mais elle se heurte toujours aux scrupules de M. MacDonald, appuyé par une grande partie de l'opinion anglaise, et au jeu complexe de M. Mussolini.

Ayant pris connaissance du memorandum français et entendu notre ambassadeur, M. Corbin, le gouvernement britannique a demandé, par une note, quelques précisions. M. Barthou aime les propos clairs et les situations nettes. Une première réponse, transmise le 6 avril, précise que la France accepte une conversation avec l'Angleterre sur la possibilité d'aboutir à une convention; une seconde note définira ce que la France entend par des garanties d'exécution. Par ailleurs, les prétentions du Reich, qui réclame « le droit » d'avoir sans délai une puissante aviation, éclairent l'opinion britannique sur le danger que le réarmement de l'Allemagne peut faire courir à l'Angleterre elle-même. Une lente évolution s'opère dans les esprits britanniques. Il devient si clair que seule une large entente occidentale peut prévenir le danger allemand et arrêter la course aux armements, que l'Angleterre, dans son île, finira sans doute par le voir. Quelles que soient ses répugnances, quelles que soient les précautions qu'elle prendrait, un conflit européen ne la laisserait pas inerte et indifférente. La cause serait peut-être déjà gagnée n'étaient les lointains Dominions... et n'était le cerveau généreusement nébuleux de M. MacDonald.

Quelques publicistes, quelques hommes d'État s'emploient activement à éclairer l'opinion. On n'a pas oublié le brillant et vigoureux discours de M. Winston Churchill. M. Steed, avec quelques autres personnalités, a dernièrement signé une lettre où il est déclaré : « On peut, dans les affaires de l'Europe, établir un axiome. Tant qu'une Puissance européenne animée de dispositions belliqueuses pourra compter sur la neutralité de la Grande-Bretagne, les risques de guerre seront considérablement accrus. Dans la lutte contre la guerre, il n'y a pas de pays en Europe qui soit chargé d'une responsabilité aussi terrible que celle de la Grande-Bretagne... Aujourd'hui, la doctrine de l'Allemagne est une doctrine purement prussienne, celle de Bismarck. Dans le domaine des réalisations politiques, elle met de côté toute considération morale. » Mais les élections municipales de Londres, qui ont donné la majorité aux travaillistes, parlent plus haut que l'histoire et

que la paix. Le moyen d'assurer sans risque la sécurité continentale est pourtant simple. M. Garvin l'a indiqué dans l'*Observer* du 25 mars : c'est une alliance mutuelle et réciproque des Puissances occidentales, France, Belgique, Angleterre. Aucune convention sur les armements n'est possible si le gouvernement britannique ne consent à assumer des responsabilités qui surpassent celles du traité de Locarno. « Si la Grande-Bretagne ne veut pas se lier les mains, la France ne se liera pas non plus. Une assurance mutuelle entre les deux pays est vitale pour tous les deux. »

Le bureau restreint de la Conférence se réunit le 10 avril. Il constatera que l'accord n'est pas réalisé. A quoi servirait-il, d'ailleurs, qu'il le fût, sinon pour sauver la face à M. MacDonald, car s'il l'était dans des conditions acceptables pour la France et la Belgique, il serait aussitôt rejeté par l'Allemagne ? Ce qui importe, c'est que l'Angleterre se rende compte que le réarmement de l'Allemagne comporte un danger pour elle-même et que l'infailible moyen de décourager par avance toute tentative belliqueuse de la part de l'Allemagne est entre ses mains. La sécurité ne sera assurée en Europe que le jour où il sera évident pour tous que le pangermanisme de l'Allemagne réarmée est le seul péril réel que puisse actuellement courir la paix. Dans les négociations pour la limitation des armements, le Führer ne poursuit qu'un objectif : faire entériner par la Conférence de Genève le réarmement de l'Allemagne et la violation du traité. Pour un rédacteur de l'*Associated Press*, il faisait dernièrement étalage de son désir du désarmement mondial, mais il ajoutait que le Reich refusait de limiter à 250 000 hommes son armée ; il lui en faut 300 000, sans compter les formations paramilitaires. Issu du peuple, M. Hitler est obligé de tenir compte des préférences populaires qui ne sont jamais belliqueuses ; mais, soutenu par une opinion nationale constamment surchauffée, il a besoin de lui apporter, à défaut de la prospérité qui lui échappe, quelques satisfactions d'amour-propre. Mais, un jour, il peut se trouver acculé ou à une retraite qui le déconsidérerait ou à la guerre, dernière carte de sa fortune menacée.

En Europe centrale, heureusement, les projets du Führer sont déjoués et la situation se stabilise. En Autriche, la tranquillité intérieure est rétablie et M. Dollfuss met sur pied la nouvelle constitution. La commune déclaration de l'Italie, de la France et

de l'Angleterre pour l'indépendance de l'Autriche a contraint l'Allemagne à rentrer ses griffes pour le moment. M. Benès, dans l'important et remarquable discours qu'il a prononcé le 21 mars, après avoir examiné toutes les solutions du problème autrichien, se prononce pour la solution européenne: indépendance et intégrité de l'Autriche garantie par l'Europe sur la base du protocole de Genève de 1922. L'Autriche, qui prend de plus en plus conscience de sa personnalité nationale, doit rester autrichienne. L'Anschluss est inadmissible, mais inadmissible aussi l'incorporation de l'Autriche à un système politique qui serait dirigé contre l'Allemagne. « Les États danubiens sont politiquement assez mûrs et adultes pour qu'aucune grande Puissance ne puisse être leur tuteur et qu'aucune des grandes Puissances ne doive se servir de l'un de ces États contre les autres. »

Sur ce point, la politique tchécoslovaque est pleinement d'accord avec les autres États de la Petite-Entente et avec la France. Les 12 et 26 mars, M. Jevtitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, a exprimé, lui aussi, des idées qui s'accordent avec celles de ses alliés. Les protocoles de Rome du 17 mars et le discours de M. Mussolini font l'objet, de sa part, des plus expresses réserves : la politique revisionniste ne peut, en aucun cas, recevoir l'adhésion de la Yougoslavie. Enfin, M. Titulesco, interpellé le 4 avril par M. Maniu, a lui aussi donné sa note ; elle est, avec quelques nuances, en harmonie avec celles de ses collègues. Il est opposé à toute revision et préconise, lui aussi, pour l'Autriche, la solution européenne. « La Roumanie a soutenu de toutes ses forces le plan Tardieu ; c'est à regret qu'elle en a vu l'abandon. La réorganisation économique de la vallée du Danube ne peut être réalisée que par la coopération de tous les États successeurs de l'ancienne monarchie dualiste. » Rendant hommage à la politique française, M. Titulesco a été acclamé par toute la Chambre debout. L'admirable travail diplomatique qu'il a réalisé, dans les Balkans et en Europe centrale, confère à ses paroles et à ses actes une autorité toute particulière. Aussi la visite qu'il doit faire prochainement à Paris sera-t-elle accueillie avec toute la sympathie que mérite ce bon ouvrier de l'ordre européen.

RENÉ PINON.

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGTIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1^{er} mars

	Pages.
MARCHELOUP, dernière partie, par M. MAURICE GENEVOIX.	5
HITLER, MANIEUR DE FOULES, par M. PIERRE FRÉDÉRIX	53
LÉOPOLD 1 ^{er} INTIME. — II, par le baron BEYENS.	71
LE CARDINAL LUÇON A REIMS, par M. PIERRE LYAUTEY.	91
SILHOUETTES ÉTRANGÈRES. — M. SATO, par VERAX.	107
MARINE RESSUSCITÉE, par M. MAURICE LARROUY	112
RÉFORMER OU CASSER, par M. ANDRÉ TARDIEU	135
VISITES AUX MUSÉES DE PROVINCE. — MONTPELLIER, I, par M. LOUIS GILLET	162
LE VIEUX DRAME, par M. HENRI DUVERNOIS	184
LE MIRACLE DU MORIMOND OU LE BOUUREAU MAL MARIÉ, par M. le duc DE LA FORCE, de l'Académie française	201
LA VIE PRIVÉE DES GRECS, par M. ROBERT DEMANGEL.	207
LA VENGEANCE DE TALLEYRAND, par M. ÉMILE DARD	215
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON	230

Livraison du 15 mars

UNE LABORANTINE, première partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française	211
LA GUERRE RELIGIEUSE EN ALLEMAGNE. — II. CHEZ LES CATHOLIQUES, par M. ROBERT D'HARCOURT	291
LA CONTRE-RÉVOLUTION. — I. LA PERSISTANCE DE LA FOI MONARCHIQUE, par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française	321
LE ROI ALBERT 1 ^{er} , par M. JULES CAMBON, de l'Académie française.	354
MES CARNETS. — DE FROUVROU A MADAME CARDINAL, par LUDOVIC HALEVY	363
LE MUSÉE DE MONTPELLIER. — II. ARTISTES MONTPELLIÉRAINS, par M. LOUIS GILLET	389
LA PERLE OBLONGUE, par M. HENRI DE MONFREID.	408
SPECTACLES, par GÉRARD D'HOVILLE.	427
A LONDRES. — LES ANGLAIS ET LE CONTINENT, par M. MAURICE PERNOT	439

	Pages.
POÉSIES, par M. ANDRÉ DELACOUR.	434
APRÈS LE PREMIER SALON DE LA QUALITÉ FRANÇAISE, par M. MARC AUCUY.	458
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON.	470

Livraison du 1^{er} avril

UNE LABORANTINE, dernière partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française.	481
LA DÉFENSE AÉRIENNE. — I. <i>LE CIEL PARTOUT MAL DÉFENDU</i> , par M. le général ARMENGAUD.	525
S. M. LÉOPOLD III ROI DES BELGES, par M. CHARLES D'YDEWALLE.	546
MES CARNETS. — VI. <i>A LA VEILLE DE LA GUERRE (1870)</i> , par LUDOVIC HALÉVY.	553
LA NOUVELLE ÉQUIPE. — III. <i>HENRY DE MONTHERLANT. — T'SERSTEVENS. — JULIEN GREEN</i> , par M. R. BOURGET-PAILLERON.	580
LA CONTRE-RÉVOLUTION. — II. <i>LA NATION SOUS L'OPPRESSION</i> , par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française.	593
L'OCCASION PERDUE (Texte français de M ^{me} E.-R. Blanchet), par M. SOMERSET MAUGHAM.	613
MISSIONS FRANÇAISES ET ÉCOLES D'OUTRE-MER, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française.	646
LE MUSÉE DE MONTPELLIER. — III. <i>BRUYAS ET SES AMIS</i> , par M. LOUIS GILLET.	661
LENDEMAIN D'ÉMEUTE A VIENNE, par M ^{lle} BERTHE VULLHEMIN.	688
REVUE MUSICALE. — <i>DON JUAN</i> , par M. LOUIS LALOY.	700
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON.	710

Livraison du 15 avril

LES CÉLIBATAIRES, première partie, par M. HENRY DE MONTHERLANT.	721
AU MAROC PACIFIÉ. — <i>SÉCURITÉ ET ORGANISATION</i> , par M. RENÉ PINON.	765
MES CARNETS. — VII. <i>LA GUERRE (1870)</i> , par LUDOVIC HALÉVY.	786
LA DÉFENSE AÉRIENNE. — II. <i>LA PROTECTION DU CIEL NATIONAL</i> , par M. le général ARMENGAUD.	820
LA CONTRE-RÉVOLUTION. — III. <i>LA RÉACTION THERMIDORIENNE (1794-1795)</i> , par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française.	839
VISITE AUX Puits DE PÉTROLE DE L'IRAK, par M. VICTOR FORBIN.	862
LA ROYAUTE DE LA RÉCLAME, par M. L.-J. ARRIGON.	886
LA CRISE DU BLÉ, par M. J. DE PESQUIDOUX.	904
SPECTACLES, par GÉRARD D'HOVILLE.	918
LE PROGRAMME NAVAL NÉCESSAIRE, par M. RENÉ LA BRUYÈRE.	932
REVUE LITTÉRAIRE. — <i>CORNEILLE ET LA VIE</i> , par M. VICTOR GIRAUD.	937
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON.	949

